

50377
1993
223-2

50377
1993
223-2

L'enquête



Les tentatives d'explication du degré et de la nature de la politisation professorale apparaissent peu satisfaisantes, incomplètes, parfois complémentaires, parfois opposées, en tout cas critiquables.

Ainsi en est-il de la place des professeurs relativement aux autres "classes": si, pour certains auteurs, la situation de classe des enseignants du second degré suffirait à les rapprocher des "prolétaires", pour d'autres, c'est la position plus subtile de dominés qui lierait les professeurs aux ouvriers, tandis que pour d'autres encore, l'origine des prélèvements sur la richesse sociale et la destination de la fonction assumée par les professeurs les rendraient plutôt solidaires des classes socialement et économiquement privilégiées; pour d'autres enfin, c'est la position ambiguë des professeurs (ils vendent leur force de travail tout en bénéficiant d'une rétrocession de plus-value qu'ils ont intérêt à voir s'agrandir, grâce à une politique d'expansion du service public) qui les distinguerait des autres fractions "petites bourgeoises" plus conservatrices.

Ainsi en est-il encore du paradigme de l'origine sociale: pour certains auteurs, la provenance des professeurs les rallierait plutôt aux couches populaires, par fidélité à des origines modestes; pour d'autres, cette communauté d'origine modeste ne s'exprimerait pas directement sur un plan politique et stratégique, mais par la défense de l'institution scolaire en tant que système ayant permis leur relative ascension sociale; pour d'autres encore, une autre approche des chiffres et l'analyse de données plus récente tendraient à détruire le mythe du caractère démocratique et populaire du recrutement professoral.

L'argument de la féminisation de la profession n'est pas plus convaincant: certes, les femmes qui travaillent s'affirment plus politisées que leurs congénères restées au foyer, parvenant même à un niveau de politisation identique à celui des hommes, d'autant plus aisément qu'elles occupent une position élevée sur l'échelle des diplômes et dans la hiérarchie professionnelle; mais n'oublions pas que nos femmes professeurs sont d'origine plus aisée que leurs collègues masculins, plus souvent mariées qu'eux à des conjoints appartenant à des catégories socio-professionnelles supérieures, et considérant plus souvent qu'eux leur traitement comme un salaire d'appoint, dont elles sont généralement satisfaites.

Enfin, pour certains, le fort taux de syndicalisation renforcerait l'esprit de corps et stimulerait la politisation, expliquant ainsi le degré de politisation particulièrement élevé parmi les professeurs ainsi que leur orientation à gauche... à moins que ce ne soit l'inverse qui ne se produise.

Pour d'autres, les caractéristiques du syndicalisme enseignant (bureaucratique, catégoriel, divisé, réformiste, décalé par rapport à la réalité et aux mentalités, etc.) rendraient peu probable le développement d'un tel esprit: l'analyse des motivations à la syndicalisation tendrait d'ailleurs à laisser supposer que l'adhésion syndicale est d'abord instrumentale et répond rarement à des mobiles idéologiques ou politiques; si certains voient dans la référence constante à la laïcité, dont usent les syndicats enseignants, une volonté de progrès moral et social trouvant immédiatement un écho auprès des partis de gauche, d'autres y lisent plutôt une confiance en une vérité universelle et positiviste, pouvant nier les divisions sociales et entraîner non seulement la "neutralisation des débats politiques en classe" mais aussi la "neutralité des professeurs".

Ceux qui se sont penchés sur les caractéristiques de l'esprit de corps, et sur les conditions à sa réalisation, ont ébranlé l'hypothèse, rarement remise en question, de l'existence d'un tel esprit au sein du milieu professoral.

Ils s'appliquent à en montrer les disparités -les dispersions de statut, de traitement, de grade, d'ancienneté, de situation du conjoint, - de position dans le temps et l'espace social, les différences, les divergences, les divisions, les oppositions, bref, tout ce qui entrave la vision d'une communauté d'intérêts, tout ce qui rend floue l'identité professionnelle et menace l'homogénéité interne de la profession.

Mais ils soulignent aussi tout ce qui en diminue le prestige social: l'extension du recrutement à des catégories extérieures moins diplômées et moins qualifiées, l'exigence accrue de technicité, la concurrence opérée par les médias, la fuite des diplômés dans des emplois extérieurs à l'enseignement et l'augmentation du niveau d'instruction de la population globale, et des parents en particulier, enlèveraient encore à l'autorité sociale des professeurs et donneraient une image dévalorisée et dévalorisante de la fonction publique.

Enfin, ils relèvent tout ce qui amenuise l'autonomie: comment parler d'esprit de corps quand on sait le dérèglement du gouvernement interne de la profession -d'ailleurs jamais totalement réalisé-, surtout depuis la récente intrusion des parents et des pouvoirs locaux dans la vie scolaire ?

Bref, les professeurs auraient perdu toute fierté d'appartenir à leur profession, devenue peu attrayante en termes de stratégie professionnelle ou matrimoniale.

Quant à l'histoire, si elle nous aide à mieux comprendre les référents de la conscience collective enseignante, elle ne nous renseigne pas davantage sur les mécanismes de leur transmission.

Mais au moins a-t-elle le mérite de cadrer notre échantillon d'enquête.

Quels éléments de ce passé restent encore dans la mémoire de nos professeurs ?

Les thèses foisonnent mais se contredisent parfois.

Ceci révèle la difficulté, voire l'impossibilité, d'expliquer un phénomène aussi complexe que celui de la socialisation politique, par quelques thèses simples, pour ne pas dire simplistes.

Beaucoup d'entre elles s'attachent à rechercher l'explication de l'orientation à gauche de la profession enseignante dans les caractéristiques sociologiques des enseignants eux-mêmes (sexe, appartenance objective ou subjective, origine sociale, revenu, etc.), ou dans celles inhérentes au métier (taux de syndicalisation, conscience collective, esprit de corps, tradition politique, attachement à la laïcité, etc.).

Or, expliquer les comportements politiques des enseignants du second degré par la composition sociologique du milieu professoral, par la répartition des professeurs au regard d'un certain nombre de variables dont on sait qu'elles interviennent dans l'orientation à gauche, présente l'inconvénient de raisonner sur des résultats globaux¹: comment être assuré, en effet, qu'une concordance, effectivement observée sur des populations globales, ne cache pas, en réalité, une multitude de discordances individuelles qui, parce qu'elles s'exerceraient selon des sens contraires, annuleraient leurs effets ? Comment vérifier que deux populations coïncident exactement, si ce n'est en procédant cas par cas ?

Quand bien même nos professeurs seraient à gauche parce qu'ils cumuleraient bon nombre d'attributs dont on sait qu'ils favorisent l'orientation à gauche, il s'avère parfois difficile d'expliquer la sur-représentation de certains d'entre eux.

Enfin, peut-on toujours décider du sens des causalités ? S'il y a des sens d'implications dont on ne peut douter, le chercheur prudent n'est souvent autorisé à parler que de coexistence de variables sans qu'il lui soit possible de déterminer laquelle est la cause, ou l'effet, de l'autre.

Bref, cette première partie de notre travail consacrée à l'histoire, jusqu'à nos jours, d'un "corps" et de sa politisation, nous laisse insatisfaits, et toujours sur notre faim puisque subsistent encore des questions sans réponses.

Qu'est-ce qui fait que les professeurs sont à gauche ?

Adoptent-ils cette orientation politique dès lors qu'ils intègrent la profession (ce qui supposerait une prégnance forte du milieu professionnel en tant qu'instance de socialisation) ?

Ou bien arrivent-ils à l'enseignement en étant déjà situés à gauche, le choix du métier entrant alors dans une logique particulière, propre à l'acteur ?

Ne pourrait-on pas concevoir l'existence de médiations idéologiques entre le choix du métier et l'origine sociale, comme l'inclinent à penser les travaux de N. Mayer sur la Boutique ?

Ces questions furent posées dans des termes analogues par J. Mossuz-Lavau et M. Sineau qui s'interrogeaient sur "le jeu propre de l'activité professionnelle sur les comportements" et qui soulignaient la nécessité de "faire la part des choses" (J. Mossuz-Lavau, M. Sineau, 1983, p.80), en distinguant entre "le poids du passé" et "la force du présent" (idem, p.100): qu'est-ce qui revient donc à la "composition sociologique des groupes" dans l'expression de leurs choix politiques et culturels ? Que peut-on imputer à l'effet spécifique de l'exercice du métier et qui "perdure, quels que soient par ailleurs les antécédents familiaux, sociaux et culturels" ? (ibidem, p.80).

Toutes ces remarques et interrogations soulignent la nécessité d'une approche qualitative des mécanismes de la formation des attitudes politiques, en remontant plus en amont dans l'histoire et les trajectoires, sociales, politiques et professionnelles, des individus.

Car le témoignage d'un individu n'est jamais le récit d'une histoire singulière et irréductible, mais permet au contraire d'atteindre aux "modèles culturels du groupe tels, du moins, qu'ils ont été intériorisés par l'intéressé" (S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.61), considéré dès lors comme l'un des composants de l'"être collectif".

"Si l'on enregistre comme tel un témoignage individuel, cela ne veut pas dire qu'on attache du prix à l'individu, entité adulte et singulière, mais qu'on le prend pour échantillon de la communauté."

E. Sapir, 1967, p.90.

"Si chaque individu représente la réappropriation singulière de l'universel social et historique qui l'environne, nous pouvons connaître le social en partant de la spécificité irréductible d'une praxis individuelle. [...] Ce qui rend unique un acte ou une histoire individuelle se présente à nous comme une voie d'accès -souvent possible- à la connaissance scientifique d'un système social."

F. Ferrarotti, 1983, p.51.

Chaque individu se constitue "en fonction d'une organisation singulière d'expériences, d'appartenances, d'identifications et de différenciations sociales [...] [et] est une application restreinte et chaque fois originale de cultures et de sous-cultures dont il relève avec beaucoup d'autres."

G. Michelat, M. Simon, 1, 1985, p.34.

[...] Il y a sans doute un paradoxe apparent à s'adresser à des individus dans leurs particularités, à travers leur vécu, leur personnalité, pour atteindre ce qui est social.

[...] Mais ce qui nous intéresse, comme sociologues, n'est pas l'étude approfondie de l'individu dans sa différence spécifique.

[...] Notre objectif est de reconstituer les modèles culturels sous-jacents au discours d'individus qui se sont constitués comme tels en fonction d'une certaine organisation d'appartenances, d'expériences, d'identifications et de différenciations sociales."

J.M. Donegani, G. Michelat, M. Simon, 1980, pp.14-15.

Se posent maintenant les questions du dispositif d'enquête à mettre en place et de la population à choisir.

I LE DISPOSITIF D'ENQUETE

Nous avons demandé aux interviewés eux-mêmes de raconter leur itinéraire politique, c'est-à-dire le cheminement qui les a conduits au type et au degré de politisation qu'ils se reconnaissent au moment de l'enquête.

Il nous faut souligner ici l'accès relativement facile à notre objet de recherche, dans la mesure où il concerne seulement les représentations des enseignants, exprimées dans le discours des interviewés, et n'englobe pas les pratiques professionnelles effectives, telles qu'on pourrait les recueillir par l'observation directe, et dont les enseignants font toujours un grand secret.

"Ce secret des pratiques et des fonctionnements ne favorise pas le travail scientifique, car il pousse les chercheurs à enfermer leurs investigations dans les domaines dont l'accès est le plus facile: les idéologies, les représentations, les discours sur la pratique, sans les pratiques effectives, ou bien les manuels et les programmes seuls, sans les curricula réels. Ce qui ne manque pas de produire un biais sur la manière d'envisager l'articulation des pratiques, des savoirs de métier et des idéologies professionnelles".

L. Demailly, 1991, p.67.

Cette relative facilité -mais faut-il le préciser ?- n'a à aucun instant présidé au choix de notre objet.

Et si "l'analyse de la diversité des positions dans un groupe professionnel comme celui des enseignants, qui sont des spécialistes du discours, des praticiens d'une activité éminemment normée, et des membres d'une institution fortement culpabilisante, ne paraît pas devoir s'appuyer seulement sur les opinions soumises au travail de représentation du groupe, mais aussi -et c'est essentiel- sur des choix "ordinaires", plus proches des logiques pratiques" (L. Demailly, 1991, p.69), on voit bien comment réaliser cet impératif² dans le cas des "postures et positions professionnelles" (recueil des "prises de positions" et observation minutieuse des pratiques) mais beaucoup moins bien dans le cas des positions politiques.

Nous avons opéré au moyen de l'entretien non directif³.

Certes, cette technique présente certains inconvénients, liés à l'effort de mémorisation et de reconstruction du passé, exigé des enquêtés.

Le souvenir étant une "élaboration ultérieure" sous l'influence de différentes forces psychiques, il peut représenter une "rétrospection déformante" (G. Vincent, 1967, p.7), l'enquêté procédant à un enjolivement paraconscient de la réalité.

"Le narrateur est tenté souvent sans en être conscient, de réarranger sa propre existence; quand il restitue le film de sa vie, il risque d'en réordonner les séquences. Il va procéder à une reconstitution partiellement fautive, et artificielle, de la réalité, en "gommant" les passages gênants, en privilégiant les facteurs de cohérence, l'"unité de la vie" au détriment de l'a-cohérence de la diversité, des éventuelles contradictions. Mais cela ne signifie pas qu'il faille récuser les reconstructions de l'existence à partir des éléments d'information, cela ne signifie pas non plus qu'il n'existe pas une logique interne de la vie, susceptible d'échapper parfois -ou souvent- à l'intéressé lui-même. Soutenir le contraire serait récuser tout l'acquit de la psychanalyse".

S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, pp.43-44.

Certaines réponses ont ainsi pu être idéalisées⁴, les faits étant présentés non pas tels que les individus les ont vécus mais tels qu'ils auraient souhaité les vivre.

Nos professeurs chercheront ainsi à donner une image cohérente d'eux-mêmes.

Il est possible que la détermination de leurs opinions politiques, et en particulier leur auto-positionnement sur l'axe droite-gauche, soient fonction non pas de leurs attitudes politiques fondamentales mais "des gratifications personnelles [qu'ils tireront] de cette affirmation d'identité" (P. Braud, 1985, p.79).

"Par exemple, pour beaucoup d'enseignants, se dire "de gauche" est non seulement peu coûteux socialement, mais vaut brevet de progressisme, présomption de générosité sociale en raison des connotations culturelles souvent attachées dans leur milieu à cette identité. Se dire "ni de droite ni de gauche" suggère fort opportunément l'adoption d'une sage attitude de juste milieu; dans les régions rurales et catholiques, dans le corps des officiers ou chez certains intellectuels, c'est l'identité de droite qui est peu coûteuse socialement tandis que les connotations positives propres à leur subculture se révèlent nombreuses: refus de la démagogie, sens des responsabilités, rectitude morale, énergie et autorité, etc. Ces systèmes de connotations -hautement relatifs- font partie de la culture politique propre à chacun des nombreux sous-ensembles de la population."

P. Braud, 1985, pp.79-80.

Ainsi devons-nous toujours tenir compte du fait que "le statut réputationnel de l'identité de gauche est supérieur à celui de l'identité de droite", cette dernière étant nettement moins valorisante (idem, p.80), à cause de "l'influence de l'Ecole Publique" et de "l'action persévérante d'intellectuels prestigieux engagés à gauche depuis l'affaire Dreyfus" (ibidem, p.81).

Néanmoins, malgré ses inconvénients, nous adopterons cette technique de l'entretien directif, compte tenu des précieux avantages qu'elle offre en contre-partie.

Le dispositif permet en effet une "relative objectivité" dans la mesure où l'enquêteur, "responsable de la mise en forme définitive du

travail élaboré à partir de matériaux bruts", dispose d'un "point de vue" étranger, éloigné, donc nécessairement "supérieur" à celui de l'enquêté qui "vit sa propre vie" et pour qui "les arbres cachent la forêt": cet "effet de distanciation" autorise une vision plus "désintéressée" que celle de l'"intéressé" -au sens plein du terme-, donc plus "objective", à condition, toutefois, que l'analyste sache faire abstraction de ses valeurs et de ses savoirs (S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.44).

L'entretien non directif permet par ailleurs d'accéder au contenu "latent", inexprimé, non verbalisé, mais révélé par le discours, qu'une analyse minutieuse peut dévoiler, bien qu'il ne soit pas explicitement dit; il s'agit d'atteindre les "significations latentes" présidant à l'"organisation du contenu manifeste" (G. Michelat, M. Simon, 1977, p.8).

"L'entretien non directif a pour but de provoquer la production d'informations symptomatiques auxquelles l'enquêté, en situation normale, n'a lui-même que très partiellement accès."

J.M. Donegani, G. Michelat, M. Simon, 1980, p.12.

Enfin, on peut penser que "l'interprétation des questions posées en situation d'enquête -comme celle des prises de positions des professeurs au cours de leurs activités professionnelles- est influencée par l'appartenance (qui se limite parfois à un sentiment d'appartenance) à des groupes constitués: des responsables ou des militants actifs d'associations de professeurs adoptent souvent, lors des enquêtes par questionnaires, les positions officiellement défendues par celles-ci et répondent en qualité de porte-parole, alors qu'en situation d'entretien, ils formulent plus volontiers leurs opinions "privées", parfois notablement différentes" (J.M. Chapoulie, 1987, p.141).

Les entretiens avaient pour consigne de départ: "racontez-moi ce qui a bien pu vous conduire aux opinions politiques qui sont, aujourd'hui, les vôtres".

Bien sûr, la présentation de l'enquêteur et l'introduction de l'entretien ont été les mêmes pour chaque individu, l'uniformisation des consignes⁵ prévenant contre toute induction de biais inutiles et la mise en confiance de l'enquêté constituant une approche indispensable, garantie par la promesse de l'anonymat et par la certitude de l'intérêt "scientifique" de sa contribution.

"Pour décider un inconnu à raconter sa vie, le sociologue dispose d'au moins deux arguments reconnus par la déontologie: il doit garantir à l'informateur le respect de son anonymat et lui promettre que ses efforts serviront à quelque chose."

La déontologie de la profession place donc l'entretien biographique sous le signe d'un contrat de confiance.

L'entretien n'a donc lieu que lorsque l'interlocuteur accorde quelque crédit à la promesse du sociologue qui le sollicite.

E. Lazega in F. Ferrarotti, 1983, p.12.

Les administratifs de l'Education Nationale, sauf exception, pensent que la connaissance est du temps perdu. La recherche est toujours soupçonnée d'inutilité, de volonté critique, d'égoïsme ("faire de la recherche pour la recherche" est, d'ailleurs, la suprême critique adressée aux chercheurs) ou de fuite de la réalité. Alors même que administratifs et enseignants critiquent le caractère "théorique", "inapplicable", "coupé de la réalité" des recherches en sociologie ou en sciences de l'éducation, ils ne pensent pas souvent qu'ils pourraient collaborer à l'amélioration des connaissances construites, en ouvrant largement les dossiers, les réunions et les classes à l'investigation.

L. Demailly, 1991, p.66.

Une fois les interviews recueillis et enregistrés⁶, nous les avons maintes et maintes fois écoutés, pour bien nous en imprégner, et nous les avons retranscrits⁷:

Ecouter et transcrire, c'est aussi observer, décoder, comprendre. C'est une technique d'observation qui met en évidence les régularités du discours.

S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.124.

A quel traitement du matériel⁸ ainsi recueilli avons-nous procédé ?

L'analyse des entretiens a permis de dégager les pôles autour desquels ils se structuraient et d'établir une typologie, puis de situer ces pôles dans la population, selon les modalités de ses diverses caractéristiques objectives.

Les types⁹ ont été construits à partir de la traduction des entretiens en une série de propositions, décomposant les articulations des discours et en reproduisant le raisonnement, puis mises en relations entre elles, pour rendre compte de leur logique interne et faire apparaître les systèmes symboliques sous-jacents aux comportements politiques: il faut restituer, en effet, la "continuité signifiante" anéantie par le "découpage thématique" (S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.119).

La démarche a déjà été longuement explicitée par J.M. Donegani, M. Simon et G. Michelat:

La procédure [...] consiste, dans un premier temps, à isoler les entretiens qui présentent des types de raisonnement formant un tout les plus différents les uns des autres et les plus purs. Ils forment l'ébauche de chacun des types. Dans un second temps, on décompose les entretiens hybrides en fragments de matériel correspondant à chacun des types isolés enrichissant ainsi le matériel provenant des entretiens "purs". A partir de l'ensemble du matériel propre à chaque type, on aboutit à la construction de types de raisonnements (et non

d'individus), que nous appelons modèles. [...] On interrompt l'analyse lorsqu'on considère que l'état des modèles atteint une certaine stabilité."

J.M. Donegani, H. Simon, G. Michelat, 1980, pp.19-20.

Tout revient à écouter et à analyser un "discours de groupe à plusieurs voix, tout le monde parlant grosso modo de la même chose, mais n'en parlant pas tout-à-fait de la même façon" (S. Clapier-Vallandon, J.Poirier, P. Raybaut, 1983, p.196): chaque récit présentant sa tonalité, sa spécificité et sa cohérence, il est pourtant possible de les grouper par apparemment de déclarations, par similitudes, en un seul et même type. Les rubriques de ce type ne figurent pas toutes nécessairement dans chaque discours ni d'ailleurs avec le même poids.

La présentation de chaque modèle restitue donc les principales articulations du raisonnement type (soulignées dans le texte), précisées par un développement personnel restant aussi proche possible des discours entendus, qu'illustrent d'ailleurs de nombreux extraits d'entretiens (avec, pour chacun d'eux, la lettre qui renvoie à l'auteur de la citation, dont on a présenté, en annexe, les caractéristiques retenues); parfois, une explication, donnée par les enquêtés eux-mêmes, peut aider à les clarifier.

L'intitulé même de chaque type s'inspire d'une formule tirée des entretiens qui ont contribué à son élaboration.

La construction d'une typologie est une phase empirique, et subjective, sur un matériel humain: elle a donc ses limites en matière de scientificité et... ses biais¹⁰, mais l'essentiel n'est-il pas que les enquêtés parviennent eux-mêmes à s'y situer sans peine¹¹ ?

"Les esprits chagrins, qui ne pratiquent pas l'analyse de contenu et qui se gardent précautionneusement de recueillir du matériel qualitatif pourront dire qu'une autre typologie est possible. Il y a certainement là une part de vérité, mais l'important c'est que les narrateurs concernés et ceux qui ont été interrogés par la suite ont accepté cette typologie et s'y sont, avec bonheur, retrouvés."

S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.199.

Enfin, nous avons étudié les itinéraires politiques et analysé les mécanismes qui ont conduit aux différents modèles de politisation apparus dans notre typologie.

La présentation de notre analyse se décomposera donc, pour chacun des types, en une description des logiques des représentations du monde social et politique, d'une part, et, d'autre part, en une étude des racines et trajectoires personnelles qui ont conduit à chacune de ces organisations de l'univers subjectif.

notes du chapitre I

¹ Dans la sociologie qu'elle entreprend du collège non seulement en tant qu'institution mais aussi en tant qu'organisation, système d'interactions entre divers acteurs externes et internes, L. Demailly utilise elle aussi les "méthodes dites qualitatives" mais précise que "la défense et l'illustration [...] de nos propres méthodes n'est en rien dénigrement du travail de certains quantitativistes qui nous est absolument précieux, et sur lequel nous serons amenée souvent à nous appuyer" (L. Demailly, 1991, p.65).

² C'est bien d'impératif qu'il s'agit.

Car trop souvent on suppose et on admet implicitement l'existence d'"une relation étroite entre les comportements effectifs et les comportements rapportés en situation d'enquête", c'est-à-dire entre "les représentations verbalisées du rapport au métier et à l'institution scolaire" et "les comportements concrets que seule une observation directe et prolongée permettrait d'appréhender de manière certaine" (J.M. Chapoulié, 1987, p.166 à p.171).

Or, le présupposé d'une concordance entre comportements déclarés et comportements effectifs est à remettre en question: selon A. Leger, plus les réponses des enseignants se rapprochent de leur pratique pédagogique et quittent le domaine des généralités plus elles révèlent cette impossible correspondance entre des représentations globales, rapportées en situation d'enquête par questionnaire ou entretien, et des pratiques quotidiennes et concrètes.

A. Percheron souligne aussi la nécessité de jouer sur deux registres, celui des normes et des principes d'une part, celui des pratiques ou de leurs représentations, d'autre part, car "tout discours contient, dans des proportions difficilement mesurables, une part de restitution de celles-ci à partir des réponses que l'on sait socialement ou que l'on croit personnellement souhaitables" (A. Percheron, 1985).

³ Il faudrait plutôt parler ici d'entretiens semi-directifs.

Si nous avons effectivement cherché à contrôler de manière minimale le processus de mémorisation du narrateur, et à lui laisser la liberté maximale d'expression, nous avons été plus que de simples "scripteurs": le narrataire collabore toujours, en effet, directement et activement à la production du discours du narrateur.

D'abord parce que le discours est "dramatisé":

"Il se situe à l'intérieur d'une relation dynamique; il n'est monologue qu'en apparence; en fait, il est dialogue, institué entre le locuteur et les auditeurs, lesquels, par leur seule présence d'abord, mais aussi par leurs réactions, leurs interventions, sont des co-acteurs."

S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.30.

Ensuite parce que le recueil du discours doit être une véritable "maeutique":

"C'est l'antique procédé socratique qui demeure le meilleur: le plus "simple" (mais le plus difficile à réaliser), le plus efficace aussi, et le plus respectueux de la personnalité du sujet. La maeutique c'est l'art de faire trouver par le sujet lui-même sa propre vérité. [...] Le narrateur a toutes les réponses en lui (même s'il ne le sait pas) et le narrataire a les questions. Le problème consiste donc à extraire le contenu de son contenant, comme on extrait un minerai de son gisement -la différence étant qu'ici la "mine" est une mémoire d'homme.

[...] Le couple narrateur/narrataire apparaît indissociable car les deux éléments ne pourraient rien, l'un sans l'autre: le narrateur n'aurait jamais exprimé son savoir sans l'incitation du narrataire."

S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, pp.42-43.

Enfin parce que le travail de l'enquêteur consiste à "relancer le narrateur" ou à le "réorienter" de manière à "couvrir autant que possible le champ de recherche", à "faire approfondir chaque thème", à "faire compléter l'information" et à "ne pas [le] laisser digresser [...] hors du champ de la recherche" (S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.62, p.76 et p.148).

Et pourquoi ne pas avouer ici qu'une grille servant de "guide indicatif", surtout utile "avec les interviewés réticents, avec les bavards brouillons qui sautent d'un thème à l'autre, avec les narrateurs qui sollicitent un questionnement constant", rassure aussi l'"enquêteur débutant, maîtrisant encore insuffisamment la technique du récit de vie, ou mal à l'aise devant certaines difficultés techniques de l'enregistrement" (idem, p.148) ?

⁴ Ce phénomène d'arrangement de la réalité se produit surtout lorsque le narrateur se trouve dans un état de "dissonance cognitive", c'est-à-dire d'inconsistance, d'inconfort psychologique, mettant en branle un "dynamisme cognitif visant à restaurer un état de consistance" (Beauvois et Joule, 1981, p.44).

Selon l'hypothèse de Festinger, "l'homme n'agit pas en fonction de ses pensées, mais pense en fonction des actes que les "circonstances" lui ont extorqués; la cohérence n'est pas la non contradiction des idées ou des savoirs mais la possibilité laissée à l'homme de trouver des garanties idéologiques à des actes dont la rationalité nous échappe" (idem, p.119).

Ainsi lorsque l'enquêteur a le sentiment que son discours ne correspond pas à la théorie implicite de l'enquêteur, il aura tendance à réduire sa dissonance en réaménageant son récit, conformément aux attentes non formulées de l'analyste.

La critique du dispositif expérimental visant à démontrer l'existence de cette dynamique cognitive, orientée vers l'élimination, ou la réduction, de l'état d'inconsistance, remet cependant en cause la théorie de Festinger: ce besoin apparent de consonance résulterait "davantage des efforts des sujets pour se conformer à des normes sociales activées ou imposées par les consignes de l'expérimentateur qu'à un besoin intime de cohérence cognitive" (J.P. Poitou, 1974, p.30).

"Lorsqu'après avoir exprimé leur préférence entre deux éventualités qui s'excluent mutuellement, les sujets doivent exprimer les valeurs subjectives qu'ils attribuent à ces éventualités, ils le font de façon à confirmer le bien fondé de leur choix. En d'autres termes, ils modifient leur échelle de valeurs subjectives de manière que la décision prise apparaisse aussi rationnelle que possible. Une fois leur choix fait, tant bien que mal, et qu'on leur demande de le justifier, ils savent présenter leurs préférences de telle sorte qu'elles paraissent bien avoir guidé leur décision. En d'autres termes, lorsqu'il est clair pour eux que la tâche qui leur est proposée consiste à prendre une décision rationnelle (choix irrévocable entre des éventualités mutuellement exclusives), ils modifient leurs valeurs subjectives de telle sorte que leur conduite de prise de décision paraisse bien être celle d'un individu autonome et rationnel".

J.P. Poitou, 1974, p.30.

⁵ Malgré l'uniformisation des consignes et des modalités de présentation de l'enquête, et de l'enquêteur lui-même, certains sociologues ont souligné les différences de perception qu'ont les enquêtés du chercheur, selon leurs caractéristiques respectives: sexe, âge, position socio-professionnelle, etc.

C'est ainsi que les enquêtrices obtiennent plus facilement que les enquêteurs, auprès des professeurs hommes, des informations sur "des questions jugées par ceux-ci d'ordre privé (c'est-à-dire concernant leur passé, leur famille, et pour certains, leurs opinions politiques ou religieuses)" (J.M. Chapoullie, 1987, p.367).

Par ailleurs, c'est lorsque les répondants se sentent proches de l'enquêteur, quant à l'âge, à la position professionnelle ou à l'orientation socio-politique, qu'ils se livrent le plus facilement, jugeant sans doute inutile de "dissimuler une information qui leur [paraît] - souvent à tort- plus qu'à demi-connue" (idem, pp.367-368).

A l'inverse, quand la distance entre interlocuteurs placés face à face lors d'un entretien est perçue comme grande, les réponses sont difficiles à obtenir, soit que "l'interview, par quelqu'un qui se présente comme chercheur ou membre de l'enseignement supérieur, d'un jeune M.A., prend presque toujours pour celui-ci [...] le sens d'un examen et l'incite à chercher les "bonnes réponses"", soit que "l'interview d'un professeur de classe préparatoire par un enquêteur qui se présente, ou qui est perçu, comme auxiliaire de la recherche, ne lui permet pas, quelle que soit son habileté, de garder le contrôle de la communication" (ibidem, p.368).

⁶ L'enregistrement devrait être "intégral", c'est-à-dire qu'il devrait, dans l'idéal, s'accompagner aussi d'un enregistrement vidéo:

"L'énoncé est gestualisé; le locuteur parle aux "auditeurs" -qui sont alors des spectateurs- par les diverses modalités de son expression corporelle: attitude générale du corps, le regard lui-même, mimiques du visage, "tics" irrépressibles, mettant en mouvement les paupières, les sourcils, les lèvres, ou la tête tout entière, et les gestes des bras et des mains."

S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.29.

Généralement le producteur du discours n'est pas conscient des signaux que son corps émet. Il en est pourtant de multiples qui ne trompent pas, précisément parce qu'"ils décrivent des situations qui échappent au contrôle du sujet:

"[Il existe] deux réactions instinctives qui constituent de véritables marqueurs sémantiques du discours: le cillement (battement des paupières) et la modification du diamètre de l'iris (dilatation ou rétrécissement). [...] [Ce sont des] indicateurs du contenu latent de la pensée: [...] le diamètre de la pupille [par exemple] se contracte sous l'effet d'un stimulus négatif (déplaisant) et se dilate dans le cas contraire."

S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, pp.31-32.

Si la gestualité et les réactions machinales et incontrôlées du sujet, sont effectivement porteuses de sens, il faut cependant bien se garder de tomber "dans le fétichisme du détail et dans la sophistication" (S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.33):

"Le récit correctement enregistré vaut en soi, par soi, comme source positive d'informations. [...] L'exigence des autres dimensions de la collecte du récit (le complexe audio-visuel) posée comme condition de validité de ce récit, reviendrait à récuser une partie fondamentale des sources de l'histoire, du folklore et de la mythologie. Ni Leroy-Ladurie, analysant les transcriptions de Montailou, ni Propp, étudiant les contes de fée, ni Levi-Strauss, décryptant les mythes, n'ont disposé du moindre adjuvant audio-visuel, leur démarche scientifique n'en a cependant pas été invalidée pour autant."

S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.34.

⁷ On pourrait avancer que toute retranscription, c'est-à-dire tout passage de l'oral à l'écrit, est une "trahison", une "dénaturation":

"[Elle] déplace radicalement l'énoncé, lequel était produit en fonction de l'oralité, et se trouve en quelque sorte disqualifié quand on le sépare de son cadre. [...] L'énoncé est tonalisé: le locuteur module son expression; il accentue le ton et le rythme, ou il le relâche, il ménage des effets, il observe des pauses ou des silences qui ne sont pas moins signifiants que la parole -qui sont des discours silencieux."

S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, pp.29-30.

Aussi faudrait-il parler d'"adaptation de l'oralité à l'écriture", puisque l'adéquation parfaite et totale ne peut exister (S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.94).

⁸ On peut noter, à propos du traitement du matériel, ce fait surprenant:

"L'organisation du matériel recueilli, sa systématisation et sa condensation sont des nécessités rarement contestées; mais peu d'auteurs indiquent leur manière de procéder. Il serait d'ailleurs intéressant d'analyser les raisons de ces lacunes: désir de conserver pour soi ses propres méthodes? Gêne des spécialistes de sciences humaines utilisant des procédés dits empiriques en une époque où sévit l'impérialisme de la recherche quantitative dite objective? Lassitude pour revenir sur la méthode et ses tâtonnements lorsque le travail de recherche est terminé? Sans doute tout cela à la fois."

S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.100.

⁹ Il faut entendre type au sens weberien du terme:

"On obtient un idéal type en accentuant unilatéralement un ou plusieurs points de vue et en enchaînant une multitude de phénomènes donnés isolément, diffus et discrets, que l'on trouve tantôt en grand nombre, tantôt en petit nombre et par endroits pas du tout, qu'on ordonne selon les précédents points de vue choisis unilatéralement, pour former un tableau de pensée homogène."

M. Weber, 1965, p.181.

¹⁰ Certains auteurs ont souligné la difficulté de mener un travail qualitatif, "le chercheur ayant, d'une part, toujours le remords d'avoir laissé dans l'ombre tel ou tel détail, de ne pas avoir trouvé la place et la signification d'une anecdote ou d'un événement, et d'autre part, hésitant toujours entre l'orientation globalisante de type sociologique et l'orientation individualisante de type psychologique" (S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, et P. Raybaut, 1983, p.195).

Par ailleurs, le matériel même du chercheur présente une large part d'"individuel" et d'"incohérent", aspects irréductibles de la parole humaine qui rendent sa tâche encore plus difficile:

"L'individuel avec sa charge d'hétérogénéité qui échappe à tout discours normatif et normalisateur, qui ne se laisse pas prendre au jeu contradictoire des idéologies, ni réduire à une formation discursive. L'incohérent, qui n'entre pas dans le cadre d'un calcul algorithmique, même s'il laisse parfois place à des schémas partiels. Or, l'incohérent est, non pas toujours, certes, mais très souvent présent dans les entretiens: propos à peine esquissés, inachevés, ou qui réfèrent à un implicite relevant du vécu personnel du locuteur, et qui ne saurait être interprété sous peine d'un risque d'erreur élevé."

R. Ghiglione, B. Matalon, N. Bacri, 1985, p.19.

Enfin, nous avons déjà évoqué l'état de "dissonance cognitive", né de la situation d'enquête et pouvant touché le narrateur, amené alors à modifier son discours pour le rendre conforme aux attentes de l'enquêteur. Mais ce même phénomène peut gagner aussi le narrataire, lorsque celui-ci se trouve en présence d'un discours, donc d'un matériel, contrariant la théorie embryonnaire qu'il vient d'ébaucher de son objet. Pour réduire sa dissonance, le chercheur évite les informations susceptibles d'augmenter cette dernière, soit en ajoutant des notions consonnantes nouvelles, soit en retranchant, par oubli sélectif, des notions dissonnantes: il peut donc être tenté de mettre en oeuvre des stratégies inavouées pour ne pas ébranler sa

connaissance première du phénomène, telles la "co-existence de contradictions", la "résistance à l'information", la "ré-interprétation", les "commentaires abusifs", etc. (S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.212).

Avertis de ces difficultés, nous devons donc nous livrer à "des démarches précautionneuses et rigoureuses dans l'interprétation du dit" (idem, p.212).

11 Le critère de validité d'une telle analyse est en effet la "cohérence interne des modèles obtenus" et leur "exigence d'exhaustivité" (N. Mayer, 1986, p.131).

La cohérence interne serait à rapprocher de la "plausibilité psychologique", c'est-à-dire du fait qu'un modèle "ne postule pas, chez l'individu, des mécanismes mentaux en évidente contradiction avec ceux que l'introspection ou l'enquête permettent d'observer" (D. Lindon, P. Weill, 1974, p.81).

Mais si l'exhaustivité suppose que chaque individu puisse se retrouver dans la typologie, il ne s'agit pas pour lui de s'identifier à un seul et même type: en effet, une typologie "classe des modes de raisonnement plus que des individus et le même individu, compte tenu des hasards de sa socialisation, de la diversité de ses groupes d'appartenance ou de référence, peut être porteur de plusieurs modèles" (N. Mayer, 1986, p.185).

II L'ECHANTILLON

Quelle population choisir ?

Une fois posé le dispositif de l'enquête, il nous faut nous interroger sur la définition de notre échantillon.

Nous avons choisi de mener notre investigation auprès des enseignants du secondaire, milieu qui, pour des raisons personnelles, ne m'est guère étranger et aisément accessible, bien que "faire de la sociologie sur des terrains où on est aussi acteur" présente des avantages mais aussi des inconvénients: "économie de temps, collectes de multiples informations subtiles, dont ne dispose jamais un chercheur extérieur, fraîcheur de l'information", mais aussi la nécessité de "décupler l'effort intellectuel et affectif pour s'arracher à la problématique spécifique du champ étudié" (L. Demailly, 1991, p.15).

L'enquête fut réalisée de décembre 1988 à avril 1989.

Cette période suit celle des deux années dites de la "cohabitation", marquée par le retour de la droite à l'Assemblée nationale après les législatives de mars 1986, et succédant aux gouvernements Mauroy (1981-1984) et Fabius (1984-1986).

Notre recherche est immédiatement postérieure à celle menée par le CEVIPOF au printemps 1988, au lendemain de l'élection présidentielle, sur plus de 4000 individus, et donnant une image approfondie des attitudes politiques des français à ce moment précis "de claire visibilité" et "de profonde cristallisation" (A. Percheron in CEVIPOF, 1990, p.9).

On y apprend que, globalement, contrairement à mars 1978 où "les français sentent et pensent à gauche, se sentent et se pensent à gauche, et votent en majorité à droite" (A. Lancelot, préface, in J. Capdevielle, E. Dupoirier, G. Grunberg, E. Schweisguth, C. Ysmal, 1981, p.9), en 1988, "par un curieux renversement, la France penche à droite mais vote à gauche" (A. Percheron in CEVIPOF, 1990, p.10); on y découvre aussi que les français "se mettent à bouder les urnes [...] et, quand ils votent, [qu'ils] donnent leurs voix à des mouvements qui sans doute ne disent rien ou presque -sinon de façon détournée- sur leur préoccupation essentielle, l'emploi, mais traitent d'enjeux touchant à la vie quotidienne: l'environnement, la sécurité, l'immigration" (idem, pp.10-11).

Nous verrons de quel poids pèse cette conjoncture dans les représentations de nos enquêtés et comment nos professeurs se rapprochent, ou se distinguent, de ces comportements politiques observés sur un échantillon plus vaste, représentatif de la population française.

Notre étude porte sur 56 professeurs, ce nombre dépendant "non seulement de l'hétérogénéité des réactions dans la population, face au problème posé, mais aussi, et surtout, de la méthode d'analyse employée, et

de l'utilisation qu'on entend faire des résultats" (S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.144): d'une part, "les grands nombres et la sophistication de l'outil mathématique ne garantissent nullement la qualité de la recherche" (idem, p.143), et d'autre part, notre enquête en profondeur ne nécessitait guère un échantillon plus important.

Nous avons opéré au sein de la métropole lilloise et dans le douaisis.

Ce lieu géographique de prélèvement de notre échantillon n'est pas sans importance quand on connaît les caractéristiques particulières du Nord/Pas-de-Calais, caractéristiques qui font de cette région "une sorte de miroir grossissant pour la transformation du système scolaire": "importance de la population scolaire ouvrière, importance de la crise scolaire, tradition de sous-scolarisation par rapport aux normes nationales (mais ce retard s'est comblé très rapidement ces dernières années), crise économique, corps enseignant plus jeune et moins diplômé que dans le reste de la France et dont le recrutement est déficitaire, tradition de gauche à laquelle participe massivement le corps enseignant, volontarisme des instances régionales en matière d'enseignement et de culture" (L. Demailly, 1991, p.73).

Nous avons travaillé simultanément en lycées professionnels, lycées, lycées techniques, collèges, et établissements privés.

Chaque fois qu'il a été nécessaire de contacter les professeurs sur leur lieu d'exercice, nous en avons sollicité l'autorisation à leur chef d'établissement par un courrier précisant les objectifs et les modalités d'une telle rencontre.

Nous avons aussi demandé auprès de certaines organisations politiques (P.S., R.P.R., F.N., C.D.S., P.C.) de nous mettre en rapport avec quelques-uns de leurs membres professeurs qui accepteraient de se soumettre à nos entretiens.

Sachant que "la construction d'un échantillon d'E.N.D. repose sur un principe de diversification et non de représentativité statistique" (J.M. Donegani, M. Simon, G. Michelat, 1980, p.22), nous avons bravé cette tendance des sciences humaines à vouloir que "le terme d'enquête soit impérativement lié, sous menace d'exclusion ou d'opprobre, au concept d'échantillon statistiquement représentatif." (S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, 1983, p.142) et avons cherché à construire "un miroir grossissant, reflétant, indépendamment de leur poids réel dans la catégorie, les situations les plus contrastées" (N. Mayer, 1986, p.124).

Aussi avons-nous veillé à ce que nos interviewés présentent la plus grande diversité possible au regard de l'âge, du sexe, de l'établissement d'exercice, de la discipline enseignée, du grade, du diplôme, de la formation initiale, de manière à refléter l'extrême hétérogénéité du milieu professoral.

Notons que l'âge moyen de notre échantillon (40,9 ans, respectivement 41,2 ans pour les hommes et 40,4 ans pour les femmes) est inférieur à celui de l'ensemble des enseignants du second degré public (42,3 ans, respectivement 42,8 ans pour les hommes et 41,9 ans pour les femmes) (Données sociales, 1993, p.95).

Nos interviewés sont aussi majoritairement des hommes (66% contre 34% de femmes), ce qui peut surprendre quand on sait l'importance de la féminisation dans cette profession, les femmes représentant 55,2% de l'ensemble des enseignants du second degré public au 01/01/1991, atteignant même 74% dans le premier cycle mais avoisinant 45% dans les lycées professionnels et seulement 39% dans les lycées techniques (idem, p.94).

A cela, il faut invoquer, chez les hommes, des disponibilités et des dispositions plus grandes à se livrer à l'investigation; les professeurs femmes montrent davantage de réticences, avançant presque toujours des motifs matériels (manque de temps, enfants à garder, impossibilité de mener l'enquête sur le lieu de travail comme au domicile de l'intéressée, etc.); mais seule une analyse des "non-réponses" pourrait révéler s'il existe d'autres raisons à cette résistance à se soumettre au dispositif d'enquête.

Enfin, en raison des aléas de l'échantillonnage, les certifiés des établissements publics sont sous-représentés comparativement à leur poids dans l'ensemble du personnel du second degré public (respectivement 25% et 35%, mais ce premier taux passe à 32,1% si l'on y ajoute les certifiés de notre échantillon exerçant en établissements privés), les agrégés y sont au contraire sur-représentés (respectivement 14,3% et 6,7%); les maîtres auxiliaires y sont en proportion moindre (3,5% contre 9,4% dans l'ensemble des effectifs du secondaire public, mais ce premier taux atteint 10,7% si l'on y inclut les maîtres auxiliaires des établissements privés, dont la totalité est employée dans les lycées professionnels) (ibidem, p.92).

Nous restons donc conscients des limites de cette méthode d'échantillonnage:

-d'une part, parce que "les hasards du recueil d'un petit nombre d'entretiens ne permettent pas de contrôler simultanément tous ces critères" (J.M. Donegani, M. Simon, G. Michelat, 1980, p.22) et peuvent toujours omettre certains entretiens, pourtant sociologiquement significatifs:

"Il suffit, en effet, qu'un entretien déterminé soit absent ou présent dans le corpus pour que la physionomie d'ensemble du matériel soit modifiée, surtout si l'entretien en question présente, par rapport aux autres, des singularités particulièrement accentuées dont on ne peut, à partir des données qualitatives seules, proposer aucune pondération scientifiquement justifiable.

[...] Cette difficulté [n'] invalide [pas] les résultats obtenus, mais elle conduit à les relativiser."

J.M. Donegani, M. Simon, G. Michelat, 1980, p.16.

-d'autre part, parce que "le choix des biographies les plus représentatives de l'univers social [risque de dépendre] entièrement de l'intuition sociologique de l'observateur, donc de son système de valeurs" (F. Ferrarotti, 1983, p.87).

Nous avons choisi de faire figurer en annexe, par commodité pour le lecteur, une liste exhaustive des enquêtés de l'échantillon et de leurs caractéristiques, ainsi qu'un tableau récapitulatif des attributs des individus ayant le plus contribué à la construction de chacun des quatre types.

annexes

NOM	sexe	âge	discipline	diplôme	statut	établissement	politisation	syndicat	religion	prof. père	pol. père	rel. père	prof. mère	pol. mère	rel. mère	marié	prof. conjoint	pol. conjoint	rel. conjoint
A	h	46	hist-géo	Bac+3	certifié	coll.	centre(A:CDS)	SNPES	sans	cad.moyen	droite	catho p.i.	sans	sans	juive	oui	sans	droite	catho p.i.
B	f	41	anglais	Bac+2	tit.PL2	L.P.	gauche	non synd.	protest.	militaire	droite	protest.	artiste	gauche	sans	oui	prof. L.P.	gauche	sans
C	f	33	lettres	Bac+4	titulaire	coll.privé	gauche(A:PS)	M:SGEN	sans	employé(f)	ext-gauche	sans	infirmière	ext-gauche	catho n.p.	oui	prof.coll.	gauche(A:PS)	sans
D	h	41	math.	Bac+4	certifié	lycée tech.	centre droit	M:SNALC	sans	employé	droite	catho p.r.	sans	droite	catho p.r.	oui	sans	droite	catho. n.p.
E	f	45	lettres	Bac+3	tit.PL2	L.P.	centre droit	non synd.	catho p.i.	mineur	droite	catho p.r.	femme de mais.	droite	catho p.r.	oui	cad. sup.	droite	sans
F	h	44	méca-auto	BP	tit.PL1	L.P.	gauche	M:SNETAA	sans	ouvrier	gauche	catho p.i.	sans	gauche	catho p.i.	oui	employée	gauche	catho. n.p.
G	h	32	méca-auto	BEP	tit.PL1	L.P.	centre gauche	non synd.	sans	artisan	gauche	protest.	institutrice	sans	protest.	oui	infirmière	gauche	catho. n.p.
H	h	40	économie	Bac+3	tit.PL2	L.P.	gauche	non synd.	sans	agriculteur	droite	catho n.p.	ouvrière	sans	catho n.p.	oui	prof. L.P.	gauche	sans
I	f	40	anglais	Bac+4	tit.PL2	L.P.	gauche	non synd.	sans	ouvrier	gauche	sans	nourrice	gauche	sans	oui	prof. L.P.	gauche	sans
J	h	37	hist-géo	Bac+1	tit.PEGC	coll.	ext-gauche(M:LO)	SNI	sans	agriculteur	droite	catho p.r.	agricultrice	droite	catho p.r.	oui	prof. coll.	ext-gauche	sans
K	h	40	méca-auto	Bac	tit.PL1	L.P.	droite	SNETA	catho p.i.	mineur	droite	catho p.i.	sans	droite	catho p.i.	oui	employée	droite	catho. p.i.
L	h	46	méca-auto	CAP	tit.PL1	L.P.	gauche(M:PC)	non synd.	sans	artisan	gauche	sans	salariée agr.	gauche	sans	oui	sans	gauche	sans
M	h	30	des. ind.	Bac+2	tit.PL1	L.P.	gauche	non synd.	sans	ouvrier	gauche	sans	sans	sans	sans	oui	employée	gauche	sans
N	f	45	secrétar.	BP	MA	L.P.privé	centre droit	non synd.	catho n.p.	cadre sup.	droite	catho p.r.	sans	droite	catho p.r.	non			
O	h	39	hist-géo	Bac+3	tit.PEGC	coll.	ext-gauche	SGEN	sans	mineur	ext-droite	catho n.p.	sans	sans	catho p.i.	oui	institutrice	ext-gauche	sans
P	f	32	anglais	Bac+3	titulaire	coll. privé	centre gauche	non synd.	catho n.p.	cadre sup.	droite	catho p.r.	sans	droite	catho p.r.	oui	ingénieur	centre	sans
Q	f	68	math.	Bac+3	certifié	coll.	droite(M:RPR)	non synd.	catho n.p.	agriculteur	centre	sans	sans	droite	catho p.i.	oui	prof. coll.	droite	catho n.p.
R	h	33	math.	Bac+3	certifié	lycée privé	gauche	CFDT	sans	cadre sup.	droite	catho p.r.	sans	sans	catho n.p.	oui	prof. coll.	gauche	sans
S	h	31	hist-géo	Bac+3	certifié	lycée privé	centre(A:CDS)	non synd.	catho n.p.	cadre sup.	droite	catho p.i.	sans	droite	catho p.i.	non			
T	h	40	physique	Bac+3	tit.PL1	L.P.	gauche	non synd.	sans	employé(f)	droite	catho p.r.	commerçante	sans	catho p.i.	oui	sans	gauche	sans
U	h	35	méca-auto	BP	MA	L.P.	gauche(M:PC)	non synd.	sans	ouvrier	gauche	sans	sans	gauche	sans	oui	sans	gauche	sans
V	f	28	économie	Bac+2	tit.PL1	L.P.	gauche	non synd.	sans	professeur	droite	catho p.r.	institutrice	droite	catho p.r.	non			

nom	sexe	âge	discipline	diplôme	statut	établissement	politisation	syndicat	religion	prof. père	pol. père	rel. père	prof. mère	pol. mère	rel. mère	marié	prof. conjoint	pol. conjoint	rel. conjoint
W	h	31	hist-géo	Bac+4	certifié	coll.	gauche(ex M:PC)	SNES	sans	instituteur	gauche	sans	sans	gauche	catho p.i.	non			
X	h	34	vente	Bac+2	MA	L.P. privé	gauche(A:PS)	CFDT	sans	ouvrier	gauche	catho p.r.	sans	gauche(M:PS)	catho p.r.	oui	employée	gauche	sans
Y	h	62	allemand	Bac+3	certifié	coll.	ext-droite(M:FN)	non synd.	catho p.i.	militaire	droite	catho n.p.	cad. moyen	droite	catho p.i.	non			
Z	h	47	math.	Bac+3	certifié	coll. privé	droite(M:PR)	non synd.	catho p.i.	cadre sup.	droite	catho n.p.	institutrice	droite	catho p.r.	oui	prof.coll. pr.	droite	catho p.i.
A'	h	30	sport	Bac+2	MA	coll.	gauche	non synd.	sans	instituteur	gauche	sans	sans	droite	catho n.p.	oui	prof.L.P. pr.	gauche	sans
B'	h	37	hist-géo	Bac+3	certifié	coll. privé	sans	non synd.	sans	cad. moyen	droite	catho n.p.	sans	droite	catho p.i.	oui	infirmière	sans	catho n.p.
C'	h	57	anglais	Bac+2	tit.PEGC	coll.	gauche(M:PC)	CGT	sans	ouvrier	gauche	catho n.p.	ouvrière	gauche	catho n.p.	oui	sans	gauche	sans
D'	h	44	hist-géo	Bac+2	tit.PEGC	coll.	gauche(M:PC)	SNI	sans	ouvrier	gauche	sans	sans	gauche	sans	non			
E'	h	50	hist-géo	Bac+4	agrégé	lycée	centre droit	non synd.	sans	ouvrier	sans	sans	sans	sans	catho n.p.	oui	prof. lycée	droite	catho n.p.
F'	h	42	lettres	Bac+6	tit.PEGC	coll.	droite	non synd.	catho n.p.	cadre sup.	droite	catho p.r.	sans	droite	catho p.r.	oui	sans	droite	catho n.p.
G'	h	46	math.	Bac+2	tit.PEGC	coll.	droite(M:RPR)	SNC	catho p.r.	ouvrier	gauche	catho n.p.	ouvrière	sans	catho p.i.	oui	employée	droite	catho p.r.
H'	h	42	philo.	Bac+4	agrégé	lycée	gauche(A:PC)	M:SNES	sans	ouvrier	gauche	sans	sans	gauche	sans	non			
I'	f	40	lettres	Bac+3	certifié	coll.	gauche(ex M:PC)	SNES	sans	ouvrier	sans	sans	ouvrière	sans	catho n.p.	oui	instituteur	gauche(ex M:PC)	sans
J'	f	37	italien	Bac+4	agrégé	lycée	gauche	non synd.	sans	cadre sup.	droite	catho p.r.	sans	droite	catho p.r.	oui	prof. lycée	gauche	sans
K'	f	39	lettres	Bac+3	certifié	lycée	sans	non synd.	catho n.p.	cad. moyen	sans	catho n.p.	professeur	sans	catho n.p.	oui	prof.coll. pr.	gauche(A:PS)	sans
L'	h	33	histoire	Bac+4	agrégé	lycée tech.	gauche(ex M:PC)	SNES	sans	prof. lib.	droite	catho n.p.	employée	droite	catho n.p.	oui	prof. coll.	gauche	sans
M'	h	30	économie	Bac+4	certifié	lycée	gauche	SNES	sans	cad. moyen	gauche	sans	institutrice	gauche	sans	oui	prof. lycée	gauche	sans
N'	h	51	hist-géo	Bac+3	certifié	lycée	droite(A:RPR)	SNALC	catho p.r.	cadre sup.	droite	catho n.p.	sans	droite	catho p.r.	oui	sans	droite	catho p.r.
O'	f	40	anglais	Bac+4	agrégé	lycée	gauche(A:PC)	SNES	sans	cad. moyen	ext-gauche	sans	employée	gauche	sans	oui	prof. lycée	ext.-gauche	sans
P'	h	40	espagnol	Bac+3	certifié	lycée	ext-gauche	non synd.	sans	employé(f)	droite	catho n.p.	employée(f)	droite	catho p.i.	oui	prof. lycée	gauche(A:PC)	sans
Q'	f	43	espagnol	Bac+3	certifié	lycée	gauche(ex M:PC)	M:SNES	catho n.p.	militaire	gauche	sans	sans	gauche	sans	non			
R'	f	49	lettres	Bac+6	agrégé	lycée	gauche	SNES	catho n.p.	employé	gauche	catho n.p.	sans	gauche	catho n.p.	oui	cadre sup.	droite	sans

L'analyse des productions symboliques a conduit à la construction de 4 types dont nous présentons ici les principales caractéristiques.

Précisons que ces tableaux n'ont aucune valeur statistique et n'impliquent nullement qu'il y ait une liaison statistique entre un type et ses caractéristiques: ils ne sont qu'une aide à la lecture et à la compréhension de ce qui va suivre.

	sexe % hommes	âge	discipline enseignée			
			lettres	sciences	disciplines techniques	disciplines artistiques & sportives
TYPE I	61	39	70	10	15	3
TYPE II	71	44,9	53	30	17	.
TYPE III	90	42,3	70	20	.	10
TYPE IV	62	39,7	62	23	7	7
Ech.	66	40,9	64	16	16	4

Répartition des professeurs, pour chaque type et pour l'ensemble de l'échantillon, selon le sexe, l'âge et la discipline enseignée.

	inf. Bac	Bac Bac+1	Bac+2	Bac+3	Sup. Bac+4	MA	PEGC	PLP	cert.	agr.	Privé sous contrat
TYPE I	9	6	24	30	30	12	15	24	24	18	6
TYPE II	6	6	12	47	29	12	12	6	52	12	6
TYPE III	.	.	20	40	40	.	10	10	30	30	20
TYPE IV	7	7	23	31	31	15	23	14	23	7	15
Ech.	9	5	22	36	28	11	14	19	32	14	9

Répartition des professeurs, pour chaque type et pour l'ensemble de l'échantillon, selon le niveau de diplôme et le statut.

	PRIVE				PUBLIC				
	LP	Collège	Lycée	Ens. Privé	LP	Collège	Lycée	Lycée Tech.	Ens. Public
TYPE I	6	6	3	15	27	24	30	3	84
TYPE II	12	12	6	30	6	29	29	6	70
TYPE III	.	10	30	40	10	20	30	.	60
TYPE IV	.	7	15	22	23	31	23	.	77
Ech.	7	9	7	23	21	25	27	3	76

Répartition des professeurs, pour chaque type et pour l'ensemble de l'échantillon, selon le type d'établissement d'exercice au moment de l'enquête.

	%	SNES	SGEN	SNI	SNETA	SNALC	CGT	CFDT	SNC	SNELC	SNPES	SNUDEP
TYPE I	60	55	15	10	5	.	5	10	.	.	.	.
TYPE II	41	.	.	.	14	57	.	.	14	.	14	.
TYPE III	50	10	.	.	.	10	.	.	.	10	10	10
TYPE IV	31	25	25	.	.	.	.	.	25	.	.	25
Ech.	52	37	10	6	6	13	3	6	3	3	3	3

Taux de syndicalisation et répartition des professeurs selon le syndicat.

	Ext. Gauche	PC	PS	gauche	centre gauche	centre	centre droit	droite	ext. droite	sans
TYPE I	9	18	12	58	3	.	.	.	.	.
TYPE II	.	.	.	.	.	12	17	53	12	6
TYPE III	.	.	10	30	.	20	10	10	10	10
TYPE IV	.	7	15	46	.	7	7	7	.	7
Ech.	5	11	9	36	3	3	7	18	3	3

Répartition des professeurs, pour chaque type et pour l'ensemble de l'échantillon, des réponses à la question "de quel côté de l'échiquier politique vous situez-vous ?"

	sans religion	catholique non pratiquant	catholique pratiquant irrégulier	catholique pratiquant régulier	autre religion
TYPE I	85	9	3	.	3
TYPE II	29	35	17	17	.
TYPE III	80	20	.	.	.
TYPE IV	54	31	.	7	7
Ech.	68	16	9	5	3

Répartition des professeurs, pour chaque type et pour l'ensemble de l'échantillon, selon la pratique religieuse.

	PERE			MERE			
	origine populaire non ouvrière	origine popul. ouvrière	origine non popul.	origine populaire non ouvrière	origine popul. ouvrière	origine non popul.	sans prof.
TYPE I	30	30	39	24	9	15	52
TYPE II	17	18	65	6	6	18	71
TYPE III	20	20	60	10	.	10	80
TYPE IV	24	15	61	15	7	31	46
Ech.	25	27	48	18	7	18	57

Répartition des professeurs, pour chaque type et pour l'ensemble de l'échantillon, selon leur origine sociale (paternelle et maternelle).

	Ext. gauche	Gauche	centre	droite	Ext. droite	sans
TYPE I	6	51	.	33	3	6
TYPE II	.	6	6	70	.	18
TYPE III	.	10	.	70	.	20
TYPE IV	7	31	.	54	.	7
Ech.	3	34	1	48	1	11

Répartition des professeurs, pour chaque type et pour l'ensemble de l'échantillon, selon la politisation du père.

	Ext. gauche	Gauche	centre	droite	Ext. droite	sans
TYPE I	3	54	.	21	.	21
TYPE II	.	.	.	65	.	35
TYPE III	.	20	.	30	.	50
TYPE IV	7	39	.	31	.	23
Ech.	1	34	.	37	.	27

Répartition des professeurs, pour chaque type et pour l'ensemble de l'échantillon, selon la politisation de la mère.

	sans religion	catholique non pratiquant	catholique pratiquant irrégulier	catholique pratiquant régulier	autre religion
TYPE I	42	21	6	27	3
TYPE II	12	53	17	17	.
TYPE III	20	40	30	10	.
TYPE IV	31	23	7	31	7
Ech.	30	32	11	23	3

Répartition des professeurs, pour chaque type et pour l'ensemble de l'échantillon, selon la pratique religieuse du père.

	sans religion	catholique non pratiquant	catholique pratiquant irrégulier	catholique pratiquant régulier	autre religion
TYPE I	36	27	18	18	.
TYPE II	.	29	35	29	6
TYPE III	20	30	40	.	10
TYPE IV	38	23	23	15	.
Ech.	25	25	25	21	3

Répartition des professeurs, pour chaque type et pour l'ensemble de l'échantillon, selon la pratique religieuse de la mère.

	marié	sans prof	employé	cadre moyen	instituteur	cadre sup. prof. lib.	professeur
TYPE I	79	15	11	.	11	7	54
TYPE II	76	31	15	.	.	7	46
TYPE III	70	28	.	14	14	14	28
TYPE IV	77	27	9	.	9	.	54
Ech.	78	18	11	4	9	9	48

Répartition des professeurs, pour chaque type et pour l'ensemble de l'échantillon, selon la profession du conjoint.

	Ext. gauche	Gauche	centre	droite	Ext. droite	sans
TYPE I	12	80	4	4	.	.
TYPE II	.	8	.	92	.	.
TYPE III	.	28	.	42	.	28
TYPE IV	.	73	.	18	.	9
Ech.	7	54	2	32	.	4

Répartition des professeurs, pour chaque type et pour l'ensemble de l'échantillon, selon la politisation du conjoint.

	sans religion	catholique non pratiquant	catholique pratiquant irrégulier	catholique pratiquant régulier	autre religion
TYPE I	96	4	.	.	.
TYPE II	23	30	23	23	.
TYPE III	42	42	14	.	.
TYPE IV	73	18	.	9	.
Ech.	68	18	7	7	.

Répartition des professeurs, pour chaque type et pour l'ensemble de l'échantillon, selon la pratique religieuse du conjoint.

Histoire des individus

Type I

J'ai le coeur à gauche

**Face à l'injustice, c'est plus fort que moi :
il faut que je réagisse... ou que j'agisse !**

I LOGIQUE DES REPRESENTATIONS

I JE SUIS SENTIMENTALEMENT ATTACHE A CERTAINS PRINCIPES

- 1.1- Nous vivons dans un monde déshumanisé et injuste.
- 1.2- ...dans lequel il faut réclamer les valeurs fondamentales.

II LA GAUCHE INCARNE CES PRINCIPES

2.1- Un idéal humaniste

- 2.11- Générosité et solidarité.
- 2.12- Ouverture et optimisme.
- 2.13- Intelligence et sincérité.

2.2- Un idéal social

- 2.21- Justice sociale.
- 2.22- Egalité sociale.
- 2.23- ... et non Egalitarisme.

2.3- Un idéal économique

- 2.31- Interventionnisme étatique.
- 2.32- ... à bon escient.

III JE SUIS NATURELLEMENT ATTIRE VERS LA GAUCHE

3.1- La gauche au pouvoir fait une politique de droite.

- 3.11- Ça, le socialisme ?
- 3.12- Trahison ou prudence ?

3.2- La gauche reçoit pourtant toute ma sympathie et mes suffrages.

- 3.21- Une sympathie naturelle.
- 3.22- Une sympathie inconditionnelle.

3.3- La gauche reçoit parfois toute ma foi militante.

- 3.31- Agir ensemble et à la base.
- 3.32- Se sacrifier pour la base.
- 3.33- Remobiliser la base.

IV JE SUIS NATURELLEMENT ATTIRE PAR LE SYNDICALISME

4.1- Le syndicalisme fonctionne mal.

- 4.11- Ça le syndicalisme ?!
- 4.12- Compromission ou alliance ?

4.2- Le syndicalisme reçoit pourtant toute ma sympathie.

- 4.21- Une sympathie naturelle.
- 4.22- Une sympathie inconditionnelle.

V JE MILITE AUSSI DANS MA CLASSE

5.1- Conscience dans le travail.

- 5.11- S'investir sur le plan humain
- 5.12- S'investir sur le plan pédagogique
- 5.13- ... de manière solitaire.

5.2- Travail sur les consciences.

- 5.21- Eveiller les consciences
- 5.22- ... sans faire de politique.

I JE SUIS SENTIMENTALEMENT ATTACHE A CERTAINS PRINCIPES

Toute action humaine, individuelle ou collective, doit être guidée par des valeurs essentielles et des principes fondamentaux.

Ceux d'Egalité, de Fraternité, de Justice, et de Liberté, instaurés par la Révolution de 1789, devraient constituer un idéal à atteindre; pourtant ils sont loin d'être réalisés... et réalisables!

Les droits de l'homme sont, aujourd'hui encore, largement bafoués, niés ou menacés, et deux siècles après la Révolution Française, bien des privilèges subsistent.

Les enseignants de ce type s'insurgent devant la démocratie sociale et politique en péril et en dénoncent les dysfonctionnements, avec une violence souvent remplie d'amertume.

1.1- Nous vivons dans un monde déshumanisé et injuste.

Le mécontentement des professeurs de ce type naît d'abord de l'observation et de l'analyse des conditions imposées à certains individus ou groupes sociaux: ils ne se posent donc pas en victimes principales de l'injustice.

Leur discours, altruiste, exclut la présence du "je" au profit des "autres", des "défavorisés", des "pauvres", qui occupent le premier plan de leurs préoccupations.

Leur vision est aussi planétaire: les problèmes sont à envisager dans leur dimension universelle.

Chaque société, disent-ils, est régie par les lois du profit et de l'argent, autorisant toutes les formes de domination de l'homme par l'homme, qu'elle soit physique, matérielle ou idéologique, qu'elle s'abatte sur quelques individus seulement, sur une couche isolée de la population - certains parleront de "classe"- , sur une race, voire sur une nation toute entière.

Le capitalisme, c'est l'acceptation que le fric règne.

Un roi, on peut l'abattre, on peut se battre contre le roi, mais il n'y a pas un roi qui s'appelle "Fric"... Il y a le fric, auquel tout le monde est plus ou moins asservi parce qu'on a besoin d'argent... Et l'on ne s'aperçoit pas que c'est l'argent qui dicte absolument la loi aux gouvernements, aux gens. Si on supprime une usine ici pour en ouvrir une à Hongkong, c'est l'argent, la loi de l'argent qui dicte ça, mais pas la loi des hommes! (C')

1.2- ... dans lequel il faut réclamer les valeurs fondamentales.

L'homme est bon, naturellement, mais il perd ses qualités humaines dès lors qu'il est pris dans des rapports avec d'autres hommes au sein d'une organisation sociale, régie alors par la seule satisfaction de ses intérêts personnels.

Que l'on supprime cet égoïsme, que l'on réclame la dignité humaine et tout redeviendra harmonieux.

Il n'existe cependant pas de solution-miracle : en attendant de la trouver, il faut se contenter d'un programme de "dénonciation", et de "réhumanisation" de ce monde individualiste où sévissent les lois du profit, de la haine et du racisme.

D'abord, dénoncer toutes les formes d'injustices dont on est le témoin, et agir sur elles en exerçant des pressions tant nationales qu'internationales.

Ensuite, prôner la générosité: la charité n'est humiliante ni pour celui qui donne ni pour celui qui reçoit.

Enfin, applaudir et participer à chaque élan de solidarité organisé en vue de secourir ceux qui souffrent, quelles que soient la nature et la cause de leurs malheurs: les nouveaux pauvres, comme les éthiopiens, les victimes des tremblements de terre d'Arménie, comme celles du régime roumain.

Ainsi, "Avoir le coeur à gauche" traduit d'abord la volonté de faire du partage, et de la solidarité, de nouvelles règles éthiques, pour réaliser non pas *la justice sociale* mais *une meilleure justice sociale* qui permettra à tous de vivre dans la dignité humaine.

Mais organiser l'aide aux défavorisés ne suffit pas: encore faut-il amener les hommes à participer à leur propre salut.

Etre de gauche, c'est vouloir provoquer dans les consciences une réaction. (1)

Je parlerais de mission... la mission, non plus d'apporter le bonheur aux gens mais de les aider à l'obtenir... une mission d'éveil... "Eveiller le niveau de conscience", pour reprendre une expression marxiste. (0)

II LA GAUCHE INCARNE CES PRINCIPES.

Si nos enseignants ne peuvent rester insensibles aux injustices dont ils sont les témoins directs ou médiatiques, ils avouent aussi ne pas se montrer indifférents aux discours de la gauche.

La gauche est, pour eux, l'expression, l'incarnation, la défense des valeurs auxquelles ils sont si attachés, alors que la droite en est l'extrême négation.

L'opposition gauche/droite, autour de laquelle s'articule tout le discours de nos interviewés se double de cette autre dichotomie des valeurs et de leurs contraires, qui caractérisent autant les représentants de l'une ou l'autre de ces deux parties, que leurs programmes, sociaux et économiques.

2.1- un idéal humaniste

Avant d'être définie par ses objectifs, dans le domaine social ou économique, la gauche l'est d'abord par l'humanisme qu'elle prône, souvent en toute sincérité.

2.11- Générosité et solidarité.

La gauche, en portant un regard sur l'autre, qu'elle veut aider, comble les attentes de nos professeurs soucieux de "réhumaniser" le monde. La droite, au contraire, est associée à l'égoïsme méprisant et méprisable.

Il y a un humanisme que je n'arrive pas à trouver dans la droite... sauf peut-être chez de Gaulle, mais je ne sais pas si il était à droite... (K')

Je crois qu'il y a dans la droite des aspirations très calculatrices... Cette générosité-là, que je ressens, je la crois de gauche, enfin, l'écho que j'en ai eu, moi, il vient de la gauche. (I)

La droite, c'est l'injustice, l'exploitation, le mépris... J'irais même jusqu'à la haine... ce qui est inadmissible, inacceptable... Je n'arrive pas à mettre un mot de positif à côté du mot droite. (O)

Quand à l'extrême-droite, nos enquêtés en retiennent surtout les thèses "racistes", véritables menaces pour les droits de l'homme.

Il y a le phénomène Le Pen qui m'a hérissée et choquée. (...) Pour moi, c'est un fasciste, même si l'on a tenté de prouver le contraire... Son programme est basé sur des théories racistes et ça, je ne le supporte pas! (P)

Quant à l'extrême-droite, pour nous, ce n'est pas le fascisme, parce que le fascisme, c'est quelque chose de bien particulier, quand les masses sont mises en branle, pour prendre le pouvoir. Donc l'extrême-droite en France, c'est des idées réactionnaires, xénophobes et racistes. (J)

2.12- Ouverture et optimisme.

Si la gauche est ouverture sur l'autre, sur sa différence, elle est aussi ouverture sur l'ailleurs, sur la nouveauté et le changement.

La gauche devient ici synonyme de jeunesse, dynamisme, remise en question, tandis que la droite se définit, encore une fois, par les attributs opposés: fermeture, immobilisme, conservatisme rigide souvent associé à la religion, et vieillesse.

Il y a un truc qui m'a marquée, c'est à la mort de Pompidou. (...) Je ne sais pas pourquoi, j'étais bien contente qu'il n'était plus là (...) mais bon, ce n'était pas fondé, c'était totalement impulsif... C'était quelque chose que je ressentais... C'est vrai que je suis beaucoup plus attirée par ce qui va de l'avant, qui a un caractère de jeunesse, de dynamisme, et lui, ne correspondait pas à ça. (V)

Etre de droite quand on était jeune, ça me choquait, parce que, à la limite, pour moi, c'était des valeurs de vieux. (M')

C'est en relation avec cet esprit catholique... Plus de réflexion, de remise en question à gauche, plus guidé par des habitudes, ou des courants de pensée liés à la religion, à droite. (P)

Compte tenu de sa vitalité, la gauche canalise les optimismes, que nécessite d'ailleurs toute perspective de changement.

Moi, je ne vois pas dans la gauche un phénomène austère: la gauche défend pour moi, au contraire, des notions d'opulence, de plaisir et de joie. (M')

2.13- Intelligence et sincérité.

Les représentants de la gauche font preuve d'une intelligence dialectique avec laquelle ils soutiennent et défendent des convictions profondes et sincères.

A l'inverse, les gens de droite sont décrits comme essentiellement attachés à leur "porte-feuille" et sans aucune spiritualité. Leurs comportements traduisent leur amour pour le "matériel", le superflu, le superficiel, tandis que leurs discours sont imprégnés d'hypocrisie et de mensonge.

[A droite] je dirais l'intelligence... Mais, là encore, ce n'est pas positif, ce mot-là: intelligence calculatrice, intelligence pour tirer à son profit et pour faire croire aux victimes qu'elles ne sont pas des victimes, ou que si elles sont des victimes, c'est de leur faute... donc manipulatrice. (O)

Les gens avec qui j'ai pu discuter de politique, ça a été les socialistes, qui savaient me prouver que c'était bien, et j'ai jamais pu rencontrer de gens à droite qui ont su me prouver que la droite c'était aussi bien que la gauche. (...) Les gens de gauche sont des gens intelligents, cultivés, qui étaient capables de m'expliquer, d'argumenter le fait qu'ils votaient à gauche. (D')

Si l'art de raisonner, la brillance intellectuelle, caractérisent les gens de gauche, François Mitterrand est souvent cité, et apprécié, pour son niveau de culture inégalable. Il est intéressant de souligner ce critère par lequel des enseignants, donc des individus "instruits", jugent leur président¹.

Mitterrand, il est fascinant: on sent un homme pétri de culture, ce qui n'est pas le cas de Chirac, de Léotard, où l'on sent plus la technocratie. (B')

J'ai une grande admiration pour l'homme, et puis il défend des valeurs qui sont vraiment les miennes... Je ne vois pas qui pourrait le remplacer; il n'y a pas un gars qui lui arrive à la cheville... C'est un gars intelligent, cultivé. On se fout de la gueule de Renaud, qui se déclare anarcho-mitterrandiste, mais je comprends qu'il y ait des gens qui aient pu adhérer à cet homme sans s'être engagés sur un plan politique. (M')

La Nouvelle Action Française, qui me séduisait, avait appelé plutôt à voter Mitterrand que Giscard... parce que, finalement, pour les royalistes, Giscard d'Estaing aurait représenté la médiocrité, la bourgeoisie d'affaires, tout ce qui n'a pas d'idéal, tout ce qui se rapporte à la matière, alors que Mitterrand représentait une manière de sortir peut-être de ce que l'on pourrait appeler une certaine forme de médiocrité. (U')

Ces jugements, ne résultent pas d'idées a-priori mais de la séduction, qu'ont réellement exercée sur eux des sympathisants de la gauche qu'ils ont rencontrés, connus, et admirés pour leurs qualités humaines exceptionnelles.

A l'inverse, la façon d'être des gens de droite, qu'ils ont croisés, ne pouvait que susciter dégoût et mépris.

En fait, dans tout ça, il n'y a pas beaucoup d'idées, et ce sont presque les rapports à l'autre qui sont importants dans ce que je décris: il y a des images qui ne peuvent pas me correspondre, donc je ne pouvais pas être comme ça. (M')

Les gens de droite avaient des réactions qui m'horripilaient, qui ne semblaient pas convenir à une société comme la notre... Les gens de droite que je connaissais me donnaient vraiment une mauvaise image de la droite, et c'est ça qui m'a fait pencher de l'autre côté. (D')

Je me sentais mieux avec des gens de gauche qu'avec des gens de droite. (F)

2.2- un idéal social

Si la gauche incarne d'abord des qualités humaines idéales - générosité, souplesse, adaptabilité, dynamisme, intelligence, sincérité-, elle est aussi la construction et la défense d'un programme social, promesse d'un monde meilleur, fait de plus grande justice et d'égalité.

2.21- Justice sociale.

La gauche, c'est aussi, pour ces professeurs, un ensemble de préoccupations sociales animées d'une volonté de répartir plus justement l'argent et le pouvoir.

Etre de gauche, ce n'est pas être "démocrate", les démocrates, ils sont partout. (H)

Moi, dans la gauche, je verrais peut-être moins des idées de liberté, que de toutes façons tout le monde a, hein, la démocratie, tout le monde y tient, et moi, j'y verrais plus des idées d'égalité sociale. C'est ce qui fait la différence entre des gens qui sont vraiment de gauche et les autres, qui le disent, mais qui... (W')

La gauche oeuvre pour la défense des défavorisés.

Mais, par "défavorisés", nos interviewés n'entendent pas nécessairement la "classe ouvrière", ni même le monde ouvrier.

Depuis la crise, en effet, on assiste à une précarisation et une paupérisation croissantes de certaines couches de la population, déracinées, sans histoire, sans tradition, sans mémoire, en quête d'identité, et à une extinction corrélative de la classe ouvrière, très proche désormais des couches moyennes salariées.

Les défavorisés d'aujourd'hui ne seraient donc plus les prolétaires d'hier, mais les exclus, les laissés pour compte de la croissance.

Le fossé ne fait que se creuser, en effet, entre ceux qui vivent aux confins du "sous-prolétariat" -le terme étant débarrassé de toute connotation péjorative- et ceux qui ont un travail leur assurant sécurité matérielle et dignité humaine.

La classe ouvrière... en plus, les mutations technologiques, la manière dont a évolué le monde... c'est fini... certaines classes sont en train de s'éteindre toutes seules, faute de combattants... enfin, faute d'individus pour les remplir. (T)

La société a changé, les problèmes de maintenant ne sont plus les problèmes criants d'injustice qu'il y avait après guerre jusqu'en 68... Ceci dit, pour moi, être de gauche, c'est défendre les rejetés, les exclus, les parias, les intouchables... un respect de toutes les classes sociales, dont les plus démunies... avec recherche d'hommes politiques ou de partis politiques qui soutiennent, qui défendent, qui vont lutter pour améliorer les classes socialement les plus défavorisées. (I)

Les partis politiques semblent cependant ignorer une telle transformation du paysage social.

La critique s'adresse prioritairement au parti communiste.

La ligne du parti ne peut plus être vraie dans un monde ouvrier qui bouge, où la diversité des conditions de travail, le développement de l'information, les traditions politiques ont mûri profondément, élèvent le niveau d'exigence des gens... Ils ne peuvent plus adhérer à un parti en disant: "on fuit!", mais il leur faut être convaincus par une certaine véracité... Et là, ça ne colle plus parce qu'on ne peut pas répéter: "on a raison!", alors

qu'on est en train de perdre, parce qu'une telle attitude provoque le rire, et c'est dramatique! (W)

Ce qui m'est apparu, c'est le décalage des partis traditionnels avec ces couches sociales, quoi... surtout le P.C., qui parle de luttes de classes, car, pour moi, il n'y a plus tellement de monde ouvrier... Mais je leur reproche au P.C., et peut-être même au P.S., d'avoir mis de côté ce monde-là, tous ces défavorisés, parce qu'ils ne représentent pas un poids, parce qu'ils n'ont pas la connaissance de tous ces mécanismes sociaux et politiques.
(B)

2.22- Egalité sociale.

L'idéal révolutionnaire d'égalité sociale se traduit d'abord, pour ces enseignants, par la volonté de donner à tous les mêmes chances dans le domaine de l'éducation.

La présence de l'enseignement libre est une arrogance dans une société qui affirme l'égalité de tous devant l'accès à l'instruction.

La gauche au pouvoir sera sévèrement jugée, nous le verrons, pour les mesures favorables qu'elle aurait voulu accorder à l'enseignement privé.

L'école libre est celle des "riches", des "bourgeois", qu'elle produit et reproduit, en échange de leur protection.

Les "curés", terme péjoratif, désignent les alliés et les "complices" de la bourgeoisie dans la sélection assurée par leur école de l'élitisme.

La critique est acerbe et nos professeurs se montrent profondément anticléricaux, sans être antireligieux, en défendant encore ce vieux slogan: "école publique, fonds publics; école privée, fonds privés".

[La question du privé], je fais partie des gens qui militent contre, à l'époque, mais pas du tout avec les gens du privé qui n'ont rien compris au phénomène, parce qu'ils ne se sont pas rendus compte que... Certes, ils allaient avoir un contrôle mais ça, ça ne paraissait logique, parce qu'après tout c'est l'Etat qui finance, qui paie les instits, les profs, et ça ne paraissait normal que l'Etat contrôle l'utilisation des fonds... Soit que l'Etat n'intervient pas du tout et alors, l'école privée se démerde avec ses propres moyens, point... Soit qu'on accepte le contrôle de l'Etat. (M')

Les "curés" sont décrits avec les mêmes qualificatifs que ceux qui ont servi à dépeindre les gens de droite, puisqu'ils sont à "mettre dans le même sac".

Comme les "bourgeois", ils sont attachés aux biens matériels, à l'argent.

Comme eux, ils détiennent des privilèges, fort enviables pour nos enseignants du public.

Il faudrait au moins l'égalité des traitements... que le public soit aligné sur le privé et qu'il n'y ait pas des moyens de pression qui font que ce n'est pas toujours au niveau du privé... Il n'y a qu'à regarder le nombre d'élèves par classe... Le privé est favorisé, et

puis, il faut voir les sections qui s'ouvrent sous certaines pressions: alors, on ouvre des classes! (B')

Les "curés" se voient reprocher l'hypocrisie de leurs discours: entre les actes et les mots, il n'y a que trop peu d'adéquation.

J'ai des amis, mais qui, dans tous leurs comportements, sont des chrétiens: ils sont ouverts, et je les respecte... mais j'en vois trop, qui sont soit-disant chrétiens, surtout dans l'enseignement catholique, alors là, c'est fantastique!... Plus les curés sont haut dans la hiérarchie et plus c'est époustouflant!... On te fait un beau discours moralisateur, et derrière, ce n'est qu'ordure et cochonnerie! (C)

Par exemple, les gens du privé soutiennent que leur enseignement est confessionnel, alors qu'il ne l'est plus depuis longtemps, simplement pour doter leur école d'une légitimité qu'elle n'aurait plus, et masquer ainsi, sous un déguisement grotesque, la sélection sociale qu'elle opère.

Aussi nos professeurs sont-ils attachés au principe de la laïcité, c'est-à-dire opposés à tout enseignement religieux, quel qu'il soit.

Ce n'est pas seulement la subsistance de l'école privée au moyen de ses fonds propres, qu'ils revendiquent, mais l'abolition pure et simple de l'enseignement libre.

Comment, en effet, étouffer la montée de l'intégrisme musulman, autrement qu'en supprimant tout enseignement confessionnel ?

Pourquoi, d'ailleurs, le catholicisme demeurerait-il la seule religion autorisée à ouvrir ses propres écoles ?

L'institution privée me gêne en ce sens qu'elle défend quand même certaines idées, et je ne vois pas pourquoi, avec l'histoire du voile, des gens qui se réclament de l'Islam, n'auraient pas les mêmes prérogatives, finalement... en pure égalité... Ce qui me fait dire qu'il faut être contre tous les enseignements confessionnels, quels qu'ils soient, donc je reste profondément laïc. (B')

Supprimer la sélection scolaire reviendrait à donner à tous les enfants -à ceux des milieux populaires comme à ceux d'origine plus favorisée- des chances identiques d'accéder à un niveau de diplôme déterminé, et donc à un statut social donné, en supposant que ce dernier ne dépende que des seules études réalisées.

Cette condition semble bien insuffisante pour assurer une égalité parfaite.

Mais cette égalité des statuts sociaux est-elle seulement souhaitable, et souhaitée par nos enquêtés ?

2.23- ...et non égalitarisme.

Quelle conception de l'égalité sociale nos enseignants développent-ils ?

Il y a, dans la société, divers rôles à assumer et à assurer, tous indispensables à son bon fonctionnement.

Toutes les fonctions, qu'elles soient manuelles ou intellectuelles, participent de la même utilité sociale.

Au regard de ce dernier critère, il ne devrait donc exister aucune hiérarchie, dans la reconnaissance, sociale et matérielle, habituellement associée à l'éventail des professions.

C'est le problème du corps humain...C'est trivial, je ne sais pas... "l'anus a-t-il plus ou moins d'importance que le coeur ?"... C'est stupide comme question! Sans l'un ou l'autre, on ne vit pas... Alors, socialement, l'homme politique ou l'éboueur... je suis désolé, mais on a besoin que l'on vide nos poubelles! Que l'un soit plus enthousiasmant, plus propre que l'autre, je n'en disconviens pas!... Mais les deux ont leur fonction: il n'y a pas de hiérarchie. Ou bien ça sert au bien commun, ou bien ça ne sert pas, et si ça ne sert pas, il faut éliminer, et on le raye de la carte... Un éboueur qui fait bien son travail devrait avoir le même salaire que l'homme politique qui fait bien son travail. (T)

Néanmoins apparaît, dans l'extrait d'entretien précédent, cet autre critère de l'efficacité dans la tâche.

La conscience professionnelle dans l'exécution d'un travail devrait aussi avoir son importance dans la détermination du salaire.

Nos enseignants se montrent parfois peu indulgents, quand il s'agit d'évaluer la qualité des prestations de certains collègues.

S'ils acceptent le principe selon lequel l'éboueur gagne autant qu'eux, pourvu qu'il effectue son travail consciencieusement, ils critiquent les fondements de la grille des salaires dans la fonction publique, basée sur l'ancienneté plutôt que sur le mérite.

*Ce que l'on touche, pour certains, c'est bien assez, compte tenu de ce qu'ils font!
(I)*

Il faut différencier les qualités des gens: c'est pas parce que l'on commence à avoir quelques poils blancs que l'on doit toucher mille francs de plus par mois! La qualité ne passe pas par l'âge! C'est pas du vin, et d'ailleurs, il y a des vins qui tournent! (H)

Ainsi, la prise en compte de l'utilité sociale du travail conduirait plutôt vers une égalité des statuts sociaux, tandis que la mesure de l'application, et de l'implication de chaque individu dans son travail déboucherait, quant à elle, vers une inégalité des salaires.

La revendication d'un "salaire au mérite", sanctionnant les aptitudes de chacun, provoque un état de dissonance chez nos professeurs, dont le "coeur à gauche" avait d'abord défendu le "salaire unique", au nom de grands principes de justice et d'égalité.

La situation est d'autant plus inconfortable que la concurrence, la compétition, qui se cachent inévitablement derrière le "salaire au mérite", apparaissent comme autant d'attributs communément associés à la droite.

Est-ce que c'est un Etat policier que d'avoir les moyens de contrôler le travail de chacun ?... de dire "bon, en fonction de ce qui est fait, toi, tu touches autant, et toi tu touches autant"... Les gens vous diront: "oui, c'est un Etat policier", parce qu'il faudra forcément payer quelqu'un pour le faire... Avant de dire que c'est difficile, il faudrait essayer un système... réglementaire, sans être vraiment policier... enfin, si! (T)

On voit beaucoup de gens, dans notre profession, qui font un tas de choses, et c'est généralement des anciens du S.N.E.S. (...) et puis à la fin du mois, c'est 9000 francs, comme un autre, sur leur fiche de paie... Evidemment c'est le salaire au mérite. (...) Il faudrait qu'il y ait des échelons de responsabilités intermédiaires entre le principal et les profs ordinaires. (...) J'aimerais que cela soit structuré, institutionnalisé. (...) Alors, évidemment, on pourrait dire que c'est le système privé. Mais ça se fait déjà et ça se ferait encore mieux si les gens avaient 20 ou 25% en plus sur leur fiche de paie. J'aimerais bien que ces gens soient reconnus, ça veut dire avoir une rémunération supplémentaire: ça, c'est les idées de droite, entre guillemets! (A)

Certains enseignants fuient cette contradiction en évoquant la difficulté, l'impossibilité, d'instaurer un tel système de salaires basés sur le mérite.

Peut-on seulement mesurer ces caractéristiques du travail humain, que sont l'assiduité, le sérieux, l'efficacité ?

Un professeur a-t-il plus ou moins de responsabilité, avec ses 30 ou 40 élèves à mener au Baccalauréat, qu'un conducteur de train, ou qu'un ingénieur vérifiant la production de tout un atelier ?

Ne pourrait-on pas envisager l'instauration d'un système de salaires au mérite débarrassé de tout contrôle sévère et "policier" ?

Pourquoi n'y aurait-il pas des commissions, où l'on vote, pour éviter des abus ? Pourquoi ne serait-ce pas démocratique ? Pourquoi on ne voterait pas en disant : "Celui-là a fait ça, ça et ça, il le mérite". (T)

A côté des qualités dans le travail, il ne faut pas non plus négliger le niveau d'études, dernière dimension du statut social qui révèle encore bien des malaises et contradictions.

S'il ne faut certes pas pénaliser les moins instruits, parce qu'ils ont été, très tôt, les victimes d'une vaste machination sociale, il serait tout aussi illogique de ne pas récompenser la persévérance, le courage, et les sacrifices, de ceux qui ont "réussi".

Certains de nos enquêtés illustrent ainsi cette accession, et cette ascension, à une situation confortable, à laquelle la "société" ne les prédestinait guère, mais qu'ils ont gagnée par leur acharnement, donc "méritée".

Si nos professeurs reconnaissent à l'échec scolaire un caractère "social", ils assimilent leur propre réussite à leurs seules volontés et obstination.

Il n'en reste pas moins que les compétences, acquises à l'école, sanctionnées et validées par le diplôme, doivent être valorisées, même faiblement.

Il y a quand même de l'injustice, trop de disparités entre les statuts, entre une M.A. comme moi et... Mais, d'un autre côté, les gens ont passé des concours, et c'est un peu normal... Moi, pour gagner plus, il faudrait que je passe des concours, donc que je bosse plus... (D')

C'est vrai que l'agrégé, il a des choses à défendre, et que moi, à aucun moment, je n'ai bossé autant pour décrocher l'agrégation... donc je comprends quand il dit "non, être payé autant que lui, non, je ne suis pas d'accord!". (T)

Comment, en effet, encourager les études longues autrement qu'en récompensant ceux pour qui elles ont constitué un manque à gagner ?

Comment garantir autrement au pays, un haut niveau de technologie, rivalisant avec les meilleures performances internationales ?

Il y a des gens qui veulent que tous soient payés au même tarif, c'est ridicule, parce que c'est détruire la culture et détruire l'enseignement, et détruire l'enseignement, c'est détruire l'avenir, la recherche, puisque plus personne ne voudra plus faire d'études, sauf quelques "fadas" qui, ... pour le plaisir! (H)

Ainsi, nos enseignants savent ce qu'il en coûte de suivre et de poursuivre des études. Mais, si un niveau élevé de diplôme peut et doit conférer de légers avantages matériels, jamais il ne doit autoriser à s'octroyer des privilèges ou à manifester un quelconque sentiment de supériorité.

Ce qui choque le plus nos enquêtés, ce n'est donc pas tant de se savoir moins bien payés que les médecins, que de connaître les fortunes colossales de certains individus, qu'ils se nomment Platini ou Sabatier... Quelles qualités détiennent-ils donc, qui justifient les sommes considérables auxquelles ils se vendent et s'achètent ?

Une frontière est ainsi nettement tracée entre l'argent trop facilement gagné, presque de manière malhonnête, et celui dûment mérité.

Quels que soient les fondements sur lesquels repose la détermination du salaire, ce dernier ne reflète que très imparfaitement la réelle valeur des individus, leur valeur "spirituelle"... Dans tous les domaines, on rencontre des "impostures".

Ce que je n'accepte pas, c'est la paresse intellectuelle. Que chacun gagne le même salaire, ça ne me dérangerait pas, mais ça ne m'empêcherait pas de continuer des études, en

fac, mais ça, c'est ma recherche personnelle. Dans tous les métiers, les "planqués", c'est inacceptable! (I)

Chez les hommes, il y a des hiérarchies, mais attention, je ne parle pas des hiérarchies de fortune, ou des hiérarchies sociales, parce que ce sont des hiérarchies qui sont créées par la médiocrité, mais il y a des hiérarchies, non pas intellectuelles non plus, parce que, là aussi, il y a des impostures de diplômés. (...) mais des hiérarchies qui sont spirituelles, et c'est à celles-là que je suis attaché, et je crains que le monde matérialiste d'aujourd'hui ne vienne écraser ces hiérarchies spirituelles... en disant que tous les hommes se valent. (U')

L'égalitarisme, en tant que principe d'organisation sociale qui réaliserait l'Égalité à laquelle nos enseignants sont pourtant très attachés, ne séduit guère.

D'ailleurs il suffit de regarder autour de soi pour constater qu'une perspective égalitariste est une erreur: la Nature a fabriqué des êtres inégaux, dont certains nécessairement inférieurs à d'autres.

Mais je n'arrive pas à envisager que tout le monde soit identique: il y a tout un facteur héréditaire, patrimoine, qui joue... tout un milieu culturel, intellectuel... qui fait que les gens ne peuvent pas être égaux dès la naissance... (P)

Dans la nature, il y a des arbres, des rochers, un ciel, la mer, des rivières, toutes ces choses qui participent de la même cause mais qui ne sont pas égales... Donc, même si l'on doit tout faire pour enrayer la misère et aider les hommes à en émerger, il ne faut pas confondre promotion sociale et égalitarisme. (U')

Si l'on demande aux gens "Est-ce que tout le monde peut courir le 100 mètres en moins de dix secondes?", il y a un consensus quasi général pour dire "non, musculairement, on ne peut pas"... "Est-ce que celui qui peut courir vite sera le même que celui qui aura lancé le disque ou le marteau le plus loin?", et on vous répondra "non, c'est une question de morphologie!"... Mais si on dit aux gens "oui, mais attention, ce qui est vrai des muscles, c'est peut-être aussi vrai pour le cerveau!", alors, là, ils vous répondent "ah non, avec le cerveau, on est tous égaux!"... Pour moi, on est différent, musculairement et cérébralement. On n'est pas pareil, point! C'est constitutif. Est-ce que c'est chromosomique ou induit par la société? (...) Je dirais que c'est chromosomique, d'autant plus qu'en fac, j'ai fait biologie, donc, j'ai un vécu physiologique, anatomique. (T)

2.3- un idéal économique

Enfin, si la gauche incarne un idéal d'humanisme, de justice et d'égalité sociales, elle représente aussi un projet de restructuration de l'économie, prônant un interventionnisme étatique, qui n'a, cependant, rien de commun avec celui des pays socialistes.

Ce dernier point figure peu dans les discours des interviewés de ce type, et, quand il est abordé, c'est le plus souvent par les économistes, comme si leur spécialisation leur interdisait de passer sous silence un aspect qui met parfois mal à l'aise.

En effet, il est plus facile de reconnaître la gauche pour ses qualités d'humanisme, ou pour ses perspectives de progrès social, que pour les nationalisations qu'elle a entreprises. On n'ose en évaluer les conséquences sur le plan économique, surtout quand on sait les catastrophes qu'elles ont provoquées dans les états socialistes.

2.31- interventionnisme étatique.

Nos professeurs comparent les bienfaits d'une politique d'intervention de l'Etat, menée par la gauche, aux effets néfastes du libéralisme, développé par la droite.

Ce dernier instaure une concurrence sans merci, où seuls les plus forts gagnent, et s'enrichissent, et où les plus faibles sont éliminés, sans garantie aucune, dès lors qu'ils ne sont plus rentables.

Le libéralisme, je n'y crois pas parce que c'est le plus fort qui gagne, c'est la loi de la jungle... C'est bien quand on est jeune, beau et bien portant, mais c'est pas vrai pour tout le monde... Et puis on vieillit... C'est l'époque où l'on a dit "les vieux dehors", comme si le fait d'avoir 18 ans, c'était être bien. (T)

Si le public est préféré au privé, c'est parce que le premier est dépourvu de cette lutte, au caractère inhumain, et à l'issue parfois tragique, que le second nécessite, autorise et encourage.

Les lois d'une économie libérale ne laissent aucune place à la protection sociale mais fixent seulement les modalités d'une course effrénée à des bénéfices gigantesques, qui ne profiteront qu'à une petite poignée.

Mais la critique ne porte jamais sur le degré de performance du système privé par rapport au secteur public.

Nos enquêtés ne procèdent à aucune comparaison des résultats économiques entre ces deux sphères, qui pourrait justifier leur préférence pour le public.

Le dispositif libéral n'est pas économiquement critiquable, mais seulement socialement, parce qu'il porte en lui l'injustice, inhérente à toute concurrence.

2.32- ...à bon escient.

Devant une telle menace du libéralisme, qui bafoue les droits des travailleurs au nom de la rentabilité, l'Etat se doit d'intervenir, pour surveiller et sanctionner un secteur privé qui se livre à des abus. Ce contrôle constitue une garantie pour les salariés des entreprises.

Qu'est-ce que je mets encore derrière l'étiquette de la gauche ?... Une surveillance par l'Etat de tout, donc des structures économiques, politiques et sociales, et de la conjoncture à court terme. Ça ne veut pas dire de l'interventionnisme forcené, ou l'Etat gendarme, mais une surveillance des marchés... que les lois soient respectées, qu'on ne fasse pas plus d'exclus. Donc, surveillance de l'Etat, pour l'application et la bonne gestion des lois et des règles: c'est l'Etat garant, c'est le pouvoir judiciaire et juridique. (H)

En même temps, l'Etat doit aider les branches en difficulté, non pas pour sauver quelques capitalistes de la faillite, mais pour limiter les risques de chômage à des centaines, voire des milliers, de salariés. Mais il doit le faire avec vigilance et intelligence: certes, il doit soutenir certains "canards boiteux", qui n'auraient aucune chance de subsister dans cette jungle, mais il doit pouvoir s'en abstenir dès lors que ces derniers boitent un peu trop.

L'Etat ne doit pas aider les entreprises en donnant de l'argent à fonds perdus: il le fait si l'entreprise est viable et non pas sous une idée archaïque de gauche: on donne de l'argent pour soutenir l'emploi, non! (H)

Alors que la concurrence est haïssable quand elle concerne des individus, elle est tout-à-fait admise quand elle intéresse des entreprises, appartenant respectivement aux secteurs privé et public.

La démolition de l'édifice privé, exécré pour ses injustices sociales, n'est, en effet, jamais vraiment souhaitée parce qu'il porte en lui, par sa seule présence au sein de l'économie nationale, les conditions d'une émulation pour le secteur public.

D'ailleurs, l'extension, voire la généralisation, du système public, risquerait de déboucher sur le modèle des économies planifiées et dirigées des pays socialistes, peu séduisantes dans leur efficacité et dans le rapport qui lie l'ouvrier à son travail.

La négation de l'individu, sa "déresponsabilisation", ne peuvent entraîner que des effets néfastes sur l'ensemble de l'économie nationale.

Dans le privé, on fait plus confiance en l'individu, parce que dans l'Education nationale, on est un numéro et c'est tout. (H)

Dans les pays de l'Est, on a fait des gens des fonctionnaires, et ils le savent. (C')

A l'Est, les résultats sont dérisoires, par rapport aux nôtres... D'ailleurs, le moyen que se donnent les pays de l'Est pour rattraper l'écart, c'est la libre entreprise, et le retour aux profits individuels! (T)

Nouveau malaise: nos professeurs critiquent sévèrement le libéralisme, source d'injustices intolérables, mais, en même temps, ils lui reconnaissent cette vertu d'accélérer les progrès économiques, ce qui constituerait une position relativement de droite.

Des fois, je me pose des questions: c'est vrai que je vote à gauche, c'est vrai que j'y crois plus sur le plan social, c'est vrai que j'y crois plus au niveau des gens qui représentent la gauche, mais au niveau économique, là, je me pose des questions. Parce que j'ai fait des études en économie, j'ai étudié l'économie de Raymond Barre au moment où il était au pouvoir, et c'est vrai qu'il y a de bonnes choses: il faut relancer l'investissement, favoriser les patrons. Il y a des choses en économie qui me font dire que tout n'est pas faux à droite. (D")

Une manière de sortir de cette contradiction est de croire et de soutenir que le socialisme français ne produira pas le socialisme soviétique.

Une gestion communiste est impossible et ce n'est même pas souhaitable... socialiste comme en U.R.S.S. non plus... Mais socialisme comme nous on l'a vécu, ça n'a rien à voir avec le communisme non plus, hein ? (D")

III JE SUIS NATURELLEMENT ATTIRE VERS LA GAUCHE

L'attachement à certains idéaux d'une part, et l'incarnation par la gauche de ces mêmes idéaux d'autre part, conduisent les enseignants de ce type à affirmer une sympathie toute "naturelle" pour la gauche, "inscrite dans la logique des choses".

Pourtant, personne ne s'y méprend.

Pour eux, la gauche actuellement au pouvoir n'est pas vraiment la gauche à laquelle ils croient, parce qu'elle ne mène précisément pas une politique de gauche.

Ils avouent être déçus, quand ils ne se sentent pas trahis par elle.

Pourtant, si l'attitude du gouvernement actuel les gêne profondément, ni leurs convictions, ni leur adhésion ne sont fondamentalement remises en question.

Leur sympathie "naturelle" est aussi "inconditionnelle", parce qu'ils refusent d'assimiler la gauche à la droite, même si c'est de ce côté-là de l'éventail politique qu'ils rangent les socialistes au pouvoir.

Mais, pour beaucoup de ces professeurs ayant le "coeur à gauche", la participation politique résulte plus d'un acte de fidélité, ou de défense, que de réelle conviction: il s'agit, en effet, de défendre une identité de gauche, voire l' "identité extrêmement de gauche de la gauche".

3.1- La gauche au pouvoir fait une politique de droite.

La gauche au pouvoir ne comble pas les attentes de nos enquêtés.

Elle est tout le contraire de ce qu'elle prétendait être, et représente "tout ce contre quoi ils auraient voté"!

Certes, elle a trompé et trahi, mais peut-être avait-elle, et a-t-elle encore, ses raisons ? Peut-être est-il possible de lui trouver quelques excuses ?

3.11- Ça, le socialisme ?!

La gauche au pouvoir est trop timide, trop modérée, trop "au centre"; elle ne prend pas assez de mesures radicales et n'oeuvre pas efficacement pour le progrès social.

C'est vrai qu'il y aura beaucoup de retraités avec trop peu d'actifs... Bon, mais il faut faire cotiser ceux qui ont des fortunes colossales. On est trop tiède! Il faut demander à ceux qui ont de grosses fortunes, c'est ça la solidarité! (X')

Non seulement le gouvernement en place dénature le socialisme, en se montrant trop timoré, mais il le trahit aussi en flirtant avec le capitalisme, voire en s'identifiant totalement à lui.

Il y a des partis qui se disent de sensibilité ouvrière, comme le parti socialiste, mais qui, en réalité... il est entré dans le libéralisme et il faut qu'il abandonne son étiquette de socialisme, parce que le libéralisme, c'est du capitalisme! (C')

Après le grand virage de 84, où Mauroy disparaît, où Fabius apparaît, Mitterrand fait en quelques semaines, de l'idéologie socialiste un champ de ruines: on découvre la rigueur, on découvre l'entreprise, ses vertus! (B')

Ils font trop de concessions au patronat: ils vont même jusqu'à diminuer certains impôts sur des sociétés, alors que certains gagnent à peine le S.M.I.G. et paient des impôts! Ce n'est pas assez social, et, à la base même du parti socialiste, il y a des mécontentements... (X')

Rien ne différencie donc désormais un gouvernement de gauche, d'un autre de droite, puisque le premier défend les profits capitalistes aussi bien que le second.

Quand je vois mes S.I.C.A.V. augmenter plus vite que mon salaire, je me dis "à quoi sert ce gouvernement ?"! (M')

Je n'ai pas vu de différence entre le gouvernement Chirac et celui de Rocard, sur le plan économique et social... On n'a plus privatisé mais on a accepté ce qui avait été privatisé. (X')

Ecouter Rocard ou Fabius, remettre le même discours dans la bouche de Simone Veil... On enlève le mot social du discours de Fabius et on peut le mettre dans la bouche de Veil ou de Giscard... (O)

Le mot de gauche n'a plus aucune charge émotionnelle, aucun contenu, depuis que la gauche au pouvoir fait une politique de droite... Dire que Rocard est de gauche, ou Fabius, par exemple... Qu'est-ce qui distingue une promotion d'E.N.A. de droite et une promotion d'E.N.A. de gauche ? C'est tout-à-fait ténu comme distinction. (J)

Les symptômes du rapprochement de la gauche au pouvoir avec la droite ne se réduisent pas à la seule gestion libérale de l'économie: son apogée apparaît en 84, avec le projet Savary, qui portait en lui la reconnaissance de l'école privée.

Une politique qui prend de moins en moins d'engagement vis-à-vis de ce que j'estime être le socialisme. L'un des symboles c'est l'école privée, avec les projets Savary, contre lesquels je milite, parce que c'est la reconnaissance de l'école privée... C'est tout ce contre quoi j'aurais voté (...), la reconnaissance, par la gauche, que l'école privée pouvait exister avec les fonds de l'Etat! (N')

Comment taxer encore de socialisme un gouvernement qui sert les intérêts du capitalisme et de l'Eglise ?

Nos interviewés se sentent trahis et confient souvent leur amère déception.

81, c'est l'espoir: il va se construire quelque chose de vachement bien... C'est mieux que ce qu'il y avait avant, mais franchement, il n'y a rien à tirer non plus des socialistes!
(T)

81... Mon attachement est tellement sentimental que je me rappelle lire les résultats des journaux et pleurer... Il y avait des gens qui avaient gagné quelque chose ce soir-là! Il y avait un soulagement et peut-être que la vie allait changer... C'était porteur, il y avait des valeurs, on y croyait. (...) J'utilise l'imparfait, parce que je crois que c'est révélateur de ce que je pense aujourd'hui... (N')

3.12- Trahison ou prudence ?

La gauche actuelle est celle qui a reçu, il y a une décennie, les suffrages de nos interviewés.

Elle n'agit cependant pas conformément aux idées qu'elle incarnait, ou qu'elle prétendait incarner.

Car aucun de nos professeurs n'avoue s'être trompé, mais tous ont le sentiment de l'avoir été, par des hommes qui ont détourné le socialisme de ses fins initiales.

Pourtant on ne saurait imputer l'échec de la politique de la gauche à la seule ambition corruptrice de quelques hommes, qui auraient tenté d'utiliser le pouvoir à des seules fins personnelles.

Des pressions sociales ou politiques, des contraintes économiques, tant nationales qu'internationales, ont sans aucun doute compromis les projets et les promesses de l'actuel gouvernement.

Comment, en effet, satisfaire à toutes ces demandes, qui abondent dès lors qu'elles trouvent un espoir d'être réalisées ?

Mais les gens vont vite apprendre que "les choses ne changent pas si vite, ni si facilement que ça".

Je crois qu'on ne peut pas changer une politique du jour au lendemain... On l'a vu entre 81 et 83 où ils ont voulu faire du social à fond et où ils se sont foutus dedans! Il y a eu tellement de demandes, les ouvriers... la masse populaire, étaient trop demandeurs. Quand c'est un gouvernement de gauche, l'ensemble de la nation a tendance à demander plus que si c'est un gouvernement de droite; on pense que c'est plus facile quand c'est la gauche, on croit qu'elle va tout donner... (N)

Il n'y a pas qu'un simple décalage entre dire et faire, mais entre dire quelque chose, quand on est dans l'opposition, et faire, lorsque l'on a enfin accédé au pouvoir.

Quand ils étaient dans l'opposition, ils n'avaient pas voulu tenir compte des réalités économiques et mondiales, et, une fois en place, ils étaient bien obligés d'en tenir compte... Alors, je ne leur ai pas reproché d'en tenir compte, il le fallait bien!... mais je leur ai

reproché la mauvaise foi qui était la leur quand ils avaient refusé d'en tenir compte avant, quand ils reprochaient à la droite de ne pas bien faire... Donc, l'idéal est une chose, la réalité économique en est une autre! (R')

Aussi, le mensonge, dont on accuse parfois les dirigeants actuels, doit-il être édulcoré par un peu de réalisme. Mais cette circonstance atténuante ne doit cependant pas faire renoncer, par pragmatisme, à tous les idéaux.

Outre le contexte qui contraint à adapter, à modifier, voire à abandonner un projet initial, et à faire des socialistes au pouvoir "des gérants du capitalisme", il faut aussi compter les réticences et les résistances des adversaires de la gauche, qui se plaisent parfois à "mettre des bâtons dans les roues".

On n'était pas conscient que le changement ne pouvait s'opérer qu'en douceur et qu'il fallait l'expliquer plus aux gens... parce que 81, pour beaucoup, c'était la fin du monde... beaucoup se sont enfermés chez eux: "ça y est! le tueur de Moscou est arrivé!"... Le socialisme, c'était, pour eux, le goulag! (X)

En 81, moi, je disais "attention, qu'on ne se laisse pas avoir!", parce que ce n'est pas parce qu'on est au pouvoir que l'on a tous les moyens, car il y en a d'autres, qui ne sont pas au pouvoir mais qui ont tous les moyens de vous contrecarrer, eux! (J')

Les contraintes, et les pressions dont a été victime la gauche, ne suffisent pas pour l'irresponsabiliser.

Elle a commis des erreurs non négligeables, pour certaines prévisibles, certes, mais ne relevant pas nécessairement d'une mauvaise intention.

Elles sont, pour beaucoup, des "maladresses de jeunesse", que la nouvelle et récente expérience du pouvoir laissait présager.

Les erreurs viennent d'une mauvaise gestion, d'une non connaissance de l'économie, donc c'est pardonnable, tandis qu'à droite, ils font des erreurs tout en sachant qu'ils les font: c'est intentionné. (D')

3.2- La gauche reçoit toute ma sympathie et tous mes suffrages.

La gauche au pouvoir a beau avoir trahi, trompé, désillusionné, ou déçu; elle a beau s'être éloignée des principes qu'elle avait autrefois soutenus et défendus, les enseignants de ce type n'en affirment pas moins leur adhésion à une gauche idéologique, précisément parce que les dirigeants socialistes n'ont plus rien de commun avec les idées du même nom.

Ainsi, avoir le coeur à gauche se traduit par une sympathie pour une gauche idéologique, et non par un soutien systématique à l'actuel gouvernement dit "de gauche", même si l'absence de toute autre alternative

électorale contraint, parfois, nos interviewés, à faire le jeu des socialistes au pouvoir, dont ils ont pourtant découvert l'imposture.

3.21- Une sympathie naturelle.

L'attachement de ces professeurs à la gauche idéologique est plus "affectif", "sentimental", "impulsif", "viscéral", qu'intellectuellement fondé.

Les expressions abondent, qui dépeignent cette attirance, contenue dans la "nature" des choses et des êtres: elle peut venir du "coeur", de la "sensibilité", ou des "tripes".

Je pense que c'est lié: c'est ma nature d'être bon et je pense que c'est aussi ma nature d'être de gauche. (A')

Que cette sympathie soit "naturelle" explique qu'elle n'ait jamais constitué un objet d'interrogation ni d'investigation.

Nos professeurs avouent ici leur ignorance en matière de théorie politique: ils penchent à gauche parce qu'elle "correspond" davantage à ce qu'ils "sentent" ou "ressentent", à ce qu'ils "voudraient", parce qu'elle leur "convient" mieux, mais sans parvenir à préciser davantage les fondements d'une telle adhésion.

J'ai une certaine idée du partage de la richesse qui fait que c'était à gauche, sans me poser de questions, mais en tout cas, ça ne pouvait pas être à droite, c'est tout. (T)

Quand je dois choisir entre Rocard, ou Mitterrand, je ne sais pas... Ceci pour dire que ce n'est qu'une tendance... pas une tendance parce que je ne veux pas m'affirmer plus, mais parce que je ne peux pas m'affirmer plus, parce que je ne suis pas assez éduquée: je vote à gauche parce que je ne suis pas capable de voter à droite, mais je ne pourrais pas dire le programme exact des gens pour qui je vote. (D')

L'incapacité, pour nos enseignants, de définir leur orientation à gauche autrement qu'en termes de sentiments vagues, apparaît, à leurs yeux, dangereuse.

D'abord, leurs impressions floues ne suffisent pas à fonder la spécificité de la gauche face à la droite.

On peut trouver à droite aussi, mais bien plus rarement, quelques exemples vivants de cet humanisme généreux, que l'on avait défini comme un attribut majeur de la gauche, ce qui rend "les frontières pas très claires".

Je suis content d'être bon et je crois que ça correspond à l'idée de gauche... Mais on peut être bon à droite aussi, c'est là le problème! (A')

Il y a des valeurs que je trouve à gauche, et même chez certaines personnes de droite, mais là, beaucoup plus ponctuellement, chez certains individus seulement, parce que je pense

qu'il y a certaines personnes de droite qui ne sont pas racistes, par exemple, alors que certaines personnes de gauche le sont... Ce sont leurs contradictions... (M')

Ensuite, les difficultés qu'éprouvent nos professeurs à préciser les fondements théoriques de leur "coeur à gauche, peuvent être à l'origine d'un complexe, d'un malaise, jugé d'autant plus grave qu'il éloigne parfois de la politique.

Je suis gênée, pas de dire que je suis de gauche, d'ailleurs j'en suis fière, mais gênée d'expliquer pourquoi... parce que je suis incapable de mener une discussion politique... Si je rencontre quelqu'un de droite qui me dit : "t'es de gauche, toi, eh bien, viens, on va discuter"... Je ne saurais pas, j'aurais honte, parce que je n'ai aucune connaissance... Ça m'intéresserait de discuter avec des gens qui s'y connaissent, mais j'ai peur d'être ridicule!... (D')

3.22- Une sympathie inconditionnelle.

Les enseignants de ce type le savent: la gauche au pouvoir n'est pas la gauche idéologique.

Si leur déception est telle qu'ils soulignent souvent l'interchangeabilité du personnel politique -en assimilant, par exemple, Rocard à Chirac- ils ne sont cependant pas prêts à interchanger leurs bulletins de vote.

Leurs suffrages vont, en effet, inconditionnellement à la gauche, même quand celle-ci s'est révélée éloignée de l'idéologie qu'elle prétend incarner.

Pourquoi un tel soutien pour un gouvernement dont les positions et les décisions s'apparentent pourtant à celles d'un gouvernement de droite ?

D'abord parce que nos interviewés restent persuadés qu' "un pouvoir de gauche vaut toujours mieux qu'un autre de droite".

Si le clivage droite/gauche s'estompe dans une politique gouvernementale de plus en plus modérée et centriste, sa présence vivace dans les "coeurs" interdit de franchir la frontière pour passer de l'autre côté de l'alternative politique.

Quand on reproche à Rocard d'avoir une gestion quotidienne des choses, c'est vrai, mais je ne vois pas pour autant un Léotard ou un autre! (B')

Je dois avoir un côté un peu candide peut-être, mais je me souviens que quand Mitterrand... et Dieu sait si je ne suis pas mitterrandiste, mais, par rapport à Giscard, par exemple, ça me semblait quand même mieux! (Q')

Je n'admets pas que l'on dise: "la gauche, la droite, c'est la même chose"... Je continue de penser que ce n'est pas dans le même sac, même si la gauche devait être un peu plus écolo qu'elle ne l'est, même si il y a des mouvements de gauche qui ont trahi, je continue de penser que la gauche et la droite, c'est pas seulement des mots mais que ça reflète deux attitudes fondamentales. (O)

Même si certains se montrent insatisfaits, voire mécontents de la politique actuelle, ils préfèrent attendre une prochaine "rénovation de la gauche" plutôt que de passer dans le camp adverse, ou de procéder à un "recentrage", qu'ils qualifient de "phénomène de mode et d'opportunisme".

Ensuite, parce que le gouvernement en place a quelques acquis à son actif.

Non seulement la gauche au pouvoir se voit accorder quelques circonstances atténuantes, et le mérite de limiter les dégâts dans une conjoncture économique, sociale et politique, contraignante, mais "l'idée directrice pour mener la France paraît bien meilleure depuis Mitterrand".

Dans les domaines de la politique étrangère, de la législation du travail, de la politique salariale, de la politique sociale -notamment à travers l'instauration du R.M.I., la gauche récupère, en effet, bien des points à son avantage.

La politique depuis 81 a été satisfaisante dans la mesure où il y a eu quand même une certaine reprise en compte des volontés générales et du dialogue, même si ce n'est pas parfait... même s'il subsiste encore des difficultés économiques et sociales. (A')

Bien qu'elles fassent la même politique, une gauche au pouvoir est donc toujours préférable à une droite.

Les quelques mesures du gouvernement socialiste, certes très limitées, en matière de répartition, témoignent de sa volonté, non pas d'affronter ni de résoudre, mais de se préoccuper au moins des problèmes sociaux d'exclusion et d'injustice.

Son oeuvre, aussi minime soit-elle dans ce domaine, n'en reste pas moins un bon présage.

Comme nos interviewés sont persuadés qu'une droite ne leur apportera pas davantage, bien au contraire, ils s'accordent pour donner à la gauche en place toutes les chances et le temps dont elle aura besoin pour accomplir ses promesses.

Un seul septennat ne suffisait pas, en effet, pour juger ni de son efficacité, ni de sa sincérité.

Il faut lui faire confiance: l'exercice du pouvoir n'est-il pas le seul moyen d'acquérir de précieuses compétences ?

Au début, il y a eu peur du socialisme par peur des idéologies et aussi peur du manque de compétence... On a toujours dit: "les socialistes sont incompétents... ça va être le chaos, l'anarchie!"... Or, je pense que le socialisme est devenu plus réaliste: depuis Bocard, on a, à la tête du pays, des hommes compétents... (X)

Si on leur donnait plus de temps, ils seraient capables de se perfectionner et d'arriver à une gestion sociale de la chose (A')

Pourtant, si ces professeurs désirent le maintien de la gauche au pouvoir, ce n'est pas pour les bienfaits qu'elle est susceptible de leur procurer, ou qu'ils ont effectivement obtenus.

Les rares et dérisoires acquis sous le gouvernement mitterrandiste ne les ont pas concernés directement: ils ont bénéficié à d'autres qu'eux, moins favorisés.

En sont-ils mécontents ?

Nulle trace d'indignation, ni de rancune, ne transparait dans leurs discours.

Car c'est pour le bien-être qu'ils espéraient offrir, par leur vote, aux plus malheureux qu'eux, qu'ils ont, dans un premier temps, porté la gauche au pouvoir. C'est conformément à ces mêmes espérances, qu'ils continueront à la soutenir... "Il faut voter pour des idées, et non pour la rentabilité que l'on attend au niveau de la fiche de paie".

J'estime qu'il y a des choses qui ont avancé... Moi, quand j'entends dire: "j'ai voté socialiste et puis je n'ai rien"... moi, j'estime que l'on vote socialiste pour faire avancer une globalité, et pas pour en tirer un profit personnel... On n'a pas une connaissance globale du problème pour juger de beaucoup de choses... On met des jugements, comme ça, sur sa catégorie, sur sa profession... mais c'est plus vaste la politique! C'est la gestion du pays en fait... (J')

La gauche est passée, ça n'a rien changé pour moi, sauf que je n'ai plus d'augmentation de salaire, mais je ne leur en veux pas... au niveau national, ça a avancé pas mal... au niveau des loisirs, dans le social... (D')

Pourtant, nos enseignants auraient toutes les raisons légitimes de se plaindre du peu de reconnaissance, matérielle et sociale, que leur accorde un gouvernement qu'ils ont pourtant soutenu -ce qu'ils font d'ailleurs ouvertement, nous le verrons plus loin lorsque nous traiterons de leur rapport au syndicalisme.

Ni leur insatisfaction, ni leur amertume ne les amènent cependant à changer de camp, à passer à l'ennemi.

Certes, un gouvernement de gauche devrait se préoccuper davantage des problèmes de l'enseignement, mais la droite assumerait-elle mieux de telles responsabilités ?

Les professeurs de ce type éprouvent une sympathie inébranlable pour la gauche: ils viennent de nous en livrer eux-mêmes les raisons.

Voyons maintenant comment s'exprime leur adhésion inconditionnelle au pouvoir en place.

D'abord, devant la seule alternative gauche/droite, nos enquêtés votent "utile", pour déloger la droite concurrente.

Quand seules ces deux parties sont en compétition, ils cherchent surtout, en effet, à éliminer la droite rivale, même s'ils ne sont pas tout-

à-fait d'accord avec le parti de la gauche qui reçoit ainsi leurs suffrages.

Mais s'abstenir reviendrait, de toutes façons, à faire le jeu de l'adversaire.

Au point de vue politique, je n'ai plus grand chose à voir avec le P.S., ni avec le P.C.... Quand il y a des choix droite/gauche, il faut bien voter en fonction de la contradiction principale. (B)

J'ai toujours voté socialiste, peut-être parce qu'il y avait l'union de la gauche... C'était un vote réaliste, parce qu'un gars de droite qui était implanté depuis 25 ans, il n'y avait que le P.S. pour le déloger, et pas le P.C. (M')

Le vote est un devoir civique. Je me dis: "si je n'y vais pas, c'est les autres qui en profiteront, et ça, je ne veux pas! Donc j'y vais toujours, par devoir et par conviction, et j'en veux aux autres quand ils n'y vont pas! (D')

Ainsi, nos professeurs sont-ils amenés à voter parfois communiste, voire extrême-gauche, sans pour autant adhérer aux thèses communistes ou gauchistes.

Quand c'était nécessaire, je préférais mettre un bulletin P.C. plutôt que n'importe quel bulletin de droite, parce que je préférais un choix orienté à gauche plutôt qu'à droite, même si le P.C.... heu... (A')

C'est vrai qu'entre un stal et un gars de droite, je vais voter pour le stal, mais ça me dérange que ce soit lui! (M')

Jusqu'alors, nos interviewés évoquaient une attirance pour la gauche, sans jamais toutefois opérer de distinction au sein de celle-ci.

Maintenant qu'il s'agit pour eux de préciser des comportements électoraux, des stratégies de vote, des sympathies partisans, leur rapport au P.C. se révèle souvent empreint de réticences, de critiques, et le communisme apparaît comme implicitement exclu de leur "coeur à gauche".

Je pense qu'on n'a aucun avenir si le P.C. venait à prendre le pouvoir de façon monolithique, sans partage avec d'autres... parce qu'il est très réactionnaire dans son genre, c'est-à-dire qu'il défend les mandarins du Parti, comme l'a fait l'Union soviétique, comme l'a fait la Chine pendant longtemps... (E)

J'ai une sainte horreur des communistes: j'ai encore un demi-frère en Pologne... Je ne l'ai vu qu'une fois mais je sais que ça ne se passe pas très bien... Et puis j'ai aussi travaillé dans le privé, et chaque fois qu'il y avait du grabuge, c'était à cause d'eux... Pour moi, le communisme, c'est manque de liberté, misère, réussite économique négative! (F)

Les attitudes de nos interviewés à l'égard du parti communiste sont cependant ambiguës.

Certes, le communisme bénéficie d'un "vote utile" quand il se bat en duel contre la droite: les suffrages expriment davantage un "vote contre"

-contre le parti adverse- qu'un "vote pour" -conformément à des convictions.

Mais que le P.C. fasse ensuite parfois l'objet d'un vote "inutile" peut surprendre, quand on connaît les reproches qui lui sont adressés.

Il arrive, en effet, que nos professeurs lui accordent leurs suffrages, même s'ils ont le choix entre plusieurs options de la gauche.

Il s'agit là d'une démarche défensive: un vote occasionnellement "extrémiste" à gauche, traduit leur volonté de "défendre l'identité extrêmement de gauche de la gauche, et non pas l'extrême gauche".

J'ai mon nom sur les tracts qui appellent à voter Mitterrand, et puis, au premier tour, je ne vote pas Mitterrand... Je crois que j'appelle à voter utile, mais c'est un avertissement, pour dire: "attention, le P.S., ne croyez pas que c'est gagné d'avance, parce qu'on vous a vu pendant 7 ans, parce que quand vous nous dites "éducation prioritaire", et quand on voit certains points de votre programme économique, je dis : "non!". (H')

Aussi, nombreux sont les individus de ce type qui naviguent dans les diverses mouvances de l'"extrême-gauche", parti communiste inclus, pour donner au pouvoir en place un "avertissement" et combattre toute tentation, et toute tentative, de déviation droitnière des socialistes.

Le sens sous-jacent à leurs suffrages est donc celui d'une volonté d'exercer un contrôle sur les dirigeants politiques, et non d'une quelconque détermination à conduire ces groupuscules à la tête du pays.

D'ailleurs, ils ne le souhaitent guère.

Je me dis qu'un système collectiviste, puisqu'un système communiste n'existe pas à travers le monde, tel qu'il existe en U.R.S.S., en Chine, ou ailleurs, n'est pas viable dans un pays économiquement développé... Je ne l'ai jamais crié très fort, pour des raisons que je dirais "stratégiques", parce que je me suis toujours dit qu'il fallait que le P.C. ait des voix... (H)

Pourtant, je ne me suis jamais senti tellement léniniste... J'ai jamais cru au primat... aux gens qui défendent une vision où l'organisation aurait toujours raison... (H)

Aussi nos interviewés accordent-ils d'autant plus facilement leurs voix à ces partis d'extrême-gauche, qu'ils les savent minoritaires.

Leur faible implantation joue doublement en leur faveur.

D'une part, elle prévient contre toute possibilité d'accession au pouvoir, ce qui ne peut que séduire des enseignants inquiets devant cette éventualité.

Je me dis qu'il n'y a aucun risque à voter P.C., puisqu'on sait qu'il ne passera pas. Par contre, si demain je voyais que le P.C. fait 80% des voix, et là ce n'est ni de l'hypocrisie, ni de l'opportunisme, je ne voterais plus P.C. parce que là, je me dis que c'est un danger. (H)

D'autre part, l'énergie, le courage souvent attendrissant des petits partis politiques, méritent bien quelques encouragements.

En général, au premier tour, je m'arrange pour ne pas voter P.S.... Je me dis que ça leur permettra au moins d'être remboursés des frais de leur campagne... (C)

Enfin, en votant parfois aux extrêmes, nos enquêtés expriment ainsi un certain unionisme de gauche².

Toutes les idées méritent d'être retenues et soutenues, pourvu qu'elles viennent de la gauche.

On a tous des valeurs communes, c'est une question de nuance... Et ces valeurs vont de l'extrême-gauche à un centre gauche. (...) Pour moi, ces gens qui étaient au P.C.... c'était le P.S. qui naissait, et puis il y avait aussi l'extrême-gauche, le P.S.U. qui avait une position intermédiaire, la ligue révolutionnaire, les maos... C'était des gens de gauche, donc ils étaient respectables et défendables... Je n'ai jamais eu vis-à-vis de ces personnes d'extrême-gauche des réactions que pourraient avoir aujourd'hui certaines personnes de droite vis-à-vis du front national (M')

Certaines idées apparaissent intéressantes, mais on peut s'interroger sur leur réelle appartenance à la gauche.

Simone Veil défend des positions féministes séduisantes, elle-même est une femme remarquable, "porteuse de toute une histoire", mais le parti qu'elle représente n'est pas un parti de gauche.

Les écologistes soulèvent la grave question de la survie des espèces³, mais "ils font un curieux amalgame de la droite et de la gauche".

Je ne sais pas si je mets Veil dans la gauche ou dans la droite, mais je la sens à sa façon féministe, et le féminisme c'est rechercher la justice, hein ? (I)

Je vote à 60% P.S., puis communiste, et maintenant peut-être écolo, parce que voter écolo, c'est voter socialiste, tout compte fait... Mais on peut être de droite et voter écolo également, c'est ça le problème. (H)

L'appartenance idéologique des professionnels de la politique semble donc peser plus que le contenu de leurs idées, dans la séduction qu'ils opèrent auprès des professeurs de ce type.

L'étiquette politique des candidats continue de constituer un repère important dans les choix de nos enquêtés, qui nous ont avoué, par ailleurs, leur ignorance de la chose politique. On ne saurait donc s'en étonner.

Cependant, il est des circonstances où la compétence des candidats compte bien plus que les partis qu'ils incarnent: c'est ainsi que les réalisations d'un maire sont plus déterminantes, pour sa reconduction, que sa propre identification partisane.

Je voterais à gauche toute ma vie, mais ça dépend de l'événement... Pour les communales, ça me semble logique et normal de continuer à voter pour le maire de droite, même s'il est de droite... Il y a une bonne gestion de la municipalité qui me semble importante: alors, on peut voter pour un bon maire de droite ou pour un bon maire communiste, et être socialiste pour les choses nationales, pour les présidentielles, par exemple. (A')

Au niveau local, ça dépend de la personnalité. Ici, il y a beaucoup d'infrastructures, pour les enfants, pour le sport... Si un autre faisait la même chose, tout en étant d'un parti opposé, je voterais pour lui. (M)

En résumé, les enseignants de ce type refusent toute affiliation partisane: leur vote se meut à l'intérieur de la gauche, voire de l'extrême gauche, sans que s'y reflète l'expression d'une adhésion pleine et totale.

D'une part, ils traduisent ainsi leur volonté de combattre la droite, tout en restant critiques envers le gouvernement actuel.

D'autre part, ils affirment leur attirance, dans une tradition unioniste, pour les idées de certains partis de gauche, qu'ils ne souhaiteraient pourtant ne pas voir accéder au pouvoir, leur caractère minoritaire effaçant heureusement ce genre de menace.

C'est donc un vote sans affiliation partisane et sans conviction, puisqu'il exprime moins une adhésion à des idées qu'une réaction contre un adversaire -contre la droite, quand il se veut un vote "utile; contre le gouvernement de gauche, quand il se veut un vote de protestation et d'"avertissement".

3.3- La gauche reçoit parfois toute ma foi militante.

Beaucoup des professeurs de ce type font preuve d'un relatif désengagement.

Certes, ils vont aux urnes, parce que le vote est autant un droit qu'un devoir: il est même un devoir parce qu'il représente un droit conquis, après bien des luttes sanglantes, dont on se doit de respecter le souvenir, en mémoire de tous ceux qui se sont sacrifiés pour lui.

Néanmoins, certains enquêtés se définissent comme des militants au sein de partis politiques.

Mais nous découvrirons que leur engagement partisan résulte moins d'une adhésion inébranlable à de grandes Idées que d'une volonté farouche d'agir sur les choses, de façon immédiate et "terre-à-terre".

3.31- Agir ensemble et à la base.

Pour beaucoup, la participation s'arrête en dehors des périodes électorales.

Il faudrait alors une grande menace d'extrémisme de droite pour que ces professeurs se remobilisent, et l'extrême-droite, en France, ne représente pas encore, à leurs yeux, une force dangereuse.

Il y a un équilibre des partis politiques qui existe... On n'est pas dans une situation d'extrémisme politique, mais si on était dans une phase d'extrémisme, peut-être que là, je bougerais, mais ce n'est pas le cas! Il y a des gens qui le font à ma place et ça m'arrange! (rire) (J')

Je n'ai jamais sacrifié au militantisme ce que j'aurais dû y sacrifier... Mais est-ce que je ferais partie de ces gens qui accepteraient de se battre ? C'est une question que je me suis posée... Il faudrait qu'il y ait un gars qui tournerait au fascisme, pour que j'y aille... Mais si on avait demandé aux résistants, avant qu'ils le soient, s'ils auraient accepté de le devenir, peut-être que certains auraient dit "oui", et qu'ils ne le seraient jamais devenus (M')

A moins que la gauche ne devienne une opposition si minoritaire qu'elle nécessite, pour vaincre à nouveau, une importante mobilisation, dont l'ampleur pourrait bien rappeler celle des années 70.

On avait l'impression d'être les éternels vaincus... On peut presque parler d'entêtement: on se polarisait et la seule question était: "est-ce qu'on va finir par gagner ?". (...) On sentait que l'on montait, en voix, en pourcentages. (...) Ça a fini par casser avec les cantonales de 79: c'était la première fois que des gens votaient et gagnaient... Depuis je dirais que c'est devenu chose courante. (...) C'est vrai que peut-être que si on n'était que 2% à être de gauche, je m'y mettrais, à militer, à adhérer... (M')

Mais pour quelques-uns de nos professeurs, les choses doivent et peuvent changer, mais cette possibilité ne peut naître que de la seule action collective: "que puis-je faire en restant assis chez moi, seul, dans mon fauteuil à regarder la télé?", ironisent-ils.

Militer, c'est d'abord se mettre au service de, être utile à, tous ceux qu'il est légitime et urgent de défendre et de secourir.

Un jour, j'ai décidé de militer, c'est-à-dire d'apporter toute ma ferveur, toute ma force pour changer cette société que je trouve injuste, et pour laquelle j'aimerais qu'il y ait des changements... Qu'il puisse y avoir autant de gens de mis sur la touche... On parle de deux millions et demi de chômeurs, mais il y a ceux qui travaillent et qui ne touchent pas le fruit de leur travail... Il y a toute cette injustice contre laquelle je me suis toujours élevé... (C')

En entrant dans un parti, nos enseignants recherchent surtout les cadres nécessaires à l'action .

L'organisation politique séduit d'abord par la possibilité qu'elle offre d'agir efficacement, avant d'attirer pour les idées qu'elle véhicule.

C'est donc davantage le souci de trouver les moyens de faire qui conduit ces enquêtés au parti, que le simple désir de partager idées et idéaux.

Le militantisme, ça permet de faire à un moment de ta vie, qu'il y a plein de choses qui s'ouvrent à toi, d'avoir enfin les possibilités de faire...

(...) Ce qui m'intéressait, c'était pas des projets lointains: c'était ce que tu pouvais faire dans l'immédiat, quoi... (H)

Souvent d'ailleurs, l'appartenance à une organisation politique ne s'accompagne que d'une adhésion partielle à la ligne partisane.

C'est surtout vrai des militants communistes.

A leurs yeux, le P.C. est plus revendicatif, plus provocateur que tous les autres partis.

Mais il séduit aussi par ses conquêtes passées, témoins de son efficacité et de sa capacité à faire avancer les choses; beaucoup ont donc adhéré au P.C. sur la base du souvenir de ses combattants "généreux", dont ils veulent poursuivre l'oeuvre, plutôt que sur la base d'une intime conviction politique.

On a besoin d'un parti comme le parti communiste, parce qu'il fait bouger les choses... enfin, il a fait bouger les choses en France. (X')

Je n'ai pas envie d'aller dans un autre parti... J'ai encore des sympathies pour le parti communiste... Le cordon ombilical n'est pas encore coupé! On ne peut pas... je ne peux pas le quitter complètement parce qu'il y a encore tellement de mes camarades qui y sont, et qui sont tellement généreux, et tout... Parce que, pour la plupart, à la base, les gars, c'était de l'abnégation: ils n'hésitaient pas à donner de leur temps pour le parti et pour leurs concitoyens... (X')

"Le communisme est à réinventer" diront certains, pour bien marquer, d'une part, leur désapprobation des récentes prises de position du parti communiste français -justification de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, explication de la crise interne du parti-, et, d'autre part, leur refus des régimes communistes installés à travers le monde.

Les divergences demeurent cependant secondaires face aux abondants moyens d'action qu'offre le parti lui-même.

La volonté d'agir rassemble bien plus que les querelles de chapelles ne divisent.

Souvent, on se contente de demeurer "un communiste critique mais qui tient tellement à son engagement qu'il préfère rester dans le parti, plutôt que de se retrouver tout seul, chez lui, sans action sur le monde".

J'ai quitté le P.C. une fois, en 81, parce que les attitudes de dénigrement systématique des socialistes me gênaient beaucoup... C'était peu de temps avant que les communistes entrent au gouvernement et après, comme j'ai vu qu'il y avait des choses à faire, j'ai réadhéré. (H')

D'ailleurs certains estiment que les divergences d'opinions et de positions au sein d'un parti sont un mal nécessaire: quand elles

s'expriment, elles alimentent la discussion et la réflexion, et peuvent laisser espérer une "transformation interne du parti".

C'est vrai que les idées du parti sont un peu vieillottes, elles sentent un peu la poussière, donc il est bon de dépoussiérer un peu tout ça! (O')

Il y a eu les événements de Tchécoslovaquie et ça a été un choc pour moi, parce que je n'ai pas accepté... Et puis après, il y a eu de grandes discussions avec... qui, lui, acceptait les explications officielles qui justifiaient l'intervention en Afghanistan, alors que moi, je n'arrivais pas à digérer tout ça mais je n'ai pas quitté le parti à ce moment-là, parce que je voulais intervenir plus dans les réunions pour le dire. (Q')

L'adhésion et l'engagement militant traduisent rarement "une foi de charbonnier" si bien qu'ils deviennent parfois "facultatifs", ne représentant alors qu'un acte de fidélité⁴.

Longtemps, j'ai cru que le communisme était une transformation complète de l'homme... mais une fois que l'on a compris que ce n'était pas ça, ça ne peut plus être un engagement comme ça a pu l'être auparavant. (...) L'antiracisme, la liberté, ces valeurs qu'on retrouvait au P.C.... parce qu'il était le seul à ne pas casser de l'arabe, pendant la guerre d'Algérie... Enfin, Raymond Aron, tout ça, avait pris des positions claires, donc j'exagère un peu... mais toutes ces valeurs me sont restées, et c'est pour ça que j'ai du mal à rompre... Je lui dois au moins ça! Alors je continue à payer ma cotisation. (H')

D'ailleurs, quitter le parti n'est jamais une épreuve facile, mais d'autant plus déchirante qu'"on y est impliqué personnellement", et plus culpabilisante qu'"on a l'impression d'abandonner le navire quand il est en train de couler".

Toute la difficulté réside donc à se détacher du parti, ce "quelque chose qui nous colle à la peau, qui nous colle au coeur, qui nous colle à l'esprit".

Quand on y rentre, c'est presque un sacerdoce, un engagement total... Alors, quand on rompt cet engagement, il manque quelque chose: c'est comme si on avait fait quelque chose de mal! (Q')

Quand on rentre dans une organisation, on se socialise dans cette organisation, on a des relations, et on y reste peut-être plus longtemps, parce qu'on y est impliqué personnellement... donc on en sort plus difficilement, et pas toujours selon des principes très rationnels: c'est pour ça qu'on accompagne un parti beaucoup plus longtemps que... (H)

Agir ensemble, au sein d'un groupement politique, ne suffit pas pour nos enquêtés: il faut aussi qu'ils agissent à la base.

D'abord, les militants de ce type se méfient de la délégation de pouvoir: ils n'ont guère confiance en leurs élus, représentants ou dirigeants, dont ils soupçonnent d'ailleurs la corruption et la malhonnêteté.

Je vois des élus, qui représentaient le P.C., qui sont élus pour le P.C., mais qui ne font strictement rien pour le parti. Ils ont défendu leurs idées pendant longtemps, bon, mais maintenant qu'ils sont élus, bon, oui, ils sont encore communistes, mais ils ne se démenent pas comme ils devraient le faire! A l'occasion ils font un tract, continuent de voter P.C., mais... (U)

Il m'a fallu des années pour admettre que Staline avait des millions de morts sur la conscience... Jamais je n'aurais pensé cela! Pour moi, je voyais des militants généreux, donc, pour moi, quand on arrivait à la direction, on devait trouver des gens avec les mêmes dispositions d'esprit... (X')

Mais agir à la base ne traduit pas seulement la volonté de rester éloigné de la perversion du sommet: c'est aussi souligner la nécessité de demeurer proche de la population, à l'écoute de ses préoccupations et de ses besoins.

C'est une condition à l'efficacité de l'action: les organisations sont tellement bureaucratisées, coupées de la réalité, que les solutions proposées d'en haut par les responsables sont inadaptées et inaptes à résoudre les problèmes.

Rester au contact du terrain laisse, au contraire, la possibilité d'évaluer les difficultés concrètes et urgentes, qui, d'ordinaire, sont transformées, ou tout simplement ignorées, par les dirigeants.

D'ailleurs, ce n'est pas avec des beaux discours, "d'un grand coup de plume", ou "en balançant de grands slogans", que l'on règlera les problèmes.

Il faut d'abord s'occuper à des problèmes au ras des pâquerettes... Parce que si on relit Zola, ce qui a fait la grève, ce n'est pas le discours sur l'Internationale de Lantier, au début du livre, c'est, au départ, la vie commune, le cabaret et enfin la caisse. Tant qu'on ne passera pas par là, on sera en déphasage avec le réel des gens. (...) Par exemple, la misère, le racisme... on peut avoir une analyse dessus, économique ou sociale, mais, quand on veut prendre à bras le corps ces deux questions-là, on ne peut pas balancer aux gens l'analyse que l'on a eue et les conséquences de cette analyse. (...) Parce que "le racisme, c'est pas bien", c'est quelque chose que je peux apprendre à mes élèves, dans ma classe; mais les gens du quartier, c'est pas "le racisme, c'est pas bien" qui les fera avancer avec les problèmes qu'ils ont avec leurs voisins maghrébins, mais bien la solution concrète à leurs problèmes concrets, immédiats... (W)

Il arrive, parfois, que nos militants endossent quelques responsabilités, qui se cumulent et s'accumulent.

Mais c'est toujours sur un plan local, et dans un souci d'une plus grande efficacité: accéder à un poste de décision donne davantage de moyens d'agir.

S'ils briguent ainsi ces fonctions, ce n'est jamais par ambition, par prétention, ou par intérêt, mais pour mieux maîtriser une réalité qu'ils veulent transformer.

Il faut dire que coller des affiches, moi, je n'y crois pas! Il faut accepter d'investir beaucoup plus, de prendre d'autres responsabilités: il faut accepter d'être conseiller municipal, des choses comme ça, ou conseiller de quartier, enfin, être vraiment sur le terrain, quoi! (C)

Je savais qu'il y avait beaucoup à faire, ici... Il n'y avait pas d'école maternelle et moi, j'avais lu des choses sur le rôle primordial de l'école maternelle, sur l'égalité des chances. J'ai été content d'avoir été un élu pour ça, je me suis battu et maintenant on a trois écoles ici! (X')

3.32- Se sacrifier pour la base.

La quasi unanimité des enseignants de ce type évoquent les coûts du militantisme politique.

Ceux-ci sont d'autant plus élevés qu'ils s'ajoutent souvent, nous le verrons, à ceux du militantisme syndical.

Parfois, l'engagement apparaît comme le fruit d'un engrenage, dont il est bien difficile de sortir.

Il faut connaître un peu le système, parce que plus t'en fais, plus on te donne des responsabilités, plus tu t'embringues, jusqu'à tel point, bon ben, un jour, tu te réveilles, et tu te dis: "je suis obligé de faire tout ça!", mais il est trop tard, tu ne veux pas décevoir, alors, heu... (L)

Nous ne reproduirons pas ici les longues descriptions que les interviewés donnent de leurs activités militantes: se réunir, coller, distribuer, faire du porte-à-porte.

Pour beaucoup, c'est un sacrifice de leur temps.

J'ai 37 ans de vie militante, avec ce que ça comporte: tous les dimanches, je ne sortais pas, parce que j'avais le journal à vendre, et il fallait être là pour suppléer les défaillants... C'est parfois pesant, mais, heu, c'est parce que l'on croit que c'est indispensable! (X')

Mais nos enquêtés paient aussi de leur personne leurs activités militantes, parce qu'elles représentent souvent un total investissement.

Au P.C., ce n'est pas le même engagement que dans un parti de droite... parce que ça demande, heu... parce que j'ai toujours pensé que si j'adhérais au P.C. un jour, ce serait pour m'y donner complètement, pour m'impliquer complètement... Je ne concevais pas de devenir communiste simplement par le fait de payer une cotisation... même si ça aide au fonctionnement... C'est pour ça, en fait, que je n'ai pas adhéré très très jeune. (Q')

Cette implication complète de soi est à l'origine d'une coupure avec la famille.

Certes, le "moi social" se développe, parce que le militantisme est ouverture sur les autres acteurs sociaux, partenaires ou adversaires, parmi

lesquels on se socialise, on s'intègre, et avec lesquels on noue des relations.

Mais ce rayonnement, cette consolidation du moi social, se réalisent souvent au détriment d'un équilibre affectif, sentimental, plus intime, qui se rompt inévitablement: si la vie militante permet "de rentrer un peu dans la société et de s'y insérer", elle apparaît très vite comme "une sorte de nouveau ghetto", dans lequel on s'enferme et s'isole.

Le militantisme suppose par ailleurs, une certaine "carrure", certaines dispositions, comme une grande assurance et une réelle aptitude à la communication.

Quelques-uns avouent avoir lutté durement contre cette timidité innée, qui rend toujours difficiles "les premiers mots en public", et s'être longtemps "forcés" pour pallier cette absence de dons.

Il faut être fort, avoir un caractère bien heu... il faut avoir une force pour défendre, être stable... choses dont je suis incapable... Donc, je n'ai pas milité, longtemps à cause de ça. (...) On a essayé de me donner quelques responsabilités mais, au début, j'ai refusé parce que je n'avais pas confiance en moi, mais ça, c'est valable pour tout! Donc j'assistais aux réunions de cellules, mais je n'intervenais jamais beaucoup, toujours par manque de confiance en moi: au moment où j'allais parler, quelqu'un venait justement de dire ce que j'allais dire, alors ça ne valait plus la peine, ou alors, quand je voulais dire quelque chose, je me disais: "t'es peut-être à côté de la plaque!", donc... (Q')

Enfin, il y a des coûts au militantisme politique, plus difficilement mesurables, comme les menaces, les entraves posées par la hiérarchie administrative, contrariant l'exercice de la profession, voire le déroulement de toute une carrière, et se voulant exemplaires, prévenant ainsi tout phénomène d'imitation ou de récurrence.

Si je ne suis pas rentré au P.C. tout de suite, c'est peut-être parce que mon père me freinait... par les brimades qu'il avait subies, dans sa vie professionnelle et sociale. (U)

Ce maire de B..., qui m'a expulsé par l'intermédiaire de ma femme, en la déplaçant sans qu'elle demande sa mutation, uniquement pour se débarrasser de moi. (...) En 65, quand j'étais candidat aux élections, il a fait passer un tract diffamatoire, en disant que je faisais passer mon idéologie avant mon travail, et ça, on ne pouvait pas le dire! D'ailleurs, au tribunal, on m'a dit que ce n'était pas diffamatoire, parce que "avant" ne voulait pas dire "au détriment"... Je n'arrivais jamais en retard, je n'étais jamais malade, je n'aurais jamais été absent lors d'une campagne électorale, non, je la faisais le soir... Mais on ne se fait pas toujours des amis en militant! (X')

Tous ces coûts en temps, en énergie, en risques professionnels, finissent par fatiguer certains "vieux" militants, qui souhaiteraient que d'autres les remplacent, plus jeunes, qu'"un sang neuf" vienne "prendre le relais".

J'éprouve un peu de lassitude... La politique est une activité chronophage, on vieillit, on a de plus en plus d'activités dues au métier, tout ça, et on accepte en moins d'être pris deux soirs par semaine. (V')

Je participe de moins en moins aux réunions... Ce n'est pas parce que ça ne m plus, mais une certaine fatigue, une baisse de la combativité... C'est peut-être dû mais ça fait un moment quand même, et je crois que le dynamisme s'émousse... (A')

3.33- Remobiliser la base.

L'action de nos militants consiste à amener, ou plutôt à ramener gens à s'intéresser de nouveau à la chose politique: il faut oeuvrer un retour à un niveau satisfaisant de politisation.

Depuis quelques années, en effet, le degré de participation ne que baisser, et seule l'histoire reste le témoin des temps forts mobilisation politique... qu'il faudrait retrouver!

Le niveau politique est bas... Peut-être que la victoire de la gauche, peut-être les gens, abasourdis par la crise ont moins posé de problèmes politiques et sont retournés à l'individualisme. (...) On peut discuter politique avec des gens politisés, qui sont organisés, mais les autres ne sont pas au courant, ne s'intéressent pas à ce qui se passe dans la société... 68 a déjà été moins profond que ce qui s'est passé en 36, parce que la classe ouvrière a été passive. On n'a jamais retrouvé le niveau politique d'avant-guerre, et c'est vrai aussi dans les statistiques, puisque le niveau des grèves n'a jamais été aussi bas qu'en 1968. Il y a eu des mouvements dans la jeunesse, contre le service militaire, ou dans les crises à l'école, où l'on pouvait discuter avec un certain nombre de jeunes, mais c'étaient des mouvements pas très profonds, qui sont vite retombés! (J)

Mais les masses, nous l'avons vu, ne se rassembleront pas sur des mots: inutile, donc, de leur faire subir de longs et beaux discours.

Il faut trouver un autre moteur à la mobilisation, en impliquant d'abord les gens dans des actions "au ras des pâquerettes", en affrontant les difficultés d'arrache-pied, avec les données du terrain, et non pas attendre les réponses pré-établies des partis, inévitablement inadaptées.

Or, ceux-ci restent sur des positions périmées, sans adéquation à la réalité.

D'ailleurs, entre le moment où une organisation, politique ou non, prend conscience et connaissance d'un problème, et celui où elle en analyse les données pour enfin lui apporter une solution, il se passe un temps considérable, un décalage, que les conditions de départ ne sont déjà plus celles d'arrivée et que les réponses, probablement adaptées aux premières, ne le sont plus aux secondes.

C'est donc autour de projets immédiats, et non autour de vagues et lointaines perspectives, qu'il faut remobiliser les gens et "relancer les mécanismes": il faut savoir "mettre de côté les grandes théories"

socialisme", sans toutefois abandonner tout idéal, pour "partir de choses terre-à-terre".

Dénoncer les problèmes de chômage, de travail précaire, de racisme, de logement, d'environnement, ne suffit pas pour les résoudre.

Or, trop souvent, les masses sont sollicitées pour se rassembler contre quelque chose, et rarement pour un véritable programme, concret et efficace.

Pourtant, étudier et proposer des bases nouvelles d'organisation sociale, pour lesquelles le parti organiserait l'action collective, serait la seule démarche véritablement "politique", mais les groupements du même nom semblent avoir oublié cette finalité essentielle.

Rassembler des gens sur des revendications, ça ne passe plus parce qu'en fait, on peut rassembler des gens sur une pétition, sans qu'il y ait d'adhésion politique... Or, le but de toute association politique, c'est de susciter les adhésions quand même! (N)

Il ne manque pas seulement, dans les programmes des partis de gauche, une analyse sérieuse d'une réalité en mutation, mais aussi une connaissance des revendications de tous les partenaires politiques, y compris des adversaires.

Or, c'est précisément en étudiant le projet des autres que l'on parvient à penser des réponses anticipées, à mettre en place des alternatives qui "collent à la réalité": le front national est tout de même "la révélation d'un certain malaise, auquel les diverses associations n'ont pu apporter de solutions" !

Un bon militant révolutionnaire devrait lire tous les jours Le Figaro, ou connaître par coeur les discours de Le Pen. (...) Quand je relis mes grands classiques, Marx par exemple, je suis étonné par toutes ses notes qui font référence à la presse de son époque... S'il a été capable d'analyser et de penser, c'est parce qu'il a accumulé des renseignements concrets chez l'adversaire, et qu'il ne s'est pas contenté de rester sur son système fermé en disant: "c'est moi qui ai raison!"... Ce qu'il avait écrit ne lui servait jamais pour analyser les événements qui se produisaient après : c'était les événements qui remettaient plutôt en cause ce qu'il avait écrit... (N)

Devant de telles lacunes des partis, les masses en sont réduites à cette seule alternative: "compter sur leurs propres forces".

C'est avec les victimes de ces contraintes économiques et sociales, que les organisations politiques dénoncent mais sans jamais agir sur elles, qu'il faut oeuvrer, en vue de leur propre libération: telle est la définition du rôle des militants.

Les individus défavorisés, exploités, exclus, prendront ainsi conscience, à travers l'expérience positive de leurs luttes, de la nécessité et de leur aptitude à maîtriser leur propre destin.

Ce n'est qu'impliqués dans des actions, certes "terre-à-terre", mais "gagnantes", qu'ils retrouveront l'espoir, et la conviction, qu'ils sont les seuls à porter, en eux, la solution à leurs problèmes.

Nous, on voudrait des assises locales, publiques, de la vie quotidienne, pour que les gens viennent dire ce qui va et ce qui ne va pas... Les retraités, par exemple, les réunir par quartier, pour dire: "qu'est-ce que vous voulez, vous, les retraités ? au niveau de la santé, des clubs ?... Si on ne met pas les gens au courant... Quand on fait le budget, on réunit les gens pour leur expliquer comment on fait un budget, pour ne pas faire des gens des "moutons".
(C')

Comme les propositions ne peuvent émaner que des acteurs sociaux eux-mêmes, et non d'organisations qui, de toutes façons, nous l'avons dit, n'apportent pas de solutions crédibles ni adaptées, les coordinations apparaissent séduisantes.

Formées spontanément, à la seule initiative des intéressés, indépendamment de toute structure, politique ou syndicale, elles sont cependant vouées à l'échec, précisément parce qu'elles ne sont pas organisées.

Car, pour aboutir à des acquis tangibles, ces mouvements doivent être repris, certains diront "récupérés", par des partis ou des syndicats.

Si, dans ces coordinations, l'impulsion vient inévitablement de la base, l'issue ne peut être assurée que par un groupement organisé.

Ainsi en va-t-il de mai 68.

Nos militants jugent les acquis de cet épisode historique tantôt importants, tantôt timides, selon qu'ils mettent l'accent sur la récupération nécessaire de la révolte par des organisations traditionnelles, ou au contraire sur l'anarchie d'un mouvement, certes issu de la base, mais d'une base mal informée, mal formée, dépourvue d'expériences de luttes.

C'était des étudiants de Paris qui avaient commencé le mouvement, parce qu'ils sentaient, confusément peut-être, qu'il y avait une oppression... Enfin, on ne pouvait pas s'exprimer librement au niveau politique et syndical. Mais, eux, n'étaient pas formés, je pense, politiquement et même syndicalement, mais ils ressentaient ça de façon très personnelle... Et ensuite, ce mouvement de contestation a été repris et amplifié par les partis de l'opposition et par les syndicats, et ça s'est terminé par des acquis importants au niveau des rémunérations et des conditions de travail. (D')

On a été timide, du fait que l'on n'avait pas la direction du mouvement, mais autrement, on aurait pu aller plus loin... C'était l'explosion économique, on avait augmenté la production, les gens voulaient leur part du gâteau, et le mouvement étudiant a été le détonateur. Mais c'était l'anarchie, alors que ça représentait un peu le ras-le-bol des jeunes qui en avaient marre des mandarins, avec des méthodes auxquelles on n'avait pas pensé, nous, mais qui étaient peut-être les bonnes, en fait... (X')

Cette volonté d'agir à la base, mais aussi avec la base, relève d'un profond attachement au monde ouvrier, dont nos enseignants se sentent proches, de coeur et d'origine.

D'abord, rien ne différencie les professeurs de ce type des autres travailleurs manuels, si ce n'est le lieu même de l'exercice de leur profession respective: l'école pour les uns, l'usine pour les autres, toutes deux forteresses de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Un enseignant n'est-il pas, en effet, un *travailleur*, même "intellectuel", au même titre que les autres ? Ne doit-il pas, lui aussi, chaque matin, "prendre sa musette", comme tous les ouvriers, pour "aller gagner sa croûte" ?

Ensuite, c'est dans le monde ouvrier que beaucoup de ces militants ont leurs racines.

Un indice en est l'adoption du patois comme langue maternelle, plus nécessaire à la compréhension de la réalité ouvrière que n'importe quel autre outil d'analyse théorique.

*Dans le Nord, si tu ne parles pas le patois, tu ne pourras pas comprendre les gens, et tant que tu ne parleras pas le patois, tu ne les comprendras pas, et c'est pas parce que tu auras lu des choses sur eux que tu les comprendras mieux... Quand tu lis *Germinal*, tu ne comprends pas la mine dans le Nord! (U)*

Mais les études, le métier, les ont inexorablement coupés de leur milieu d'origine.

Beaucoup ont l'impression de "quitter une famille", de la "trahir" même, en s'éloignant de leur père, pour ne plus côtoyer que leurs pairs.

J'ai eu le sentiment, en faisant des études, de... heu... Je m'éloignais des autres ouvriers, si vous voulez... Je sentais bien, y compris chez mes oncles et tantes, que je n'étais plus de chez eux... On me considérait un peu comme l'Instituteur qui n'était plus de chez eux, parce que devenu un "intellectuel"... (C')

Je me considère comme issu de la classe ouvrière, ayant très envie d'y garder des attaches, mais me rendant compte que mon statut social me l'interdit presque, et me rendant compte aussi que, plus le temps passe, plus c'est difficile de les garder... Il faudrait continuer à fréquenter des ouvriers, mais, bon, chacun sait que les enseignants fréquentent des enseignants, presque par la force des choses! (O)

Cette distanciation est certainement un obstacle à l'action militante : comment peut-on encore parler des problèmes ouvriers, du chômage, du licenciement, quand on ne les vit plus soi-même, de façon quotidienne ?

C'est vrai que parler du chômage, quand on ne vit pas soi-même le problème de la précarité de l'emploi, le risque d'un licenciement pour ce que l'on appelle une "faute grave"... Un ouvrier qui dit dans une usine, à son ingénieur, que c'est un cônard, c'est un

motif de licenciement... Mais si moi je dis à un inspecteur que c'est un cônard, qu'est-ce que je risque ? (O)

L'éloignement de leur milieu d'origine, constitue, pour ces militants, une perte d'identité et un vide affectif et psychologique difficile à combler.

Certains avouent même avoir choisi d'entrer dans un parti, ou un syndicat, qui leur garantisse de fréquenter à nouveau le monde ouvrier, de s'y "retremper un peu", de "retrouver leurs racines".

Pour en revenir au syndicalisme, je dirais que par le syndicalisme, j'arrivais à rencontrer des ouvriers, dans des réunions intersyndicales, professionnelles, dans les meetings... Ca faisait du bien! Bon, et puis mon père étant ouvrier, ça a aidé aussi... (O)

Quand je faisais le porte à porte, j'étais bien reçu partout: on buvait un verre, et moi j'étais à l'aise... Je parlais le patois, puisque c'était ma langue maternelle, et on disait: "il est pas fier!", comme on peut dire ça, chez nous... (Y')

Je ne suis plus syndiqué au S.N.I., mais il existe une section retraité-C.G.T., ici, dans laquelle je trouve surtout des mineurs : ça me rapproche... parce que ça, ça n'existe pas au niveau des instituteurs. (C')

Mais nos militants soulignent toute la difficulté du rapprochement du monde ouvrier.

Certaines organisations, politiques ou syndicales, maintiennent les clivages et provoquent l'isolement des "intellectuels".

A moins que ce ne soit tout simplement la dureté et la méfiance des militants ouvriers à l'égard de nos militants non ouvriers qui entravent l'intégration tant espérée.

Il y a, dans le P.C., une façon d'envisager les intellectuels... on les cantonne dans leur statut d'intellectuels, ce qui fait qu'ils sont un peu comme dans un ghetto, ce qui n'empêche pas qu'ils s'en servent, qu'ils sortent de temps en temps des gens comme Aragon... (P')

C'est vrai que les militants ouvriers avaient une vision un peu caricaturale des militants non ouvriers, et on a eu des accrochages... chacun ayant ses arguments: "tu ne sais pas ce que c'est que de travailler", comme si nous, on foutait rien... et nous: "ouais, mais tu ne réfléchis pas plus loin que le bout de ton nez!". (...) J'ai parfois tendance à dire: "ils sont primaires, on ne peut pas discuter avec eux"... et je pense qu'ils doivent se dire: "encore un qui pisse plus haut que son cul!"... enfin, heu... quelqu'un qui ne peut pas parler avec des mots simples, hein... (O)

Certes, nos professeurs n'abandonnent pas le patois, mais leur formation, et leur position d'intellectuels, les ont dotés d'une culture, d'un langage, et de concepts qui font leur fierté et leur supériorité, parce que "des ouvriers ayant une connaissance théorique du marxisme, ça ne court pas les rues!".

Ca fait plaisir de pouvoir discuter avec des gens... Ca aussi ça me manque... Je le vois bien avec mes soeurs et mes beaux-frères: c'est le monde ouvrier... Ca aussi, c'est un regret, parce que le niveau de culture n'est pas le même, et on arrive vite au bout d'une conversation, parce que moi, j'ai des références précises, alors qu'eux, ils ne suivent plus. Il y a blocage, pas par incompetence, mais parce que leur niveau de culture est plus faible que le mien. (O)

S'ils aiment le monde ouvrier, nos militants ne souhaitent pas lui ressembler.

L'ouvrier possède-t-il donc tant de qualités, pour se poser en "objet de vénération" ?

Non, l'ouvrier n'est "ni un Dieu, ni un héros".

Sa condition est-elle donc si enviable ?

La réponse est nette: personne ne se voit un jour sur une chaîne de montage, "à moins de faire une super crise de militantisme" ou de "faire de l'ouvriérisme à tout prix, en disant que si on n'a pas été ouvrier à un moment de sa vie, on n'est pas quelqu'un de bien!".

On retrouve ici le thème de l'égalité, opposé à celui de l'égalitarisme, dont nous avons déjà fait mention.

L'égalité ne signifie pas l'abolition de tous les privilèges mais plutôt la possibilité pour tous d'accéder à des privilèges existants, même infimes, comme ceux que détiennent nos professeurs.

La meilleure définition du socialisme, je l'ai eue à la radio: on reprochait à Jaurès de manger du poulet dans un restaurant, et le poulet, à l'époque, était cher, et on lui disait que, pour un socialiste, manger du poulet ce n'est pas normal, et Jaurès a dit: "vous n'avez rien compris! Le socialisme, ce n'est pas de dire que je devrais manger comme les ouvriers, mais de dire que tout le monde devrait manger du poulet!". Moi, j'ai trouvé ça logique! (A')

Moi, mes idées de gauche, elles sont dans un sens, heu... ce n'est pas du tout du style "on sera tous prolo demain!", mais du style "on sera tous bourgeois demain!" (M')

La volonté d'agir sur le terrain, sur des préoccupations concrètes, immédiates, urgentes, explique peut-être ce fait que de nombreux militants politiques occupent aussi le front de la lutte syndicale.

Certains avouent même s'y sentir plus à l'aise.

Le syndicat présente, en effet, une structure plus réduite, donc moins anonyme.

On y travaille dans la collégialité, donc dans une ambiance plus sympathique, plus chaleureuse.

Mais surtout, on s'y sent plus efficace, plus utile, mieux écouté, que dans un parti politique.

Pour toutes ces raisons, le militantisme syndical peut paraître plus enthousiasmant.

Le syndicat, c'est plus facile, parce que plus restreint... Le parti, c'est du baratin, alors que les gens du syndicat se battent pour quelque chose de précis, de concret. Moi, je n'aime pas idéaliser, je n'aime pas débattre d'idées : j'aime le concret, j'ai envie de faire quelque chose d'actif, avec les autres et pour les autres... Alors, pourquoi pas le syndicat, avec des gens intéressants et dans la bonne ambiance ? (D')

Dans l'action syndicale, quand je prends un dossier, bon ben, je n'aboutis peut-être pas tout de suite, mais on sait ce que l'on a fait, où l'on va, comment faire avancer les choses. Là [au P.S.], c'est du blabla, et il n'y a rien qui bouge... Les A.G., c'est des grands guignols! Si, des styles de réunions où l'on peut boire un pot, mais ça ne va pas plus loin! (C)

Le parti offrait à nos militants les possibilités d'une action collective sur la réalité.

De même, le syndicat se présente comme une opportunité supplémentaire d'être efficaces : "il serait ridicule de vouloir faire avancer les choses sans en prendre les moyens", diront-ils, même s'ils jugent les manifestations syndicales "peu fracassantes".

De ce fait, l'adhésion à la "ligne syndicale" devient, encore une fois, facultative.

Certains confient même l'ignorer au moment de leur entrée dans l'organisation syndicale.

J'ai milité parce que je pensais que je pouvais être utile. C'était du militantisme dans le cadre du S.N.E.S. mais je me rends compte finalement aujourd'hui, que ça aurait pu être dans un autre cadre. (R')

J'ai envie de participer, d'agir, mais bon, si je vois que ça ne correspond pas à mes idées, bon, je serais capable de changer, mais je vais d'abord y entrer et puis, si je vois que ça ne correspond pas, je changerais. (D')

Il y a, aux yeux de nos militants, une "évidence logique" entre leur politisation et leur syndicalisation, une espèce de "norme" qui placerait nos enseignants, politiquement actifs, aussi "aux premiers rangs de la défense des intérêts matériels et moraux" de leur profession.

Pourtant, ce lien n'est ni "pensé", ni "institutionnel", mais plutôt "naturel".

Jamais, en effet, un syndicat n'a évolué dans la dépendance d'un parti, comme le suggère trop souvent le sens commun, reprochant au S.N.E.S. d'obéir aux directives du parti communiste.

S'il est vrai que les militants communistes ont toutes les chances de s'y retrouver, c'est moins par volonté d'y exercer une influence politique directe, que par "formation", ou par "option", ou tout simplement par "relations personnelles" et "humaines"...

C'était naturel... Il y avait tout un réseau de connaissances... Quand on a été adhérent aux jeunesses communistes, on a connu des jeunes, qui étaient en fac, ce qui fait que

tout un réseau se constitue... et quand on arrive en fac, on adhère à l'U.N.E.F., puis, quand on devient prof, au S.N.E.S.. C'était naturel! (H')

On pourrait imaginer qu'il y ait une réunion du parti disant : "il faut que le S.N.E.S. fasse comme ça"... Je ne pense pas que ça se passe comme ça, mais plutôt par relations humaines, par une communauté de militants, donc, à partir de là, sur une communauté de discours, d'orientations, même si le S.N.E.S. a su prendre une indépendance par rapport au parti. (W)

Pour quelques enquêtés, ce serait l'inverse qui se serait produit : le militantisme syndical les aurait ouverts à la politique, ou les aurait contraints à réviser leurs propres options en ce domaine.

Mais si militantisme politique et action syndicale vont souvent de paire, c'est qu'ils représentent les deux facettes d'une même stratégie.

Mobiliser les masses sur des problèmes urgents et quotidiens, en oubliant quelque temps les grandes théories, n'est, en effet, que le premier aspect du travail de nos militants politiques.

Il est suivi d'une phase d' "entraînement à la réflexion", au débat, à la critique, et de formulation, de construction de projets plus lointains.

Cette étape s'avère d'ailleurs indispensable, car, sans elle, nos interviewés éprouveraient un sentiment de frustration.

Ils ont déjà la sensation d'être considérés et "utilisés" comme de simples prestataires de services; mais l'abandon total des Idées, même pour un temps seulement, ne peut qu'accentuer leur impression de servir davantage des individus qu'une cause... ce qui enlève encore à leur enthousiasme initial.

Les gens ont l'impression qu'à partir du moment où ils ont leur carte au parti, le parti va tout débrouiller pour eux! Moi, on vient me voir parce qu' "il faudrait faire entrer mon gamin dans telle école", et "ma fille n'est pas partie en colonie cette année"!... Finalement, il arrive qu'on débrouille des gens qui ne sont pas débrouillés par leur parti... C'est pas dommage de les aider: ce qui est dommage, c'est que leur parti ne les aide pas. (U')

Nos militants s'acharnent à cette même démarche, tant dans le parti que dans le syndicat, parce que l'action syndicale, dans l'idéal, devrait déborder de son cadre corporatiste, pour déboucher sur des problèmes plus directement "politiques".

Le syndicalisme devrait entraîner, "dynamiser" le militantisme politique: l'un serait le moteur de l'autre.

La fille du S.G.E.N. me faisait figure d'une aventurière, de quelqu'un de pas très réaliste... une espèce de grande pagaille, quoi! Par contre le gars du S.N.I. avait l'air plus pondéré, plus posé, qui posait des problèmes en termes syndicaux, alors que, elle, elle les posait en termes profondément politiques... Je sais maintenant que c'est elle qui avait raison! (O)

Un syndicat, ça doit défendre des intérêts, mais ça doit aussi tirer la société, enfin les adhérents pour commencer, par des idées très larges, et pas seulement corporatistes... mais en pensant tout de même que le syndicalisme et la politique ne doivent pas être confondus... (A')

Or, il n'en est rien: l'action syndicale se résume trop souvent à "la défense du beefsteak", ou à la gestion des carrières enseignantes, et ne laisse aucune place aux Idées.

La manière dont on s'est fait connaître dans l'établissement, c'était fabuleux, parce que c'était en 84, on n'avait plus rien à dire... Alors, on est intervenu sur le thème des retraites, en démontrant que s'ils n'étaient pas fonctionnarisés ils perdaient 10 à 15% de leur retraite... Et c'est en faisant un truc hyper technocratique comme ça, que l'on est arrivé à avoir de l'impact dans l'établissement! Les gens se fichent du collectif: ils viennent au syndicat sur des bases très individualistes, utilisatrices même... et sur lesquelles on joue, nous, parce que qu'est-ce que tu veux dire et faire d'autre face à ça ? (R)

Le dynamisme s'émousse nécessairement un peu, et beaucoup avouent "rester sur leur faim":

Les problèmes de catégories, de retraite, d'avancement, d'emploi du temps, tout ça m'ennuie profondément! (L')

Qu'est ce que c'est l'action militante syndicale aujourd'hui ? C'est résoudre des cas au rectorat... les reclassements, les promotions, les carrières, quelques trucs d'informations sur ce qui sort... Donc, c'est vrai que c'est bien d'être au coeur de l'information, mais c'est pas fascinant, quoi! (R)

Si ces deux types de militantismes, politique et syndical, sont liés dans la logique, ou dans l'idéal, ils tendent néanmoins à s'exclure dans la pratique.

Nous avons vu, en effet, que militer exige un investissement de temps et d'énergie si énorme qu'il est humainement impossible de multiplier par deux les sacrifices.

Le militantisme syndical est exposé directement aux menaces et aux pressions de la hiérarchie, en plus des importants coûts financiers qu'il suppose.

Quand j'ai ouvert la section, ici, au collège, ça a suscité des réactions très négatives, du type "comme si on avait besoin de ça! Quoi, tout le monde s'entend bien!"... Ils ont tout fait pour m'écoeurer! Des emplois du temps impossibles, du matin à 6 heures le soir, avec un trou au milieu... Mais, pendant les trous, j'en profitais pour discuter avec les collègues non syndiqués, donc ça dérangeait aussi! (rire) (C)

Je fais toujours grève, parce qu'il faut montrer l'exemple, mais je me fais engueuler par ma femme : "oui, c'est toujours toi qui fais grève, et il n'y a personne qui suit et c'est toujours toi qui en subis les conséquences, au niveau argent!"... (F)

Nos professeurs n'hésitent pas à nous présenter leur action militante comme une profonde désillusion, sinon comme un échec.

Les raisons sont difficiles à cerner: elles concernent d'abord la passivité des individus, qui, trop habitués à déléguer leur pouvoir, trop attachés au parlementarisme, ne sont plus guère entraînés à la participation.

J'espère que les gens n'attendent plus rien, mais je crois qu'ils continuent d'attendre quelque chose; ils ne savent pas quoi, mais ils pensent que quelqu'un peut encore leur apporter des solutions sur un plateau... (W)

C'est difficile, vous savez, d'organiser la démocratie: toujours demander aux gens ce qu'ils pensent et les mettre au travail en les faisant s'interroger sur leur avenir, prendre leurs affaires en mains... La plupart des gens votent, et puis ils attendent! (C')

Ensuite parce que nos militants eux-mêmes n'ont plus guère de modèles de référence.

Quelles idées du socialisme ou du communisme peuvent-ils encore défendre auprès des masses, quand l'actualité nationale, et internationale, dévoile au monde entier qu'il n'y a guère plus de vérité possible, plus de "solution-miracle", plus de "potion magique", plus d'issue heureuse à quelque combat révolutionnaire.

"Vivre le grand soir", "refaire le monde avec le couteau entre les dents", n'étaient que des "illusions", de l'"aveuglement".

J'ai un peu ouvert les yeux sur ce qu'était le stalinisme, la Chine, et les événements récents prouvent encore que l'on s'était fait des illusions... Il y a eu le Cambodge, j'ai applaudi des deux mains la défaite américaine, et puis je me serais bien claqué la tête contre le mur quand on a découvert ce que les khmers rouges avaient fait... Donc, le modèle n'existe plus... (O)

Le marxisme n'est pas faux, mais il n'est qu'un itinéraire possible dans l'explication de l'histoire... Après les illusions, je ne dis pas la retombée, mais... heu... disons le temps du réalisme, quoi! (V')

Quand j'ai démarré le militantisme, j'étais un peu pur et dur... J'avais un horizon, les yeux fixés sur le Socialisme avec un S majuscule... Bon, il s'est passé un certain nombre de choses dans les pays socialistes, et je ne dis plus: "le socialisme, c'est tout beau!", et donc j'ai moins de dynamisme qu'avant. (O)

Pourtant, nos professeurs ne renoncent pas.

L'horizon sombre qu'ils perçoivent n'est cependant pas fermé.

Ils se réfèrent au mouvement de 68, cette "incroyable montée des idées", à un moment pourtant de "délabrement complet de la gauche".

Aussi continuent-ils d'entretenir l'espoir de reconstruire quelque chose de neuf, sur d'autres bases, d'autres modes.

Et ils soulignent encore l'originalité de leur démarche: les grandes théories ne préexistent pas à la mobilisation mais lui succèdent, bien au

contraire, pour être adaptées à la réalité, aux besoins, aux données concrètes, et révisées, remodelées, par l'expérience et la pratique.

Rassembler autour de problèmes terre-à-terre pour inciter ensuite à se projeter dans un avenir lointain, telle est la seule démarche qui puisse, aujourd'hui, faire renaître l'Utopie, définie non pas comme "l'ailleurs qui n'existe pas", mais bien plutôt comme "le projet qu'on essaie de mettre en place".

Les écologistes sont admirablement parvenus à lui "redonner ses lettres de noblesse", de manière très habile.

Les verts, c'est un peu comme un syndicat de l'environnement, mais en même temps, ils avancent un certain nombre d'idées... Ils défendent certains points corporatistes locaux, du genre: "on ne veut plus d'insinérateurs ici, des centrales nucléaires là"... et, en même temps, ils arrivent à faire passer et à défendre un projet nouveau, même s'il n'est pas clair... mais ils sont capables de faire le lien entre un concret très immédiat et une projection... Les gens se projettent dans les verts alors qu'ils ne se projettent plus dans les autres partis... parce que l'Utopie est nécessaire... (W)

Aussi certains espèrent-ils une "rénovation mythique" de leur parti, parce qu'ils pensent qu' "il est encore possible d'avoir un projet global de transformation de la société".

Tout espoir n'est pas perdu, et il est impératif de "ne pas baisser les bras, comme l'ont fait d'anciens militants qui ne pensent plus, aujourd'hui, qu'à leur carrière".

Certains ont, cependant, quitté la vie militante, ignorant "quel mouvement pourrait les accueillir", confiant que "les événements se sont montrés plus forts que [leurs] convictions politiques et [leur] volonté d'agir". Mais ils restent néanmoins ouverts à la vie politique, comme "en attente de quelque chose qui existera peut-être un jour", éprouvant encore des sentiments profonds qui, lorsqu'ils sont interpellés, sont capables de resurgir avec brutalité et avec force.

Je me suis sentie prise lors des événements étudiants, il y a 3 ans, en décembre, quand ce garçon a été tué. Je me suis trouvée spontanément dans la rue, il y avait une manif d'élèves, et je n'aurais pas pu faire cours ce jour-là: il fallait que je sois avec eux dans la manif... Et ça a été comme un nouveau mai 68 pour moi. Je me suis rendue compte alors que mes convictions n'avaient tout simplement plus l'occasion de se manifester! (I)

Pourtant, il reste bien des choses à exploiter.

Retrouver "cette volonté de libération", "cette volonté de faire quelque chose de nouveau" qui a caractérisé le mouvement de 68 et qui demeure une référence, un exemple, un "idéal"; "sauver ce qui reste encore du syndicalisme français"; "lancer de nouveaux et multiples thèmes de revendication", "reposer des questions qu'on ne pose plus".

Tout est donc à reconstruire.

Il y a quelque chose de neuf, qui est encore difficile à digérer, mais qui apparaît tout doucement: une volonté de construction, de pouvoir dire: "on n'est pas d'accord avec le gouvernement, mais on n'est pas d'accord non plus avec ce que nous proposent les partis et les syndicats...même s'il y a une imitation malhabile des coordinations d'infirmières... (W)

On ne pose plus actuellement les vrais problèmes politiques : "qui doit diriger la société ?", "est-ce que c'est normal qu'on dépense tant d'argent pour la force de frappe ?", "est-ce que la hiérarchie des salaires est juste ?", etc... (J)

Il faut se poser des questions clés, du genre "Où passe l'argent ?", "qu'est-ce que c'est le fonctionnement économique ?", "comment changer la vie des gens avec cet argent qui circule, mais sans faire disparaître cet argent ?"...problème économique, social et démocratique majeur! (W)

IV JE SUIS NATURELLEMENT ATTIRE PAR LE SYNDICALISME

Les caractéristiques du syndicalisme des enseignants de ce type sont très proches de celles qui dépeignaient leur politisation : une adhésion "naturelle", allant de soi, et surtout allant de paire avec une orientation politique à gauche ; une adhésion "inconditionnelle" au syndicat, malgré les reproches sévères à son égard.

Leur syndicalisation est davantage de principe, de fidélité que de réelle conviction.

Tout comme ils critiquaient la partie de la gauche qu'ils soutenaient pourtant de leurs suffrages, nos professeurs dénoncent ici l'inefficacité du syndicat, sans pour autant l'abandonner.

4.1- Le syndicalisme fonctionne mal.

Les syndicats ont perdu à la fois de leur efficacité, de leur crédibilité, voire de leur légitimité.

Trop divisés, trop corrompus, trop coupés d'une réalité qu'ils connaissent mal et ne maîtrisent plus, ils ne parviennent plus à susciter les adhésions et à réaliser le consensus.

4.11- Ça, le syndicalisme ?!

Le syndicalisme ne répond guère aux attentes des adhérents qui lui reprochent de faillir à sa tâche.

D'abord en matière d'information : celle-ci est tardive, ou tout simplement inexistante.

Si je donne 100 francs de timbres, je ne demande pas que l'on me donne 100 francs de papier, mais au moins qu'on soit informé de temps en temps, des choses intéressantes... comme les commissions paritaires. Moi, je l'ai appris par un biais, alors qu'on a un délégué, ici... Je sais bien qu'ils travaillent avec notre argent, c'est d'ailleurs pour ça qu'on le donne, mais, les informations, on devrait au moins les avoir par notre syndicat, pas par les autres!
(L)

Ensuite, au niveau de la concertation.

Nos professeurs déplorent l'absence de projets syndicaux, de "thèmes porteurs", la pauvreté des débats, une "grande misère de la réflexion".

Le rythme des réunions, déjà sporadique, s'essouffle progressivement jusqu'à s'éteindre dans le silence et l'indifférence.

Dans le syndicat du privé, depuis deux ans, surtout après 84, où s'effondrait la perspective d'unification du privé et du public, et bien, depuis, il n'y a plus personne au point de vue syndical qui puisse tenir la route. (R)

Cette année, on a dû se réunir deux fois... alors, ce n'est pas un fonctionnement de cellule syndicale, ça!... donc inertie des adhérents, dont la mienne, hein, je veux dire que j'ai ma part de responsabilité dans cette situation... Mais je crois que c'est aussi dans l'air du temps. (O)

Il faut avouer que le S.N.I. n'a jamais contribué à faire réfléchir les enseignants sur leurs conditions, ni à provoquer des actions. Jamais ici, de mémoire, on n'a fait de réunion du S.N.I.! (C')

Le syndicat n'organise plus non plus de grands mouvements de grève, et, pour beaucoup de nos interviewés, les quelques journées d'action, ponctuelles, ne visent qu'à "justifier les cotisations des adhérents", comme "une soupape".

Une grève, dans un grand mouvement, ça a un sens, mais une journée par-ci, par-là, quand tout est calme, juste pour dire "ah, je ne gagne pas assez", ou "ah, je fais 21 heures et je n'en voudrais que 18"... Et puis, le lendemain, on revient avec son petit cartable, et on n'a rien changé du tout... Je ne veux pas participer à ça! (I)

Le syndicat a tout à envier à l'exemple de ténacité et de courage des mineurs anglais, qui n'ont pas hésité à tout perdre, eux qui n'avaient précisément rien à perdre!

Au contraire, les enseignants sont trop "bourgeois", trop effrayés de voir "leur petite tranquillité" dérangée et leurs "petits privilèges" menacés.

Cet égoïsme expliquerait la passivité et l'immobilisme de ce milieu, qui ne reçoit guère d'éloges de la part de nos enquêtés, qui reconnaissent pourtant en faire partie.

Je ne suis pas déçue par la profession, mais par les gens qui y sont. J'aurais quand même imaginé qu'il y aurait eu plus de gens actifs, militants, curieux intellectuellement... Mais ce n'est pas le cas du tout, du tout! (I)

(...) des gens qui disent "il faut faire ça", et puis, quand il faut le faire vraiment, ben, il n'y a plus personne! (T)

Enfin, il y a un dernier obstacle à l'organisation d'un vaste mouvement revendicatif : c'est la pluralité des syndicats, leurs divisions internes, et leur concurrence.

Chaque catégorie d'enseignants a son syndicat d'affiliation.

La liste en est ahurissante et les frontières respectées.

Moi, je me suis syndiqué au S.N.I.. Mais quand j'étais surveillant, j'étais syndiqué au S.N.E.S., parce que le S.N.E.S. syndique les surveillants. Mais, devenu P.E.G.C., je ne peux plus me syndiquer au S.N.E.S., parce que le S.N.E.S. syndique les surveillants, les M.A. et les A.E., et les certifiés, mais il ne syndique pas les P.E.G.C.. (J)

Chaque syndicat a, par ailleurs, sa ou ses tendances... et chacun se retrouve dans la F.E.N., nécessairement "multi-tendancielle".

Ce pluralisme interne est jugé dangereux et remet en cause les fondements mêmes du syndicat: faut-il créer une organisation syndicale sur la base d'une communauté de métiers, ou sur celle d'une similitude d'orientations ?

Ce débat, non tranché, laissera inévitablement des "traces".

Dans le technique, il y a la F.E.N., donc le S.N.E.T.A.A., sinon la C.G.T.... On entend parler du S.N.E.S., mais a-t-il une branche technique ? Même chose pour le S.G.E.N.. Ah oui! il y a aussi F.O., j'avais oublié! La F.E.N. se pose la question suivante : faut-il avoir une tendance C.G.T. dans la F.E.N. ou bien faut-il que tous les gens ayant une tendance C.G.T. adhèrent à la C.G.T., et que la C.G.T. devienne un mouvement au sens large, incluant des enseignants, des imprimeurs, des libraires... C'est un débat qui va laisser des traces parce qu'il y a des gens qui sont en train de s'engueuler très très fort là-dessus! (T)

Les différents syndicats se livrent à une "guerre intestinale", au sein même de la F.E.N..

Les adhérents y sont impliqués contre leur gré, servant de pions, sans cesse comptés et recomptés pour attester de la puissance relative des diverses tendances qui s'affrontent.

L'an dernier, on a fait grève, et ben les gens étaient sans arrêt obligés de dire de quel côté ils étaient, parce que, vous comprenez, il ne faut absolument pas que les P.E.G.C. tombent aux mains du S.N.E.S., parce que, s'ils se syndiquent au S.N.E.S., la F.E.N. basculerait dans la tendance Unité-Action du S.N.E.S.... Complètement débile! Mais qu'est-ce que vous voulez ? C'est l'enjeu de la F.E.N., tout bêtement! (B')

D'ailleurs, les clivages ne s'observent pas entre syndicats, mais aussi à l'intérieur même du corps professoral.

Entre enseignants, on se côtoie peu, et ceci est d'autant plus vrai qu'ils sont de statut, de grade, ou d'établissement, différents.

C'est un milieu "trop hiérarchisé", "divisé par essence", vivant "en vase clos".

Entre enseignants... On est de l'enseignement primaire, ou bien du collège, ou du lycée, ou bien encore du technique, mais attention, il ne faut surtout pas se mélanger! Il n'y a pas assez de circulation dans le monde enseignant. (B)

Outre son manque d'efficacité, imputé tantôt à la passivité des militants ou des adhérents, tantôt à l'inertie d'une structure trop lourde, trop bureaucratisée, trop divisée, les enseignants de ce type reprochent aussi au syndicat sa perte de crédibilité.

Celle-ci découle d'abord de l'image peu engagée, et peu engageante, que les syndicalistes donnent d'eux-mêmes.

Leur vie d'adhérent ou de militant ne reflète aucune espèce de conviction.

Jamais on ne rencontre de délégué syndical qui "donne vraiment ses tripes".

L'adhésion masque plutôt un calcul intéressé, une volonté d' "avoir de l'avancement", d' "être pénard" parce que "bénéficiant de décharges".

Les syndicalistes donnent davantage l'impression de satisfaire des intérêts égoïstes que de servir ceux de la collectivité, qu'ils négligent sans scrupules, au profit de quelques petits avantages personnels.

Ils sont juste bons à ramasser les cotisations, c'est mon impression... Et que ces cotisations leur permettent de payer la leur, puisqu'ils ont un pourcentage aussi là dessus.
(H)

Dans l'Education Nationale, le syndicat, j'ai l'impression que c'est le seul moyen pour passer des échelons... Parce que, comme dans les commissions paritaires, les syndicats sont majoritaires, les syndicalistes, parce qu'ils connaissent le gars qui... Bref, ça va plus vite! (H)

Pour parvenir à leurs fins intéressées, les membres du syndicat se livrent aux pires des "magouilles", ce qui ajoute encore à la perte de crédibilité de cette organisation chargée officiellement de la défense de la profession.

On espérait que le syndicat soit une structure qui, quelque part, va redresser, justement, des magouilles, un contre-poids, une structure qui fasse avancer les choses... Mais quand on voit les magouilles qu'il peut y avoir dedans!.. (J')

Enfin, le contenu même des revendications semble "tiré par les cheveux".

Comment l'opinion publique en général, et celle des professeurs en particulier, peut-elle encore faire confiance au syndicat, quand les réclamations portent essentiellement sur des augmentations de salaires.

Ne faut-il pas y voir une espèce de provocation, quand on connaît la misère de certaines couches de population ?

Les profs, quand ils parlent des élèves disent: "celui-là, il ne travaille pas!", sans s'occuper de savoir si le gamin a chez lui... s'il doit travailler entre la friteuse et ceci ou cela... Il y a des collègues qui ne sont pas conscients, et moi, ils me font rigoler quand ils sont là, en train de chipoter pour avoir 10 ou 20 francs de plus par mois, ou 200, ou même 500 francs, alors qu'il y a encore... Bref, tout ça pour dire que dans l'enseignement on ne gagne pas si mal sa vie, et qu'on est coupé de la réalité, parce que la réalité de ma mère, c'était le S.M.I.C., point à la ligne, quoi! (H)

D'ailleurs quelles qualités les professeurs possèdent-ils pour oser mener de telles revendications salariales ?

Les enseignants, nous l'avons vu, seraient des "handicapés", incapables d'exercer un autre métier.

Puisqu'ils se montrent totalement incompetents dans d'autres branches d'activité, qu'ils se contentent donc de leurs traitements !

Bon, je sais que l'on n'est pas très bien payés dans l'enseignement, mais moi, je dis qu'on se plaint de gagner, entre, bon, mettons 6000 francs pour les instits débutants, et grosso modo, 9000 francs par mois, c'est un peu la fourchette actuelle... On se plaint de ça, mais moi je dis: "si vous êtes capable de gagner plus, allez donc crêcher ailleurs!". (H)

De même, le syndicat souhaiterait un allègement des horaires hebdomadaires, mais n'est-ce pas là encore de la provocation, quand on sait que le temps de travail hebdomadaire de l'ouvrier, dont on connaît la pénibilité, est fixé à 39 heures ?

Au niveau de ce qu'ils demandent maintenant, de nous faire venir à 16 heures, moi, je ne suis pas tellement d'accord! 18 heures, c'est un fait, c'est beaucoup, mais pourquoi pas alors demain demander 13 heures, et puis arriver comme en fac, à ne plus faire que 3 ou 4 heures! (L)

Ne serait-il pas plus urgent, plus "intelligent", plus crédible, d'exiger des programmes nouveaux, mieux adaptés, des crédits supplémentaires, du matériel pédagogique suffisant, qui assureraient un enseignement plus efficace, et plus motivant, tant pour les professeurs que pour les élèves ? Ne sont-ce pas là les revendications légitimes ?

Le ministère qui m'emploie a trop tendance à presser le citron... Bien sûr, une rétribution matérielle marque la reconnaissance du travail qui est fait, mais ce que je réclame, moi, c'est plus au niveau des conditions de travail dont on pourrait disposer. (B)

Evidemment, si on double mon salaire, je vais l'accepter, mais ce que je reproche aux socialistes, c'est de donner par exemple 6000 francs pour les conseils de classe, alors qu'il faudrait donner d'abord les moyens d'enseigner, et puis l'argent après. (U)

Pour conserver leur crédibilité, les syndicats veulent se présenter comme des organisations revendicatives et actives.

Mais ils le font souvent sans discernement, sans "intelligence", comme de "grands enfants", "en reprenant des idées toutes faites", et "sans réfléchir plus loin que le bout de leur nez".

Dans un réflexe d'auto-défense, ils refusent systématiquement tout changement imposé d'en haut, même quand celui-ci ne menace pas nécessairement les acquis de la profession.

Soucieux de préserver leurs habitudes, leur "train-train", les enseignants ont toujours rejeté massivement et aveuglément toutes les propositions, même celles qui étaient pourtant l'occasion "d'apporter quelque chose de neuf et d'ambitieux, dont on avait grand besoin".

Le combat syndical manque parfois tellement d'analyse et de finesse, qu'il provoque de véritables "effets pervers", et conduit ainsi à des "bêtises monumentales".

Ainsi, des professeurs "continuent de faire croire que certaines formations débouchent sur quelque chose", simplement pour "protéger des collègues qui, sinon, seraient, non pas licenciés, mais obligés de se reconvertir dans d'autres disciplines": cette attitude d'autodéfense engendre inévitablement, chez les élèves, de futurs chômeurs.

Mais l'exemple le plus frappant de ce manque d'analyse s'observe dans les revendications d'une prétendue démocratisation.

On peut, en effet, être d'accord sur certains principes destinés à réaliser, théoriquement, l'accès de tous à l'éducation, mais il faut bien reconnaître que, dans la pratique, ils se sont retournés contre ceux-là mêmes qu'ils prétendaient servir.

C'est le cas des classes hétérogènes, revendiquées en 68, principe tout-à-fait acceptable en théorie, parce qu'il garantit l'égalité de tous devant l'instruction, mais dont il faut relever, dans la pratique, bien des conséquences indésirables.

C'est ainsi que le fait d' "enseigner un minimum, accessible à tous, a fermé les portes de l'élitisme à des enfants dont les familles ne pouvaient pas compenser les manques".

Si l'école n'apporte pas ce que la famille ne donne pas, on va entériner encore plus les inégalités sociales... Et la F.E.N. a mal manoeuvré, soit qu'elle ne s'en rendait pas compte, en toute bonne foi, soit qu'elle se rendait compte qu'elle manoeuvrait mal, mais elle n'a rien changé, parce que c'était peut-être des gens hypocrites, ça je ne sais pas! (R')

On observe également ce même phénomène dans le domaine de la culture.

Depuis 68, en effet, l'enseignant n'est plus un professeur qui "transmet les valeurs culturelles et esthétiques qui ont fait l'Occident", mais quelqu'un qui abaisse constamment le niveau culturel des masses en leur délivrant une "culture de pacotille".

La culture est au contraire "quelque chose de noble, qui se conquiert, qui est créée par l'élite, pour une certaine élite, mais qui doit aussi être dispensée afin d'élever le niveau des masses populaires".

Il est plus important de faire vibrer les élèves au Château de Versailles, ou à la France de Saint-Simon, que de leur parler d'informatique, ou de culture, à la manière de Jacques Lang, où l'on ravale tout au niveau de la culture... J'ai l'impression qu'avec le gouvernement socialiste, on veut isoler les classes populaires, les priver de culture... Donc, j'ai ma carte au parti socialiste, mais la politique culturelle du parti me déplaît souverainement (U')

Pourtant, nos enseignants ont de nombreuses revendications à formuler.

Les critiques adressées au syndicat, ne reflètent donc nullement, une absence de besoin de telles structures.

Ils sont, en effet, nombreux à se plaindre et à exposer longuement les raisons de leur mécontentement.

Il concerne d'abord la diminution de leur pouvoir d'achat.

Le pouvoir d'achat a baissé de 10% depuis 5 ans, dans la fonction publique... Parce que dans la masse salariale, qui augmente, il y a les promotions, et chacun n'a pas gagné plus. Je le vois dans mes déclarations d'impôts: tout en étant monté d'échelon, il y avait 50 francs de différence, pas plus... (N)

Compte tenu du niveau de diplôme requis, du travail fourni, les traitements sont jugés insuffisants, comparés aux salaires et avantages divers délivrés par les entreprises privées, comme "des treizièmes mois, et même des quatorzièmes mois" ou "des primes de productivité".

On est payé de façon dérisoire: 8500 francs, c'est ce qu'on paie dans le privé un contre-maitre débutant qui aura à gérer un groupe de 10-12 personnes. On me demande à moi d'assurer l'avenir d'une centaine d'élèves, annuellement. En plus, on me demande d'élaborer mon propre travail, et on me paie comme un exécutant... Ou bien on m'allège ma tâche, et on me demande d'être un exécutant strict, c'est-à-dire de ne plus faire de préparations: on n'a qu'à nous donner une armoire de préparations, sachant que depuis des dizaines d'années, il y a des centaines de profs qui font la même chose... Ou bien on me demande d'avoir des projets pédagogiques et on me paie mieux... Enfin, c'est pas parce que je ne suis pas payé pour le faire que je ne le fais pas, hein! (T)

Bien sûr, ils bénéficient de la sécurité de l'emploi, ce bien si précieux en période de crise, mais elle ne représente pas un "privileège" parce que nos professeurs estiment la payer très cher, trop cher.

J'ai quinze ans d'ancienneté, je touche 9000 francs : c'est ce que touche un ingénieur, quand il débute, et à quinze ans d'ancienneté il touche combien ? 20, 30 ou 40000 balles par mois. Alors, je veux bien qu'on me retire la garantie de l'emploi, mais qu'on me paie au moins à niveau égal! (O)

Quand bien même les salaires seraient satisfaisants, les perspectives de carrière, elles, ne le sont certainement pas.

Alors qu' "en travaillant dans une boîte privée, on peut devenir patron d'entreprise, puis d'une plus grosse, puis d'une plus grosse encore", les espérances de promotions dans l'enseignement sont dérisoires, surtout pour les professeurs de L.P..

Car celles-ci ne résident pas seulement dans des augmentations de salaires, en fonction des échelons successifs que l'on gravit à l'ancienneté ou au mérite: elles englobent aussi les possibilités d'enseigner dans des classes supérieures, avec ce que cette situation procure de stimulation intellectuelle, de satisfaction professionnelle et de reconnaissance sociale.

Professeur de L.P., c'est une voie de garage, parce qu'au bout, il n'y a rien... Ce n'est pas comme l'agrégé qui, lui, fait cours de la sixième à bac plus deux, donc une possibilité de carrière ouverte. P.L.P.1, P.L.P.2., pour nous, c'est la seule possibilité de carrière. Des C.A.P., on est passé au B.E.P., puis au bac pro : il y a eu un transfert, on a changé un peu les contenus et nos élèves sont devenus un peu plus âgés, mais c'est pas la différence que peut avoir un agrégé quand il quitte une classe de terminale pour faire une prépa... (T)

Enfin, outre la mauvaise reconnaissance matérielle, il faut ajouter l'image sociale dévalorisante que l'opinion publique associe souvent aux enseignants.

Ces préjugés varient en intensité et en sévérité selon le statut des professeurs ou leur établissement d'exercice.

Maîtres auxiliaires, P.E.G.C., enseignants en L.P., en sont les victimes les plus touchées.

Nous, on le ressent surtout avec le chef d'établissement, pour qui un P.E.G.C. c'est quelqu'un qui n'est pas capable d'avoir une bonne classe, avec des bons élèves, parce qu'il ne connaît pas assez de choses, mais par contre il sera meilleur avec une mauvaise classe et des élèves difficiles... C'est bien connu! (B')

Je confierais très volontiers mes gosses à certains collègues, qui n'ont pourtant pas tous ces grands diplômes, plutôt qu'à certains autres, diplômés et tout, mais qui font classe comme ils font classe quoi! Mais c'est vrai que quand les instits ont intégré le corps des P.E.G.C., on était déjà profs au rabais, et on est devenu profs au super-rabais! (B'')

Pourtant un tel jugement ne se justifie guère, si l'on s'en tient au seul critère du niveau de diplôme : rien ne différencie, au regard du nombre d'années d'études, un maître auxiliaire, d'un certifié, ou même d'un agrégé.

Quand bien même il y aurait "une ou deux années de différence", "une telle différence dans le traitement social, ou dans le cadre de l'école, ou dans le traitement financier, ne se justifie pas".

Etant prof de L.P., je ne fais pas de complexe, car je me sens plus diplômée que certains qui sont en collège. (I)

Mais il est vrai que certains collègues donnent d'eux-mêmes une image peu valorisante, qui a pour effet de se répercuter sur la profession toute entière.

L'image de marque que l'on peut avoir de l'enseignement technique court, mais je suis persuadé que c'est pareil pour le technique long... Il y a trop peu de profs qui essaient d'en donner une autre image, et qui portent une lourde responsabilité dans l'image de marque que l'on a. (T)

4.12- Compromission ou alliance ?

Si les enseignants de ce type reprochent aux syndicats leur immobilisme, leur passivité, leur manque d'analyse, ils les accusent aussi de "compromission" avec le pouvoir en place, de "suivisme".

Les T.U.C., par exemple, pour parler de choses concrètes : la droite aurait fait ça en 78, on aurait vu tous les syndicats faire des bonds de 15 mètres! Là, personne n'a bougé, tout le monde dans la ligne! (M')

Ils sont pourtant quelques-uns à comprendre, sinon à approuver, la baisse de la combativité syndicale depuis 1981, qui relèverait d'une volonté implicite d'aider un gouvernement en proie à des problèmes impossibles à gérer.

En effet, si les syndicats "se sont curieusement tus depuis 81", c'est moins dans un esprit de trahir des adhérents que de tendre une main, ou plutôt une perche, à un pouvoir allié, mais débordé par des difficultés insurmontables.

Certains ont décidé d'abandonner leur organisation syndicale jugée désormais trop timide.

D'autres, au contraire, ont choisi de participer en toute lucidité à cette alliance du syndical et du politique, convaincus que "le syndicalisme est devenu moins nécessaire depuis que la gauche est au pouvoir", même s'ils reconnaissent mettre dans leurs propos "beaucoup d'affectivité".

Depuis 81, il n'est plus utile de faire grève, alors que j'ai fait toutes les grèves sous la droite, et que je ne me suis remis à faire grève sous la cohabitation. Je suis vraiment très discipliné! J'en arrive à avoir des réflexes presque de franc-maçonnerie : ne pas faire grève avec le S.N.E.S., c'est défendre les intérêts du parti, en quelque sorte, c'est ça! (V')

4.2- Le syndicalisme reçoit pourtant toute ma sympathie.

Si, pour certains, le syndicat ne doit pas entraver la politique gouvernementale, pour la quasi unanimité de nos interviewés ayant le "coeur à gauche", la syndicalisation, au contraire, ne s'impose pas moins aujourd'hui qu'hier, sous la droite au pouvoir.

Aussi la majorité des professeurs continuent-ils de vouer au syndicat une sympathie toute "naturelle" et "inconditionnelle", malgré les reproches dont ils l'ont cependant accablé.

4.21- Une sympathie naturelle.

Nos enseignants font preuve d'un attachement très sentimental au syndicalisme, dans lequel la sensiblerie et l'affectivité tiennent une place prépondérante.

Le syndicat est le lieu où l' "on se sent frère", où l' "on est heureux ensemble", où l' "on peut compter totalement sur des gens avec qui l'on s'entend bien sur le plan professionnel et amical".

J'envisage de quitter le S.N.E.S.... enfin, pas ici, parce que je ne veux pas faire de peine aux collègues d'ici qui y sont! (R')

Tout comme le vote, qui représentait, nous l'avons vu, autant un devoir qu'un droit, la syndicalisation apparaît comme un "geste fétiche", "symbolique", "minimum", qui concrétise à la fois l'appartenance à un milieu professionnel, et la solidarité que nos professeurs souhaiteraient voir s'y développer.

Je me suis toujours syndiqué, question de principe... Le syndicat est nécessaire, parce que c'est le monde du travail, et donc c'est naturel de se syndiquer. (H')

Nous avons déjà eu l'occasion, à propos du militantisme politique de certains de nos enquêtés, de souligner l'existence de ce lien "naturel" entre une orientation politique de gauche et la syndicalisation.

Ce lien s'avère tout aussi fort quand il s'agit des non militants.

Le syndicat n'est-il pas une conquête ouvrière ?

Pour cette raison, on ne peut être de gauche sans être syndiqué.

La non syndicalisation serait alors "en contradiction avec des opinions politiques de gauche" et produirait une situation "parfaitement ridicule".

Certes, il y a une cohérence entre avoir le coeur à gauche et prendre une adhésion syndicale .

Mais contrairement aux militants politiques, pour lesquels toute structure syndicale devait nécessairement déboucher sur la politique et éveiller les consciences, nos simples adhérents à un syndicat, tiennent à limiter son rôle à la seule défense d'intérêts corporatistes.

Même si l' "on se voit mal être dans un syndicat de droite et militer dans un parti de gauche, ou vice-versa", dans une réunion syndicale, "il ne faut pas glisser sur le débat politique, parce que les gens ne viennent pas au syndicat pour changer la société", mais "pour des revendications précises qui intéressent leur vie professionnelle".

4.22- Une sympathie inconditionnelle.

Malgré ses dysfonctionnements, son inefficacité, le syndicat n'en apparaît pas moins, aux yeux de nos professeurs, comme une structure nécessaire.



Il est d'abord une organisation reposant sur le principe de "l'Union fait la Force" et ne pas s'affilier au syndicat reviendrait à lui faire perdre un peu de cette force: l'adhésion s'impose donc, pour "faire le poids", "faire pression".

Un syndicat, c'est pour dire, bon ben par exemple, il y a 1000 personnes qui peuvent empêcher de tourner en rond une usine. Donc c'est la force, mais pas la force par les bras, hein, mais la force par le nombre. (L)

C'est un moyen d'affirmer sa puissance, de se faire entendre, car, si l'on est seul à crier on n'est pas entendu, mais si on est mille à crier on est entendus!... On vous écoute, quoi! C'est un groupe de pression, par la force des choses, quoi. (D')

Ensuite, le syndicat permet, certes de manière insuffisante et insatisfaisante, de recevoir une information sur la profession, donc une meilleure compréhension et maîtrise des mécanismes, "un certain recul" par rapport aux données immédiates de la pratique pédagogique.

Connaître ses droits, les faire valoir avec l'appui de la collectivité, voilà ce qu'englobe la défense syndicale.

Mai 68 n'a-t-il pas enseigné qu' "on ne s'informait bien et se défendait bien que si l'on était syndiqué" ?

Même les gens de l'administration, quand tu vas les voir, pour aller plus vite, ils prennent aussi les revues syndicales pour te répondre! (F)

Il est intéressant de savoir ce qui se passe au niveau des mouvements: si on veut avoir un contrôle des carrières, il faut se syndiquer, pour avoir un droit de regard. (U)

Le syndicat constitue aussi un contre pouvoir, un "garde-fou", vigilant sur le respect des différents acquis corporatistes, car "même avec un gouvernement qui soit complètement favorable aux travailleurs, on se heurte à des blocages dûs à des personnes intermédiaires qui gênent l'application des textes".

Enfin, le syndicat fera un excellent "porte-parole" de la profession, d'autant plus indispensable que les employés de l'Education Nationale, contrairement à leurs homologues des entreprises privées, n'ont pas cette possibilité de rencontrer directement leur "patron".

D'ailleurs, si les professeurs confiaient à leurs supérieurs hiérarchiques le soin de transmettre au ministre leurs propres revendications, celles-ci seraient inévitablement victimes de déformations.

Qui va reporter ce que l'on pense dans l'établissement ? Sûrement pas le proviseur! Parce que lui, va nous écouter, mais il va interpréter, moduler à sa manière, et quand il va le répéter tout en haut, ça n'aura plus la même signification que ce que toi, tu voulais dire. C'est là qu'interviennent les syndicats. (L)

Deux raisons donc de soutenir le syndicat.

D'une part, l'accès à une information précieuse, permettant une connaissance des rouages du métier et une prise de conscience d'intérêts corporatistes.

D'autre part, la possibilité de représenter la profession, d'exercer, par le nombre, une pression, un contre-pouvoir, qui revendique et défend en son nom, des préoccupations collectives.

Toutes ces fonctions, assignées au syndicat, faisant de lui une structure nécessaire, sont pourtant mal exécutées: souvenons-nous des reproches que nos interviewés lui ont eux-mêmes adressés.

Malgré le discrédit jeté sur le syndicat, celui-ci mérite néanmoins que nos professeurs le soutiennent en adhérant.

Il est en effet un "véhicule qui avance" et qui "fait avancer les choses": ce sont les timbres d'adhésion qui lui fournissent l'"essence" dont il a besoin.

Les enseignants peuvent aussi aider à sa survie en le défendant lorsqu'il est en danger de mort.

Le gars qui était secrétaire du S.N.E.T.A.A a dit: "l'an prochain, j'arrête!". Moi, (...), j'ai trouvé dommage qu'une section syndicale se perde dans un établissement où il y avait quand même une vingtaine d'adhérents, donc j'ai pris le relais, en me disant: "je vais assurer le secrétariat provisoirement, pour qu'il n'y ait pas de perte d'adhérents". (F)

Il existe certaines situations, particulièrement menaçantes pour le syndicat, qui provoquent chez ses adhérents un véritable réflexe de défense: celles, où il doit, par exemple, vaincre la concurrence d'autres organisations, surtout lorsqu'elles sont assimilées à des antennes de la droite.

Je suis simple adhérent du S.N.E.S. mais je suis sur la liste du S.N.E.S. pour les élections au conseil d'administration, par esprit de discipline, et parce qu'il y a des syndicats de droite, donc c'est normal, par solidarité... (V')

Avant de clore ce chapitre du syndicalisme, il nous faut préciser cette petite parenthèse: les enseignants ayant le coeur à gauche, non syndiqués au moment de l'enquête, avouent cependant l'avoir été à une période de leur carrière, parfois même récemment.

V JE "MILITE" AUSSI DANS MA CLASSE

Le syndicalisme est une nécessité, sinon une tradition qu'il faut respecter et perpétuer, mais, en même temps, il présente tant de dysfonctionnements qu'il est presque devenu inutile!

Devant ce paradoxe, nos interviewés avouent se sentir aussi efficaces dans une classe que dans n'importe quelle autre structure, syndicale ou politique.

Le militantisme pédagogique est une dimension incontestable de leur "coeur à gauche": l'orientation politique n'est donc pas sans effet sur leur manière d'enseigner.

Un professeur de gauche ne se dit pas meilleur qu'un professeur de droite, mais sa très grande conscience professionnelle débouche sur une pratique de classe différente, qui déborde parfois du seul cadre pédagogique.

5.1- Conscience dans le travail.

Etre de gauche, c'est se définir certaines attitudes d'ouverture, de dynamisme, d'esprit critique.

Un professeur de gauche, s'il est cohérent avec lui-même, acceptera donc plus facilement, dans le domaine de sa pédagogie, le changement, la nouveauté et les remises en question.

Attaché à la justice et à l'égalité, il attribue aussi à l'échec scolaire un caractère social: il adoptera donc une attitude positive à l'égard de ses élèves, tentera d'adapter le contenu et les méthodes de son enseignement aux publics auxquels il le destine, mettant ainsi toutes les chances de leur côté.

De la même manière qu'un bon catholique, pour être en paix avec lui-même, devrait vivre sa foi dans son existence de tous les jours, un bon professeur de gauche devrait, dans la pratique quotidienne de sa classe, s'attacher à "donner le meilleur de [lui-même] en tirant le meilleur de [ses] élèves".

Cela nécessite évidemment de s' "investir sans compter".

5.11- S'investir sur le plan humain.

La conscience professionnelle transparait d'abord dans le rapport que noue le professeur avec ses élèves: attitude d'écoute et de compréhension "des jeunes qui ont des difficultés", "qui sont livrés à eux-mêmes", "qui sont complètement paumés", "qui ne savent plus où ils se situent"...mais aussi "force combative" pour "encourager" des élèves qui étaient jusqu'alors "convaincus d'être nuls".

On ne considère pas les élèves comme un moyen de gagner de l'argent mais on comprend mieux que certains puissent avoir des problèmes, donc on est plus à l'écoute... Des notions comme "le niveau baisse" ne sont pas défendues par moi! (R')

Ils ont besoin de trouver des adultes à qui parler, de s'agripper, de voir des enseignants comme des personnes et pas seulement comme des enseignants justement... (P)

Je n'ai jamais rencontré un jeune pourri. J'avais en troisième un élève délinquant, qui avait des démêlés avec la police... Et bien il était charmant et je suis sûre qu'il était récupérable: je l'ai constaté, je l'ai pratiqué. Il y a dans la jeunesse quelque chose de positif, de pur, un élan vers l'avenir... (R')

Aux yeux de nos enquêtés, cet investissement humain fait défaut auprès de leurs collègues de droite, qui négligent trop souvent cette "manière particulière de réagir à l'égard des élèves".

Même dans l'éducation, ils [les professeurs de droite] ont une conception bon chic bon genre... enfin, je veux dire qu'ils ne sont pas très ouverts dans leur abord des jeunes. (R')

La transformation des rapports professeurs-élèves qu'a entraînée mai 68 constitue l'une des facettes la plus appréciée de nos interviewés.

C'est en effet à partir de cet événement que l' "on n'a plus fait classe de la même façon" et que la relation pédagogique a abandonné son caractère impersonnel pour instaurer un lien plus intime et plus humain.

Globalement 68 a été positif (...) Je trouve qu'il y a eu beaucoup de démagogie (...) Il y avait des collègues qui étaient prêts à tout permettre, (...) à laisser fumer dans les classes, parce que soit disant que les élèves se sentaient défavorisés intellectuellement s'ils ne fumaient pas dans les classes! Mais dans les rapports entre les élèves et les profs, ça a été bénéfique, parce que les rapports n'étaient plus les mêmes : faire faire un exposé par un élève, ça n'existait pas avant! (X')

Parfois c'est à une véritable découverte que se livrent certains professeurs.

Ignorant tout des difficultés quotidiennes de leurs élèves, ils les auraient méconnues encore longtemps s'ils n'étaient pas eux-mêmes descendus de leur piédestal.

Leur confrontation à la dure réalité, à certaines formes de pauvreté, a eu pour effet de "concrétiser" leur sensibilité de gauche.

Les filles qui sont en industrie de l'habillement, elles sont complètement en réaction. Au début, moi, ça m'a complètement paniquée, déroutée (...) moi, venant de mon petit milieu bien bourgeois, j'étais stupéfaite de voir comment on pouvait être aussi agressif vis-à-vis d'un milieu... parce que nous, on symbolise quand même la réussite, la facilité... Et ça, ça t'ouvre les yeux quand même... (P)

Certes les méthodes qu'appliquent nos professeurs s'avèrent plus souples, plus permissives.

Mais, puisqu'il s'agit d'abord d' "aider les élèves à s'en sortir", les enseignants de ce type savent aussi se montrer autoritaires et exigeants à l'égard du travail scolaire.

Ils ont besoin d'être guidés, de recevoir une part d'autorité qu'ils n'ont peut-être jamais eue; on est là pour les aider. (P)

Etre communiste, ça compte aussi dans la profession: il fallait que les élèves travaillent... Je leur disais "ton père est mineur, il bosse"... Moi, je m'en étais sorti, et je voulais qu'ils s'en sortent aussi, et donc qu'ils travaillent. (X')

Quelques enquêtés, issus d'un milieu peu favorisé, confient avoir utilisé l'école comme le tremplin d'une relative ascension sociale.

Aussi s'acharnent-ils de toutes leurs forces pour que cette même possibilité, cette même chance, s'offre à ceux dont ils ont la charge.

C'est leur manière de "rembourser [leurs] parents" des sacrifices consentis pour permettre la poursuite de leurs études: la "dette" qu'ils gardaient envers eux, ils l'acquittent "en s'occupant des enfants des autres".

Il faut voir les gosses que l'on a... Et leur salut passe par nous! Je ne crois pas en la capacité de l'école à renverser les choses, mais au moins à aider les gens, ou les quelques-uns capables de réussir... parce que je suis extrêmement méritocratique... et qui, si l'école n'avait pas été là ne s'en seraient jamais tirés... Peut-être que l'école reproduit les phénomènes de classe, mais si l'école a pu servir à quelques-uns... Je crois qu'il y a encore actuellement des gens modestes qui s'en sont sortis parce qu'ils ont eu la possibilité d'aller à l'école. (M')

L'élitisme que pratiquent les professeurs de ce type n'est pas comparable à celui qu'ils dénoncent chez leurs homologues de droite.

Ces derniers, en effet, "s'arrangent pour que ce soit toujours les enfants des classes populaires qui restent en deça et soient exploités".

Au contraire, l'élitisme des enseignants de gauche vise à "faire monter les populations défavorisées vers des niveaux plus élevés de l'échelle sociale".

La démarche de nos enquêtés consiste alors à abandonner cet a-priori selon lequel les enfants, socialement défavorisés, le seraient aussi scolairement, à la suite de lacunes, de "handicaps", d'ordre intellectuel ou culturel, imputés à ces mêmes enfants ou à leur milieu.

Ces élèves sont certes différents -et il faut tenir compte, dans la pratique pédagogique, de cette différence- mais sûrement pas inférieurs!

On venait d'une famille de mineurs, et il n'y avait pas de quoi en avoir honte, il ne faut surtout pas en avoir honte! Ce n'est pas parce qu'une personne gagne moins qu'elle vaut moins qu'une autre! (Q')

Or la sélection scolaire s'opère aujourd'hui selon le critère de l'origine sociale, et non selon celui du mérite. Notre système éducatif ne cherche pas à mesurer ce que valent réellement les enfants des classes populaires: il les exclut tout simplement en leur imposant, dès l'entrée à la maternelle, des normes, des règles et des représentations qui leur sont totalement étrangères.

C'est donc l'école qui les rend inférieurs!

Nos professeurs se refusent à réaliser cette différenciation des élèves en fonction de leur origine socio-culturelle...ou plutôt si...mais pour donner plus aux enfants prétendus posséder le moins, et sans éliminer ni abandonner ceux qui ne parviendraient pas à "accrocher".

Cette dernière préoccupation est absente de l'élitisme pratiqué par les enseignants de droite qui négligent trop souvent d'apporter leur soutien aux élèves en difficulté.

Quand je dis qu'il ne faut pas mettre de couvercle sur la tête de ceux qui ont le plus de moyens, ça veut pas dire qu'il faille laisser tomber les autres, au contraire, il faut leur donner du soutien... (G)

Donner aux moins forts les chances de s'épanouir là où ils sont certainement bons: quelque part en chacun, il y a un endroit où l'on sera à l'aise et je crois que l'école ne donne pas cette chance aux enfants. (I)

L'idéal -une utopie ?- serait donc "l'école individuelle" qui permettrait de donner à chacun le meilleur niveau selon ses capacités.

D'ailleurs, pousser les plus doués vers des degrés toujours plus élevés, en abandonnant tous les autres dans l'ignorance et l'obscurantisme liés à leur condition, aurait des effets néfastes sur notre société qui risquerait fort de rejoindre les autres nations tiers-mondistes.

Au Japon, ils ont compris, enfin le patronat a compris, que ce n'est pas en mettant une chape sur les gamins que l'on s'en sort: 80% des ouvriers japonais sont bacheliers... A la limite il vaut mieux un capitalisme intelligent qu'un capitalisme crétin, et nous, on a un capitalisme stérile!... parce qu'il n'a pas compris que plus il aura des ânes et des gens non qualifiés, plus il sera obligé d'importer de la main-d'oeuvre immigrée, ce dont il a l'air d'avoir un rejet plus fort qu'à gauche... et il aura des entreprises moins performantes, puisqu'il aura des ânes! Quand les capitalistes, donc les gens de droite, auront compris qu'il faut que la population soit d'un degré culturel et professionnel plus élevé... Notre patronat est réac, il est le plus archaïque du monde! (H)

5.12- S'investir sur le plan pédagogique.

Nos interviewés de ce type ne comptent pas leurs heures de travail.

Mais c'est d'abord à leurs élèves qu'ils doivent leur conscience professionnelle, avant de la devoir à l'Etat, à l'administration qui les

emploi, ou aux collègues qui, souvent gênés, dérangés, l'interprètent d'ailleurs comme un excès de zèle.

Le refus d'appliquer à la lettre les programmes proposés dans les manuels scolaires, mais peu adaptés au vécu de leurs élèves, oblige nos enquêtés à une innovation constante dans leur pratique de classe.

Qu'est-ce que ça veut dire que parler du monde hellénique à des élèves qui savent à peine lire ? Il faudrait partir de ce que savent les élèves réellement quand ils arrivent en sixième, et voir ce qu'on peut leur apporter, indépendamment des programmes nationaux qui sont sensés être valables pour tous les élèves, depuis le XVI^e à Paris jusqu'aux quartiers de Roubaix où il y a des dizaines de nationalités! (J)

Il est possible de viser et d'atteindre les mêmes objectifs que ceux des ouvrages scolaires, mais au moyen de démarches et de supports différents: la recherche pédagogique requiert alors une grande dépense en temps, en énergie, et en imagination.

5.13- ... de manière solitaire.

Nos enseignants, qui insistent sur un tel investissement, sur le plan humain et pédagogique, déplorent de ne trouver pareil écho auprès de leurs collègues.

Ceux-ci sont sévèrement critiqués pour leur "statisme", leur "routine", leur "manque de pensée innovante".

Si le sérieux de leur travail est irréprochable, les collègues, pourtant "bons profs", ne font qu' "appliquer des méthodes pédagogiques créées par d'autres", et se montrent ainsi "très mauvais pédagogues", "inaptes à se mettre au service des jeunes" et "incapables d'adapter et de transmettre un message".

La critique vise d'abord et surtout les professeurs des collèges, qui "ne volent pas très haut", tandis qu'elle écarte et épargne les enseignants des lycées, se distinguant davantage par leur curiosité et leur "appétit intellectuel".

Je pense qu'il y a des gens en collège, qui font bien leur boulot, qui sont très rigoureux, mais qui n'ont pas des vues très larges sur certaines choses, une curiosité sur certaines choses... Bon, en lycée aussi, attention! mais... moins quand même! (J')

Les gens vraiment intéressants que j'ai rencontrés, c'était des gens de lycées, qui avaient un appétit intellectuel... parce qu'ici, en L.P., on trouve surtout des gens qui ont un appétit pédagogique, et encore pas tous! Mais il paraît que je me trompe... les lycées seraient des usines où l'on vient faire son cours et on repart; il n'y a pas d'échange. J'entends donc des choses très négatives aussi sur les lycées, mais... (I)

Le militantisme pédagogique de nos interviewés rencontre des écueils non seulement auprès des collègues mais aussi auprès des élèves eux-mêmes,

qui se méfient de ces professeurs dont l'attitude, inhabituelle, surprend, voire dérange.

Souvent, ils ne nous voient quand même que comme des profs... Quand tu leur parles, ils sont choqués... Tu restes quelqu'un d'extraordinaire pour eux... "oh! Madame, je vous ai vue l'autre soir!", comme si tu ne pouvais pas te promener dans la rue tranquillement comme n'importe quelle autre personne! (P)

Je me sais très dérangeante pour mes élèves, quand je leur dis: "vous avez là une force à utiliser, ajoutez-y quelques éléments qui vous permettront de gravir des échelons, de mieux lutter à force plus égale avec des gens qui, eux, ont les moyens, ben... ils ne comprennent pas, et ça les dérange dans leur paresse! (I)

Enfin, l'action pédagogique est contrariée par des problèmes qui débordent largement le cadre de l'institution scolaire.

S'il est vrai que l'école peut aider quelques enfants de milieu défavorisé, il ne faut cependant pas surévaluer son rôle car elle ne pourra jamais résoudre tous les problèmes.

On pense que la seule possibilité de transformation au niveau éducatif, ça se passera au niveau des établissements, par des pratiques pédagogiques, ce qui me paraît complètement délirant! On fera de l'aménagement et rien d'autre! (R)

Pour moi, défendre les défavorisés c'est les éduquer, mais malheureusement, ça ne passe pas que par les gosses mais aussi par les familles. C'est là qu'interviennent les assistantes sociales et le rôle social de l'Etat, mais malheureusement il dépense beaucoup d'argent pour peu de résultats, parce que c'est mal organisé. (H)

Toutefois, la portée limitée de leur action ne suffit pas à décourager, ni à démobiliser nos professeurs: les quelques-uns des élèves qu'ils parviennent à rescaper valent la peine de poursuivre la lutte.

5.2- Travail sur les consciences.

Les enseignants de ce type ne visent pas seulement à faire accéder les enfants à une position future honorable et digne, mais à les entraîner aussi à la réflexion et à la critique, pour éviter qu'ils ne se métamorphosent en "moutons".

Tout professeur devrait en effet doter ses élèves des outils pour s'intégrer le mieux possible dans la vie professionnelle active, en même temps que des armes pour affronter la vie sociale et politique.

Ce second aspect du militantisme pédagogique n'emprunte rien aux méthodes du militantisme politique, même s'il conserve avec ce dernier un lien implicite.

5.21- Eveiller les consciences.

Les jeunes n'ont aucun regard critique sur les choses et prennent pour argent comptant les explications, parfois simplistes, que leur fournissent leur entourage ou les médias.

Ils n'ont pas l'habitude de s'interroger et les soucis de leur âge sont éloignés des préoccupations adultes. Pourtant, les élèves ne sont-ils pas appelés à devenir bientôt eux-mêmes des adultes ?

Il est donc urgent de former leur esprit critique en les incitant par exemple à réfléchir, raisonner, et exprimer une opinion dans les cours.

"Sans leur dire ce qu'il faut penser", "sans leur dicter leur opinion", les professeurs jouent néanmoins un rôle de "catalyseur".

C'est essentiellement par "la force de la parole" que nos enseignants exercent leur action d'éveil des consciences, en introduisant des thèmes de réflexion, de débat, en proposant certaines analyses, certains points de vue qui aideront les jeunes à "se forger leur propre opinion".

Quand on est prof d'anglais, on est amené à parler de différentes civilisations, que ce soit le cas américain, la Grande-Bretagne ou l'Afrique du Sud... Il se passe suffisamment de choses dans ces pays-là pour que l'on puisse parler des systèmes politiques de ces pays... Et puis enseigner une langue, c'est apprendre aux gens à parler, à exprimer sa pensée... (B)

Aujourd'hui, quand tu fais des classes littéraires, ça va, mais dès que tu fais des classes scientifiques... Des élèves extrêmement racistes... Et chaque année, je leur rappelle qu'il y a aussi des mathématiques arabes, qu'au Moyen-Âge il semble que la civilisation ce soit l'Orient, et qu'en Occident ce soit pas tellement dans le coin, c'est fabuleux quand on fait ce genre de cours, on se marre complètement, quoi!... Quand on leur dit que l'algèbre, ça a des racines arabes, algorithmes aussi... "Il est complètement fou! Vite qu'on change!" (R)

5.22- ...sans faire de politique.

Cet éveil des consciences ne passe pas par une inculcation idéologique.

Il faut savoir écarter toute vision partisane des choses: même si "il y a une orientation sur ce que l'on veut apporter aux jeunes", ce n'est jamais "au sens de politique politicienne".

Je ne me vois pas comme un hussard noir de la République, comme l'instituteur de la troisième République... Non, je n'ai jamais pensé gagner des gens à mes idées en faisant mes cours, quoi... (J)

Cependant, un professeur, s'il n'a pas à faire de politique dans sa classe, n'en est pas moins un être entier: comme tel, il n'a donc pas à abandonner ses convictions à la porte de son établissement pour paraître "neutre" aux yeux des élèves et de l'administration.

Je ne mêle pas politique et philosophie dans mes cours... mais les élèves savent bien et ce n'est un secret pour personne! (K')

Mes idées transparaissent sûrement dans ce que je dis mais je ne fais pas de la partisanerie... Mais, ceci dit, je ne cherche pas non plus à cacher mes idées devant eux!
(W')

Tout le monde connaît bien mes opinions... parce que c'est bien connu au lycée! (X')
Dans les cours, on est amené non pas à dire ses opinions, mais à choisir des oeuvres...
Et c'est vrai que quand on étudie Rousseau, je préfère le discours sur l'origine des inégalités plutôt que la Nouvelle Héloïse, donc le Rousseau de gauche, le révolutionnaire...
(R')

Ainsi, s'il ne doit pas imposer ses opinions, le professeur ne doit pas non plus les taire: il a le droit de réagir selon sa propre sensibilité aux événements, aux débats qui pénètrent au sein de la classe, qu'il les ait aidés ou non à en franchir le seuil.

Car si l'école ne doit rien inculquer, elle n'en doit pas moins rester ouverte sur le monde, sur la vie, sur l'environnement dans ses aspects sociaux, économiques ou politiques.

Je ne fais pas de politique mais, par contre, s'il y en a un qui me fait une réflexion raciste en classe, alors là, immédiatement j'arrête mon cours et je fais une intervention... politique! (I)

notes du type I

¹ Dans l'électorat socialiste, les plus nombreux à choisir Mitterrand sont des hommes, des personnes âgées de moins de 30 ans et des titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou secondaire.

La C.S.P. importe aussi: le score pour Mitterrand atteint 73% chez les enseignants et personnels médico-sociaux de l'électorat socialiste contre 47% seulement des exploitants agricoles de ce même électorat (J. Capdevielle, E. Dupoirier, G. Grunberg, E. Schweisguth, C. Ysmal, 1981, p.64).

² Si l'adhésion massive à un gouvernement d'union de la gauche caractérise tous les électeurs du P.C., quelle que soit leur C.S.P., à l'exception des artisans et des petits commerçants, elle reste, pour le P.S. tributaire de la profession: ainsi, les enseignants et les personnels médico-sociaux se réfèrent deux fois plus souvent à un gouvernement d'union de la gauche que les industriels, les membres des professions libérales, les cadres supérieurs, les artisans et les petits commerçants (J. Capdevielle, E. Dupoirier, G. Grunberg, E. Schweisguth, C. Ysmal, 1981, p.63).

Cet attachement des enseignants à l'union de la gauche serait le fait de l'ancienneté de la tradition socialiste dans ce milieu, renforcée par le poids de ses membres à tous les niveaux de l'appareil socialiste (13% des adhérents socialistes sont des enseignants, ce qui représente un taux considérable de sur-représentation de 56%), d'un moindre anti-communisme, relativement aux autres professions de l'électorat socialiste, et d'une faible sympathie dont bénéficient, parmi les enseignants votant socialiste, les formations de droite (l'U.D.F., exerçant un attrait sur 80% des industriels, professions libérales, cadres supérieurs et ingénieurs de l'électorat socialiste, ne trouve plus que 55% des enseignants, électeurs socialistes, à lui accorder quelque sympathie) (idem, p.64).

J. Julliard émet l'hypothèse que c'est conformément à une vieille tradition de gestion de l'économie par l'Etat que socialistes et communistes se sont entendus dans la construction du programme commun de la gauche (J. Julliard, 1985).

La tradition étatiste, inhérente à notre culture est, en effet, ancienne: l'Etat est toujours apparu comme le "propriétaire légitime" des biens, comme en témoigne la centralisation monarchique de l'Ancien Régime.

Il n'a donc pas fallu attendre le socialisme pour inventer l'étatisme, même si le socialisme "réclame le rattachement de toutes les fonctions économiques de la société, ou de certaines d'entre elles, qui sont actuellement diffuses, aux centres directeurs et conscients de la société" (E. Durkheim, 1971, p.49).

³ I. Berger attribue cette attirance pour les partis écologiques aux "activités de délasserement particulièrement caractéristiques du milieu enseignant": derrière la lecture qui occupe le premier rang dans les préférences, le contact avec la nature représente un autre aspect des loisirs, toujours pratiqués dans un certain isolement et de manière solitaire (I. Berger, 1979, p.55): il est donc logique que les enseignants, si attachés à la Nature cherchent à la défendre et à la protéger.

⁴ Le militant politique est souvent conduit à procéder à une "substitution de mobiles": "la longévité de l'engagement dans un parti ne signifie pas, évidemment, permanence totale des raisons qui ont provoqué l'adhésion initiale. Un âge précoce d'entrée en politique, des mobiles fortement idéalistes rendent probable une mutation -silencieuse ou avouée- des motivations ultérieures à préserver" (P. Braud, 1985, p.112).

II RACINES ET TRAJECTOIRES PERSONNELLES.

Quels mécanismes de socialisation nos professeurs ayant le coeur à gauche ont-ils connus ?

Quel itinéraire politique ont-ils suivi ?

Quelles en ont été les étapes ?

Quelle en a été l'allure ? Continue ou tortueuse ?

Quel en a été l'aboutissement, en termes de degré et de nature, de la politisation finale ?

2.1 Mécanismes de socialisation

La quasi totalité des individus se souviennent avoir été très tôt confrontés à des opinions politiques nettement exprimées par leurs parents, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Deux enquêtés seulement avouent n'avoir jamais entendu leur père ou leur mère affirmer une position politique déterminée, ni même débattre de sujets d'actualité devant les enfants (on verra comment le poids de leur origine sociale modeste viendra combler cette absence de repères).

Pour bien répondre aux questions initiales, nous traiterons séparément les cas d'individus issus respectivement d'un milieu de gauche et de droite.

Il apparaît en effet, de manière évidente, que les professeurs nés dans un milieu déjà politisé à gauche n'ont pas vécu les mêmes mécanismes de socialisation, ni le même itinéraire politique que leurs collègues du même type, mais provenant, quant à eux, d'un milieu politisé à droite.

2.11- Père à gauche, coeur à gauche.

Ce titre "père à gauche, coeur à gauche" est imparfait et, comme tous les titres, trop réducteur.

En effet, sur les 33 individus ayant le coeur à gauche, 19 ont un père à gauche, et, parmi eux, 17 ont aussi une mère à gauche, ce qui constitue une très forte homogénéité dans la politisation parentale.

Mais, parmi les 12 enquêtés ayant déclaré avoir un père à droite, 3 ont néanmoins suivi l'exemple opposé de leur famille maternelle, politisée à gauche (il s'agit de B et H, de parents divorcés, mais ayant vécu avec leur mère, et de X' que de nombreux contacts avec le grand-père maternel avaient davantage rapproché de la mère).

Nous inclurons donc ces trois interviewés parmi les cas ici à l'étude, parce qu'ils illustrent tout autant cet héritage que nous allons maintenant définir, avec cette différence qu'ils ont suivi l'exemple de la mère et non celui du père, moins présent dans l'entourage familial et affectif.

Ainsi respectons-nous ce fait que l'influence familiale, sur la politisation des individus, ne se limite pas à la seule incidence du père, mais tient compte aussi de toutes les autres figures significatives de l'enfance.

L'analyse qui suit porte donc sur les 21 professeurs, parmi les 33 qui ont le coeur à gauche, dont l'un des deux parents au moins était politisé à gauche; avoir deux parents à gauche produira, nous l'observerons, un effet de renforcement.

Tous ces enseignants, issus de milieu politiquement orienté à gauche, se souviennent avoir été très tôt marqués par des opinions ouvertement exprimées dans le milieu familial, même si celui-ci ne témoignait pas toujours d'un engagement profond ni d'une participation active dans le domaine politique.

Beaucoup parlent d'"héritage", de "tradition".

Certains déclarent même "être nés communistes", comme si le communisme était inscrit dans leur "capital génétique"; d'autres déclarent l'avoir "tété" au sein maternel, image suave décrivant l'origine quasi "innée" de leur orientation politique

Mais le contenu de ces "legs" est différent selon les cas.

a) Héritage de valeurs.

Il peut d'abord s'agir d'un simple éventail de valeurs morales, éthiques, guidant la conduite de la vie quotidienne et la nature des rapports à autrui.

Parce que "l'idéal de gauche n'est pas qu'une philosophie matérialiste", il arrive que l'éducation reçue dans un milieu politisé à gauche, insiste sur des idées de justice, de solidarité, de partage et d'acceptation de l'autre.

Je n'aurais jamais pu tenir chez moi des discours racistes, parce que je recevais une claque! Il y avait des mots comme "bougnoles" qui étaient prohibés, alors que je l'entendais couramment autour de moi! (H')

Dans cette imprégnation de valeurs morales, il faut noter le rôle particulier que jouent les lectures.

Plus ou moins filtrées par le milieu familial, elles contribuent à éveiller, ou à nourrir, une certaine sensibilité.

Ma mère a eu une influence certaine par les oeuvres qu'elle a pu me citer...Gorki était l'un de ses romanciers préférés...J'avais lu Gorki, "La Mère" de Gorki, et puis Aragon, c'est par elle que je les ai connus! Mais sans vouloir m'enseigner quoi que ce soit, c'était le bain dans lequel j'ai grandi. (B)

Parmi toutes ces valeurs inculquées, intériorisées, vécues, il faut aussi inclure celles qui relèvent de l'humanisme chrétien, et dont nos professeurs découvriront, plus tard, qu'elles forment, avec un idéal de gauche, les "deux faces d'une même chose", tout-à-fait "compatibles"¹.

Si on prend le cadre familial, il y a chez moi une double origine, mais pas incompatible, vous allez voir:

1- du côté du père, instit P.E.G.C., donc des racines laïques et socialistes.

2- du côté de ma mère, une petite bourgeoisie catholique, mais du Sud-Ouest, donc, en même temps, avec une religion très individualisée et relativement humaniste et non hiérarchique, avec une méfiance par rapport à l'Eglise institutionnelle. (W)

Il y a, en effet, dans l'"utopie de gauche", l'"idée d'une société égalitaire" parfaitement capable de cohabiter avec cet "idéal chrétien" tourné davantage vers la "recherche d'un mieux vivre pour tous" que vers la "quête d'un au-delà paradis-enfer".

Parfois, le souci de réaliser la charité chrétienne pousse à "militier" dans certaines organisations telles la J.E.C., la J.A.C. ou la J.O.C., où fermentent des idées "politiques" assez proches de celles véhiculées par le milieu familial, ce qui constitue un effet de renforcement².

On y apprend, en effet, que l'Évangile n'est pas un "livre mort"; certes, on y procède à sa lecture, mais de manière "moins théorique", "moins platonique", "plus appliquée", "plus actuelle" et "plus proche des faits de société".

Mais c'est à travers des actions humanitaires et charitables, "de sensibilisation" et "de mobilisation", "autour de l'injustice, du racisme ou des conditions de vie ou de travail", que l'on découvre "la dimension véritablement politique de ces problèmes" et que l'on se forge une "vague conscience internationale".

Il apparaît parfois bien dérisoire de vouloir soigner la pauvreté sans tuer la cause du mal... et l'on acquiert ainsi peu à peu la certitude que,

pour la traiter efficacement, il vaut mieux changer radicalement de société.

Le problème de justice a été dans la J.O.C. quelque chose de fort, mais c'est sur un ton humaniste, mais avec tout de même une remise en question des privilèges, de l'ordre social, du partage du pouvoir et du partage des richesses... car ça permet de réfléchir sur certains problèmes mais toujours selon des intérêts chrétiens, et pas par rapport à une doctrine marxiste ou autre... mais ça peut être un bon éveil de la conscience politique quand même! (X)

Nous verrons que c'est par ce biais particulier du militantisme chrétien que beaucoup d'enfants issus de parents de droite, catholiques, découvriront le monde ouvrier et pénétreront, finalement, dans certaines organisations plus directement "politiques".

A côté de la morale familiale, parfois chrétienne, qui fournit aux jeunes enfants les bases de leur système de représentations, il faut souligner, dans cette transmission des valeurs, le rôle que joue l'attachement des parents à la laïcité.

Les cinq fils d'enseignants, instituteurs ou professeurs, présents dans notre échantillon et se retrouvant dans ce type, avouent avoir été très tôt familiarisés avec cette idée de la laïcité, et être finalement arrivés à la gauche par ce détour de la défense de l'école laïque.

Je ne sais pas quel âge je pouvais avoir, peut-être 4 ou 5 ans, mes parents racontent toujours que je faisais, à cet âge, des discours politiques, monté sur une chaise, et manifestement j'imitais des tribuns, des orateurs... Mes parents étant instituteurs, j'avais beaucoup entendu parler de l'école laïque. Donc mon discours était en rapport avec l'actualité de l'époque qui devait déjà concerner les problèmes de l'enseignement libre et public... Mes parents recevaient le journal du S.N.I., qui me parlait déjà de ce problème, et j'en étais à l'époque, fort impressionné! (V')

J'ai appris à être laïque, voilà, c'est le mot en fait! Et ceci tout enfant, parce que j'allais à une école primaire laïque qui s'appelait Paul Bert et dans un C.E.S. qui s'appelait Jules Ferry! Et bien avant que j'aie appris qui était Jules Ferry dans le programme de 3°, je savais dès la 6° que Jules Ferry était un homme qui voulait l'égalité dans l'éducation, et c'est peut-être ça qui m'a forgée politiquement! C'est peut-être pas plus compliqué que ça! (I)

Il semble en effet, que l'"on devine très tôt les idées à combattre dans la mesure où l'on connaît aussi très vite celles à défendre".

Or, l'attachement au principe de laïcité traduit cette "impression" qu'"on ne peut compter ni sur les patrons ni sur les religieux pour sortir les gens" et que "sans l'école de l'Etat, on n'aurait jamais eu d'éducation".

Deux sentiments sont ici liés: d'abord un anticléricalisme virulent, mêlé d'une haine profonde de la bourgeoisie, à qui profite l'ordre établi légitimé par les représentants de l'Eglise, ses complices et ses alliés; ensuite, une volonté de lutter pour l'égalité de tous devant l'école, pour la promotion des classes pauvres et -pourquoi pas ?- pour l'éveil de leur conscience.

On ne comprenait pas à la maison que des ouvriers puissent être de droite... Et ces gens-là, on espérait bien les conquérir! Ca faisait partie des tâches d'éducation! On ne comprenait pas qu'ils aient pu aller à l'école et qu'ils en soient restés là! (M')

b) Héritage d'un modèle politique.

Outre cet héritage de valeurs, nos interviewés peuvent évoquer une influence plus directement "politique" du milieu familial, soit en terme d'attitude, soit en terme de savoir.

Il peut, en effet, s'agir, d'abord, de la simple transmission du rapport au politique -méfiance ou intérêt pour la politique, engagement dans ce domaine- , ou bien encore de sympathies, ou d'antipathies, clairement formulées à l'égard de tel ou tel parti, ou de telle ou telle personnalité politique.

L'intérêt pour la politique peut parfois relever d'un "appétit intellectuel", d'une "curiosité générale" dont les parents peuvent avoir été un exemple vivant et encourageant.

Cette curiosité, qui fait que l'"on s'intéresse à tout", que l'"on a envie de tout connaître", peut s'exercer dans des domaines nombreux et variés, comme le sport, l'histoire, les études, ou la politique en particulier.

C'était une famille modeste où l'on n'a pas été poussés à faire des études longues, mais où la curiosité de mon père, une certaine forme d'autodidactisme de sa part, ainsi que de la part de ma mère, qui était bonne lectrice... nous ont sans doute poussés à être curieux nous-mêmes... On avait tous cette curiosité... qui a fait que la politique a intéressé au moins trois enfants sur quatre... On était très curieux de tout... envie de faire du sport, envie de faire des voyages. Mon frère a commencé par entrer dans la Marine, et puis il est allé en Polynésie. Ma soeur est ingénieur en informatique, mais elle s'intéresse en même temps à la littérature, au cinéma, elle fait du sport... Ma soeur, qui n'a eu que le Bac et est institutrice a fait de la peinture... Donc vous voyez, on a tous un intérêt culturel... à participer à quelque chose! (I')

Mes parents, sans être des gens cultivés, avaient quand même... un certain raffinement dans leur vie, une certaine recherche qui m'ont peut-être permis d'avoir cet appétit intellectuel. (I)

Parfois aussi, l'intérêt pour la politique peut naître dans un milieu familial animé par de nombreuses discussions ayant la politique comme principal objet.

Car vivre la politique sur le mode du conflit peut soit conduire à une aversion profonde pour ce domaine, considéré comme la source de discordes douloureuses, soit, au contraire, attiser un intérêt précoce: assistant à des discussions passionnées qu'il juge aussi passionnantes, l'enfant peut éprouver l'envie de comprendre les fondements des affrontements dont il est le témoin³.

Nos interviewés se souviennent des événements de l'actualité qui alimentaient les discussions et invitaient chaque partenaire à préciser sa position.

Parmi eux, la guerre d'Algérie constitue un épisode majeur qui a marqué toute la génération de nos professeurs, souvent de très près, soit parce qu'ils étaient eux-mêmes "à deux doigts d'y aller", soit parce que le "frère" ou le "fiancé" étaient déjà partis au "casse-pipe".

Les discussions, c'était mon père qui les menait, ma mère suivait, plus ou moins... Mais on commentait à table les événements de la vie politique, notamment au moment de la guerre d'Algérie... On parlait beaucoup de la tentative du coup d'Etat des Généraux d'Alger... On parlait de la torture aussi, c'est un thème dont j'ai beaucoup entendu parler durant mon enfance, puis du gaullisme aussi parce que c'était l'époque. Bien sûr, c'était entendu à travers des oreilles d'enfant, mais... (W')

Tirillés, comme leur mère, par la peur effroyable de cette guerre qui n'en finissait pas, ils se sont laissés emporter et mobiliser par un certain vent de pacifisme.

"Avoir peur de passer à la casserole", allait de paire, en effet, avec cette "envie que ça s'arrête", mais "vouloir la fin de la guerre", c'était aussi "se montrer de gauche".

C'est ainsi que leur "sensibilité aux événements" a rapproché nos professeurs des partis de gauche⁴, et des communistes en particulier, "sans, pour autant, avoir lu un mètre cinquante de la bibliothèque de Lénine", "sans analyse ni culture préalables", simplement parce qu'ils étaient les seuls à se déclarer antiracistes et pacifistes.

A mesure que le temps passait, j'ai vu l'échéance arriver... Je me suis dit: "ça va être bientôt mon tour!"... Alors je suis entré dans l'activité militante, et j'ai suivi les idées du parti, formé, au fond, aux idées de paix, de droit d'un peuple à disposer de lui-même, du droit des Algériens de s'organiser comme ils le voulaient... Et ce point sur lequel je trouvais que le parti avait raison, et bien, ça m'a ancré encore davantage dans mes idées! Et donc ça m'a lié encore plus au parti communiste, quoi! Parce que, dans ces années 60, tous les autres partis avaient été partisans soit de l'Algérie Française, soit d'une forme d'intégration... Même Guy Mollet, qui avait accéléré la main mise de la France sur l'Algérie, puisque c'est lui qui a envoyé le contingent en Algérie, parce que jusque-là, c'était les

militaires de carrière qui parlaient, la gendarmerie, tout ça... donc ça, ça a été quand même l'escalade parce que tous les jeunes se sont vus partir en Algérie, quoi! Or, pour moi, c'était un sale boulot, je ne voulais pas le faire... parce que je ne voulais pas aller tirer sur les Algériens... Donc, la guerre d'Algérie a beaucoup compté pour moi, dans le choix de mes idées politiques... (D')

Mais il n'y a pas que des événements dramatiques de l'actualité, ou des débats conflictuels où chaque adversaire argumente, précise et développe ses propres positions, qui éveillent à la politique.

L'intérêt pour la chose publique peut venir aussi de l'exemple de parents profondément engagés dans ce domaine.

Les enfants de militants se souviennent avoir été très tôt "sensibilisés" aux questions politiques et "attirés" par elles de manière précoce.

On était de forte sensibilité ouvrière... Mes parents étaient coulonneux, ouvriers du cambrésis, et très jeune, j'ai participé à des discussions que mon père avait avec ses camarades... Et ça m'intéressait déjà! C'était entre 32 et 40, donc j'avais moins de huit ans, et je les entendais discuter et ça m'intéressait déjà! Je suivais ainsi tous les problèmes ouvriers et comment ils pouvaient les ressentir! (C')

Ce qui a été déterminant chez moi, ça a été mon enfance, dans la mesure où j'ai un grand-père et mon père qui étaient membres du parti communiste... heu... deux militants, donc c'était pas n'importe quel membre du parti communiste, hein, des militants! Et leur exemple m'a très vite amené à penser à ce problème des idées politiques, quoi... Parce que quand on a un père et un grand père... même jeune... parce quand on a la connaissance de ce qu'ils font... disons... heu... qu'on s'interroge sur leurs activités, et ensuite on y réfléchit! (D')

Cet intérêt précoce pour la politique est d'autant plus encouragé que l'enfant dispose de certaines lectures, dont la forme peut paraître, à cet âge, aussi importante que le fond.

Mon grand-père était communiste et je l'adorais! Il avait été mineur de fond... Il s'occupait beaucoup de moi... Et son journal, c'était l'Humanité... Et dès que j'ai su lire, j'ai lu l'Humanité! Il y avait aussi la presse régionale, locale, avec les journaux du Nord, mais ça m'intéressait moins... Il avait aussi une autre revue du parti communiste: Regard... J'aimais bien parce qu'il y avait beaucoup d'images, et à l'époque, on n'avait pas de bandes dessinées! Je me souviens avoir suivi au jour le jour, dans l'Huma et dans Regard, la guerre d'Espagne, avec des photos d'enfants tués par l'aviation hitlérienne ou fasciste. Ainsi, je connaissais l'histoire des années 30 par coeur! mais toujours vue à travers la presse communiste! (X')

Chez moi, il y avait Liberté tous les jours... Mais c'était frustrant d'avoir ce journal, parce que... heu... c'est un journal qui n'est pas toujours très agréable, hein, il faut bien le dire... J'avais des copains qui lisaient La Voix du Nord, eux, et j'étais l'un des rares à ne disposer que de Liberté. Et puis c'était un journal qui n'avait pas de grandes

rubriques locales. Or, c'est ce qui intéressait les gamins de mon âge, hein, les rubriques locales... Alors je ne pouvais pas discuter avec les camarades que j'avais à l'école, parce qu'on n'avait pas les mêmes sources d'information! Mais en même temps, il faut dire que c'était une presse qui formait quand même les gens! (D')

L'engagement des parents dans le militantisme politique, syndical, ou simplement associatif, peut laisser des traces encore plus profondes que la seule transmission d'un intérêt pour ce domaine particulier.

Entendre parler de générosité, d'égalité, de justice, n'a pas les mêmes effets selon que les parents fournissent, ou non, un exemple quotidien, vivant et dynamique, d'investissement en accord avec ces principes.

Ma mère avait un tempérament nerveux, sensible et angoissé, une belle personnalité, une forte nature physique... Elle était pleine de générosité: elle a dû élever cinq enfants de l'assistance publique, mais attention, elle ne prenait pas des gosses de riches, elle aurait pu gagner dix fois plus d'argent! Non, elle prenait des gosses de l'assistance publique, hein, des gosses qui avaient des tares, des gosses difficiles, dont personnes ne voulait... Et ça, ça a aussi été un exemple pour moi, même si ce n'est pas politique, cette générosité-là!

Il y a une chose dont je n'ai pas encore parlé et qui concerne aussi le militantisme: j'ai été présidente des parents d'élèves Cornec. Il y a là une réminiscence de ce que mon père faisait, qui n'était pourtant pas très engagé, mais... Il était profondément laïc et très appliqué à cela... Il n'était pas un militant politique, même pas un syndicaliste, mais quelqu'un qui donnait beaucoup de son temps et de sa bonne volonté à des associations... Il n'a jamais été un animateur de par sa personnalité, mais de par son respect des autres, son respect de la vie sociale, de par sa façon de concevoir le groupe... Et déjà, j'ai été sensibilisée par tout ça à cette époque-là! (I)

Outre la transmission d'un rapport au politique, que l'on vient de décrire, l'héritage d'attitudes "politiques" peut aussi inclure une attirance, ou, au contraire, un rejet pour tel ou tel parti, tel ou tel personnage, selon les sympathies, ou les antipathies exprimées par le milieu familial, désignant tant les alliés politiques potentiels que les adversaires à combattre, voire à abattre, ou dont il faut tout simplement se méfier.

Je me souviens de débats rapportés par mon père entre Guy Mollet et le P.S.U., qui avait fait une scission, au moment de la guerre d'Algérie. Mon père était au meeting de Guy Mollet à Douai et il m'a raconté à quel point il était un grand orateur et comment il avait ridiculisé le représentant du P.S.U.... Donc j'ai une version très S.F.I.O. des événements de la guerre d'Algérie et donc je n'ai jamais eu d'hostilité très nette vis à vis de ce personnage pourtant tant décrié qui s'appelait Guy Mollet! (V')

Dans ma famille, ma grand-mère appelait à cette époque Mitterrand "le matou mité"... Mitterrand passait pas du tout! C'était l'horreur, le symbole même du faux jeton, du gars pour lequel on ne pouvait pas avoir confiance, et pour lequel on ne pouvait pas voter! Et ça m'a

forcément marquée, dans la mesure où, j'avoue, je n'ai jamais eu de passion pour Mitterrand! Et ça m'a même bloquée pour me dire de gauche! Non, dans la famille, il n'a jamais eu bonne presse et ça, ça marque! (C)

J'ai signé, en 69, un appel pour Jacques Duclos, donc vous voyez, j'aurais pu tomber aussi de ce côté-là... mais ce qui m'a retenu c'est ce que mon père disait des communistes, quand il parlait en 36, que c'était pas des gens fiables... Donc un choix qui s'est fait pour des raisons sentimentales, quoi! (V')

Du fait de l'engagement de mon oncle du côté communiste, mes parents achetaient aussi des choses du côté du P.C., hein, le programme de l'Union de la gauche, par exemple, en 72, ou les vignettes de la fête de l'Huma... Et ça, ça a joué parce que moi-même, je n'ai jamais eu de réticence à aller plus tard à la fête de l'Huma avec des copains, qui eux-mêmes étaient engagés à gauche... même si aucun de nous n'était prêt à adhérer aux J.C... Mais n'empêche qu'on y allait! S'il y avait eu la même fête organisée par le Front national, même avec les mêmes chanteurs, on n'y serait pas allés! C'est sûr, ça! (N')

Ceci gardera toute son importance plus tard, dans la détermination des stratégies politiques de nos interviewés, et de leur attitude notamment à l'égard du parti communiste.

Le désistement en sa faveur apparaîtra d'autant plus facile que la famille d'origine n'aura jamais manifesté d'"anticommunisme primaire".

Outre la transmission de ces différentes attitudes à l'égard des diverses composantes du champ politique, l'héritage peut consister en un véritable "savoir", c'est-à-dire en un ensemble d'"idées", de "points de vue" et d'"analyses", dont la proximité idéologique ou partisane n'était déjà plus un secret pour l'enfant qui les recevait.

Mais s'ils savaient ce que leurs parents votaient et s'ils pouvaient ainsi aisément identifier les opinions véhiculées par le milieu familial, nos enquêtés ne se souviennent pourtant pas avoir eu à subir des moments d'inculcation intensive.

Point de longues leçons d'enseignement donc: c'est davantage à travers des "réflexions éparses", des "protestations", des "réactions" au regard de l'actualité, interpellées par les événements, que l'enfant procède à son apprentissage de la politique et qu'il emprunte des éléments pour bâtir sa propre vision du monde.

Il arrive qu'une simple "réaction contre" -contre le pouvoir en place, contre la classe politique, contre l'ordre établi- soit déterminante dans l'édification de ce système de représentations, sans qu'il y ait de "véritable analyse politique", sans que soit proposée une alternative construite.

J'ai un père qui est du style gaucho-anarchiste, du tempérament à dire: "tous ceux qui ne sont pas bien, il faut les tuer" ou "si on était plus dur, ça irait mieux"... Du style pas "il faudrait faire la Révolution", mais presque! Un peu extrémiste! Populaire extrémiste, mais de gauche... plus par réaction contre, quoi... et pas vraiment par réflexion politique! (C)

Ma mère était extrémiste, à la limite de l'anarchie... enfin, dans ses fantasmes, dans ses paroles... parce que dans la vie, elle n'était pas du tout anarchiste! "Ah! j'irais mettre une bombe!" disait-elle... (Q')

c) Héritage d'une condition.

Le poids de l'origine sociale est indéniable dans la socialisation politique de nos professeurs.

Certains, issus de milieu très modeste, se souviennent des sacrifices qu'ils ont eux-mêmes subis, ou qu'ils ont vu infliger autour d'eux.

A la maison, on vivait de façon fort économe quand même! Maman me faisait des robes... parfois, c'était bien, parfois ça l'était moins! Il fallait faire attention sur tout... à ce que l'on prenait comme viande, on ne prenait pas non plus deux fois du fromage! (I')

Ma mère vivait dans des conditions misérables... J'ai vécu à cette époque comme on peut vivre encore dans certains quartiers de Roubaix! Ma mère, sans travail... et il ne faut pas oublier que dans les années 50-55, les femmes divorcées étaient un peu rejetées de la société, et quand je dis "un peu", c'est un euphémisme! (II)

Je n'ai jamais eu faim, mais je me souviens d'un père d'élève qui venait chercher des pommes-de-terre à la maison, parce que chez eux, il n'y avait plus rien! Ça marque! (M')

Malgré ces difficultés économiques, financières, matérielles, rencontrées dans le vécu quotidien, nos enquêtés n'ont jamais "manqué de rien" et n'ont pas eu à souffrir personnellement de la misère, grâce aux privations supportées par leurs parents et aux "combines" astucieuses, dont ils usaient, pour que leurs enfants ressemblent le plus possible à tous les autres.

J'étais toujours très soignée, malgré que je ressentais une différence avec les autres... mais je ne sais même pas s'il y avait physiquement une différence... C'était moi qui créais ces problèmes!... parce que j'étais toujours les cheveux bien coiffés, les chaussures vernies, les robes amidonnées, toujours très coquette, très soignée... Donc, par rapport à mes camarades, j'étais très bien habillée! Ça avait de l'importance pour moi! Et ça en a toujours! (I)

C'est même parfois tardivement que nos professeurs découvrent le prix des sacrifices acceptés par les parents.

J'ai vraiment été révoltée par l'injustice sociale le jour où j'ai eu honte d'avoir plus que les autres! honte d'avoir plus que mes parents! C'était un milieu modeste, ouvrier, sans instruction. Mes parents ont exigé que je fasse des études, et en aucun cas je n'ai souffert de la modestie du milieu. Le seul moment où je me suis rendue compte des inégalités, c'est quand je me suis trouvée dans un milieu plus élevé que le leur! Mon mari est ingénieur, je gagne ma vie, notre séjour en Roumanie nous a rapportés beaucoup d'argent... donc, quand nous sommes rentrés de Roumanie, nous avons pu acheter une belle maison, dans un quartier résidentiel, et c'est là que j'ai vu que mon niveau de vie n'avait rien de comparable à celui

de mes parents! D'ailleurs, pour vous donner une idée, quand ma mère venait à la maison, elle me disait: "quand je rentre chez moi à Lyon, je me cogne partout!"... parce que la surface totale de l'appartement de Lyon, dans lequel j'ai passé mes vingt premières années de ma vie, avec mon père, ma mère, mes frères et soeurs, c'était 51 m2 au total, et c'était la superficie de notre salon de notre maison de Paris! Là, je me suis dit que c'était un scandale! (R')

La mère de famille est la première victime des conditions difficiles imposées par un milieu modeste.

C'est elle, en effet, qui "se coupe en quatre" pour chercher à "joindre les deux bouts", qui "se prive pour que ses enfants ne manquent de rien".

Cette image de la femme, rivée sans répit à des tâches peu gratifiantes, toujours soucieuse, qui n'avait ni le "luxe", ni le "temps" de s'offrir quelque coquetterie, provoque déjà un sentiment de révolte et de rejet exprimé dans le refus déterminé de ne jamais devoir épouser une telle condition dégradante... autant d'éléments qui éveillent une "conscience féministe" encore embryonnaire.

J'ai l'impression que nous cinq on était plus un boulet pour ma mère que les autres enfants de l'assistance publique qu'elle avait élevés!... peut-être parce qu'elle nous a peut-être plus subis génétiquement, alors que les autres, elle les a plus choisis!... J'avais l'impression que ma mère était une mère et pas une femme, qu'on ne lui laissait pas le temps de se maquiller, de s'habiller... Mon féminisme vient de là! Et c'est d'autant plus vrai maintenant quand je vois ces femmes qui restent chez elles à rien foutre, à user des aspirateurs, à faire les vitres, à perdre leur temps, quoi! Un gaspillage déplorable! (I)

Mais l'école est sans aucun doute le lieu où nos enquêtés ont le plus ressenti leur condition comme un handicap.

Beaucoup soulignent, en effet, le poids de leur origine dans la sélection scolaire dont ils ont eu à souffrir, et le poids de cette sélection opérée par l'école dans leur prise de conscience des inégalités et des injustices.

Leurs performances intellectuelles, brillantes, les autorisant à poursuivre des études, c'est dans l'enseignement secondaire qu'ils se sont trouvés confrontés à des milieux sociaux plus élevés que le leur, et qu'ils ont été injustement infériorisés, méprisés, sans que rien, dans leurs résultats scolaires, ne justifie un tel rapport de domination.

J'arrive au lycée dans une classe prévue pour nous qui venions du collège... on n'était pas mélangées aux autres filles qui venaient des lycées... on estimait que l'on avait des tares, des lacunes intellectuelles! Alors on nous avait données des profs qui, elles-mêmes, étaient déjà mises au piloris! C'était deux mondes séparés, et ces filles avaient un habillement différent, elles pouaient le fric, quoi! Elles étaient certainement bonnes camarades, et en plus, comme j'étais bonne élève, elles me respectaient relativement, surtout que j'animais déjà des choses, une bibliothèque... Et c'est ainsi que déjà toute petite,

j'avais le sentiment qu'il y avait des gens qui avaient de l'argent et d'autres qui n'en avaient pas! (I)

Outre la fermeture, pour eux, de certaines filières nobles, et la sélection sur critères sociaux dont ils étaient les premières victimes, le coût des études constituait évidemment un autre handicap qui pesait encore dans leur prise de conscience des inégalités.

C'était un grand sacrifice pour ma mère, parce que même si elle ne payait que le quart du tarif, c'était un sacrifice exceptionnel! (H)

Je voulais faire des études mais ce n'était pas si simple parce que mes parents ne pouvaient pas me payer l'Université. J'avais quand même une petite bourse jusqu'au Bac, mais ensuite j'ai dû me débrouiller toute seule pour payer mes études. Donc ça, ça a été déterminant dans ma façon de voir les choses: je voulais que tout le monde puisse faire des études et donc mener une action en conséquence! (I')

L'humiliation de la sélection scolaire débouche sur cette prise de conscience que l'école n'est réservée qu'à une élite *socialement* influente et dominante, et non *intellectuellement* supérieure.

Il s'ensuit un sentiment d'indignation et de révolte d'autant plus vif que l'enfant est élevé dans la fierté d'appartenir à la classe ouvrière.

Dans ce cas, l'échec n'est pas intériorisé ni accepté avec résignation, mais considéré plutôt comme le résultat d'une véritable persécution de classe.

Scolairement, intellectuellement, je n'ai jamais senti que je valais moins que les autres parce que j'étais fille de mineur! (Q')

Dans le cas contraire, l'enfant surmonte son "complexe de classe" en substituant à l'échelle sociale où il occupe une place "honteuse", une autre hiérarchie, celle des performances scolaires et intellectuelles, où il sait faire ses preuves, de manière triomphante.

Ses efforts lui permettent de pénétrer au cœur de la seule "aristocratie" "reconnue": celle du travail.

Mes parents m'ont incitée à aller au lycée, mais moi j'ai refusé... J'avais peur de rejoindre ces filles qui étaient trop belles, trop bien habillées et qui avaient des sous! Je ne pouvais pas être au-dessus d'elles à ce niveau, et je pense qu'être intellectuellement au-dessus des autres, ça me convenait mieux... et c'est pour ça que j'insistais pour entrer en collège! (I)

Cette façon de résoudre un conflit interne en transformant les termes et les critères d'une comparaison, initialement désavantageuse, peut d'ailleurs subsister longtemps encore.

Beaucoup de nos professeurs, en effet, ne jugent pas les gens qu'ils cotoient sur leur "statut dans la société" mais bien plutôt sur leur

"supériorité intellectuelle": il y aurait d'un côté des gens "intellectuellement brillants" et d'autres "intellectuellement ennuyeux", sans que ces attributs soient liés à une classe sociale particulière.

Je me dis qu'intellectuellement, sans être en haut de l'échelle, et Dieu sait qu'on en est loin quand on est prof!... mais malgré tout, de par nos diplômes, on a prouvé une certaine recherche par rapport à la moyenne française... Ceci dit, j'aime bien être soufflée par quelqu'un de beaucoup plus intelligent que moi...mais je peux trouver des gens qui m'ennuient, intellectuellement, dans une classe sociale plus élevée que la mienne... ils ont peut-être un peu plus de chances, financièrement, ou dans la vie, c'est tout... Par contre, je méprise les commerçants: c'est un métier peu brillant, qui ne fait pas appel à l'intelligence, mais seulement au fait de savoir gérer, savoir être roublard, faire du fric sur le dos des gens! Par contre, on peut trouver chez des ouvriers, des gens qui ont un certain appétit intellectuel, et qui se démarquent par ça! Mais je n'ai jamais rencontré une classe sociale qui m'éblouisse, sur un plan intellectuel, plus qu'une autre, ça, non! (I)

2.12- Père à droite, coeur à gauche.

Sur les 33 individus de notre échantillon ayant le coeur à gauche, un tiers d'entre eux sont issus d'un milieu de droite.

Les mécanismes de la socialisation politique, les itinéraires de ces enquêtés sont-ils différents de ceux qu'ont connus les individus du même type mais ayant un père et/ou une mère à gauche ?

La politisation de ces professeurs, en termes de degré et de nature, est-elle identique à celle de leurs collègues du même type ayant hérité de leur milieu d'origine d'un modèle politiquement orienté à gauche ?

a) Rupture.

Nos interviewés confient avoir refusé, au moment de l'adolescence le plus souvent, les modèles proposés, incarnés, et inculqués par les adultes.

Cette réaction de rejet marque presque toujours un "malaise", une "crise" dans laquelle les variables affectives et psychologiques ne sont guère négligeables.

Malheureux, mal à l'aise en effet dans un environnement "sécuritaire" qui le protège, l'étouffe et le réduit, par des attentes trop présentes -et trop pressantes- , le jeune adolescent peut éprouver le besoin de se démarquer, en se cherchant une identité propre, dans l'affirmation de sa différence et de sa singularité.

Je ne pouvais pas être d'accord avec les valeurs que me proposaient mes parents... C'était des valeurs... pas traditionalistes, mais... Tout ce qui pouvait représenter la sécurité et le non-affrontement à l'autre, le fait de ne pas pouvoir être différent de l'autre... Eux, ils ne pouvaient pas ne pas être de droite, comme ils ne pouvaient pas non

plus ne pas être catholiques... La différence n'était pas possible par rapport à leur famille, à l'image que leurs parents avaient d'eux... Mon éducation n'était pas stricte, mais... fermée... un manque total d'ouverture, et un manque de liberté... Bon, c'était vivable, pas irrespirable... C'est vrai aussi que leurs idées étaient bien inculquées, de sorte qu'on les acceptait facilement : on avait beaucoup d'activités de sorte qu'on était pris dans un engrenage, qu'on a suivi d'ailleurs longtemps... Quand je suis arrivée en seconde, puis première et terminale, il y a eu beaucoup de problèmes avec ma soeur aînée, du fait du conservatisme de mes parents... Il fallait que l'on soit parfaites, ma soeur et moi, et si on ne rentrait pas dans ce cadre de perfection, c'était... et justement, elle, elle n'y entrait pas du tout: elle était tout l'inverse! Alors je suis partie parce que je n'arrivais pas à me positionner par rapport à elle, à eux... Et j'avais besoin de me positionner, en prenant du recul par rapport à cette place que je n'arrivais pas à trouver dans cette famille, y compris sur le plan affectif... (V')

La quête d'une personnalité autonome peut se réaliser aussi dans le domaine de la politique.

En effet, s'affirmer de gauche dans un milieu de droite, vouloir se poser en s'opposant, en tant qu'individualité, entité, différente des attentes familiales -et donc nécessairement provocatrice-, représente davantage une démarche répondant à une aspiration d'indépendance qu'une réelle prise de position politique, avec ce que cela implique de conscience, de conviction, d'analyse et de responsabilité.

Se positionner délibérément à gauche dans un milieu "conservateur", "prendre systématiquement le contre-pied de ce que papa disait" traduit un "comportement d'adolescent qui s'affirme", au même titre que le fait de "se laisser pousser les cheveux"!

Je ne pouvais pas reproduire cette tradition de droite... Je ne pouvais pas rentrer dans cette famille, dans leur système, dans leur moule... Et mon socialisme vient sûrement du fait que j'ai toujours cherché à me positionner... non pas en réaction contre mon milieu, mais... par différence avec ce milieu... J'ai toujours cherché à être différente d'eux, tout en n'assumant d'ailleurs pas le fait d'être différente, ou ayant beaucoup de mal à l'assumer... Aussi ce besoin de me tourner vers quelque chose de plus jeune, de moins cocon... au niveau de cette lutte, au niveau de cette recherche, j'ai toujours été solitaire. (V')

D'ailleurs les affrontements avec les parents portent sur des points sporadiques, plutôt que sur une vision globale du monde.

Les exigences d'un conformisme religieux, institutionnel, certaines attitudes "étroites", "bornées", souvent "racistes", sont les principales sources de désaccord, sans qu'il soit question, au début du moins, dans cette "crise intergénérationnelle", de querelles entre deux systèmes idéologiques qui se heurtent et se combattent.

Il y a eu certaines réflexions de mes parents qui nous ont fait bondir, avec mes frères... des trucs un peu ambigus sur le racisme... des boutades que ma mère lançait un peu

au hasard sur les juifs ou sur les arabes... Alors il y a eu quelques engueulades comme ça à la maison... (J')

Mon père... les discours du genre: "les bougnouls qui viennent manger le pain des français, si on les met dehors, il y aura moins de chômeurs", ça, ça passait bien aussi! Alors on s'accrochait... Il y avait une part de jeu, mais en même temps je ne pouvais pas accepter ce genre de discours! (O)

Mon père a toujours défendu des idées conservatrices... Il avait une bonne vision paternaliste... dans les mines, où il y avait une énorme population maghrébine, avec des expressions comme "le rabot marocain" pour désigner l'équipe de marocains qui allait attaquer les veines de charbon... avec aussi cette conception: "bon, ben, c'est fini, maintenant, il faut que les marocains rentrent chez eux, il n'y a plus de boulot"... Alors qu'on est allé les chercher! (R)

La perte de la foi va de paire avec une remise en question de l'ordre social.

Avec Dieu, le monde semble avoir une explication "rationnelle": c'est la volonté divine qui est à la base des fondements de toute société.

Quand l'existence de Dieu s'enveloppe d'incertitude, nos professeurs, alors adolescents, sont en droit de critiquer et de s'interroger sur la légitimité des principes d'organisation sociale.

Ma rupture avec la religion s'est opérée en même temps que ma rupture avec la droite... Mais c'est vrai que j'ai tellement relevé d'hypocrisie, après, dans la religion! Mais à cette époque, j'étais dans une période floue: 17-18 ans, t'es un peu en réaction contre tout... Je voulais même arrêter l'école... Il y a eu comme ça tout un passage à vide! (P)

Si des relations affectives insatisfaisantes peuvent parfois pousser l'adolescent à s'opposer aux attentes familiales, y compris sur un plan politique, on ne peut cependant rien conclure quant à l'incidence du "climat" familial sur les probabilités de transmission du modèle politique proposé par les parents⁵.

En effet, de bons rapports intergénérationnels ne s'accompagnent pas nécessairement d'une reproduction par les enfants des idées politiques en vigueur dans le milieu familial.

Bien sûr, une bonne entente familiale peut freiner cette volonté de s'affirmer en s'opposant et en provoquant, dans la mesure où l'adolescent n'a pas envie de "compromettre", ni de "sacrifier", la qualité exceptionnelle des liens qui l'unissent à ses parents.

Mon père, quand je lui ai dit que j'adhérais aux J.C., ça a été terrible! On ne s'est plus parlés pendant des semaines! Et il a plus réagi contre ma manière d'être avec lui, de lui parler... J'étais un peu méprisant avec lui... J'ai compris à ses fortes réactions que j'allais me couper de lui, non seulement politiquement, mais totalement! Et ça voulait dire que j'allais devoir tout renier, et je n'en avais pas envie! J'aimais bien ma famille, et je n'avais pas envie de les traiter avec mépris... alors j'ai fait machine arrière, et j'ai

préféré cultiver mon mépris envers mes congénères (rire)... par mesure de sauvegarde, bien sûr! (L')

Mais une bonne entente familiale, sans heurt entre les générations, peut tout autant favoriser des écarts, dans la mesure où elle suppose des attitudes de souplesse, de confiance mutuelle, d'écoute, de permissivité et de "tolérance exceptionnelle".

En 68 j'étais proche du gauchisme, mais ça n'a jamais posé de problème! C'était sur le mode: "ça lui passera! Il est encore jeune!"... Ils ne faisaient aucune censure... C'est-à-dire qu'ils allumaient la radio et qu'ils avaient plutôt tendance à me dire: "t'entends ? Ecoute bien ce qui se passe!"... Donc pas de censure, mais ils ne m'encourageaient pas non plus! Mais ils avaient le sentiment que quelque chose d'important se passait, et ils me laissaient relativement libre par rapport à tout ça (P')

b) Dérapage.

Quelques-uns de nos interviewés nous avouent être arrivés au militantisme politique par le détour du militantisme catholique.

La religion "débarrassée de son aspect contemplatif", l'humanisme chrétien "pris au pied de la lettre", le sentiment de "culpabilisation" hérité des milieux catholiques, l'expérience d'actions collectives, charitables, en direction des plus défavorisés... tous ces facteurs les prédisposaient finalement, malgré un "vocabulaire catho à crever", à ce "dérapage" vers la gauche.

Les étapes en sont bien dessinées.

Dans un milieu de droite, conservateur, attaché aux cadres institutionnels de l'Eglise, l'enfant est envoyé au catéchisme pour y recevoir l'éducation religieuse souhaitée par la famille, selon la "coutume", les "convenances" ou les "rites sociaux".

La charité chrétienne qu'il y apprend consiste d'abord à "se préoccuper de l'autre avec un premier souci du collectif", et l'amène parfois à entrer en contact avec un monde ouvrier qu'il méconnaît.

On allait aider, avec certains, des personnes âgées perdues au fond du quartier latin... parce que ce n'était pas que le Paris pour les gens riches: il y avait aussi des taudis! Donc il y avait une vieille dame qui était impotente, qui se chauffait au charbon et qui habitait au 6^e étage avec le charbon qui était à la cave! Donc il fallait lui monter le charbon... Des trucs comme ça, qu'on découvre, finalement... (L')

Cette action militante envers les plus pauvres ne représente rien de suspicieux aux yeux des parents.

Certes, ils peuvent la juger "curieuse", "bizarre", mais "socialement non gênante": organisée par des aumôniers "dignes de respect et de confiance", non seulement elle ne contient rien d'ouvertement "politique",

mais elle contribue aussi à éloigner et protéger leurs enfants de ces "fameuses sorties en boîte dans lesquelles se dévergondaient les petits camarades!"

Pourtant, agir sur la misère amène progressivement à s'interroger sur les causes du mal que l'on cherche à traiter.

Quand on est révolté par rapport à quelque chose... la misère, la pauvreté, la faim dans le monde... C'est pas par rapport à une analyse globale, ni avec une perspective de changement de la société... C'est toujours par rapport à des petites choses, comme ça, qui paraissent dégoûtantes... Et c'est seulement après que l'on a une pensée réfléchie, petit à petit... C'est pour ça que je dis que pour moi, le militantisme s'est d'abord fait sur des bases misérabilistes! (R)

Parfois ce sont les aumôniers eux-mêmes qui suscitent la réflexion.

Ces aumôniers du quartier latin étaient absolument extraordinaires, fabuleux! Il y avait quatre lycées: Henri IV, Louis Le Grand, Fenelon pour les filles et Montaigne qui était le seul lycée mixte... Et ces aumôniers avaient l'habitude de faire des activités où les quatre lycées étaient mélangés! Et la mixité à cette époque-là, pour moi, c'était l'aumônerie! C'est un élément qui montre quel type de prêtres ils étaient! Ils avaient fait des études supérieures très importantes et ce n'est pas un hasard s'ils avaient été placés dans ces aumôneries-là, parce qu'ils étaient chargés de préparer l'avenir d'une certaine "élite sociale"... Et ces gens n'étaient pas de droite, c'était évident! Ils avaient un grand souci de l'engagement social et ils estimaient qu'on ne pouvait pas être chrétien sans agir... Et finalement tous les gens qui étaient à l'aumônerie ont adhéré à l'U.N.C.A.L., poussés ouvertement par ces aumôniers, dans cette idée qu'il fallait s'engager et que le lycée était aussi un lieu où... bon... (L')

Mais il arrive que les croyances religieuses et la prise de conscience de certaines réalités ne puissent cohabiter longtemps sans contradiction.

Nos professeurs décident alors de rejeter de leur catholicisme l'aspect contemplatif pour ne retenir qu'une "éthique globale", qu'ils s'appliquent à suivre et à vivre au quotidien.

c) Héritage d'une condition.

Nos professeurs issus d'un milieu de droite proviennent aussi très majoritairement de famille non ouvrière.

Pour les rares d'entre eux venant d'un milieu social modeste, le poids de l'origine influe selon les mêmes mécanismes que ceux précédemment décrits, les inégalités sociales étant d'abord et surtout perçues sur un plan scolaire.

Il y avait dans notre classe un élève dont le père était député-maire de Lens, socialiste, qui était très connu. Et pour les examens, le député-maire venait présenter son

fils à tous les examinateurs. Ça m'avait frappé et choqué! Je me suis dit: "lui; il a toutes les chances de l'avoir!"... Il ne l'a pas eu mais il n'était pas très futé! Donc des petites choses, comme ça, que l'on a vécues soi-même, des petites injustices... qui donnent ce sentiment un peu confus, qu'il y a des gens qui profitaient, de par leur situation, qui avaient des privilèges... Et ça a servi de détonateur pour que je réalise enfin que le discours habituel: "tout le monde a sa chance, le travail et la compétence sont les seuls critères de sélection"... Tout ça c'était du baratin, en fait! (0)

Cette machinerie dont on est soi-même victime fait naître un sentiment de révolte d'autant plus amer que l'on s'insurge devant la résignation d'un milieu qui, bien qu'"exploité", soutient néanmoins, par sa passivité, l'ordre établi.

Mon père devait se dire "je ne suis qu'un ouvrier, donc c'est normal que ce soit les costauds qui l'emportent, ceux qui ont le fric", et aussi "je suis un ouvrier, donc je suis moins intelligent qu'eux"... Et ça, ça me révoltait! (0)

2.2 Itinéraires politiques.

Quels que soient les mécanismes de socialisation s'exerçant sur nos enquêtés, leur cheminement politique présente une grande stabilité.

Ou bien ils reçoivent leur sensibilité de gauche d'un milieu lui-même situé à gauche, et conservent cet héritage tout au long de leur existence, même si, nous l'avons dit, leur adhésion n'est plus aujourd'hui que de fidélité, de principe, de routine, plutôt que de conviction profonde.

Ou bien ils s'opposent à leur milieu d'origine en adoptant dès l'adolescence une orientation politique qui les maintient aujourd'hui encore à gauche.

Qu'elle soit héritée du milieu familial, ou construite en réaction contre ce dernier, cette "sensibilité politique" est de l'ordre du "sentimental", bien plus que de l'"analytique", du "réfléchi" et du "raisonné".

En 68, j'étais adolescente... mais j'étais une des premières à descendre dans la rue, à crier... Mais je n'avais absolument aucune idée de ce que pouvaient être mes idées politiques à cette époque-là... C'était un jour pro-chinois, le lendemain trotskiste (rire)... En fait, il s'agissait de crier fort et de courir vite! Evidemment c'était de gauche, mais... (0')

Aussi nos professeurs doivent-ils lui chercher un contenu "théorique", "intellectualisé" et cohérent.

Dans cette quête, les individus "en rupture" semblent davantage actifs.

Peut-être parce qu'ils doivent se forger leur propre personnalité, une identité politique différente des images véhiculées par le milieu familial.

Peut-être aussi parce qu'ils sont, plus souvent que les autres, amenés, du fait de leur marginalité, à affronter ceux de leur entourage, désormais devenus leurs adversaires, et à défendre devant eux, avec une argumentation solide, des positions nouvellement adoptées.

Cette recherche d'un contenu, d'une "armature" à un sentiment diffus et confus, s'avère impérative, mais plus difficile pour ceux dont le milieu familial a négligé de fournir des modèles explicatifs.

Ce sont les professeurs qui prennent alors le relais des parents.

J'ai le souvenir de deux profs qui m'ont politisée, probablement sans le savoir! Mais je trouvais en elles des personnalités qui manifestaient ce que je ressentais vraiment... Et c'est autour de ces deux profs, parce que si j'avais eu des gens anodins, j'aurais avalé 68 comme un... Si je n'avais pas eu des gens politisés et convaincus, comme ces deux profs, j'aurais très bien pu prendre des vacances supplémentaires, et puis c'était tout! (I)

C'est surtout en seconde, première et terminale que nos interviewés se sont "ouverts" à la vie politique, et ont appris à "raisonner à gauche".

On pose en effet, dans ces classes, des questions quasi "métaphysiques"⁶.

On y propose, dans les cours de philosophie et d'histoire, certaines lectures, certaines théories qui livrent autant de réponses possibles et aident à la construction d'une vision globale du monde.

On y découvre, entre autre, le marxisme, "étroitement lié à l'étude de l'histoire et de la philosophie", qui "cristallise des convictions diffuses".

On avait au programme d'histoire la Révolution russe, donc Lénine, le bolchevisme... et en philo, on a fait aussi le marxisme... Et j'ai commencé à m'intéresser au marxisme et à me sentir au fond assez proche des idées marxistes... Même si ça n'avait, à l'époque, qu'un aspect documentation, information, et pas vraiment un engagement. (O)

C'est aussi pendant ces cours que l'on apprend à écouter et à formuler des opinions claires et cohérentes.

Le contact avec des élèves plus âgés, donc plus "mûrs", plus "affirmés", parfois plus engagés, contribue à l'élaboration d'idées intelligibles et précises.

En première-terminale, on commençait à discuter politique... Non, disons que je commençais à écouter les autres en parler, et je me sentais un peu... à devoir m'impliquer, et à avoir aussi des idées politiques... C'était presque un jeu, parce que quand j'arrivais à parler politique avec quelqu'un, j'étais fière: ça me donnait une image! (V)

Le marxisme attire "naturellement".

D'abord, par intellectualisme: nos professeurs, alors étudiants, ne peuvent qu'être séduits par cette doctrine philosophique et l'explication rationnelle et cohérente qu'elle fournit de l'histoire.

J'ai jamais été jeunesse communiste, non... Mais je me sentais cégétiste, parce que dans l'histoire, je crois que la C.G.T. avait une place! Disons que c'est toujours un peu relié à des choses intellectuelles, chez moi... C'est un grand mouvement, avec une grande ampleur. Je me méfiais des gauchistes, parce que ceux que j'avais rencontrés, c'était... des gens qui bougeaient beaucoup trop, qui me semblaient peu raisonnables, plus ou moins anarchistes, et puis c'était pas cohérent! Il n'y avait pas cette cohérence que j'avais trouvée dans toute la littérature du P.C.! (I)

Ensuite, par "idéalisme": nos enquêtés, alors adolescents, aiment sa façon de refaire le monde, ses thèses "révolutionnaires" "adaptées" à leur jeune âge.

Le communisme suscite d'autant plus l'adhésion de nos professeurs que le parti communiste, hégémonique à l'époque, représentait le principal "moteur de l'Union de la gauche" et bénéficiait d'une "image favorable dans les milieux culturels", caractères qu'il a totalement perdus de nos jours.

L'engagement n'était donc pas aussi "original" ni aussi "problématique" qu'aujourd'hui.

Par ailleurs, le communisme pouvait apparaître comme une solution, expérimentée dans certains régimes, à l'injustice et à l'inégalité, solution dont on ne connaissait pas encore les effets pervers.

J'ai aimé les idées marxistes... par idéalisme... à cause du fait que j'ai fait des études et que j'ai découvert des idées que je connaissais pas du tout. Il y a eu peut-être cette petite étincelle en mai 68, mais il y a eu ce cours de philo, ce cours d'histoire qui m'ont fait découvrir la théorie, et puis une première expérience pratique, alors, l'idée du pouvoir ouvrier, du partage des terres... Je me suis dit à l'époque, "bon, ce n'est pas que des mots, ça a été mis en pratique"... Je me suis dit: "Bon, l'U.R.S.S. c'est quand même un pays socialiste où l'on a mis en application des principes égalitaires"... C'est sûr qu'il y a eu la première gêne avec la Tchécoslovaquie, mais là encore, on n'avait pas les moyens de comprendre ce qui se passait! (0)

La découverte du marxisme, inscrit aux programmes d'histoire et de philosophie, a un impact d'autant plus prégnant qu'elle intervient souvent dans le contexte de mai 68.

Majoritairement situés dans la classe d'âge [35-45[, nos enquêtés ont vécu 68 dans leur lycée ou leur université, comme un catalyseur qui a réveillé leur sensibilité diffuse.

J'avais une certaine notion de la justice sociale... J'étais... disons... un peu mystique, à cette époque-là! Donc aux alentours de 16-17 ans... J'avais aussi un pacifisme très important... donc en 68, j'ai transféré toutes ces valeurs dans la politique, au moment de l'explosion de 68 (I')

Les événements, les slogans qui "frappaient juste" interpellent et interrogent.

Curieux, ayant le "sentiment d'être dans l'histoire", nos interviewés essaient de comprendre: ils commencent à s'intéresser à la politique, ils écoutent, ils rencontrent, ils lisent et approfondissent leurs connaissances superficielles.

J'ai commencé à m'intéresser à la politique en 68, sans trop comprendre ce qui se passait. Les informations qu'on avait, bon, c'était sur les étudiants qui cassaient tout, qui mettaient le feu partout! C'était les images qu'on en avait, mais, moi, j'ai commencé à m'intéresser à ce genre de problèmes... Parce que, jusqu'alors, j'avoue que... conscience politique, c'était zéro! (O)

68, c'était très important pour moi... C'était des slogans... Je me souviens des revendications du M.L.F., dont j'étais très proche... pas avant, hein, mais d'entendre des choses, de lire des slogans comme, par exemple: "notre corps nous appartient", je trouvais ça très fort et, en même temps je pensais: "Ben oui, c'est vrai, leur corps leur appartient!". donc une prise de conscience à ce moment-là d'un tas de petits trucs comme ça qui faisaient réfléchir et qui ricochaient en fait, parce que le M.L.F., qui revendiquait un certain nombre de choses, comme le droit au plaisir, le droit à l'égalité, etc... et qui était le fait d'une minorité, a fait que d'autres minorités comme les homosexuels ont fait la même chose! Donc 68 a été la découverte de l'histoire, du fait que l'on était soi-même dans l'histoire... alors vraiment acteur, ça, je ne sais pas, parce que... est-ce être acteur que de monter sur une barricade et de lancer des pavés? Je ne sais pas! En tout cas, c'est à partir de ce moment-là que je me suis mis à lire des ouvrages comme Marx, Lénine... donc des ouvrages de gauche pour comprendre ce qui se passait... (P')

Mais l'interprétation de 68 diffère selon l'origine de nos interviewés.

Quand ils viennent de milieu soit ouvrier, soit politiquement ou syndicalement actif, il leur reste de 68 le souvenir d'une "vaste revendication", d'une "immense révolte" ouvrière, qu'illustrent les mouvements de grève.

En 68, j'avais 13 ans, mais je n'ai pas de souvenir précis... A Roubaix, j'allais à l'école à vélo et je voyais les usines en grève, et ça, c'est quand même quelque chose qui m'a marqué! Pour moi, c'était plus un mouvement issu de la classe ouvrière, que des étudiants qui cassaient tout!... parce que chez moi, on était ouvrier quand même... et qu'il n'y avait personne d'étudiant. (Y)

68 j'avais 12 ans et on savait dans la famille pourquoi mon père était en grève! Là, c'est possible que je reconstruise parce que c'est très difficile... je pense qu'il y avait une contestation salariale: ce n'était pas une contestation des rapports hiérarchiques ou des rapports humains, mais une question salariale et d'avenir du système éducatif, compte tenu des discussions qu'il pouvait y avoir à la maison... (W)

Quand ils viennent de milieu plus favorisé, ils ne retiennent de 68 que l'explosion d'individualisme et de libéralisation des moeurs.

Je ne sais pas si mai 68 m'a marqué, parce que j'étais dans la classe de ma mère qui était en grève. Je me rappelle qu'on jouait longtemps dans la cour! Mais il y a des valeurs qui m'ont paru importantes, après... l'épanouissement des individus... Mais 68, c'était plus que le respect de la dignité humaine: c'était aussi le plaisir... (M')

Parfois, plus tardivement, après les études, ou parallèlement à elles, nos interviewés choisissent de recevoir une "culture", une "formation doctrinale" au sein d'organisations politiques ou syndicales.

L'adhésion traduit alors autant un souci d'information et de formation qu'une "fascination pour un projet de société" ou qu'un réel consensus sur les idées.

Le C.E.R.E.S. faisait des stages de formation d'une semaine. C'était une immense école de formation à ce niveau-là. C'était des trucs bien foutus, surtout qu'il proposait le dépassement du P.C. stalinisé et de la sociale démocratie qu'était le P.S... donc on pouvait avoir des idées de gauche plus ou moins révolutionnaires et s'intégrer parfaitement! Je me souviens y avoir fait une formation complètement ubuesque!... en me disant: "le marxisme, qu'est-ce que c'est pour moi qui suis complètement catho?" (petit rire). C'était complètement fou! parce que je débarquais là-dedans... et je me disais: "est-ce que ce ne serait pas une secte dangereuse ou autre chose?". Mais j'y ai appris beaucoup de choses, quand même! (R)

À la fin d'une réunion de présentation de Lutte ouvrière, dans une résidence universitaire, je me suis inscrit, pour faire du travail avec eux... Mais sans rien connaître de leur doctrine! J'avais juste vu la couverture, mais je n'avais jamais lu le livre de Trotsky, "La Révolution permanente"... J'avais bien lu quelques bouquins de Lénine, de Marx, quelques extraits du Capital... Lutte ouvrière a entrepris une formation politique, donc avec des livres de base du marxisme, et une formation en culture générale, avec des romans sur ce qu'était la société dans le monde et à travers les époques. (J)

Je me suis donnée dernièrement les moyens de m'affirmer plus en m'inscrivant dans un syndicat... J'ai dit à la fille: "je viens à condition que je puisse recevoir une certaine formation politique, en venant à des réunions et en participant à des stages"... et donc c'était pas dans le but égoïste de la défense de mes intérêts personnels, parce que ça, je m'en fous, et à la limite, je n'ai pas besoin d'elle pour ça! (D')

2.3- Degré et nature de la politisation actuelle.

Nous avons vu qu'un "coeur à gauche" peut caractériser des individus provenant indifféremment d'un milieu de droite ou de gauche.

Seulement, les mécanismes de socialisation politique que subissent ces deux types d'individus, ainsi que leur itinéraire politique, ne sont guère identiques.

Dans ce type, rappelons-le, ceux dont les parents se situent à gauche héritent de certains éléments du modèle parental, soit à travers la

transmission de valeurs morales, culturelles, chrétiennes parfois, soit à travers l'héritage d'idées proprement politiques dont est connue la proximité idéologique ou partisane, et qui fondent leur système de représentations du monde.

Mais il peut s'agir aussi tout simplement d'un héritage d'attitudes à l'égard de la politique: intérêt pour la chose politique, quand celui-ci est clairement exprimé par des parents engagés dans le militantisme ou seulement soucieux de porter un regard et un jugement sur les faits d'actualité; réactions faites d'un mélange de sympathies-antipathies vis-à-vis du personnel politique tout entier, ou de certains partis, ou personnages, en particulier.

Le poids d'une origine modeste dans la sélection scolaire et sociale dont ils sont les victimes vient cumuler ses effets avec ceux de la socialisation familiale.

Au contraire, quand ils viennent d'un milieu politiquement orienté à droite, beaucoup d'individus de ce type ont vécu un véritable phénomène de "rupture" par rapport à l'entourage familial; les causes sont à rechercher en priorité dans l'affectivité et la psychologie correspondant à leur âge et à leur personnalité.

Cette crise éclate dans tous les domaines; nos adolescents manifestent leur besoin d'indépendance sur des champs éthiques, religieux et idéologiques, prouvant ainsi leur volonté de se démarquer des attentes familiales.

En quête d'autonomie, d'une personnalité neuve et différente, ils peuvent exprimer aussi leur originalité dans le domaine politique en affirmant des positions provocatrices, opposées à celles en vigueur dans le milieu familial.

Certains enfants de parents conservateurs et catholiques, ont pu simplement s'"écarter" des attentes familiales en dérapant du militantisme chrétien vers un militantisme plus "politique", abandonnant l'aspect contemplatif de leur foi pour n'en retenir que la morale altruiste et charitable.

Provenant pourtant de familles politiques distinctes, nos professeurs ont manifestement tous encore aujourd'hui le "coeur à gauche".

Leur itinéraire politique a donc suivi une allure relativement continue.

Nos enquêtés se sont, en effet, toujours appliqués à rechercher des éléments destinés à conforter leur sensibilité diffuse et confuse, éveillée soit dans la petite enfance, pour ceux nés dans un milieu orienté à gauche, soit dans l'adolescence, pour ceux issus d'une famille de droite, cette démarche s'avérant cependant plus active pour ces derniers.

Puisqu'il existe une différence notoire dans les mécanismes de socialisation vécus d'une part, par les professeurs issus de milieu de

gauche, et, d'autre part, par ceux nés de parents de droite, on peut légitimement se demander si leur itinéraire politique respectif les a conduits à un même type de politisation.

Autrement dit, bien qu'ils se déclarent à l'unanimité avoir le "coeur à gauche", les enquêtés élevés dans une famille politiquement située à gauche présentent-ils, au moment de l'enquête, une politisation identique à celle des professeurs classés dans ce même type, mais issus, quant à eux, de parents conservateurs ?

Voyons donc ce que sont devenus, au regard du degré et de la nature de la politisation, les interviewés appartenant respectivement à ces deux ensembles.

21 interviewés se souviennent avoir connu, dans leur enfance, l'un au moins de leurs deux parents situé à gauche.

Parmi eux, 17 proviennent de père et mère à gauche et 4 seulement de père ou mère à gauche.

10 de nos professeurs se rappellent avoir grandi dans une famille unanimement à droite.

2 enquêtés seulement déclarent avoir été élevés par des parents sans opinion politique, soit que ni le père, ni la mère, n'ait jamais exprimé de position déterminée dans ce domaine, soit que les souvenirs de nos intéressés, trop imprécis, ne les empêchent de situer leur famille d'origine d'un côté ou de l'autre de l'échiquier politique.

Voici donc comment se répartissent, au regard du degré et de la nature de leur politisation, nos 21 enseignants ayant aujourd'hui le coeur à gauche et provenant de père et/ou de mère de gauche, d'une part, et, d'autre part, leurs homologues du même type issus, quant à eux, d'un milieu politiquement non orienté à gauche.

Nous distinguerons dans la gauche:

- 1: l'extrême-gauche,
- 2: la gauche communiste,
- 3: la gauche non communiste,

et nous désignerons par:

- 4: une appartenance des parents à la droite,
- 5: une absence d'opinion déclarée dans le milieu familial.

Nos 8 enquêtés communistes affirment constituer un maillon -le dernier ?- d'une chaîne de tradition qui remonte au-delà de plusieurs générations - le père, la mère, ou les grands-parents étant déjà communistes.

La reproduction du modèle communiste, semble donc parfaitement réalisée, au sein de notre échantillon.

Compte tenu de l'importance, dans l'adhésion de nos enquêtés au communisme, de la présence de quelque antécédent communiste dans leur généalogie, on peut poser l'hypothèse d'une hérédité du modèle communiste: pour reprendre, d'ailleurs, l'une des expressions apparues dans les entretiens, on ne deviendrait pas communiste, mais on ne pourrait que "naître" de la sorte.

Cette hypothèse du caractère quasi héréditaire de l'affiliation au communisme apparaît légitime.

Dans ces familles engagées dans le militantisme communiste, plusieurs mécanismes se cumulent pour mieux assurer la transmission du modèle politique parental.

Le souvenir des activités militantes des parents laisse en effet des traces ineffaçables.

Mon père et mon grand-père étaient deux militants communistes... donc, j'ai pu rencontrer des personnalités historiques du parti communiste, des dirigeants historiques... J'étais gamin mais je m'en souviens... C'est comme ça que j'ai rencontré Arthur Ramette, qui était un ami personnel de mon grand-père. Bon, pour quelqu'un qui n'est pas du parti, c'est vrai qu'Arthur Ramette, ça ne représente pas grand-chose, mais... c'était quand même un député! Et c'était presque exceptionnel de pouvoir, comme moi, cotoyer un personnage qui avait quand même une dimension historique, du moins, au niveau du parti! Et ça, ça a été un élément important... (D')

En 34, il y avait des manifestations à Douai... J'avais six ans... Il y avait des fois jusqu'à 50000 personnes, hein, quand les communistes faisaient grève! Après, il y a eu la guerre, et chez nous, on faisait plutôt partie de la Résistance. Mon grand-père a été emprisonné en 42, et ça aussi ça a été un élément déterminant pour un gamin de 14 ans: ça me renforçait dans mon opinion qu'il n'y avait pas de justice, et que c'était toujours les mêmes qui trinquaient! Je me souviens aussi des manifestations où j'allais avec mon grand-père, sur son vélo... J'étais sur la cadre, et il y avait les gardes mobiles à cheval et j'étais au niveau des jambes des chevaux et j'avais une peur atroce parce qu'ils nous serraient contre la bordure... Tout ça a fait que j'étais prêt pour être moi-même un militant communiste... J'étais imprégné de cette idéologie, je ne l'ai pas choisie, c'est la voie tout-à-fait normale... (X')

Il faut noter aussi, dans notre échantillon, l'appartenance non négligeable de ces familles communistes au monde ouvrier (6 sur 9, dont 4 d'ouvriers et 2 de petits artisans).

Or, on a vu comment le poids d'une origine sociale modeste cumulait ses effets, avec ceux d'une socialisation véritablement "politique", dans la prise de conscience des inégalités et l'éveil d'une sensibilité.

C'est dans ces milieux de militants communistes que se trouvent réunies les conditions de formation des principes d'Identité - l'identification à la "classe" ouvrière-, de Totalité -l'idéal de justice, d'égalité, et de bonheur-, et d'Opposition -un adversaire clairement désigné dans le patronat et la bourgeoisie- et enfin la conviction très vive que l'histoire se fait par les gens de la rue, et non par quelque personnalité politique à la tête de l'Etat, même si cela devait supposer certaines actions violentes, toujours nécessaires, justes et légitimes.

Mes parents étaient des ouvriers, avec des sensibilités ouvrières, mais qui étaient communistes, qui pensaient communiste. La Révolution qui avait eu lieu en U.R.S.S., c'était quand même quelque chose qui avait pu offrir autre chose que ce qu'ils vivaient quotidiennement avec le capitalisme! Bon, on voit, maintenant, à la lumière des événements actuels, qu'il y a des choses à revoir dans le socialisme, mais à cette époque, on en était tous là dans le raisonnement! (C')

Je lisais une revue qui était l'équivalent de "France-U.R.S.S." maintenant et qui s'appelait "Russie d'aujourd'hui"... C'était mon grand-père qui avait cette revue, et on voyait des photos de kholkoziens épanouis, et mon grand-père disait: "tu vois, le socialisme, c'est le paradis sur terre!". Et pour moi, c'était une religion, c'était vraiment le paradis sur terre! Et tout ce que l'on pouvait raconter de l'extérieur, c'était l'ennemi de classe, les patrons, les bourgeois, qui lançaient des bobards pour semer le doute dans les esprits! Et j'étais stalinien convaincu, et quand Staline est mort, ça a été pour moi la catastrophe: le monde allait s'écrouler! Parce que le communisme est venu chez moi comme vient la foi chez les enfants élevés dans les milieux catholiques: c'était une foi! (X')

Dans les familles adhérant à la gauche non communiste, ces principes ne sont jamais complètement, ni simultanément, réalisés.

Certes, les parents dénoncent les injustices, les inégalités, peuvent parfois offrir un modèle d'engagement sur un front particulier -celui de la laïcité ou du militantisme chrétien, par exemple-, mais rarement ils prônent un modèle d'une société radicalement différente: les dénonciations, trop souvent verbales, demeurent coupées d'une pratique et d'un vécu ouvrier.

Ma sensibilité de gauche... je crois qu'il y a au départ quelque chose de très idéaliste, qui correspond à ce que j'ai vécu, aux livres que j'ai pu lire, aux discours que j'ai pu entendre, notamment dans la bouche de ma mère, qui était quelqu'un... je dirais... elle aussi de gauche, mais au niveau des idées... Mon mariage avec Yves, par exemple, ne l'a pas du tout ravie! Ils ne fréquentaient pas des gens issus du milieu ouvrier... Ma mère n'était pas quelqu'un toujours en prise avec la réalité... C'était d'abord une intellectuelle, qui avait une sensibilité d'artiste, qui écrivait des poèmes... Tout ça, c'était retransformé par la création artistique. Elle a connu, c'est vrai, un militantisme assez bref, quand, à 17 ans,

elle a trouvé le moyen de se faire arrêter par les allemands... Mais ce qu'elle exprimait, elle l'avait peu vécu, en fait... Et elle a voulu révolutionner la poésie en parlant du monde ouvrier, qu'elle ne connaissait pourtant pas très bien... (B)

Nous pouvons ensuite observer que, dans notre échantillon, l'engagement partisan est le fait de descendants de familles politiquement orientées à gauche: on dénombre, en effet, parmi eux, 4 militants socialistes, 6 communistes, 2 anciens militants du P.C., récemment "exclus", et enfin un membre actif de la gauche écologique.

Au contraire, leurs collègues issus d'un milieu non situé à gauche se distinguent par un degré moindre d'engagement: 2 professeurs sur 10 seulement se livrent à des activités militantes, respectivement dans les rangs de Lutte Ouvrière et dans ceux de la gauche écologique.

On se souvient que le positionnement à gauche de ces enquêtés correspondait d'abord à un souci de démarquage par rapport à un milieu trop traditionnel, trop conservateur, trop protecteur ou trop répressif, en tout cas trop réducteur de leur personnalité adolescente.

De ce fait, l'extrémisme est moins nécessaire, tout comme l'engagement dans le militantisme politique.

En effet, déclarer des opinions de gauche, même modérées, dans un milieu de droite, c'est déjà, pour certains, de la provocation.

Cette logique propre à l'acteur, si elle n'était pas explicitée par lui, pourrait parfois échapper à l'observateur extérieur.

L'extrémisme me faisait peur... Le socialisme était quelque chose où je pouvais facilement m'intégrer. C'est vrai que je voulais être différente de ce que l'on aurait aimé que je sois... mais je ne pouvais pas assumer d'opinions politiques trop... radicales, quoi... parce que je me serais positionnée comme communiste à la maison, ou je me serais engagée dans un parti, j'aurais dû argumenter... je me serais sentie mal à l'aise... tandis que me dire socialiste, c'était pas pareil, et ça me démarquait tout autant! (V)

- Enfin, il nous reste à souligner l'absence, dans notre échantillon, de militants, d'adhérents ou tout simplement de sympathisants de l'extrême-gauche, parmi les enfants de parents de gauche.

Les 3 cas de ce type proviennent en effet d'un milieu non situé à gauche, et, en ce qui concerne nos interviewés, d'origine relativement modeste, puisqu'ils sont respectivement fils de mineur, d'employé et d'agriculteur.

L'appartenance à un milieu socialement peu favorisé, cumulerait-elle ses effets à un rejet d'une éducation conformiste, de droite, catholique, pour canaliser la révolte post-pubertaire vers l'extrême-gauche plutôt que vers tout autre courant de la gauche ?

Mais, encore une fois, il serait imprudent de conclure, compte tenu de la taille réduite de notre population d'enquêtés.

La recherche d'une personnalité autonome et singulière, libérée des entraves et des contraintes familiales et sociales, expliquerait la perméabilité de nos enseignants en "rupture" aux idées de l'extrême-gauche, plus "individualiste" que "collectiviste", parlant au nom du "Je" plutôt que du "Nous", et abandonnant toute référence à un sentiment de classe que nos professeurs ne possédaient d'ailleurs pas, ou pas encore.

Comme leurs homologues du même type mais nés de parents de gauche, ils se sont aussi laissés emporter par le mouvement de mai 68.

Ainsi, il existe bien une différence, tant de nature que de degré, dans la politisation d'individus respectivement issus d'un milieu de gauche et de droite.

Aussi la connaissance de la nature et du degré de la politisation parentale serait-elle une donnée précieuse pour approfondir et enrichir l'analyse, mais s'avère une opération malheureusement difficile et imparfaite: devons-nous rappeler, en effet, que nos interviewés procèdent à une reconstruction du passé en faisant appel à des souvenirs parfois flous et imprécis.

Cependant, cette diversité ne les empêche guère d'"avoir le coeur à gauche", et n'enlève rien à cette logique inhérente à leurs discours qui légitime leur rassemblement au sein de ce même type.

CARACTERISTIQUES DES INDIVIDUS AYANT LE COEUR A GAUCHE

SEXE:

Largement masculin, le type 1 est néanmoins un peu plus féminin que la moyenne de l'échantillon, et que les types 2 et 3.

AGE:

Majoritairement situés dans la classe d'âge des [35-45[, nos individus sont un peu plus jeunes que la moyenne de l'échantillon (*un tiers d'entre eux ont moins de 35 ans, contre un quart seulement dans l'échantillon; 15% sont âgés de plus de 45 ans contre 25% dans l'échantillon*); ils le sont aussi beaucoup plus que leurs homologues des types 2 et 3 (*ils y sont respectivement 12% et 10% à avoir moins de 35 ans, et 50% et 40% à être âgés de plus de 45 ans*).

DISCIPLINE:

Nos professeurs enseignent d'abord les lettres et l'histoire-géographie, puis les disciplines techniques et les sciences économiques.

Leurs collègues des matières scientifiques sont moins nombreux dans ce type que dans l'échantillon (*9% contre 16%*), et que dans tous les autres types (*ils sont respectivement 32%, 20% et 23% dans les types 2, 3 et 4*).

DIPLOME ET STATUT:

Leur niveau de diplôme et leur statut sont conformes aux observations opérées sur l'ensemble de l'échantillon, avec moins d'un individu sur dix sans le baccalauréat, et une répartition quasi égale des diplômés entre les niveaux bac+2, bac+3, bac+4 ou plus.

Ils sont aussi un peu plus d'un professeur sur dix à être maître auxiliaire, mais presque la moitié à n'être que simples titulaires, les autres se distribuant entre les certifiés et les agrégés, avec une légère prépondérance des premiers sur les seconds. L'écart entre ces deux dernières catégories est cependant moins important que dans l'échantillon (*24% de capésiens et 18% d'agrégés dans le type 1 contre respectivement 32% et 14% dans l'échantillon*).

Nos enseignants sont cependant moins diplômés que dans les types 2 et 3 (*39% de niveau inférieur ou égal à bac+2 contre respectivement 24% et 20% dans les types 2 et 3; 3% de niveau supérieur à bac+4 contre respectivement 12% et 20%*).

Ils sont aussi moins souvent certifiés ou agrégés que dans d'autres types (*42% dans le type 1 contre 62% et 60% dans les types 2 et 3*).

ETABLISSEMENT:

Travaillant peu en privé (*15% d'entre eux exercent en privé, contre 23% dans l'échantillon, et respectivement 31% et 40% dans les types 2 et 3*), les enseignants du public se retrouvent dans tous les types d'établissement, avec toutefois une légère préférence pour les lycées (*30% d'entre eux y travaillent*) puis les lycées d'enseignement professionnel, les enseignants de ce type travaillant plus

souvent en L.P. que leurs collègues des autres types (27% contre respectivement 9% et 16% dans les types 2 et 3).

SYNDICAT:

Avec 61% de syndiqués (contre seulement 52% dans l'échantillon), le taux de syndicalisation est le plus élevé de tous les types (il s'élève respectivement à 44%, 50% et 31% dans les types 2, 3 et 4).

Plus de la moitié des syndiqués se retrouvent au S.N.E.S. (contre 38% dans l'échantillon et seulement 0%, 20% et 25% dans les types 2, 3 et 4), 15% au S.G.E.N. (contre 17% dans l'échantillon), les autres ayant rejoint le S.N.I., le S.N.E.T.A.A. ou la C.F.D.T., la C.G.T., mais jamais le S.N.A.L.C.

POLITISATION:

Les professeurs du type 1 se répartissent sur tout l'éventail des courants de la gauche, de l'extrême-gauche au centre-gauche, en passant par les partis communiste ou socialiste.

Aucun d'entre eux ne s'autopositionne à droite.

Ils sont 43% à se dire de gauche (contre seulement 27% dans l'échantillon), mais une gauche qu'ils qualifient de "socialisante" pour exprimer, d'une part, leur volonté de se démarquer du parti communiste -bien plus que du communisme lui-même, en tant que "doctrine politique et philosophique", et d'autre part, leur rejet du parti socialiste tel qu'il se comporte et se révèle dans les sphères du pouvoir.

Plus de la moitié d'entre eux adhèrent, ont milité récemment ou militent encore aujourd'hui dans divers partis de la gauche (P.C. ou P.S) ou de l'extrême-gauche (L.O.), avec toutefois une nette préférence pour le parti communiste (ils sont 33% à y adhérer, ou à y avoir adhéré, contre seulement 20% dans l'échantillon).

RELIGION:

Ils sont presque toujours sans religion: (85% d'entre eux contre 68% dans l'échantillon, la plus forte proportion de tous les types), et quand ils sont catholiques, ils ne pratiquent presque jamais.

PROFESSION DU PERE:

Les enseignants d'origine populaire sont ici légèrement surreprésentés, au détriment de leurs collègues dont le père était cadre moyen ou supérieur: on compte en effet 60% de fils d'agriculteurs, d'artisans, d'ouvriers ou d'employés contre 39% de fils de cadres (ils sont respectivement 51% et 49% dans l'échantillon, 37% et 62% dans les types 2 et 4, 40% et 60% dans le type 3).

S'ils sont minoritaires, les fils d'ouvriers s'y trouvent cependant en proportion non négligeable (30% des enseignants de ce type sont fils d'ouvriers, contre 27% dans l'échantillon), plus élevée que dans n'importe quel autre type (les fils d'ouvriers ne représentent que, respectivement, 19%, 20% et 15% des types 2, 3 et 4).

Il est intéressant de noter que la quasi totalité des fils d'enseignants de l'échantillon, instituteurs ou professeurs confondus, se

retrouvent dans ce type (*ils représentent 38% des fils de cadres, contre 26% seulement dans l'échantillon*).

POLITISATION DU PERE:

Ils sont plus de la moitié (*57% contre 37% dans l'échantillon*) à avoir un père de gauche ou d'extrême-gauche et 36% à être issu d'un père de droite ou d'extrême-droite (*contre 50% dans l'échantillon*).

Parmi les professeurs dont le père était de gauche ou d'extrême-gauche, un peu moins de la moitié provient aussi d'un milieu ouvrier.

RELIGION DU PERE:

Le père est plus souvent sans religion que dans l'échantillon (*42% contre 30%*).

Quand il est catholique, il est plus souvent pratiquant régulier (*50%*) que non pratiquant (*39%*), ou que pratiquant irrégulier (*11%*).

PROFESSION DE LA MERE:

Elles sont un peu plus souvent actives que la moyenne (*49% de mères actives contre 43% dans l'échantillon, et seulement respectivement 25% et 20% dans les types 2 et 3*).

Les mères actives sont d'abord ouvrières (*dans 15% des cas, contre 12% dans l'échantillon*), puis institutrices ou employées.

POLITISATION DE LA MERE:

Plus de la moitié des mères (*57% contre 36% dans l'échantillon, 0% dans le type 2 et seulement 20% dans le type 3*) sont à gauche ou à l'extrême gauche.

Elles sont donc aussi souvent à gauche que les pères mais pas nécessairement en même temps qu'eux: la moitié des professeurs de ce type (*51%*) déclarent néanmoins avoir leurs deux parents à gauche ou à l'extrême-gauche.

Elles sont moins souvent à droite ou à l'extrême-droite que les pères (*21% des mères contre 36% des pères sont déclarées de droite*), mais plus souvent qu'eux sans opinion politique (*21% contre seulement 6% des pères*).

Ces remarques sont néanmoins conformes aux observations intéressantes de l'ensemble de notre échantillon: les mères y sont, en effet, à gauche ou à l'extrême-gauche aussi souvent que les pères (*respectivement 36% et 37%*), moins souvent à droite ou à l'extrême-droite qu'eux (*37% contre 50%*) mais plus souvent sans opinion (*27% contre 11%*).

Notons enfin que, si une partie des mères préfèrent réserver la politique à leur époux, c'est néanmoins dans ce type qu'elles sont les moins nombreuses à être sans opinion politique (*21% contre respectivement 31% et 50% dans les types 2 et 3*).

RELIGION DE LA MERE:

Elles sont moins souvent catholiques que dans l'échantillon (*64% contre 72%*), et que dans d'autres types (*100% dans le type 2 et 80% dans le type 3*).

Quand elles sont catholiques, elles sont un peu plus souvent pratiquantes (57%) que non pratiquantes (43%), se répartissant également entre une pratique régulière ou irrégulière.

PROFESSION DU CONJOINT:

Seulement 15% des conjoints sont sans profession (*contre respectivement 18%, 33%, 28% et 27% dans l'échantillon, les types 2, 3 et 4*).

Quand ils travaillent, ils sont cadres supérieurs dans 61% des cas, presque toujours professeurs (88% des conjoints rangés parmi les cadres supérieurs sont professeurs), puis instituteurs (11%) ou employés (11%).

65% des conjoints actifs sont donc enseignants (*ils sont 70% dans l'échantillon*).

POLITISATION DU CONJOINT:

Les conjoints des professeurs de ce type sont à gauche ou à l'extrême-gauche dans 92% des cas (*contre 62% dans l'échantillon*), rarement à droite (*seulement 4%*), jamais sans opinion politique.

RELIGION DU CONJOINT:

La quasi totalité des conjoints (96%) sont sans religion (*ils sont 85% de l'échantillon à être dans ce cas*).

notes du type I

¹ On connaît la relation habituellement observée et vérifiée entre pratique religieuse et vote, liant vote à droite et niveau élevé d'intégration religieuse (G. Michelat et M. Simon, 1977).

Mais cette relation peut connaître certaines inflexions, d'ailleurs reconnues comme possibles par ces mêmes auteurs:

"Rien ne dit qu'à partir d'un certain seuil d'intériorisation des croyances et valeurs chrétiennes, les relations entre intégration religieuse et comportement politique ne tendent pas à se modifier, voire à s'inverser, mais on ne dispose guère de données sur ce point."

G. Michelat, M. Simon, 1977, p.384.

Ainsi, au cours d'une enquête réalisée dans huit assemblées dominicales grenobloises, "interrogés sur leur choix électoral au second tour de l'élection présidentielle du 10 mai 1981, les catholiques pratiquants électeurs disent s'être prononcés en faveur de Valéry Giscard d'Estaing pour 52% d'entre eux, 23% indiquent François Mitterrand; 14% ne donnent aucune réponse et 6% déclarent s'être abstenus ou avoir voté blanc. Sur 100 votes déclarés, 65 sont favorables à Valéry Giscard d'Estaing et 35 à François Mitterrand" (P. Brechon, B. Denni, 1983, p.507).

Ces données confirment une enquête S.O.F.R.E.S. réalisée fin janvier 1981 évaluant alors à 76% des intentions de votes des catholiques pratiquants réguliers au second tour pour Valéry Giscard d'Estaing et 24% pour François Mitterrand (idem, p.507).

Plus récemment, en 1988, 21% des catholiques allant à la messe au moins une fois par mois votent à gauche (G. Michelat, M. Simon, 1990, p.386).

Les catholiques pratiquants s'étant prononcés en faveur de François Mitterrand expriment une "préférence très majoritaire pour le P.S., beaucoup plus rare pour l'extrême-gauche et le P.S.U. qui se situent toutefois à un niveau assez élevé de sympathie par rapport à l'audience nationale ou même locale de ces formations" (P. Brechon, B. Denni, 1983, p.508).

L'absence de sympathie que manifestent ces catholiques pratiquants pour le parti communiste est à souligner.

"Alors que, sur un plan général, un enquêté sur cinq environ admet que l'on peut à la fois être communiste et chrétien, cette double appartenance ne se concrétise jamais par une sympathie déclarée en faveur de la formation politique la plus représentative de l'idéologie communiste."

P. Brechon, B. Denni, 1983, p.509.

Si l'assemblée plénière de l'épiscopat français réunie à Lourdes en 1972 rappelle l'importance de la politique et de l'action pour la justice, et reconnaît le pluralisme politique, les évêques français soulignent que l'idéologie marxiste, donc l'athéisme idéologique lié au matérialisme philosophique, est incompatible avec la foi chrétienne.

Le pluralisme politique des chrétiens a donc des limites: 68% des catholiques pratiquants pensent que l'on peut être à la fois socialiste et chrétien tandis que 57% considèrent qu'être chrétien et être communiste sont incompatibles (contre 44% de la population française selon un sondage S.O.F.R.E.S. de mars 1982) (idem, p.528).

Il semblerait toutefois que cette affirmation "être chrétien et être marxiste sont deux options compatibles" soit davantage défendue par les marxistes que par les chrétiens.

En effet, les marxistes ne se déclarent pas fondamentalement opposés à la collaboration des chrétiens dans la transformation de la société.

Certes, la religion entrave la "conscience claire" en la détournant de la situation concrète pour chercher ailleurs que dans les "rapports sociaux antagonistes" la source du mal, et pour proposer dans l'"au-delà" une compensation idéale à l'"ici-bas"; mais ce n'est pas contre Dieu que Marx mène le combat, mais contre le capitalisme.

Aussi, pour les marxistes, la frontière ne passe-t-elle pas entre croyants et athées mais entre exploités capitalistes (athées ou non) et travailleurs (chrétiens ou non).

"Marx voyait juste quand il cherchait le moteur du mouvement des sociétés non dans l'opposition entre les idéologies, entre des représentations du monde et de l'homme, entre des concepts ou entre la raison et la foi, mais dans la lutte entre des classes dont les intérêts s'opposent. Oui, Marx est athée, mais ce n'est pas dans son athéisme qu'il trouve les principes qu'il met en oeuvre, avec Engels, dans la rédaction du Manifeste du Parti communiste, et plus tard dans l'élaboration du Capital, comme critique de l'économie politique, comme analyse des contradictions de la société capitaliste."

G. Besse, directeur du C.E.R.M., in J. Arnault et alii, 1973, p.20.

"La quête du salut dans la Cité de Dieu serait-elle contradictoire avec le combat pour l'instauration d'une cité des hommes d'où serait bannie toute forme d'exploitation ? La reconnaissance de la convergence objective des luttes de classes contre la bourgeoisie monopoliste ne doit-elle pas prendre le pas dans l'action sur celle de la divergence philosophique dont nous savons bien qu'elles sont exclusives de toute conciliation ? La solidarité à cet égard de l'ouvrier chrétien avec l'ouvrier athée ne l'emporte-t-elle pas sur la conscience qu'il a d'appartenir à la même communauté spirituelle que son patron, quand ce dernier est, lui aussi, chrétien ?"

G. Labica, maître assistant de philosophie à Paris X, in J. Arnault et alii, 1973, p.17.

"Que tel travailleur chrétien croie que l'athéisme de son frère de classe est une raison suffisante pour refuser de lutter avec lui contre l'exploitation, cela montre simplement qu'il est prisonnier de représentations et d'attitudes qui lui masquent la réalité des rapports sociaux, et sa propre situation. Quant au travailleur communiste, c'est justement sa philosophie qui lui fait considérer comme objectivement solidaires, dans le combat révolutionnaire, de classe, toutes les forces qui ont des intérêts communs contre l'ennemi de classe. Ce n'est donc pas en dépit de son matérialisme de principe mais en accord avec lui qu'il appelle au combat révolutionnaire tous ses frères de classe, quelle que soit leur conception du monde et de l'homme, et les chrétiens tout autant que les autres."

G. Besse, in J. Arnault et alii, 1973, p.27.

"Si la religion est "protestation" contre le malheur de la vie, il est compréhensible qu'un chrétien sensible à ce malheur prenne part au combat pour que ça change. Est-ce à dire que la religion comme telle puisse tenir lieu de pensée révolutionnaire ? Certainement pas. Aucun Evangile ne peut remplacer ou compenser le Capital."

G. Besse, in J. Arnault et alii, 1973, pp.60-61.

L'attitude de l'Eglise envers une telle affirmation est plus nuancée.

Certains chrétiens continuent de penser que "face à l'envahissement par la technocratie gestionnaire à l'Est comme à l'Ouest, l'utopie de l'Evangile apparaît comme la seule alternative libératrice" (G. Marc, président de l'Action Catholique des milieux Indépendants, in J. Arnault et alii, 1973, p.94) et que les chrétiens, membres du Parti communiste, sont de toute évidence "dans l'erreur" (J. Baboulene, ancien directeur de Témoignage Chrétien, in idem, p.265).

"Quelqu'un qui a la foi en Jésus-Christ, qui n'est pas par conséquent persuadé que les déterminations de sa vie politique doivent se faire à partir d'une approche matérialiste, des analyses sociales, se trouve dans le Parti communiste à respecter des choix qui sont faits au nom d'une doctrine qui ne peut pas être la sienne. Il n'est donc pas un communiste à part entière. Ce n'est pas possible et je ne comprends pas."

J. Baboulene, ancien directeur de Témoignage Chrétien, in J. Arnault et alii, 1973, p.265.

Dans son observation des phénomènes de transmission intergénérationnelle, A. Muxel-Douaire relève aussi cette difficulté -cette impossibilité ?- d'être à la fois chrétien et marxiste: si "la politique et la religion sont largement indissociées dans un engagement au service d'une cause unique: l'avènement d'une société démocratique, dont les principes défendent une organisation sociale plus juste, respectant les valeurs évangéliques", "le primat affirmé de l'esprit et la volonté d'unir les hommes par les seules valeurs morales au lieu de se fonder sur des solidarités d'intérêts ou des oppositions de classe" différencie néanmoins certains catholiques de gauche des marxistes (A. Muxel-Douaire, 1986, p.269): certes, "le message des Evangiles est bien un message de justice sociale, fondé sur l'égalité des hommes", message trop souvent oublié ou appauvri par la doctrine officielle de l'Eglise, mais qui est pourtant "la base même du socialisme"; mais le refus de l'athéisme et du matérialisme, la croyance en la finalité du monde les rangent définitivement du côté des spiritualistes (idem, p.275).

Pour les catholiques pratiquants se déclarant sympathisants de la gauche, l'adhésion au programme gouvernemental de la gauche n'est pas non plus systématique ni absolue.

En effet, "un électeur de François Mitterrand, un sympathisant du Parti socialiste, peuvent en même temps considérer que, "en tant que catholiques", ils doivent rester neutres afin de préserver leur indépendance à l'égard de tout pouvoir politique. Inversement, un électeur de Valéry Giscard d'Estaing, un sympathisant de l'U.D.F. ou du R.P.R., peuvent déclarer devoir aider la gauche par déférence à l'autorité légitime, parce qu'ils jugent positivement certains aspects sociaux de son programme ou encore parce qu'ils refusent la politique du pire" (P. Brechon, B. Denni, 1983, p.510).

Ainsi, les "catholiques de gauche", définis comme les messés électeurs de François Mitterrand et déclarant devoir aider la gauche à réussir, représentent 18% de l'échantillon, dont 79,5% s'auto-positionnent à gauche ou au centre-gauche; ils se distinguent aussi par une vision positive de la politique.

Les "catholiques de droite", définis comme les messés électeurs de Valéry Giscard d'Estaing et se déclarant hostiles aux idées économiques et sociales du programme de gauche, sont 14%, dont 60% se situent à droite ou au centre-droit; ils ont aussi une perception négative de la politique.

Les "catholiques neutralistes de gauche", électeurs de François Mitterrand mais demeurant neutres vis-à-vis du programme économique et social de la gauche, ne sont qu'un peu moins de 10%, dont 42% se classent à gauche et au centre-gauche et 27% au centre.

Les "catholiques neutralistes de droite", votant pour Valéry Giscard d'Estaing tout en refusant de prendre parti sur le gouvernement de la gauche, sont les plus nombreux puisqu'ils rassemblent près du tiers de l'échantillon, partagés entre le centre (35%), le centre-droit et la droite (38%).

Enfin, les "catholiques sociaux", abstentionnistes ou giscardiens, mais estimant devoir aider la gauche à réussir, ne regroupent qu'un messé sur dix et apparaissent comme les plus centristes de tous; ils jugent la politique comme un facteur de division, mais dans des proportions intermédiaires par rapport aux catholiques de droite (idem, pp.510-511 et p.520).

Ainsi, les catholiques pratiquants se déclarant de gauche se distinguent par des attributs idéologiques, politiques et culturels, différents de ceux qui caractérisent les sans-religion.

"A l'intérieur de l'électorat de gauche, plus le niveau d'intégration au catholicisme est élevé, moins l'option à gauche a des chances d'être radicale. Ainsi, parmi les électeurs de gauche, les catholiques pratiquants réguliers se situent eux-mêmes moins souvent à gauche (60%) que les pratiquants irréguliers (77%), les non-pratiquants (80%) et les sans-religion (93%). De même, plus augmente le niveau d'intégration religieuse, plus se réduit la proportion de ceux qui, à gauche, vont jusqu'à voter P.C. plutôt que P.S.-M.R.G.. Enfin, les catholiques pratiquants de gauche sont plus "libéraux culturels" que les pratiquants de droite, mais moins que les électeurs de gauche religieusement plus détachés. Ainsi, parmi les électeurs de gauche, les catholiques pratiquants réguliers sont 43% à être d'accord pour la pilule avant 18 ans; cette proportion passe à 52% des pratiquants irréguliers, 54% des non-pratiquants et s'élève à 74% des sans-religion."

G. Michelat, M. Simon, 1990, p.387.

Enfin, il est un autre élément qui fait de ces catholiques pratiquants de gauche des militants politiques extrêmement prudents et critiques.

La petite taille de notre échantillon ne permet pas de vérifier cette observation émise par A. Muxel-Douaire à partir de son analyse d'héritages familiaux politiques et religieux.

Il semblerait pourtant que l'appartenance religieuse fonde une espèce de "conscience politique", s'incarnant essentiellement en "un impératif d'ordre moral ou spirituel", fait d'idéalisme, d'intégrité, de pureté morale, de souci de vérité.

Ces exigences rendent les pratiques politiciennes, les rivalités internes pour le pouvoir ou les compromissions difficilement acceptables, allant parfois jusqu'à faire renoncer à l'exercice de responsabilités militantes, voire à l'engagement pur et simple au sein d'un parti (A. Muxel-Douaire, 1986, pp.268-269).

² Si la fréquence de l'assistance à la messe apparaît comme une mesure relativement bonne du degré d'intégration religieuse, P. Brechon et B. Denni se sont penchés sur la liaison entre les opinions politiques et d'autres indicateurs possibles des comportements religieux (prière personnelle, lectures religieuses, scolarisation dans l'enseignement privé, appartenance à un mouvement chrétien, participation à des conseils paroissiaux, à des groupes d'animation liturgique, à des groupes de réflexion sur la foi, au catéchisme des enfants, à l'action catholique ou à des groupes d'action charitable).

Ils ont ainsi montré que le sens de la relation selon laquelle l'orientation à gauche décroît en raison inverse de l'intensité de la pratique religieuse, varie néanmoins selon l'indicateur retenu.

"Lorsque l'adhésion au catholicisme se limite au respect des prescriptions cultuelles, elle se traduit par une attitude politique nettement orientée à droite; en revanche, lorsque le respect des pratiques cultuelles s'accompagne de certaines pratiques privées et plus encore de certaines activités religieuses, l'intégration au groupe des catholiques favorise plutôt une attitude politique de gauche."

P. Brechon, B. Denni, 1983, p.517.

Ainsi, si "le conformisme religieux correspond à une orientation politique nettement marquée à droite", "le militantisme religieux est plus propice à une orientation à gauche" (P. Brechon, B. Denni, 1983, p.517).

La "foi en Jésus-Christ", plus que la "religion", favoriserait donc ce glissement vers la gauche.

"L'opposition de Jésus au formalisme religieux, son identification aux pauvres, aux opprimés et aux esclaves a suscité la colère des hiérarchies religieuses ou politiques de son temps. C'est pourquoi la foi en Jésus-Christ met en mouvement

une dynamique de la désaliénation, tandis que la "religion" va dans le sens d'un conservatisme."

A. Gaillard, in J. Arnault et alii, 1973, p.51.

Ces précisions viennent nuancer l'observation de G. Michelat et M. Simon selon laquelle "les pratiquants de gauche sont moins intégrés religieusement que les pratiquants de droite: ils sont moins nombreux à aller à la messe tous les dimanches (62% contre 82%) ou à estimer très souhaitable d'envoyer les enfants au catéchisme (65 contre 83%)" (G. Michelat, M. Simon, 1990, p.387).

Par exemple, ceux qui lisent le plus la Bible se classent un peu plus fréquemment à gauche: plus du tiers des lecteurs de la Bible sont des catholiques de gauche ou des neutralistes de gauche, contre un peu moins du quart des non lecteurs (P. Brechon, B. Denni, 1983, p.516).

Par ailleurs, si "une scolarisation complète dans l'enseignement privé rend moins probable un classement à gauche et plus probable un classement au centre et à droite qu'une scolarité entièrement passée dans l'enseignement public ou dans les deux systèmes d'enseignement", "la participation à un mouvement de jeunesse proche du christianisme influe [...] dans un sens légèrement favorable à la gauche", à l'exception de la participation à des actions charitables qui diminue l'orientation à gauche: 41% des membres d'un groupe de réflexion sur la foi sont à gauche et 18% au centre; les pourcentages respectifs des non-participants sont 24,5% et 9% (idem, p.516).

Ainsi, si les catholiques pratiquants de gauche diffèrent des sans religion de gauche, comme l'attestent les remarques de la note précédente, ils diffèrent aussi des catholiques pratiquants de droite: ils ne sont donc ni tout-à-fait de la même gauche que leurs homologues de gauche sans religion, ni tout-à-fait de la même religion que leurs homologues catholiques de droite.

³ Il n'y a pas de règle généralisable.

Comme le souligne P. Braud, "l'intérêt à la politique peut être éveillé soit par identification à un milieu porteur: famille sensibilisée politiquement, évolution dans un milieu éducatif où se trouve fortement valorisée l'action collective; soit moins fréquemment par réaction de rejet vis-à-vis d'un milieu qui s'y serait notoirement fermé. De même que le militantisme d'un parent engendre parfois une allergie de l'enfant à tout engagement, de même un milieu clos et "protégé" peut éveiller des vocations militantes (cf. Emmanuel Leroy Ladurie poussé à entrer au P.C.F. dans les années 1950)". (P. Braud, 1985, p.110).

⁴ Selon H. Hamon et P. Rotman, toute la génération de 68 a été marquée par cet épisode de la guerre d'Algérie, voire "traumatisée par une guerre dont les objectifs et les méthodes paraissent contredire l'acquis des démocraties", et conduite ainsi inexorablement à l'"idée de révolution" (H. Hamon, P. Rotman, 1988, p.662).

"Les enfants de la guerre ont grandi dans l'après-guerre. L'occupation, la Résistance, les exploits des F.T.P. ont peuplé leur imaginaire. Ils envient ces pères (ou ces mères) qui, à 20 ans, ont rencontré l'aventure. Eux sont condamnés à la paix, à la sécurité. La tête farcie de références glorieuses, ils n'ont, adolescents, rendez-vous qu'avec les platitudes de l'époque. Amants d'une histoire qui se dérobe à l'étreinte, frustrés, ils doivent se contenter de plaisirs solitaires, de mimer la guerre qui n'aura plus lieu. Un temps, l'Algérie leur tint lieu d'ersatz. Eux qui mariaient Résistance et liberté ne supportèrent pas qu'au pays de Jean Moulin, précisément, on torture et on tue. En vertu d'idéaux qui, quinze ans plus tôt, conduisaient au crématoire. Une génération entière apprit, pour ne plus s'en détacher, quelques principes de base que dans les livres on appelle la morale. Une société qui tolérait l'intolérable au nom de la raison d'Etat était intrinsèquement perverse et appelait une révolution radicale. L'idée de révolution jaillit d'un étonnant brassage: la fascination des temps où l'acte militant était un acte guerrier, l'insurrection éthique contre les turpitudes d'une sale guerre, la quête messianique d'un Eden sans classes où les hommes seraient frères."

H. Hamon, P. Rotman, 1987, pp.162-163.

"Les jeunes adultes qui entamaient leurs études supérieures au milieu des sixties se sont retrouvés confrontés à une réflexion terrible: la guerre mondiale s'est soldée par la victoire des Alliés, mais cette victoire n'a pas débouché sur son prolongement "naturel" -la justice sociale; d'autre part, les vainqueurs de la "bête immonde" ont été capables de reproduire des comportements dignes de l'ennemi terrassé: ils ont torturé, déporté, nié le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. [...] Dans le creux qui a suivi le cessez-le-feu en Algérie, les jeunes qui refusaient d'épouser doucement le moule des choses rêvaient soit de poursuivre sur un continent neuf le combat inachevé, soit de réunir dans les pays développés les conditions d'une guerre civile juste. Ils ont essayé, à cette fin, de pénétrer et de restaurer l'instrument "révolutionnaire" disponible: le Parti communiste français."

H. Hamon, P. Rotman, 1988, pp.662-663.

⁵ H.T. Himmelweit souligne que l'étroitesse des relations parents-enfants ne suffit pas à prévoir le degré de conformité avec le modèle parental. Si les travaux de Jennings et Niemi ont démontré que la qualité des relations intergénérationnelles n'influe guère sur les modalités de transmission du modèle familial, c'est qu'ils ont omis de prendre en considération l'intérêt du père pour la politique. En effet, "c'est dans le cas où le père s'intéressait à la politique et où les relations entre le père et le fils étaient bonnes que le degré de conformité avec le modèle paternel était le plus prononcé. Il l'était le moins lorsque le père s'intéressait à la politique, mais que ses relations avec le fils étaient médiocres" (H.T. Himmelweit, 1983, p.273).

⁶ G. Gusdorf décrit ainsi la classe de philosophie:

"La classe de philosophie est ce moment privilégié dans une existence où l'espace mental s'élargit jusqu'à coïncider avec l'espace vital tout entier. [...] À la crise de l'adolescence, la classe de philosophie propose le débouché de l'aventure, et les disciplines de l'esprit. C'est l'éphébie de la raison. L'enfant avait connu les délices de la féerie, la passion des romans, tous les enchantements des horizons imaginaires. La classe de philosophie révèle une autre aventure, sur place, par la remise en question des évidences prochaines. L'apparence ne va pas de soi, le réel appelle justification: sous les yeux, à portée de la main, les gouffres se creusent. Les faits et les valeurs jusque-là étaient liés au sens commun; il suffisait de les recevoir selon leur signification préfabriquée. Désormais, le sens commun est soumis à la critique, et l'on découvre qu'il n'y a pas de vérité en dehors d'une interrogation sur la vérité. La seule constatation que le réel peut ne pas être vrai ouvre les portes d'un autre univers. Bien sûr, il y a un savoir philosophique, et un programme pour la classe de philosophie, avec des questions et des réponses. Mais la classe de philosophie est le moment privilégié où se pose la question de toute question, et où du même coup, chaque existence se trouve elle-même remise en question. Rupture des évidences, et renouvellement des évidences. On croyait que tout allait de soi, mais tout va de nous. L'éveil de la réflexion consacre l'avènement de l'homme à lui-même. Il découvre alors sa plus haute liberté, c'est-à-dire sa plus personnelle liberté."

G. Gusdorf, 1963, p.242.

Type II

J'ai le bon sens à droite

Chaque fois que la gauche prend le pouvoir,
ça va mal!

I LOGIQUE DES REPRESENTATIONS

I L'ENSEIGNEMENT VA MAL!

1.1- Tout a commencé en 68.

1.11- Des valeurs perdues.

1.12- Des erreurs monumentales.

1.2- Rien ne s'est arrangé depuis 81.

1.21- Démocratisation ou médiocratisation ?

1.22- Décentralisation ou colonisation ?

1.23- Le privé est à bien des égards enviable!

II LA SOCIETE VA MAL!

2.1- Non à une politique d'assistanat.

2.2- Oui à une vraie politique sociale.

III L'ECONOMIE VA MAL!

3.1- Non au socialisme.

3.2- Oui au libéralisme.

IV L'EGLISE VA MAL!

4.1- Pour une Eglise simplement religieuse.

4.2.- ...qui doit dépasser les anciennes spiritualités.

V DEVANT CETTE COURSE A LA CATASTROPHE, QUE FAIRE ?

5.1- Non à la gauche.

5.2- Oui à la droite.

I L'ENSEIGNEMENT VA MAL!

68 a entamé un lent processus de dégradation du système éducatif.

En introduisant le laxisme et la politique à l'école, les élèves -et les enseignants- ont perdu le sens de l'effort et du devoir.

Depuis 81, et la récente décentralisation, les socialistes n'ont rien tenté pour endiguer la baisse générale et continue des niveaux.

Compte tenu de la logique inhérente à la fonction publique produisant des professeurs "déresponsabilisés", des méthodes inefficaces et des résultats médiocres, l'enseignement laïc a tout à envier à son homologue du privé.

1.1- Tout a commencé en 68.

68 a marqué la mort de valeurs essentielles à la cohésion sociale, à l'ordre et au progrès.

Au nom de la Liberté, on a développé le laxisme, perdu la notion de respect d'autrui, oublié le sens du devoir et le goût de l'effort.

Les principes d'autodiscipline et d'hétérogénéité des classes, instaurés au nom de la Liberté et de l'Egalité, étaient certes séduisants, mais erronés dans leurs fondements et dans leurs applications pratiques.

1.11- Des valeurs perdues.

L'individualisme, prôné en 68, et le laxisme, introduit à la même époque, ont sonné le glas d'un certain nombre de valeurs traditionnelles qui, autrefois, fondaient la société, lui permettaient de se maintenir, de se perpétuer, mais aussi d'évoluer vers le progrès économique et social.

Or, plus rien désormais ne lie l'individu à son groupe, ni les individus entre eux, puisque le sens du devoir, le sentiment de respect, les règles élémentaires de politesse ont aujourd'hui disparu.

Comment une société peut-elle d'ailleurs encore se maintenir lorsque l'amour de la patrie s'est lui-même éteint ? Faut-il voir là une conséquence néfaste de la féminisation de l'enseignement, qui, dans ce métier comme dans bien d'autres, produit toujours une dégradation de la profession.

Toutes les professions qui se dégradent se féminisent et toutes les professions qui se féminisent se dégradent... C'est pas très aimable, je sais!... Regardez la gendarmerie: il y a un malaise dans la gendarmerie et ça fait dix ans que l'on séduit les gendarmettes à faire

carrière dans la gendarmerie! La médecine, c'est pareil! Regardez en U.R.S.S., les médecins sont des femmes qui sont à peine mieux que des infirmières! Remarquez, pour les moyens qu'elles ont à distribuer!... Et l'enseignement, c'est pareil aussi! On observe une baisse de l'esprit de patriotisme chez les jeunes... L'enseignement sous Jules Ferry parlait trop de l'armée et de la patrie, mais maintenant, on n'en parle plus! Et ça, c'est à cause des femmes, parce que l'armée, c'est pas leur problème, en fait! (N')

Et le patriotisme n'est guère transposable dans cet esprit nationaliste que chante l'extrême-droite, tellement éloigné de "cet idéal de grandeur que clamait le Général de Gaulle"¹.

Par ailleurs, la révolution sociale a pénétré au sein de l'école.

La libération sexuelle, née d'une plus grande permissivité dans les mœurs, a eu des effets néfastes sur la moralité, la conduite, et les résultats scolaires des élèves, alors livrés à eux-mêmes... et à leurs instincts.

Je ne tenais pas à ce que le flirt soit toléré... La mauvaise tenue... la mauvaise tenue vestimentaire, tout ça faisait partie d'un tout, si vous voulez, hein! Et ça, ça a été menacé en 68 dans la mesure où l'on disait: "si ces enfants-là sont amoureux, pourquoi pas ?!" (Q)

On a créé la mixité à ce moment-là... J'étais en train d'expliquer le cas possessif et puis il y a une fille qui lève le doigt: "Monsieur, il me pince les fesses!". Bon, vous allez me dire: "c'est minime", mais avouez qu'on ne peut pas travailler dans des conditions comme celles-là! (Y)

1.12- Des erreurs monumentales.

Dans l'enseignement, l'autodiscipline constitue la première erreur monumentale de la gauche.

Introduite sans discernement, sans précaution, elle aurait dû, en effet, nécessiter une éducation, une préparation, un lent et long apprentissage, car l'individu, "profondément paresseux", est tel qu'il ne peut se passer d'une autorité extérieure.

Car, l'autodiscipline exige non seulement que l'on sache "se mettre au travail seul, sans directives, sans chef", mais aussi que l'on soit capable de "se lever le matin pour aller travailler alors que l'on n'y est pas tenu".

Au lieu de cela, confiant dans la capacité "naturelle" des hommes à s'autodiscipliner et à s'autogérer, le système éducatif a supprimé toutes les structures et agents employés, d'ordinaire, à surveiller ses usagers.

Par ailleurs, on a oublié que toute organisation hiérarchique est non seulement nécessaire pour contrôler le travail de ceux qui se trouvent aux

échelons inférieurs, mais qu'elle s'appuie aussi sur le haut niveau de compétence des chefs.

Supprimer l'encadrement, se répartir les tâches de façon anarchique et fantaisiste, c'est négliger le fait que tous les individus ne sont pas également performants pour les accomplir, avec le même soin et la même efficacité.

Le principe des classes hétérogènes, sensé assurer et mener à la démocratisation de l'enseignement, a lui aussi bouleversé l'organisation du système scolaire sans conduire à l'amélioration des niveaux qu'il escomptait.

Aucune réflexion sérieuse, aucune analyse, n'a été menée sur les fondements d'un tel principe, qui se révèle être une "utopie".

On ne peut regrouper des élèves "par nature" différents, mais que l'on déclare identiques, simplement pour les besoins d'une cause "idéologique", sans rapport avec la réalité, ni avec la pédagogie.

C'était irréaliste d'un point de vue pédagogique. Je ne me réjouis pas des différences entre les élèves, mais je les constate, et, au nom du réalisme, je sais qu'il y a de bons élèves, et d'autres qui le sont moins... par nature... J'ai deux enfants, qui ont été élevés de la même façon, et pourtant ils sont différents, et même sur le plan intellectuel, ils n'ont pas les mêmes possibilités! Et puis il y a tout le contexte social et familial aussi... (D)

Notons aussi que ce principe d'Égalité est en réalité contraire à cet autre de Liberté²: de quel droit "contraindre les enfants à suivre le troupeau", au lieu de leur laisser le libre choix de leur avenir, conformément à leurs propres aspirations et capacités, manuelles ou intellectuelles ?

Enfin, une autre erreur de 68 a été de permettre l'invasion de l'école par la politique.

L'accent excessif mis sur la défense des droits des individus a éludé la question des devoirs qui leur incombent.

La conscience professionnelle des enseignants était ainsi inévitablement vouée à disparaître.

Les syndicats, qui ont négligé les problèmes spécifiques à l'enseignement au profit de préoccupations extra-corporatistes, sont largement responsables de la dégradation actuelle du statut d'enseignant.

Il leur apparaissait en effet moins "urgent de titulariser les maîtres auxiliaires que de combattre pour Pinochet".

Quand le S.N.E.S. lançait des mots d'ordre de grève, il faut bien voir que les problèmes concernant les professeurs venaient en troisième ou quatrième position... C'était toujours la paix au Vietnam, des choses comme ça, qui passaient avant! (Y')

Les prises de position "politiques" des syndicats avaient souvent effrayé et éloigné de leur organisation, des adhérents, qui, jusqu'en 68, s'y sentaient pourtant bien, préoccupés par la seule défense des intérêts catégoriels.

Au moment de la guerre d'Algérie, je recevais le journal du S.G.E.N., et je commençais à froncer les sourcils parce que l'éditorial était toujours basé sur la guerre d'Algérie. Et je trouvais que ce n'était pas un sujet de syndicat! (...) Alors, en 68, j'ai claqué la porte! (Q)

Les Amicales, dont était précisément exclue toute orientation politique, les recueillaient alors, à moins que ce ne fût le S.N.A.L.C....

Ce syndicat, reconnu et apprécié pour son caractère exclusivement corporatiste, n'a pas d'"a priori idéologique", mais seulement "des convictions au niveau de l'intérêt professionnel".

Je n'ai jamais réadhéré à un syndicat de droite ou de gauche, parce qu'il y a d'un côté le S.N.A.L.C. et de l'autre le S.N.E.S. J'ai plutôt adhéré à des associations qui défendent la catégorie socio-professionnelle: défense des professeurs d'histoire-géo, défense des professeurs des classes prépa, etc. (E')

Vous ouvrez une revue du S.N.A.L.C. et vous ne trouvez que des problèmes touchant l'enseignement... Vous ouvrez une revue du S.N.E.S. et il est question d'apartheid, des événements de la place Tiennanmen, des tas d'autres choses, sur lesquelles on peut avoir des positions, certes, mais qui n'ont rien à faire dans une revue syndicale! (Y')

La défense du beefsteack doit constituer, en effet, la seule véritable mission d'un syndicat.

Celui-ci doit "être le moins politisé possible", "ne pas être une machine contre le gouvernement" et, à ce titre, "être capable de rassembler par-delà les divergences politiques et idéologiques".

Aussi l'adhésion à un syndicat doit-elle être "indépendante de toute conviction politique".

Le S.N.A.L.C. semble remplir cet idéal de "neutralité" puisque "quiconque peut y entrer, quelle que soit son option politique".

Il est un syndicat "apolitique".

Et si certains de ses adversaires reprochent au S.N.A.L.C. une hypothétique appartenance à la droite, c'est parce qu'"il ne s'est jamais déclaré de gauche"; or, "en France, tout ce qui n'est pas de gauche est injustement taxé de droite".

Ainsi, pour nos interviewés, la politique doit-elle demeurer le propre du parti et non de l'organisation syndicale: il faut prendre garde à ne pas "mélanger les torchons et les serviettes!".

Si nos enseignants éprouvent une réticence à la syndicalisation, ils ne sont pas pour autant attirés par les coordinations qui se font et se défont pourtant autour de problèmes strictement corporatistes.

C'est qu'elles sont inquiétantes parce qu'inorganisées: elles ne fixent aucune limite, ni à leurs actions ni à leurs revendications, qu'elles expriment "de façon trop anarchique".

Mais la politique n'a pas seulement envahi les syndicats: elle s'est emparé du corps enseignant tout entier.

Les professeurs font trop de politique dans leurs cours, alors que leur incombe le devoir de réserve.

Ils doivent faire preuve de neutralité, et cette "règle du jeu" doit être respectée "si l'on ne veut pas influencer les enfants dans un sens ou dans un autre".

(Au R.P.R.), si j'avais été prof de math, j'y serais entré depuis longtemps, mais étant prof d'histoire, je me suis dit: "je ne peux pas adhérer, parce qu'on va penser que l'ensemble de mes cours est imbibé de mes choix politiques" (N')

Or, trop souvent cette "règle" est enfreinte par... des professeurs de gauche qui influencent les enfants à un âge où ceux-ci sont extrêmement manipulables, et les endoctrinent avec des thèses insoutenables.

J'ai connu des professeurs de philo qui étaient marxistes et médiocres... enfin, je ne veux pas dire qu'ils étaient médiocres parce que marxistes!... Mais c'était des clercs, c'était du cléricanisme et du catéchisme! (S)

Si les professeurs sont tenus d'observer une certaine neutralité dans leurs cours, il serait souhaitable qu'ils taisent aussi leurs opinions devant leurs collègues, ce qui épargnerait aux liens de collégialité, et à l'ambiance de travail, certains heurts, tensions, inimitiés, voire agressivités.

Je fais partie d'un labo d'histoire-géo; j'anime une équipe d'une quinzaine de profs dont les opinions sont très divergentes. Bon, ben, il faut que celui qui en a la responsabilité soit le plus neutre possible. Parce que si j'avais pris une option dans un sens ou dans un autre, ça aurait fait du pétard, et on aurait eu des discussions compliquées! Dans le travail, c'est pareil! (E')

Nos professeurs avaient évidemment prévu toutes ces conséquences désastreuses que devait inexorablement entraîner mai 68.

Aussi sont-ils restés indifférents à cet épisode historique.

Pour beaucoup d'entre eux, mai 68 était l'"affaire des autres", des "ouvriers", ou des "parisiens", à moins qu'elle ne fût le fait de quelques perturbateurs étrangers venus démolir une Europe devenue "dangereuse".

Autour de moi, les gens qui participaient aux manifestations étaient généralement les gens les plus idiots que j'avais rencontrés en fac. Et puis j'ai eu des sons de cloche très différents de gens qui habitaient Paris... Parce que, moi, qu'est-ce que j'ai vu ? J'ai vu des clochards... beaucoup d'américains: ils avaient des billets d'avion, je ne sais pas d'où ils les avaient... pour arriver à Paris et repartir le lendemain pour semer la pagaille. J'ai vu ça d'un air détaché. Mais, vous savez, ça s'est produit en Allemagne, dans les pays de l'Est, un peu en Italie, et ça, on oublie souvent de le dire! Je crois qu'il fallait jouer un mauvais tour à l'Europe, qui devenait trop dangereuse, car elle acquérait une puissance économique qui aurait pu faire trembler même les plus puissants, même les américains! (Y')

Nos enseignants se souviennent de leur inquiétude, de leur révolte même parfois, devant cette vague de démesure, d'irréalisme, d'agressivité qui déferlait alors sur la France, risquant d'"aller trop loin" et de "déboucher sur une véritable révolution".

Parfois c'est tout simplement un regard amusé qu'ils ont posé sur cet événement, conscients d'être les témoins de ce qu'ils considéraient ne constituer qu'une "fumisterie", sans impact durable.

68, vous savez, c'était des questions de pédagogie, de primauté des élèves, et, finalement, c'est des gadgets tout ça! On revient à des appréciations traditionnelles... J'avais gardé des tracts de certaines personnes, et c'est assez amusant de voir les bêtises qu'elles avaient pu écrire à cette époque et ce qu'elles sont devenues aujourd'hui! 68 c'était un gag; je l'ai vécu sans inquiétude. Toutes les mesures qui ont été prises étaient saugrenues. La preuve en est qu'elles ont été abandonnées! Les élèves aujourd'hui se notent au quart de point près! (E')

1.2- Rien ne s'est arrangé depuis 81.

Le mouvement de démocratisation de l'enseignement s'est poursuivi progressivement.

Le principe des classes hétérogènes s'est étendu, malgré ses inconvénients, ses dysfonctionnements, et a continué à faire des ravages sur le niveau général des jeunes et sur la valeur des diplômes.

Par ailleurs, les mesures dites de "démocratisation" se sont avérées "anti-démocratiques"!

Ainsi, par exemple, on a assisté passivement à la démolition de l'appareil qui jusqu'alors assurait, par des tests et examens obligatoires, la sélection scolaire.

Quelle chance la suppression de telles barrières laisse-t-elle aujourd'hui aux enfants des milieux populaires, dont les compétences

pouvaient, hier encore, être sanctionnées, reconnues, validées par diverses épreuves d'évaluation ?

Enfin, depuis la décentralisation, l'école est devenue un véritable enjeu politique, que se disputent les différents pouvoirs locaux, récemment autorisés à exercer un droit de regard et de décision... sur des problèmes qu'ils méconnaissent pourtant largement!

Devant de tels dysfonctionnements du système éducatif, il ne reste plus, à nos enseignants, qu'à envier le privé, devenu un "phare" précieux pour l'enseignement public.

1.21- Démocratisation ou médiocratisation ?

Les mesures de démocratisation n'ont eu pour seul effet que de mener l'enseignement à une lamentable médiocrité.

Dans les classes hétérogènes, par exemple, constituant pourtant aujourd'hui la règle, les meilleurs élèves deviennent médiocres, et ceux qui l'étaient déjà le restent ou le deviennent encore plus!

L'uniformisation des niveaux conduit inéluctablement à un "nivellement par le bas": les bons élèves d'une classe ne stimulent pas les plus faibles; l'expérience montre que c'est plutôt l'inverse qui se produit!

Dans les classes hétérogènes, on travaille avec les élèves moyens, ceux qui sont au-dessus de la moyenne sont freinés et ceux qui sont en dessous sont condamnés quand même parce que l'élève moyen est encore trop rapide pour eux! (D)

Par ailleurs, ne réclamant plus des élèves "tout ce qu'ils pourraient donner", n'exigeant plus rien des jeunes, les professeurs ne peuvent plus jamais leur donner "l'occasion de mériter quoi que ce soit".

Toute motivation à l'effort est désormais absente du travail scolaire, non seulement parce que la discipline s'est sensiblement assouplie, mais aussi parce qu'"il n'y a plus de carotte au bout".

Comme on exige de moins en moins des élèves, il est compréhensible qu'ils travaillent de moins en moins... Et c'est regrettable, non seulement au niveau du système éducatif, mais aussi au niveau des jeunes eux-mêmes, parce que, quand on est jeune, on évolue en franchissant des barrières... Maintenant qu'on a supprimé ces barrières, les jeunes n'échouent peut-être plus sur les barrières, mais ils ne réussissent pas non plus pour autant! Moi, quand j'étais élève je n'étais pas particulièrement motivé par le travail scolaire, mais j'avais au moins une contrainte, qui était peut-être négative, mais qui me forçait quand même à travailler: on travaillait pour ne pas doubler la classe dans laquelle on était, pour décrocher les examens... (D)

L'exemple de l'abolition des examens illustre bien ce phénomène.

On a en effet supprimé le certificat de fin d'études, les examens d'entrée en sixième, le B.E.P.C..

Bientôt, ce sera le baccalauréat qui disparaîtra, puisque le ministre de l'Éducation Nationale veut mener 80% des élèves à ce niveau: quelle valeur cette épreuve aura-t-elle encore dans cette tendance effrénée à l'inflation des diplômes ?

La réussite scolaire dépend bien plus, aujourd'hui, de la densité de la population scolarisée que du travail réellement fourni.

Les jeunes se savent, en effet, "sur un tapis roulant", mus par une "poussée venant des classes inférieures" qui, quels que soient les résultats obtenus, les propulsera dans les niveaux immédiatement supérieurs et leur épargnera ainsi un redoublement pourtant mérité.

On retrouve ici, comme chez les enseignants du type précédent, une croyance dans l'instrument de promotion, que représente l'école, pour les classes pauvres... avec cette même lucidité devant la réalité: le nombre d'enfants d'origine populaire, à qui profite le système scolaire, est infime.

On peut néanmoins observer une différence notoire dans l'analyse des causes de cet échec du système scolaire à promouvoir les enfants de milieu défavorisé.

Quand ils ont le coeur à gauche, nos enseignants invoquaient la sélection trop sévère, pensée, calculée, qui exclut "naturellement" cette catégorie de jeunes par les seuls contenus et modalités de l'enseignement.

Selon eux, l'élitisme actuel consisterait à ne favoriser que des "enfants de riches" -donc déjà largement favorisés- et à négliger, abandonner, parquer, les "enfants de pauvres" dans des filières dites d'"accueil".

Ce type de sélection scolaire n'est en réalité qu'une sélection sociale, puisqu'elle opère un tri entre les élèves, reposant non sur leur mérite mais sur leur appartenance sociale.

Aussi l'action pédagogique de ces professeurs visait-elle à doter ces enfants dits "défavorisés" des armes nécessaires pour affronter, sur un pied d'égalité, la sélection dont ils sont les victimes prédestinées.

Car si l'élitisme leur apparaît parfois comme un mal nécessaire, encore faut-il qu'il se pratique de manière juste, c'est-à-dire que chacun puisse le subir avec les mêmes chances et les mêmes espoirs.

Pour satisfaire à cette condition, nos enseignants au coeur à gauche cherchaient à combler les manques et les lacunes de chaque enfant arrivé avec un "capital" différent: cette pédagogie s'oppose par définition au principe même de l'uniformisation des niveaux que critiquent aussi, avec peut-être plus de véhémence, leurs collègues que le "bon sens" a placés à droite.

Ces derniers soulignent aussi cet insuccès du système scolaire à offrir aux enfants de milieu populaire les moyens de s'en sortir.

Seulement ils ne l'attribuent pas à la sélection mais plutôt à un relâchement, à une absence, de la sélection.

La démocratisation est responsable de la démolition de l'appareil sélectif qui assurait, autrefois, l'écumage des plus doués, et garantissait ainsi, aux enfants défavorisés qui le méritaient, une chance, même infime, de réussir.

Le cursus scolaire apparaissait jadis comme une "course d'obstacles", "neutre" parce que présentant une difficulté de parcours identique pour tous les concurrents, où à chaque haie, certains se distinguaient et étaient autorisés à poursuivre, tandis que d'autres se voyaient contraints à l'abandon.

Et dans cette compétition, les enfants de milieu défavorisé, courageux et travailleurs, avaient toutes les chances de gagner, précisément parce que leur courage et leur travail étaient encore sanctionnés, appréciés à leur juste valeur, et encouragés.

Ainsi l'"école du peuple" de l'idéal républicain, a-t-elle laissé sa place à "cette espèce de faux magma égalitariste" qu'est l'école d'aujourd'hui.

J'ai eu foi dans cette école de la nation, qui était une école qui devait dégager l'élite, hein, c'était une école élitiste, une école de la chance, où l'on donnait aux gens du peuple les moyens de s'en sortir... et pas ce qu'elle est devenue, ce système qui détruit tout au lieu de dégager ceux qui peuvent quelque chose. Par contre cette école qui permettait aux gens modestes, courageux, et même pauvres, de s'en sortir, et d'apporter au pays leur valeur, c'était ça l'école! (F')

La situation s'avère identique dans tous les niveaux d'études.

Les classes supérieures, ou même secondaires, sont surchargées et, si elles accueillent plus d'enfants de milieux populaires qu'autrefois, elles ne leur laissent pas plus de chances de réussite, parce que dépourvues de toute sélection sévère susceptible de repérer les plus doués: ceux d'entre eux qui auraient pu s'élever au-dessus de la masse, qui encombre désormais les classes, y sont, au contraire, noyés.

Aussi l'afflux d'enfants de milieux défavorisés dans tous les degrés de l'enseignement, conséquence de la volonté socialiste de donner à tous les mêmes chances dans une école "démocratique", finit-elle par se retourner contre ceux-là mêmes qu'elle prétendait servir.

Il ne faut pas raconter de bêtises aux parents, ni aux élèves: la sélection est un phénomène obligatoire, une nécessité si l'on ne veut pas encombrer les universités. La démocratie, finalement joue contre les moins favorisés, au plan culturel ou économique... Parce que si les classes étaient moins chargées, même des éléments qui, heu, d'un point de vue culturel n'ont pas un milieu particulièrement fécond, ces éléments de valeur, on réussirait à les faire monter quand même! Finalement les meilleurs s'en sortent, et ceux qui auraient pu s'en sortir, sont coulés quand même! (N')

La baisse générale des niveaux touchant même le supérieur, il est "logique" que certains étudiants, conscients de la "médiocrité" et de

l'"anonymat" des facultés, fuient l'université pour d'autres filières plus "nobles", comme celles que constituent les classes préparatoires.

Ainsi, l'"égalitarisme scolaire" pérenniserait la situation en conduisant inexorablement à la reproduction sociale... quand il ne l'aggrave pas!

En effet, "les enfants, arrivés en sixième sans savoir lire, s'ennuient dans le secondaire" et "font les quatre cents coups" pour "s'occuper à leur manière"; ou bien, humiliés par leur échec, ils "se réfugient dans la violence ou la délinquance", par "vengeance".

Un dernier trait s'ajoute enfin à ce tableau désespérant et désespéré de l'enseignement: la faible compétence de certains professeurs eux-mêmes, que l'on oublie trop souvent de signaler, par "pudeur" sans doute, mais qui mérite toutefois d'être dénoncée tant elle représente un problème "grave" et "inacceptable".

Si le degré d'exigence a considérablement baissé vis-à-vis des élèves, celui qui caractérisait autrefois le recrutement du corps professoral a suivi la même tendance.

Les conditions de travail se dégradant avec le temps -et la démocratisation de l'enseignement voulue par la gauche-, la satisfaction que pouvait, hier encore, procurer le métier, n'existe plus aujourd'hui, qui pourrait encore attirer les jeunes dans la profession.

Les professeurs sérieux sont malheureux, je le sens bien, parce qu'enseigner à des enfants de moins en moins réceptifs, c'est pour eux une souffrance! (Q)

Dans le public, il y a un certain ras-le-bol... d'un manque de moyens, de devoir accepter n'importe qui comme élève... C'est vrai que tout le monde rentre en sixième, tout le monde veut aller jusqu'au bac, mais dans quelles conditions?! (Z')

Pour pallier ce recrutement défaillant et les besoins urgents d'enseignants, croissants avec le temps -et avec cette même démocratisation-, on a diminué le seuil minimum de connaissances requises dans les concours, afin de rendre ces derniers plus accessibles.

Parallèlement, on a conservé, voire titularisé, tous ceux qui exerçaient déjà dans la profession, sans contrôle de leurs supposées qualités.

Ainsi, le système scolaire fonctionne non seulement avec des élèves peu performants -soit qu'il les ait rendus médiocres, soit qu'il les ait intégrés comme tels- mais aussi avec des professeurs parfois totalement incompétents, "inaptes", qui "démolissent" la profession, "primarisent" l'enseignement jusqu'à la troisième, sans être "sanctionnés" ni même "inquiétés".

On a recruté près de 30% de professeurs qui ne sont pas valables. Ils sont fonctionnaires à vie! Il y a des mesures à prendre vis-à-vis de ces gens-là dont on a l'impression qu'ils n'ont pas leur place dans l'éducation... Et les 70% qui restent,

s'efforcent de travailler dans une atmosphère qui n'est pas une atmosphère de travail, alors autant vous dire qu'il faut être héroïque! Alors vous n'avez que 20% d'héroïques et les autres laissent tomber!... C'est vrai qu'à Paris on a une mauvaise image du milieu enseignant parce que ce sont des professeurs arrivés en fin de carrière, consciencieux, mais c'est un handicap parce que les ministères ne se rendent pas compte de la situation réelle! (Q)

Cette situation est d'autant plus grave que ces enseignants sont "fonctionnaires à vie", autrement dit "déresponsabilisés", voire "irresponsabilisés", par cette logique inhérente à la fonction publique qui rémunère tous ses agents de la même manière, sans contrôle ni évaluation de la quantité et de la qualité du travail fourni...autant d'éléments incitant à la paresse et à la routine.

Car, pour qu'un "bon professeur" le demeure, il faut lui donner des possibilités de promotion qui puissent l'encourager.

1.22- Décentralisation ou colonisation ?

La décentralisation a fait de l'école un enjeu pour lequel s'affrontent diverses autorités qui ont tendance à "s'ingérer dans la vie des établissements".

L'école est devenue un territoire "colonisé" par différents pouvoirs qui décident pour elle, mais sans prendre la peine de la consulter, ni même de l'écouter.

Les autorités locales ignorent tout, en effet, de la situation scolaire sur laquelle elles prétendent néanmoins agir, et excluent de leurs analyses et de leurs décisions ceux qui connaissent le mieux les problèmes de l'enseignement: les enseignants eux-mêmes!

Ceux-ci ne cachent d'ailleurs pas leur frustration.

Ceux qui sont vraiment partie prenante dans l'école, ce sont les professeurs... et les élèves... Or, à qui donne-t-on de plus en plus de pouvoir -et la loi d'orientation ne va qu'aggraver cette situation ? On donne de plus en plus de pouvoir aux collectivités locales, aux parents d'élèves, c'est-à-dire à des gens qui ont une conception abstraite de ce qu'est l'enseignement et qui, en fait, jouent avec l'école, en ne tenant pas compte des réalités et de l'avis des enseignants! (D)

1.23- Le privé est à bien des égards enviable!

Il fut un temps où l'enseignement public n'était pas ce qu'il est devenu aujourd'hui, un temps où il était "noble", "digne", "efficace" car "méritocratique", suscitant et récompensant l'effort.

Ma mère était catholique et elle voulait me mettre en enseignement privé, mais mon père, avec ses attaches radicales-socialistes, n'y tenait pas et ma mère s'est facilement laissée convaincre... parce qu'elle avait des souvenirs de l'école privée de son village où,

vous savez, on récitait beaucoup plus de prières que de grammaire. Et puis, l'enseignement public, à l'époque, était excellent! (Q)

Parallèlement, l'enseignement privé s'est transformé: il se voit conférer aujourd'hui une mission salvatrice, et se pose en véritable modèle.

"Moins laxistes", "plus sévères", "plus sélectifs", donc "plus performants", les établissements privés sont aussi "plus humains", "plus accueillants", "moins anonymes": les plus faibles y trouvent une place adaptée à leurs possibilités, qui rendent les autres classes plus "supportables" que dans le public, parce que débarrassées de la présence alourdissante de ces élèves en difficulté.

Par ailleurs, l'établissement privé assure lui-même son fonctionnement et sa renommée.

Cela exige, de la part des enseignants, un grand investissement, beaucoup de travail, d'"imagination" et d'"ingéniosité", pour trouver les moyens de subsistance.

En même temps, ils sont animés d'un profond respect des fonds recueillis, qu'ils dépensent toujours avec "parcimonie", "réflexion" et "responsabilité", sans offrir ce tableau de "gaspillage" auquel se livrent d'ordinaire les professeurs du public.

Si j'avais mon choix à refaire, j'enseignerais dans l'enseignement privé, confessionnel ou non confessionnel, parce qu'avec peu d'argent, ils font beaucoup de choses: il y a moins de gâchis, parce qu'il y a des facteurs de responsabilités qui sont présents, alors qu'un fonctionnaire, du moment qu'il remplit la norme, on ne lui demande plus rien! (N')

Le privé apparaît donc comme un modèle de qualité et d'efficacité que nos enquêtés reconnaissent, même quand ils s'affirment les fervents défenseurs de la laïcité.

Ils voient dans sa survie une émulation, un "aiguillon" bénéfique pour l'école publique, sans lesquels ils deviendraient des "fonctionnaires incompetents".

Aussi refuseraient-ils avec véhémence qu'"on laisse l'école privée crever de sa belle mort, sans lui donner la moindre subside".

Le S.N.A.L.C. conserve le point de vue de Condorcet: il est très jacobin... Il conserve le point de vue de Condorcet qui veut deux écoles, contrairement à ce que beaucoup de gens croient. Il a bien compris que s'il n'y avait qu'une école publique... (...) nous serions comme ces garçons de café de l'Europe de l'Est, qui servent leurs clients après deux heures d'attente... Ca, j'en suis persuadé! Il y a une compétition privé/public... Là où je travaille, il y a un grand lycée privé à deux cents mètres de chez nous et heureusement! Parce qu'il faut faire mieux qu'eux, pour que l'école publique reste mieux qu'eux... et ils ont des moyens que nous, nous n'avons pas! Je parle de la conscience professionnelle et de la manière

dont les professeurs exercent leur métier, du sérieux avec lequel les professeurs accomplissent leur métier... Là, à ce niveau-là, ça ne peut être que salutaire! (Y')

D'ailleurs la présence de l'enseignement religieux n'est pas un élément incompatible avec notre culture occidentale: notre civilisation n'est-elle pas marquée par des siècles de christianisme ?

Nos élèves ont besoin de culture religieuse et ce n'est pas contradictoire avec la laïcité que de voir que nous sommes, par notre culture, notre histoire, une terre chrétienne... Et j'avoue que cette laïcité de laïcards m'a toujours agacée! (S)

Mais pour beaucoup de nos interviewés, la grande responsabilité de cette situation catastrophique du public incombe à la passivité des professeurs qui "acceptent tout sans bouger" et qui sont "prêts à prendre des vessies pour des lanternes", même s'ils supportent difficilement ce contexte.

Les enseignants aujourd'hui, je les trouve un peu couards: ils n'ont pas le courage de dire: "ça suffit!"... Et pourtant ils se plaignent; ils vont même jusqu'à dire qu'ils sont malheureux! (Q)

Il suffirait pourtant de peu de choses pour redresser cette conjoncture: une attitude contestataire -certains diront "révolutionnaire"- pourrait restaurer, sur les ruines de l'édifice actuel, l'ancien système qui fonctionnait si bien.

Il faut "repartir à zéro", "mettre en avant ces valeurs éternelles, incontournables, que l'on a oubliées", et surtout "rétablir la discipline à tous les niveaux".

L'organisation de l'enseignement n'est plus efficace... Après 68, j'ai vu comment on avait détruit l'enseignement public avec des idées généreuses, placées ici et là, très dispersées... Et tout le monde applaudissait parce qu'on ne voyait pas le fil conducteur... Il ne faudrait pas de grandes réformes pour remettre en route quelque chose qui marchait bien: il suffit d'enlever tous ces grains de sable que l'on a placés les uns après les autres... (...) Vous savez, j'ai eu l'occasion de rencontrer d'anciens élèves qui ont connu le lycée avant 68, et bien, ils en gardent un excellent souvenir! C'est quand c'est le plus vissé qu'on trouve les meilleurs souvenirs! (Q)

Dans cette entreprise de "restauration" de l'ancien système, les professeurs devraient être les premiers à "montrer l'exemple", par leur "tenue", leur "goût de l'effort", leur "discipline", leur "respect des convenances" et leur "sens des responsabilités".

Ce rétablissement du système éducatif ne constitue cependant pas une mince affaire.

Tout comme leurs homologues de gauche qui tentaient de résorber l'échec scolaire en s'activant dans leur classe, conscients pourtant des limites d'une telle action solitaire, nos enquêtés travaillent avec acharnement à rétablir l'"ancien système", mais tout aussi convaincus de l'inefficacité de leur démarche: le problème déborde trop largement du cadre scolaire pour qu'ils soient les seuls ouvriers possibles de cette entreprise de régénération.

Il faudrait "remoraliser" et "responsabiliser" les élèves -voire certains professeurs.

Ce rôle reviendrait plutôt aux parents, mais sont-ils tous aptes à se voir confier cette tâche d'"éducation" ?

L'autorité se rétablira d'elle-même si l'on rétablit des responsabilités... Les parents ne sont plus responsabilisés... Les parents de milieu défavorisé ne l'ont jamais été, et il faut leur apprendre à l'être... (...) L'école ne peut plus suppléer les parents parce que les enseignants tiennent leur rôle six heures par jour, c'est tout... Il faudrait pouvoir remplacer les parents par des associations aux frais de la municipalité, pour s'occuper des enfants en échec... Il y a bien des garderies pour s'occuper des jeunes enfants! (Q)

Enfin, il est primordial de revenir à la sélection, à la "classification des élèves", à la "spécialisation des professeurs en fonction des niveaux enseignés".

Il faut tirer le maximum des compétences des élèves, et des professeurs aussi, parce qu'il y a des professeurs qui conviennent mieux à certains types d'élèves, et cette différence entre les élèves s'apprécie mieux dans des classes de niveau que dans des classes hétérogènes. Et ces classes ne sont des ghettos que pour ceux qui veulent bien en faire des ghettos. Cette histoire de ghettos n'a été qu'un instrument de propagande... (...) On ne reviendra pas aux classes de transition, mais on avait commencé à faire là du bon travail: on avait même commencé à faire des enseignants spécialisés pour ces classes, et c'était très bien! (Q)

Aussi nos interviewés applaudissent-ils toute mesure politique allant dans ce sens, qu'elle soit l'oeuvre d'un gouvernement de droite ou de gauche -encore qu'elle ait davantage de probabilité d'émaner de représentants de la droite.

Monsieur Chevènement a eu le mérite de remettre un examen au niveau de la troisième, le brevet des collèges, mais il a été dénaturé dans la mesure où l'on a introduit énormément de contrôle continu. Disons que c'est mieux que rien, et monsieur Chevènement a fait une tentative dans le bon sens... C'est d'ailleurs le seul des ministres de l'Education nationale, qui ait fait de l'élitisme républicain, reparlé de la nécessité de travailler, remis des examens... Et pourtant, vous voyez bien qu'on ne peut pas taxer monsieur Chevènement de conservatisme politique! (D)

II LA SOCIETE VA MAL!

Vouloir secourir les défavorisés est certes une intention louable, mais l'octroi de toute assistance matérielle doit être soigneusement étudié, justifié... et mérité.

Or, sous prétexte de confiance en l'Homme, implicitement contenue dans toute adhésion au socialisme, l'aide sociale accordée aux plus nécessiteux se pratique aujourd'hui dans le laxisme le plus complet.

Cette politique aboutit à une situation, moralement, socialement et économiquement intolérable, qui autorise et encourage un parasitisme auquel on reproche de coûter cher, trop cher même, à l'Etat...et donc aux contribuables, dont on exige, au nom d'une prétendue solidarité, qu'ils en supportent les frais!

2.1- Non à une politique d'assistanat.

Au lieu de mener une vraie politique d'assistance, dynamique et sérieuse, la gauche, par son laxisme, engendre des "parasites".

Ces "profiteurs", parce qu'ils sont "habitués à ce que tout leur tombe tout cuit", ne voient pas la possibilité, la nécessité de "s'en sortir par eux-mêmes", d'"inventer des solutions individuelles à des problèmes personnels"...de se mettre tout simplement à chercher un travail... mais "encore faut-il savoir s'ils veulent réellement travailler!".

Le R.M.I. est une illustration parlante de ces effets indésirables que peuvent engendrer certaines mesures de politique sociale: en recevant plus que ce qu'ils pourraient gagner en travaillant, les bénéficiaires de cette aide ne sont guère motivés à s'employer dans l'industrie et à participer activement à l'économie nationale.

Le R.M.I., c'est une connerie! Il y a des tas de gens qui pourraient travailler mais qui ne le veulent plus... Parce que, heu... si vous avez deux enfants par exemple, et bien, 2000+1000+1200, ça fait 4200 francs, exonérés d'impôts, en plus! (Y)

Je suis d'accord avec Chirac quand il dit que le R.M.I. est peut-être nécessaire mais que la charité a un aspect offensant. Ceux qui reçoivent le R.M.I., on devrait leur demander, en compensation, d'effectuer un travail, même symbolique... Ca permettrait d'écrémer un certain nombre de bénéficiaires du R.M.I. dont je pense, et je ne suis pas le seul, qu'ils ne sont pas de véritables malheureux, mais des profiteurs! L'Etat providence, comme l'Etat scandinave, ce n'est pas mon choix: il faut responsabiliser les citoyens... (N')

Non seulement la situation d'assisté est honteuse pour celui qui la vit quotidiennement, mais tout acte charitable va aussi à l'encontre de la liberté individuelle: intervenir dans les affaires privées du citoyen ne peut se justifier que si le comportement de celui-ci constitue une menace pour son entourage.

Pourquoi empêcher celui qui veut se droguer de se droguer, celui qui veut se saouler de se saouler, celui qui... Après tout, si ça leur plaît de vivre comme ça! Vous comprenez ? Moi, je suis pour la liberté, du moment qu'on ne fait pas de mal à autrui... (Y)

Enfin, la politique d'assistanat menée par la gauche ne se contente pas d'être inefficace, "perverses": elle est aussi coûteuse.

Nos enseignants se montrent réticents, sceptiques, quant à l'utilisation des prélèvements effectués par l'Etat, au nom de la "Solidarité", sur leurs propres gains.

Cependant, nos interviewés tiennent à récuser cette idée du sens commun selon laquelle la droite serait essentiellement animée du souci de tout conserver "égoïstement".

Ils peuvent se montrer d'accord sur le principe du partage, selon lequel "ceux qui gagnent beaucoup d'argent en donnent un peu à ceux qui n'en gagnent pas".

Ils savent aussi faire preuve de charité, concrètement et quotidiennement, comme en témoignent parfois les longues énumérations d'opérations humanitaires qui ont recueilli les fruits de leur générosité.

Mais ils se déclarent hostiles à toute centralisation et redistribution des différentes ponctions effectuées par l'Etat, "comme les impôts, le blocage des salaires des fonctionnaires, la retenue des 1% de solidarité"... et dont "on ne sait jamais où va l'argent".

Leurs préférences convergent vers une solidarité moins contrainte et moins contraignante, plus spontanée, à travers des dons dont ils choisissent eux-mêmes librement le montant et les bénéficiaires, et dont ils savent que "l'argent sera effectivement remis entre les mains des personnes qui en ont vraiment besoin".

Nos professeurs sont donc unanimes: ils préfèrent "verser aux oeuvres plutôt que de payer des impôts".

Si la charité est néfaste quand elle est instaurée, par les politiciens de gauche, en un véritable système, elle peut devenir un élan tout-à-fait respectable quand elle est la manifestation et la réalisation de la foi chrétienne.

2.2- oui à une vraie politique sociale.

La gauche n'a pas le monopole de ce qu'elle prétend revendiquer.

Il faut en effet réagir à cette vision simpliste du bipartisme politique qui a pris l'habitude d'associer, à la gauche, un humanisme généreux, et à la droite, la défense de la propriété privée et des profits capitalistes.

Certains de nos professeurs prennent d'ailleurs ici un soin particulier à rejeter toute identification au "grand capital" et toute assimilation aux intérêts de la seule bourgeoisie.

Le R.P.R. a fait une gaffe en supprimant l'impôt sur les grandes fortunes, parce que tactiquement c'est imbécile, parce qu'on va passer pour des réactionnaires et des défenseurs du grand capital... Ils ont commis une bourde parce que c'était une mesure symboliquement égalitaire. (N')

D'ailleurs certains disent rechercher et aimer le contact avec les plus humbles, surtout quand ils en sont eux-mêmes issus.

Les autres avouent l'attention qu'ils portent à fréquenter et à connaître différents milieux sociaux, même "inférieurs" aux leurs, et se réjouissent de la richesse de cette expérience.

Je ne renie pas mes origines... J'aime beaucoup retourner chez moi... Et je tiens à ce que mes enfants connaissent ce milieu, parce que le milieu ouvrier et celui des cols blancs se méconnaissent totalement et c'est dommage! (...) Une preuve de cette méconnaissance... Ma mère est venue habitée au Croisé Laroche. Un jour, sa voisine l'invite et lui parle des "petites gens". J'ai dû lui expliquer que c'était ainsi qu'on l'appelait ici... Pour lutter contre cette ignorance que l'on a du monde ouvrier, je tiens à ce que mes enfants connaissent le prix et la difficulté du travail manuel: alors, pendant leurs vacances, ils travaillent... Mais je dois dire qu'avec mon mari, ils sont favorisés, parce qu'on ne leur donne pas n'importe quel travail, donc, ça, ce n'est pas donné à tout le monde non plus, hein? (E)

Nos interviewés, on l'a vu, affirment qu'il est possible pour eux de se déclarer de droite, tout en étant animés par un réel souci de partage et de justice.

Ces préoccupations sociales ne sont donc pas l'apanage unique de la gauche, puisque "tout le monde est socialiste dans l'âme" et "ne peut qu'espérer une meilleure justice sociale".

Il y a dans la droite, des gens "sociaux" aussi, des gens qui recherchent le bien de tous, de toutes les catégories sociales... (N)

Mais cette générosité propre à la droite se teinte d'une certaine dose de fermeté et de réalisme que semble oublier l'humanisme généreux de la gauche.

Les socialistes ne veulent mécontenter personne, alors ils disent toujours: "oui!"... Mais il faut savoir dire "non" parfois... On le voit avec le tchador: ils ne prennent pas position... Il faut plaire à tout le monde, mais on ne peut pas gouverner comme ça, on ne peut pas contenter tout le monde, c'est pas possible! (Z')

L'Etat ne peut subvenir aux besoins de tous les nécessiteux: il y a des urgences et il faut établir des priorités.

Les français devraient être les premiers à pouvoir bénéficier de l'aide étatique.

Le départ des immigrés constituerait une solution dans la mesure où les français auraient alors accès à cette denrée rare qu'est le travail et recevraient une aide substantielle de la part de l'Etat.

Il faut faire un tri parmi les immigrés, embarquer tous ceux qui n'ont pas de travail et qui ne sont pas français; ça donnerait du travail aux autres... C'est dur, je sais, mais si on ne le fait pas, on ne s'en sortira jamais! (Y)

Aussi nos enquêtés trouvent-ils certains échos de leurs aspirations et de leurs craintes dans la politique de contrôle de l'immigration prônée par le Front National.

Ils lui reprochent néanmoins ses thèses "racistes" et "extrémistes", "dangereuses", ainsi que son "habileté" à exploiter le "bon sens populaire", et se gardent bien, pour toutes ces critiques, de lui accorder leurs suffrages.

Je ne comprends pas que l'on puisse voter extrême-droite, parce que ce sont des gens dangereux, mais d'un autre côté, tout ce qu'ils disent, c'est ce que tout le monde pense... Il y a des choses bonnes: rétablir la peine de mort pour des trafiquants de drogue, des violeurs; limiter l'immigration... (Z')

Les immigrés, une fois installés sur leur terre d'accueil, doivent "se plier aux mêmes contraintes et aux mêmes lois que nous", et mériter, par une conduite exemplaire, l'autorisation d'y rester.

Cette condition à leur maintien sur le sol français est d'autant plus impérative que les immigrés sont souvent considérés comme "des gens à part, à qui l'on permet toutes sortes de choses".

Le tchador... je crois que beaucoup d'enfants vont le faire maintenant, peut-être sous l'impulsion des parents, mais plus par provocation... Si on accepte ça, après, on va accepter aussi qu'ils n'aillent pas à certains cours, ou bien on va leur faire des cours spéciaux de religion: c'est la porte ouverte à tout! (Z')

Par ailleurs, l'association entre violence, insécurité d'une part, et immigration d'autre part, est quasi systématique chez nos professeurs.

Aussi l'immigration doit-elle faire l'objet d'un contrôle sévère, même si, solution extrême, il fallait procéder à un "tri de tous ceux qui font le con pour les foutre dehors et endiguer la délinquance".

Néanmoins, nos interviewés reconnaissent au phénomène de l'immigration une relative nécessité, qui, si elle a aujourd'hui disparu, contribue à

jeter parfois un regard "indulgent" sur la présence des travailleurs étrangers sur notre territoire.

Car ce sont les "patrons français" les véritables "coupables", qui ont recruté une vague de main d'oeuvre immigrée, "payée à bas salaire".

Quand on a signé les accords d'Evian, en 72, on a expulsé un million et demi de français vraiment blancs d'Algérie et en même temps, les patrons du textile français ont recruté des travailleurs algériens... Quand on payait 1000 francs un français, on payait 500 francs un algérien. Alors eux, ça allait encore, mais leurs enfants et leurs petits enfants, eux, ils n'ont pas de travail! Alors, ils font des coups durs, c'est compréhensible! Mais il fallait y penser avant! (Y)

On l'a vu, donner à ceux qui en ont le plus besoin constitue une solution coûteuse et peu efficace, car elle ne transforme pas véritablement la condition des individus "intéressés" -dans tous les sens du terme.

D'une part, les assistés ont davantage besoin de travail que d'argent -on ne traite donc pas l'origine du mal.

D'autre part, ils se complaisent dans une situation de dépendance.

En se penchant sur une frange de marginaux qui "profitent" du système, la gauche néglige d'autres couches de la population qui, si elles sont loin d'un seuil de pauvreté, risqueraient néanmoins d'y basculer, menacées par des problèmes urgents.

Les ouvriers, les "nouveaux pauvres", premières victimes de la crise, devraient attirer en priorité l'attention de la gauche au pouvoir, et bénéficier de mesures sociales dont ils sont trop souvent et injustement exclus.

Il y a quand même des pauvres en France... heu... les "nouveaux pauvres", comme on les appelle... Je ne plains pas les gens qui touchent le R.M.I., moi, celui que je plains, c'est le cadre ou l'ingénieur qui perd son emploi parce que lui, il a deux ou trois enfants qui font des études universitaires et brusquement, il se retrouve devant un mur... Comment peut-il continuer à payer tout ça ? (Y)

Qu'a fait la gauche pour la classe ouvrière, en faveur de laquelle elle s'était pourtant personnellement engagée ?

Rien, si ce n'est des promesses sans lendemain et des mesures d'austérité destinées à appauvrir encore davantage les plus défavorisés!

Ils ont bloqué l'inflation, c'est bien... Mais combien on voit maintenant de gens qui sont obligés de vendre leur maison ? Parce qu'ils n'arrivent pas... Les ouvriers ont le couteau sous la gorge et sont obligés de revendre, parce qu'ils ont des traites de 6000 francs par mois... bon, 6000 francs avec l'inflation, c'était encore possible... (X)

Enfin, s'ils reprochent à la gauche son laxisme et son inefficacité, nos professeurs critiquent aussi les modalités et les moyens mis en oeuvre pour conduire la politique sociale actuelle.

Non seulement la gauche veut "partager tout avec tout le monde", mais elle veut aussi prendre l'argent qui lui manque à ceux qui en détiennent le plus.

Cette solution est-elle légitime ?

Est-il juste de pénaliser les riches ?

En effet, la réussite sociale n'est ni malhonnête, ni honteuse.

Elle est, au contraire, la récompense de ceux qui "ont mis le paquet", à un moment de leur existence, dans une entreprise dont ils ont accepté les coûts et les sacrifices, assumé les risques et les "coups durs".

Ne méritent-ils donc pas de posséder et de transmettre une telle richesse, "gagnée" au prix d'un travail acharné ?

La réussite est mal ressentie en France: les gens n'osent jamais dire combien ils gagnent... Il y a cette impression, depuis Molière et le Bourgeois Gentilhomme, que réussir c'est mal vu! Moi, j'ai plutôt le concept américain que gagner de l'argent, c'est bien!... Alors que ce n'est pas le sentiment commun chez les enseignants: ils ont le sentiment, au contraire, qu'ils volent quelque chose à quelqu'un... ils ont comme un complexe... Ou alors, ils vont critiquer le mec qui a beaucoup d'argent, comme le dentiste, ou le notaire, mais ils ne savent pas la quantité de travail qu'il doit fournir pour en arriver là! (E')

Moi, j'ai un oncle qui s'est fait une fortune colossale, mais il n'a pas hésité à tout revendre pour s'installer; il a passé des années atroces. Il s'est accroché, bon, ben, maintenant, il a une affaire qui tourne... Mais s'il avait fait faillite, s'il s'était écroulé ? Alors maintenant, on devrait dire: "il est riche, il va payer!"... Ah, non! (X)

Enfin, cette politique de "prendre aux riches pour donner aux pauvres", si elle est injuste dans son fondement, se révèle être, dans son application pratique, une solution totalement inefficace.

Ainsi en est-il de l'impôt sur les grandes fortunes.

D'une part, les contrôles que nécessite cette mesure coûtent bien plus d'argent à l'Etat qu'ils ne lui en rapportent.

D'autre part, en voulant "prendre l'argent là où il est", l'impôt sur la fortune -quand bien même il réussirait à remplir les caisses de cette prétendue "Solidarité" gérée par l'Etat-, freine l'investissement et le réinvestissement des firmes nationales, quand il ne provoque pas tout simplement la fuite des capitaux à l'étranger, entraînant un ralentissement de l'activité économique, et, avec lui, le cercle infernal de la montée des prix...du chômage et de la pauvreté! Un bel exemple d'"effet pervers"!

Cependant, si nos enquêtés combattent ardemment l'impôt sur la fortune, pour son caractère illégitime et inefficace, c'est moins, nous l'avons dit, par identification à un "grand capital" "menacé" par cette mesure, que par respect de la propriété privée.

Celle-ci ne se réduit pas à une quantité définie de biens matériels, mais est considérée plutôt comme une véritable valeur, fondant toute une éthique de vie: travailler, se priver, se sacrifier, épargner, pour enfin posséder un jour un patrimoine et le transmettre à ses descendants.

Chaque individu doit être libre d'opérer ce choix et de mener une existence conforme à ces principes.

Qui pourrait l'en blâmer ?

III L'ECONOMIE VA MAL!

La tradition jacobine en France, et le socialisme un peu partout dans le monde où il a tenté de s'implanter, n'ont apporté que misère économique et humaine.

Comment donc ne pas être séduit par l'expérience du libéralisme, tel qu'il a fait ses preuves aux Etats-Unis, seul exemple de pays prospère qui a su offrir à la fois le progrès économique et social et le maintien des libertés.

3.1- Non au Socialisme.

Il y a , dans la politique économique de la gauche, des vestiges d'un "jacobinisme" et d'un "colbertisme" centralisateurs, un certain dirigisme étatique qui, obstruant l'initiative privée et la libre entreprise, freine du même coup l'expansion nationale.

Les entreprises publiques, nationalisées, ont des conséquences néfastes, identiques à celles que nos professeurs avaient déjà observées pour le système éducatif.

Cette "logique inhérente à la fonction publique" n'est autre que l'"irresponsabilité érigée en principe", qui ne produit que des paresseux et des "routiniers de la besogne", peu rentables et peu performants.

L'exemple des résultats économiques et sociaux de la politique en vigueur dans les pays de l'Est est suffisamment dissuasif, pour qu'on ne prenne pas le risque de l'imiter ici: la stagnation économique, attribuée d'une part aux blocages existant à tous les échelons du centralisme bureaucratique, et d'autre part à l'absence de motivations des travailleurs, est l'une des conséquences les plus négatives du "système collectiviste".

3.2- Oui au libéralisme.

Devant de telles imperfections et imperformances du système socialiste, le libéralisme économique, dont nos professeurs ont découvert, par l'observation, l'analyse ou l'expérience, les avantages et les bienfaits, ne peut que séduire.

J'ai compris très vite et très fort qu'en matière économique, l'étatisme, c'était l'échec... Par exemple, quand j'ai voulu acheter une voiture, j'ai compris que les Renault, entreprise d'Etat, étaient plus chères, à qualité égale, que les marques privées, françaises

ou étrangères. Les firmes les plus compétitives et les plus à la pointe du progrès, c'était les firmes privées. La tradition colbertiste, c'était ou la mauvaise qualité ou des prix trop élevés. Alors je deviens adepte d'une économie plus libérale et donc d'une politique plus libérale. (N')

Je viens de passer 15 jours aux Etats-Unis, et j'ai été ébloui par les méthodes américaines, le libéralisme qui s'accorde avec la discipline, et ça, ça m'a beaucoup intéressé. Je voyage beaucoup et ça compte dans les options politiques. Quand on passe de l'Egypte aux Etats-Unis, ça fait un choc, puis quand on passe des Etats-Unis en France, ça fait un choc, quand on voit la pagaille qu'il y a dans nos aéroports, par rapport à l'organisation américaine. Alors tout ça, ça me renforce dans mon attachement au libéralisme. (E')

Si l'économie libérale se définit comme une possibilité de richesse et de progrès pour la nation, de liberté et de bonheur pour l'individu, sa défense ne coïncide pas nécessairement, une fois encore, avec celle du grand capital.

Aussi nos interviewés reconnaissent-ils "aimer" la libre entreprise quand elle incarne "le progrès économique et social", quand "elle fait avancer un pays", mais la "détester" quand elle représente le "profit capitaliste", les "gros", et quand elle rejette, avec mépris, le "problème ouvrier".

IV L'EGLISE VA MAL!

Le pessimisme de nos interviewés s'étend à bien d'autres domaines, y compris celui de la religion.

La critique à l'égard de l'Eglise se résume en une courte phrase: "l'Eglise n'est plus ce qu'elle était", trop moderne, trop politisée aussi... à moins qu'elle ne s'obstine à demeurer telle qu'elle était, sans voir qu'autour d'elle, le monde change!

4.1- Pour une Eglise simplement religieuse.

Si l'Eglise a besoin d'une évolution, d'une transformation, pour ne pas être en décalage avec les mutations de son temps et de sa société, l'orientation qu'elle a prise n'est assurément pas la bonne et l'entraîne sur une mauvaise pente.

Les cadres traditionnels se dégradent et ne sont plus respectés.

La politique pénètre au sein de la Maison de Dieu, la viole, et s'empare de sa parole.

Les fidèles peuvent légitimement s'interroger: viennent-ils pour "écouter des discours syndicaux" ou bien pour "élever leur âme" ?

L'Eglise ne peut-elle se montrer simplement "religieuse" ?

Pire encore: l'Eglise n'est pas une victime épargnée de la montée de la violence, de la délinquance et du vandalisme.

Je ne passe jamais devant Sainte Elisabeth sans y aller prier... quand la porte est ouverte!.. parce que les loubards vont chier dans les confessionnaux ou battent les gens, alors... (Y)

4.2- ...qui doit dépasser les anciennes spiritualités.

Quand l'Eglise s'obstine à demeurer fidèle à la tradition, elle attire alors la dérision et le discrédit.

Parfois même, la tradition peut se montrer dangereuse, quand elle appelle au fanatisme.

Les anciennes figures d'autorité deviennent aujourd'hui "démodées", "dépassées", "compromises" et peu "crédibles".

Bientôt, on assistera à "la faillite des Eglises" et une spiritualité nouvelle, supérieure et universelle, prendra le relais.

Je crois en une intelligence supérieure qui anime l'univers, en cet Etre supérieur que reconnaissent même les savants... les physiciens les plus avancés de la planète... quand ils disent que la physique rejoint la métaphysique, ils ont tout-à-fait raison... (F')

V DEVANT CETTE COURSE A LA CATASTROPHE, QUE FAIRE ?

Que faire, si ce n'est avoir le réflexe, la sagesse et le bon sens de conserver ce qui fonctionne encore, ou de restaurer ce qui a été supprimé, et qui fonctionnait pourtant bien, que ce soit dans les domaines économique, social, culturel, éducatif, moral.

Or, la droite représente le seul espoir et la seule possibilité de réaliser cette entreprise.

Quant à la gauche, si elle est effectivement haïe pour les idées qu'elle incarne et l'idéal qu'elle défend, elle n'est pas, dans la pratique, nécessairement haïssable, comme en témoigne l'expérience actuelle d'un gouvernement socialiste: celui-ci a su abandonner son utopie et faire preuve de réalisme, donc de sagesse et d'intelligence, en sachant "mettre de l'eau dans son vin".

Mais si la gauche ne se présente pas, ou plus, comme un ennemi dangereux, les professeurs de ce type préfèrent néanmoins la voir se cantonner à un rôle de pression et d'opposition: c'est là qu'elle remplit le mieux sa mission de progrès.

5.1- Non à la gauche.

Dans leur critique de la "gauche", c'est au communisme, en tant que doctrine néfaste, dangereuse, entravant le progrès économique et annihilant les libertés, que nos professeurs se réfèrent en priorité.

Le communisme leur apparaît "contre nature", et sa menace serait suffisamment effrayante pour être mobilisatrice.

Etre de droite, pour moi, ça a toujours été une réaction contre le système communiste... Je m'étais toujours dit qu'en France, si les communistes prennent le pouvoir, moi, je prends le maquis! C'était sous forme de boutade mais ça voulait dire ce que ça voulait dire! Alors, en 81, je n'ai pas milité pour autant mais j'ai peut-être acheté le Figaro Magazine plus souvent à ce moment-là, et là je ne l'achète plus maintenant, ni en 86, quand Chirac est revenu... (S')

Les socialistes, quant à eux, ne représentent plus une menace redoutable.

La politique socialiste, si elle est certes critiquable dans l'absolu, "en théorie", ne l'est plus aujourd'hui dans son application "pratique".

En effet, on observe un tel rapprochement des politiques que la gauche, "avec sa politique pratiquement libérale", n'incarne plus tellement l'ennemi à abattre ni même à combattre.

Pour les municipales, dernièrement, j'ai voté pour la droite habituelle... Mais de toutes façons, vous savez, les socialistes, je les aime bien, d'autant plus qu'ils sont proches de nous, maintenant! Ils ont tellement glissé! (E')

En 81, j'étais dans la salle des professeurs avec mon ancien supérieur, un dimanche soir, en tête à tête. A vingt heures, on voit Mitterrand à l'écran... Alors la réaction de cet homme, qui a donné toute sa vie à l'Eglise, ça a été de laisser échapper un "merde!"... (...) Et il était inquiet, mais moi, je ne l'étais plus... J'avais voté Giscard au second tour, mais je n'étais plus inquiet, parce que Mitterrand était quand même le candidat socialo-communiste, mais ce qu'on appelait le communisme, c'était terminé... Je crois qu'il faut démystifier. (S)

Cependant, bien que la politique de la gauche soit de moins en moins dérangeante et "inquiétante", nos interviewés ont encore la possibilité -et la satisfaction- de continuer à la critiquer... précisément parce qu'elle demeure le fait de la gauche, et non de la droite!

A quoi ça sert d'avoir la droite au pouvoir, puisque la gauche fait une politique de droite, et que ça se passe très bien comme ça dans la mesure où c'est la gauche qui la fait!... Si c'était la droite qui faisait actuellement cette politique, ça serait moins bien! (S')

La gauche est surtout critiquée pour... son manque de fiabilité et de crédibilité: si nos professeurs n'ont jamais cru aux socialistes, d'autres qu'eux y ont cru et ont été trompés par ceux-là mêmes qu'ils ont portés au pouvoir.

La gauche, pour séduire et rallier à elle une clientèle nombreuse, a usé de tactiques délibérément malhonnêtes et de promesses qu'elle savait irréalisables ou néfastes.

Cette duperie est intolérable.

Je ne suis pas gêné par un mouvement de gauche, même si je suis de droite et que j'ai des idées de droite... mais à condition qu'on ne promette pas sans rien donner! On savait qu'en 81, c'était impossible de tenir toutes les promesses qui avaient été faites... Ils avaient promis de bloquer les salaires de haut niveau pour les rendre aux ouvriers... ils avaient promis l'augmentation des allocations familiales, ils en avaient tellement promis qu'ils étaient arrivés à ne plus être d'accord avec les communistes, qui, six mois après, justement, partaient, parce que le gouvernement n'arrivait pas à tenir ses promesses! Ils ont essayé, au départ, de donner un peu de leurs promesses aux gens, mais on s'est vite rendu compte qu'on vidait les caisses! On se serait vite ruiné! (K)

La gauche en place a trahi la classe ouvrière, et jusqu'au socialisme lui-même.

D'ailleurs, sur bien des points, elle se montre encore plus "libérale", plus "réactionnaire" que la droite.

Elle se préoccupe peu du problème ouvrier, dont "elle se fout comme de l'an 40", malgré ses discours, ses "bons sentiments", sa "vertu affichée", "comble de la tartuferie".

Ce sont des gens qui découvrent le capitalisme et qui se montrent encore plus libéraux que les Léotard et tout ça... J'en parle avec passion, excusez-moi, mais quand j'entends les propos socialistes, ça me hérissé! En fait, ils sont fascinés par l'entreprise privée. Ils ne le disent pas en public, mais ils sont prêts à importer le système tel quel, avec les patrons, les petits chefs... Vous avez des maires socialistes qui jouent aux petits chefs: c'est le téléphone dans leur voiture... ils sont fascinés par ça, quoi! Je trouve ça infantile... mais ils ont un discours socialiste! (A)

Si la gauche, aujourd'hui modérée et libérale, n'inquiète plus autant qu'hier, nos professeurs préfèrent néanmoins voir les socialistes dans l'opposition.

Quand ils incitent et contraignent la majorité, par leurs pressions constantes, à prendre des mesures progressistes, ils jouent leur "rôle social" bien plus efficacement que lorsqu'ils tiennent, au pouvoir, des promesses irréalisables.

Et dès qu'ils quittent l'opposition pour gouverner, ils ne sont déjà plus "constructifs" car personne ne les remplace pour "talonner" et "aiguillonner" cette nouvelle majorité, pas même les communistes, trop peu nombreux pour exercer une pression effective.

5.2- Oui à la droite.

Chaque fois que la gauche a tenté d'exercer le pouvoir, le pays a été conduit à la ruine.

Et l'on peut remonter très loin dans l'histoire pour trouver des exemples de cette incompetence propre à la gauche, de sa faiblesse et de son incapacité à gouverner dans la paix et la stabilité.

Si on a perdu la guerre, la débâcle... c'est dû au Front populaire... Léon Blum... qui nous a fait perdre la guerre, parce qu'on a tout saboté dans les usines... C'est mon point de vue, mais ça a quand même été démontré par de nombreux écrivains et historiens! (Y)

Il ne faut quand même pas oublier qu'on a beaucoup souffert de la quatrième République... On a quand même eu, en douze ans, onze gouvernements... Monsieur Mitterrand a été onze fois ministre, dans des postes différents! (Q)

La politique mitterrandiste ne fait pas exception à cette règle.

La France court à la catastrophe, et le gouvernement le sait bien, qui tente désespérément de "réajuster le tir".

On l'a vu, en matière d'éducation, les mesures de démocratisation ont abouti à un laxisme générateur d'une médiocrité qui caractérise autant les enseignés... que les enseignants!

Ensuite, au plan social, l'assistanat, sans limite et sans contrôle, est d'un coût exorbitant pour une efficacité dérisoire, puisqu'il tend à pérenniser, voire à aggraver, une situation qu'il vise pourtant à résorber!

Enfin, au niveau économique, le secteur privé a su prouver sa performance et sa supériorité par rapport à un domaine public n'employant que des "fonctionnaires", au sens péjoratif du terme, c'est-à-dire des agents sans grande conscience professionnelle.

C'est donc une question de "bon sens": si l'on ne veut plus que se reproduisent les catastrophes historiques présentes dans les mémoires, il suffit de replacer la droite au pouvoir et de l'y maintenir.

Si celle-ci se montre conservatrice, ce n'est pas par "égoïsme" mais plutôt par "réalisme", ou par "pessimisme"... puisque "chaque fois que l'homme a voulu changer le monde, il a accouché d'un monde encore pire".

Tous ceux qui ont essayé de changer du tout au tout l'ordre social, sont tombés dans un premier temps dans le terrorisme, et ensuite ont été abattus, parce qu'il s'est produit, après, une restauration: on l'a vu à la Révolution française, et c'est ce que l'on vit maintenant à l'Est: je ne suis pas surpris parce que c'est inéluctable. (Y')

Seule la droite a compris qu'on ne peut pas "tout chambouler" en faisant "table rase du passé", à moins de "se casser les dents" ou d'aboutir à "un foin complet".

Cet antagonisme de l'ordre et du mouvement a toujours figuré parmi les préoccupations philosophiques de l'homme.

Un de nos professeurs évoque ici les thèses qui opposaient deux penseurs grecs et constate que "l'histoire a donné raison à Aristote et pas du tout à Platon".

Quand on reprend La République, Platon veut instaurer un ordre juste (...), et cet ordre juste ne pourra s'installer, selon lui, que sur les ruines de ce qui a précédé; ça se fera dans le sang, c'est possible (...) Platon est le premier homme de gauche... C'est une révolution, non pas au sens de révoluer, mais heu... c'est un changement brutal, une destruction du passé, et une reconstruction. Aristote souriait et n'a jamais pris cela très au sérieux, parce qu'il considérait que l'on ne détruisait pas en trois minutes des siècles d'histoire... maintenant, on pourrait même dire des millénaires d'histoire! (Y')

Si l'on peut adopter certaines analyses, certains points de vue, certains principes propres à la gauche, jamais on ne pourra en accepter les "thérapies", les solutions qu'elle propose, toujours "arbitraires", "artificielles", "non contenues dans la réalité présente", "tombant du ciel" et "n'entrant pas dans un processus historique".

La droite, au contraire, sait "actualiser la puissance du passé" et "tirer de la tradition ce qu'elle a de meilleur".

Voilà toute la différence entre une idéologie de droite, et une idéologie de gauche, l'une "réaliste", l'autre "utopique"... ou "hypocrite"...

Le S.N.A.L.C. veut un enseignement de qualité, mais il sait que ça ne peut se faire que sur la base des inégalités actuelles, et à un rythme que nous, hommes, nous ne maîtrisons pas... alors que le S.N.E.S., lui, veut tout de suite l'éducation pour tous, et en réclame à grands cris les moyens au ministère... Mais le ministère ne pourra jamais lui donner ces moyens: ça équivaudrait, pour le pouvoir politique, à se couper de la réalité présente... et c'est pour ça que je l'accuse d'hypocrisie, parce qu'il réclame des moyens en sachant pertinemment qu'il ne les aura pas... Evidemment qu'il faudrait des enseignements spécialisés, pour tout le monde, pour les débiles légers, les débiles mentaux, etc.. Ils ont raison mais c'est irréalisable... Tandis que le S.N.A.L.C., lui, dit publiquement que vouloir hisser 80% des élèves au niveau du Bac., c'est utopique... alors que le S.N.E.S. croit que c'est possible et en réclame les moyens! Nous, nous pensons que (...) les conditions historiques actuelles ne le permettent pas, c'est tout! Et c'est pour ça que le S.N.A.L.C. passe pour être un syndicat de droite... parce qu'il est tout simplement réaliste! (Y')

Si nos interviewés préfèrent les programmes de la droite, plus pragmatiques, ils ont néanmoins quelque difficulté à se reconnaître dans un parti précis.

Cependant, quand ils affirment une sympathie partisane, c'est le R.P.R. qu'ils citent le plus souvent, parti "libéral" par excellence et "modéré" tant sur le plan économique que social.

L'ombre de de Gaulle y plane encore.

Ce personnage mythique, qui a si bien su "incarner la grandeur de la France", suscite toujours un sentiment vif d'admiration, mêlé de crainte et de méfiance.

Je me sens profondément gaulliste, sans avoir vécu, pourtant, la période gaulliste de pendant la guerre... mais, heu... par sympathie pour de Gaulle... (G')

Il y avait chez de Gaulle un accent lyrique auquel j'ai été sensible, sans doute. La forme et le fond, c'est lié! Et je me suis toujours dit que j'avais été con de juger de Gaulle sur ses modalités d'arrivée au pouvoir, peu légales, il faut bien le dire... mais, après tout, la République, ça ne s'est pas fait sans magouille non plus, hein ? (N')

notes du type II

¹ L'attachement au pays est effectivement une caractéristique de ceux qui se situent à droite. Paradoxalement, le patriotisme a d'abord été une valeur de gauche avant de devenir une particularité de la droite.

"En Europe, droite et gauche s'opposent [...] sur les valeurs du patriotisme et de l'internationalisme. [...] C'est à partir des idées de la Révolution que s'est diffusé dans une grande partie de l'Europe le mouvement des nationalités, qui fut partout considéré comme un mouvement de gauche. Le patriotisme a donc commencé par être une valeur de gauche en Europe. [...] Le retournement des valeurs se produira un demi-siècle plus tard, avec l'appel qui termine le Manifeste de février 1848. Encore a-t-il fallu attendre plus de 16 ans pour voir se constituer à Londres la première Internationale que trois autres devaient suivre. A l'heure actuelle, l'enquête le montre, l'internationalisme est une valeur de la gauche, l'attachement au pays une valeur de la droite."
J. Stoetzel, 1983, pp.55-56.

Seulement, le patriotisme tend à s'estomper.

F. Furet mentionne aussi, face à l'effondrement du communisme désormais privé de sa référence bolchevique, l'enterrement parallèle et symétrique des idées gaullistes, disparues avec leur propre fondateur et irremplaçables: l'Europe n'offre rien encore car "on voit assez qu'elle n'est à ce jour qu'un commencement de marché et pas une patrie" (F. Furet, in F. Furet, J. Julliard, P. Rosanvallon, 1988, p.53); quant aux thèmes développés par le Front national, s'ils peuvent donner "cet écho national", ils n'en sont pas moins "neufs dans la vie publique française", incapables d'assurer la continuité du gaullisme ni celle des "aventures de l'extrême-droite française" (idem, p.24).

"Il est clair que l'hostilité aux travailleurs immigrés, l'accent mis sur les droits prioritaires des français évoquent des souvenirs anciens dans la politique nationale, comme la critique de l'universalisme démocratique, le nationalisme, l'antisémitisme. Mais le premier de ces thèmes n'est pas utilisé comme tel, le second tire plus sa séduction d'une revendication particulière des droits sociaux des citoyens français par rapport aux étrangers vivant sur notre sol que d'une idée de la grandeur nationale: par là, il s'inscrit aussi, paradoxalement dans le consensus national sur l'Etat-Providence. Quant à l'antisémitisme, il est évidemment présent dans bien des textes, à commencer par celle de J.M. Le Pen lui-même, mais il est contenu. Ce sont les ouvriers et les chômeurs nord-africains qui constituent les cibles du F.N.. Ainsi, le mouvement prend-il appui sur des éléments anciens de notre vie publique, mais en les renouvelant de telle manière qu'ils ont largement perdu leur caractère spécifiquement national."
F. Furet, in F. Furet, J. Julliard, P. Rosanvallon, 1988, pp.24-25.

² S.C. Kolm souligne l'opposition entre ces notions d'égalité et de liberté.

"On entraverait des libertés pour réaliser de l'égalité, et ce serait l'essence de bien des actions de nos Etats modernes, notamment de toutes celles qui redistribuent du revenu librement gagné, d'une façon ou d'une autre, ou égalisent par réglementation, ou homogénéisent l'enseignement. [...] On voit que toutes nos banales disputes gauche-droite se retrouvent ici avec, au premier rang, les discussions sur le libéralisme."
S.C. Kolm, 1985, p.640.

Selon lui, la demande d'égalité est un principe à trois raisons... mais aussi à trois défauts.

On peut, en effet réclamer l'égalité pour que ceux qui ont le moins aient davantage; cette égalité peut être demandée par ceux qui se trouvent précisément dans cette situation, ou par ceux qui manifestent "des sentiments altruistes, de compassion, de commisération" (S.C. Kolm, 1985, p.641).

On peut aussi demander l'égalité par jalousie ou envie de la part de ceux qui ont moins envers ceux qui ont plus.

On peut enfin clamer l'égalité pour assurer une symétrie, car on ne voit aucune raison pertinente à l'inégalité.

Mais, outre la difficulté à définir une telle notion (comment estimer une égalité des chances ?), l'exigence d'égalité pose un problème socio-économique car "il peut se faire qu'il faille prendre beaucoup à certains pour que d'autres regoivent peu et même qu'à un certain degré, l'égalisation fasse, tous effets compris, perdre à tout le monde"; elle pose ensuite un problème d'ordre éthique, si l'on se réfère à des motifs d'envie et de jalousie; enfin, elle entraîne des problèmes d'ordre socio-culturel si l'égalité "s'accompagne d'une uniformisation appauvrissant le panorama social ou d'une élimination de styles de vie culturellement ou historiquement intéressants" (idem, p.643).

II RACINES ET TRAJECTOIRES PERSONNELLES.

Quels mécanismes ont conduit nos individus à ce type de politisation ?
Quel itinéraire ont-ils suivi ?

2.1 Mécanismes de socialisation

Ici encore nos professeurs parlent d'héritage, bien que quelques-uns d'entre eux aient connu des itinéraires tortueux -nous y reviendrons-, en flirtant, à un moment donné de leur existence, avec la gauche.

Etudions les mécanismes qui ont assuré la continuité chez les professeurs de ce type, majoritairement issus d'un milieu de droite.

La transmission, par l'entourage familial, concerne soit un ensemble de valeurs, soit une panoplie d'idées plus spécifiquement "politiques", empruntées à un système idéologique ou exprimant une proximité partisane, soit un jeu de sympathies/antipathies à l'égard des diverses composantes de la classe politique.

Les individus de ce type se souviennent d'abord avoir été élevés dans un certain "esprit malthusien"; la religion enseignait souvent cette morale que seuls le travail et l'effort garantissaient des fruits dont il convenait d'user avec parcimonie.

Sur le plan familial, je suis d'origine paysanne, donc des gens qui sont attachés à la terre, et, pour ma grand-mère, acheter une part de terre c'était plus important que d'acheter une robe... plus important aussi que l'équipement de la maison... On mettait de l'argent de côté pour acheter un coin de terre... Je suppose que c'est une origine qui remonte à la révolution, quand le paysan est devenu son propre propriétaire... Il en résulte une certaine âpreté parce que l'on sait que la vie est difficile... surtout chez les cultivateurs, dont la vie dépendait de la pluie et du beau temps, surtout ici, dans le Nord (rire)! Et un sou, c'est un sou, et ils avaient l'impression de l'avoir bien gagné et mérité! (Q)

Par ailleurs l'amour filial, mais surtout l'amour de la patrie se présentaient à l'enfance comme autant de devoirs impératifs.

Rappelons que la moitié de nos professeurs ont plus de 45 ans: ils ont donc vu le jour avant ou pendant la seconde guerre mondiale et le contexte de l'époque a pu exacerber encore ce sentiment patriotique.

Si j'ai choisi d'être officier de réserve, c'était parce que j'avais envie de servir l'Etat parce que j'avais toujours vu servir l'Etat autour de moi. Ma grand-mère qui était

institutrice, mon grand-père qui l'avait été... et puis parce que j'ai baigné dans une atmosphère où l'on me rabâchait sans cesse la défaite de 1940 et que je voulais contribuer à la défense de la France à un niveau le plus élevé possible. (N')

Au lycée, dans les classes de première et seconde, on vantait beaucoup le produit français: on avait les meilleurs acteurs, la meilleure armée, les gens les plus intelligents... La III République avait su faire recette... Alors on était fier d'être français! Il y avait bien des voix d'Outre-Rhin qui étaient très... heu... à ce moment-là... heu... inquiétantes, hein... par la radio... Même dans le coeur d'une enfant de 16-17 ans, on sentait qu'il y avait là une menace... Mais, bon, c'était l'ambiance générale, hein... Tout le monde le disait... on avait déjà le meilleur théâtre. (Q)

La défense de la France , alors en péril, constituait déjà un devoir incontournable pour beaucoup de leurs parents...

Ma mère était une lorraine, qui avait été élevée sous l'occupation allemande, dans une famille patriote, qui faisait déjà de la résistance au début du siècle... quand la guerre a été déclarée, mes oncles se sont enfuis à travers les forêts, les campagnes, vers la France, pour servir l'armée française. Et ma mère a travaillé très durement dans la ferme de son père: les hommes étaient en guerre, et il fallait travailler! (F')

L'épisode de la guerre est en effet extrêmement présent dans les discours de nos interviewés, mettant l'accent sur la défaite de 1940, la débâcle, et surtout l'arrivée salvatrice de de Gaulle.

Dans ces longues évocations de la guerre, dont nos enquêtés disent avoir été "rassasiés" lors des "repas de communion solennelle", la volonté de servir la France traduit moins un engagement réel dans la lutte contre le fascisme que le souci de secourir la mère patrie, en combattant son ennemi de toujours, l'Allemagne, déjà "intraitable en 14 avec la population civile".

Et puis est arrivée la défaite de 40, et là, ça nous est vraiment tombé sur la tête! L'esprit patriotique en prenait un coup!

On s'est retrouvées, ma famille et moi, réfugiées dans le Poitou... On y voyait l'armée belge en déroute, qui pleurait dans les cafés de Poitiers parce que leur roi venait de signer la reddition... Toute une époque qui a duré plus d'un mois, mai et juin... Et on se disait: "mais qu'est-ce qu'on va devenir ?"... Et on a vu les allemands arriver en motocyclette... Ma mère racontait beaucoup l'occupation de la guerre précédente, parce qu'elle l'avait vécue, et elle disait: "bon, ça recommence!", et on ne voyait pas comment les choses allaient s'arranger! Et puis, quelques jours après, nous avons su qu'il y avait eu l'appel du général de Gaulle, qui refusait la défaite... Moi, c'est ce que disait Maurice Schumann, moi, je peux dire que je suis née ce 18 juin 1940... Je suis vraiment née ce jour-là!... Donc, sous l'occupation allemande, qui a duré jusqu'en 45, il faut quand même pas l'oublier, nous avions un espoir, nous n'étions pas enfermés dans le désespoir, non, nous avions un espoir que la guerre n'était pas finie dans la défaite et qu'un jour viendrait où l'on serait enfin

libérés! Surtout qu'on écoutait tous les soirs la B.B.C. et qu'on savait entretenir cet espoir. (Q)

En libérant la France du joug de l'envahisseur et en lui redonnant toute sa grandeur, de Gaulle apparaît comme une figure très prégnante pour nos enquêtés.

D'ailleurs beaucoup d'entre eux avouent avoir été élevés dans un véritable culte de ce personnage quasi mythique dont les parents et les grands-parents leur "rabâchaient les oreilles": il ne faut pas oublier que des générations entières, jusqu'alors plongées dans l'horreur, ont retrouvé, grâce à lui, le "bonheur de vivre".

On m'entretenait vraiment dans le culte de la personnalité parce que... d'abord, mon grand-père était général, il était du même âge que le général de Gaulle... Ils s'étaient connus en Angleterre... En plus, j'avais un de mes oncles qui avait été sur les genoux de de Gaulle... Je suis allé à Colombey-les-deux-Eglises... C'était de Gaulle porté aux nues... C'était un idole, un personnage hors du commun. (S')

A cela il faut ajouter l'impact d'un tel charisme sur des adolescents peut-être en quête d'identification...

L'intérêt tout jeune pour la politique... heu... voyez-vous, je crois qu'il y a peut-être de la psychanalyse à faire... la nécessité d'un refuge, le besoin du père sans doute... Adolescent on a besoin d'être fasciné par un personnage... et le hasard a voulu qu'adolescent, je n'ai pas pu être fasciné par un père, quoi! Ça doit jouer ainsi, hein, la fascination pour ce père spirituel qui crève l'écran... On peut même remonter plus haut dans le temps, si vous voulez, avant l'adolescence, quand, à 7 ou 8 ans, j'avais un képi et que je me faisais déjà passer pour le général de Gaulle... C'est donc assez ancien, vous voyez, cette fascination pour le personnage! (S)

Vous allez me faire faire une psychiatrie (petit rire)! Mais de Gaulle, c'était un peu mon grand-père, un personnage qui représentait une grande stabilité morale, philosophique, humaine... Et puis très grand aussi (petit rire)! J'ai souvent ainsi fait l'analogie avec mon grand-père, un homme très grand comme ça, à qui personne ne pouvait donner la réplique, et qui, en même temps, acceptait très bien la réplique... qui aimait même que quelqu'un ose lui donner la réplique! Et puis mon grand-père avait été le professeur du général de Gaulle! Là, c'était un hasard, mais tout de même! Et puis, voyez comme c'est bizarre, mais en 68 il y a eu le départ du général de Gaulle, au moment de la mort de mon grand-père, à la fin de mon enfance! (K')

Enfin, comme dans le type précédent, l'héritage familial peut comprendre un système de sympathies-antipathies à l'égard d'un personnage, d'un camp, d'un parti politique.

La gauche, surtout communiste fait souvent l'objet d'un rejet.

Enfants, nos professeurs ont trop entendu dire d'elle qu'elle constituait un danger, une source d'instabilité, de chaos, de violence, d'oppression, et de misère...même si la "droite du grand capital et de l'argent" ne bénéficiait guère pour autant d'une image plus favorable.

Mes parents sont d'origine polonaise, arrivés en France sans travail. Mon père était mineur et ma mère bonne. Mais mon père faisait déjà, et a toujours fait la critique des polonais. Pour lui, les mineurs, c'était des socialistes, des communistes, et mon père était contre ça, contre les socialistes, contre les travailleurs... par réaction contre le communisme. (E)

Mon père, ben... heu... les années 30, tout ça, il n'en a pas tellement un bon souvenir! Les années d'après-guerre, avec tous les changements de gouvernement, avec la gauche, c'est sûr... Il était mineur de fond mais il garde de ces années un très mauvais souvenir, hein, avec les grèves, les bas salaires... En fait la gauche c'était des promesses, enfin, c'est ce qu'il disait, donc des promesses et pas tellement de résultats... Et il avait raison! (K)

Mon père était de droite, et moi en étant tout jeune, je disais: "oui mais papa, les ouvriers, ils sont malheureux"... et il me répondait: "tu verras, garçon, on va perdre la guerre à cause de ces cochons de communistes!"... et c'était vrai! (Y')

Il semblerait que nous nous trouvions ici devant un important effet de génération⁴.

Comment expliquer autrement que les individus de ce type, issus de parents de droite, catholiques, se soient maintenus de ce même côté de l'échiquier politique, tandis que certains de leurs collègues, pourtant de même origine, aient aujourd'hui le coeur à gauche.

Rien, en effet, au regard des divers attributs sociologiques, ne différencie ces deux catégories d'enquêtés si ce n'est l'âge.

Ces deux générations sont distantes d'une dizaine d'années, cette même décennie qui sépare aussi les événements de 58 et de 68.

La plus vieille de ces deux générations devenait adolescente au début de la V^e République, tandis que la plus jeune s'affirmait sur les barricades soixante-huitardes.

Mais le discours de nos interviewés laisse supposer que le degré de politisation des parents intervient quelque peu.

Les parents de droite dont les enfants sont aujourd'hui à gauche sembleraient moins politisés que les familles qui ont transmis, à leurs descendants, leur orientation idéologique.

Ils nous l'ont dit, on parlait beaucoup de politique chez nos enquêtés que le bon sens a maintenus à droite, même si c'était souvent à travers des

récits de guerre, dans lesquels de Gaulle était promu au rang de héros glorieux.

Au contraire, chez nos individus "en rupture" du type précédent, la politique franchissait peu le seuil de la maison, comme en témoignent quelques-uns de leurs souvenirs, à moins que leur mémoire ne soit si défaillante ou si sélective que nos interviewés aient "oublié" certains détails "gênants" dont la seule présence créerait un état de dissonance toujours difficile à résoudre.

Mon père avait des réflexions qui me dérangent mais on n'a jamais eu d'accrocs parce qu'en fait, on n'avait pas tellement de vie de famille... Il travaillait énormément, il était très pris, et puis quand j'étais à l'Ecole normale, j'étais pensionnaire et je ne rentrais qu'un week-end sur deux. (O)

Mes parents étaient de droite, c'est vrai, mais on n'a jamais parlé de politique. J'ai deux frères plus jeunes que moi, et jeunes, on n'a jamais parlé de ça à la maison. Il n'y avait jamais de commentaires sur ce qui se passait à la télé... D'ailleurs mon père travaillait à l'Assemblée de l'Union Française, mais il ne retenait de la politique que les magouilles, les petites histoires, la petite histoire de la politique, quoi, en fait... quand on y faisait allusion d'ailleurs, parce que c'était un sujet dont on ne parlait pas beaucoup à la maison... La politique, très peu, bien qu'il travaillait là-dedans, bien qu'indirectement quand même parce que c'était plus au niveau administration que politique vraiment, quoi. Bon, mais c'était les potins, mais lui restait extérieur à tout ça... il avait des gants blancs et tout le machin... Je crois qu'il observait et qu'il s'amusait, quoi, en fait!... parce qu'il soulevait des petits lapins, des petits trucs... mais ce n'était pas des engagements clairs, ce n'était pas des idéaux! (J')

Chez moi, l'amélioration des conditions de vie passait par un travail, et un travail relativement intense... Or, une journée qui commence à 4 heures le matin et qui finit le soir à 10 heures, ça ne laisse pas le temps de penser, ni de discuter! Ça, c'est un premier aspect. Et puis le deuxième aspect, c'est que, même si mes parents étaient quand même un peu de droite, ils étaient avant tout commerçants et être dans le commerce, c'est être neutre... C'est pas obligatoirement, mais c'est être d'accord avec tout le monde... Et pour moi, gamin, ça ne favorise pas la prise de position... donc pas d'analyse, d'idée préconçue... (T)

2.2 Itinéraires politiques

Deux enquêtés (Q et G') parmi nos professeurs ayant le bon sens à droite viennent cependant d'un milieu de gauche. Mais si l'on y regarde de plus près, la rupture n'est que peu profonde: un seul des deux parents est déclaré de gauche, ne manifestant qu'un attachement peu engagé à la gauche.

Dans un cas (Q), en effet, la mère est de droite et le père radical-socialiste, mais avec un "radicalisme qui ne correspondait pas du tout au socialisme de Jaurès", "dans le sens où l'on veut bien être généreux mais pas trop, où l'on veut bien rendre service au voisin, mais où l'on ne veut

pas partager avec lui"...(le père de Q soutiendra d'ailleurs de Gaulle à son arrivée au pouvoir).

Quant au second (G'), la mère se montre plutôt sans opinion et le père, de gauche, socialiste molletiste, se ralliera aussi à de Gaulle.

Par ailleurs, G' soulignera le fait que l'internat, provoquant une véritable coupure du milieu familial, enlève l'enfant à toute influence parentale.

J'étais interne dès 11 ans... mon instituteur avait convaincu ma mère qui a fini par dire oui, avec les larmes aux yeux! Et comme j'étais à 7 kms de mon patelin, j'ai eu très peu d'échanges avec mes parents... (G')

Certains enquêtés de ce type, nous l'avons signalé, ont opéré un détour par la gauche.

Mais ce "dérapiage" n'a été qu'une "fugue" de leur milieu familial, brève, "sans conséquences", une "erreur de jeunesse" diront quelques-uns d'entre eux.

Le fait que nos interviewés reviennent ensuite à droite n'est cependant pas interprété comme un "retour aux sources": ils parlent plutôt d'"ironie du sort".

S'ils constatent, en effet, défendre aujourd'hui des positions qui auraient pu être, hier, celles de leur père, ils soutiennent avoir évolué librement, indépendamment d'une quelconque influence paternelle.

C'est en empruntant des chemins sinueux qu'ils y sont parvenus, par "analyse" plus que par "tradition familiale", à moins que l'emprise du milieu d'origine n'ait été à ce point diffuse et profondément enfouie dans l'inconscient.

Ils sont quatre sur seize à avoir ainsi flirté avec la gauche (A,S,E',N'), mais nous les retrouverons aussi dans le troisième type -ils ont d'ailleurs fortement contribué à sa construction-, comme si leur passé politique ne leur permettait plus d'être de gauche, mais leur interdisait aussi d'être "purement" et "complètement" de droite, ne leur laissant plus que la seule alternative du centre (on comptera parmi eux deux adhérents C.D.S. et un centre droit déclaré).

Leur "dérapiage" à gauche, même de courte durée, n'a donc pas été sans trace sur leurs options d'aujourd'hui.

Ils sont revenus à droite, certes, mais de façon modérée, et, en tout cas, "pas de la même manière que leur père": ainsi N', qui, ayant autrefois fréquenté l'U.G.S., considère son adhésion actuelle au R.P.R. comme un "marquage évident à droite", mais "moins à droite que le parti des Républicains indépendants" pour lequel son père manifestait quelque sympathie.

Mon père est mort en 79, mais s'il avait su que j'avais adhéré au R.P.R., il n'aurait été nullement satisfait... Mon père était plus à droite que le R.P.R., encore plus partisan d'un régime encore plus autoritaire, une certaine intransigeance... il aurait trouvé que ce n'était pas le bon parti! Lui, il se serait placé du côté d'un ministre des finances, ce petit homme au chapeau gris, président du conseil sous la IV^e République, maire du Creusot, à l'origine de la réforme monétaire, en 58 ou 59... heu... qui avait lancé un emprunt... ah, je n'ai plus de mémoire!... enfin, il aurait été républicain indépendant, si vous voulez! (N')

Cette "fugue" hors du milieu familial résulte de mécanismes identiques à ceux que nous avons déjà décrits dans le précédent type, et qui accompagnent généralement l'adolescence, à la fois "âge critique" et "âge de la critique".

Elle traduit, faut-il le répéter, le rejet d'un immense conformisme, le besoin d'une plus grande liberté, d'une plus grande indépendance à l'égard de l'autorité des parents, la volonté de se démarquer du milieu familial, et de s'affirmer, même sur le mode de la provocation, en tant qu'adulte, c'est-à-dire être pensant, autonome et différent.

Je n'étais pas fier d'avoir des sympathies pour l'U.G.S., et je n'ai pas été le raconter à mon père! C'était une rupture, une façon de m'affirmer en tant que garçon de 20 ans... sous l'effet de l'atmosphère ambiante, et de mes lectures aussi, comme Témoignages chrétiens, ou l'Express. (N')

Je viens d'un milieu petit bourgeois, assez conformiste. Mon engagement à l'U.E.C., c'était un peu en réaction contre ce conformisme... C'est quelque chose de banal, je crois, parce que c'était en même temps un conformisme catholique, même si, dans ma famille, ma mère était d'origine juive, avec tout ce que cela peut avoir de... heu... d'honteux... Mais enfin, ce conformisme catholique, bien pensant, ça ne me plaisait pas, vers 16-17 ans, au moment de la crise d'adolescence, quoi! (A)

**CARACTERISTIQUES DES INDIVIDUS AYANT LE BON
SENS A DROITE**

SEXE:

Largement masculin, ce type l'est un peu plus que la moyenne dans l'échantillon (*75% des individus de ce type sont des hommes contre 68% dans l'échantillon*).

AGE:

C'est un type vieux.

La moitié seulement de nos enquêtés ont moins de 45 ans (*contre 85% dans le type 1 et 73% dans l'échantillon*), 18% des professeurs de ce type ont moins de 40 ans (*contre 39% dans l'échantillon, et respectivement 45%, 30% et 54% dans les types 1, 3 et 4*).

A l'opposé, les classes d'âge de plus de 45 ans sont largement surreprésentées (*25% ont entre 45 et 50 ans, 25% sont âgés de plus de 50 ans, contre respectivement 16% et 11% dans l'échantillon*).

DISCIPLINE:

Les disciplines scientifiques sont surreprésentées puisqu'elles sont, dans ce type, deux fois plus importantes que dans l'échantillon (*32% contre 16%*).

DIPLOME ET STATUT:

Nos individus sont un peu plus diplômés que la moyenne dans l'échantillon et que leurs collègues du type précédent: 6% seulement n'ont pas le bac (*contre 9% dans l'échantillon*) et les trois quarts d'entre eux ont un diplôme au moins égal à la licence (*contre 64% dans l'échantillon et 61% dans le type précédent*).

Parmi ces diplômés, 17% ont un niveau supérieur à la maîtrise (*contre 8% seulement dans l'échantillon et 5% dans le type 1*).

La moitié d'entre eux sont certifiés, alors que dans l'échantillon, comme dans le type précédent ou même les autres types, la part la plus importante, au niveau du statut, revient aux simples titulaires (*ces derniers ne représentent que 25% du type 2, alors que leur proportion oscille entre 40% dans le type 3, 43% dans l'échantillon, 46% dans le type 1, pour atteindre 54% dans le type 4*).

Les autres professeurs se répartissent également entre les agrégés (12%) et les maîtres auxiliaires (12%), taux très proches de ceux relevés au sein de notre échantillon.

ETABLISSEMENT:

Travaillant un peu plus souvent que la moyenne dans des établissements privés (*31% d'entre eux exercent en privé, contre 23% dans l'échantillon, et seulement 15% dans le type précédent*), c'est principalement dans les collèges que sont employés les professeurs du public, et presque jamais en lycées d'enseignement

professionnel (9% seulement des enseignants du public travaillent dans ce type d'établissement contre 28% dans l'échantillon, et 32% dans le type précédent).

SYNDICALISATION:

Avec 44% seulement des professeurs syndiqués, le taux de syndicalisation est inférieur à celui observé dans l'échantillon (52%) ou dans le type précédent (61%).

Ce n'est cependant pas le moins "syndicalisé" de tous les types puisqu'il dépasse encore de treize points le type 4.

La majorité des professeurs syndiqués (57%) se retrouvent au S.N.A.L.C., les autres se répartissant entre le S.N.E.T.A.A., le S.N.C....mais n'adhérant jamais au S.N.E.S., ni au S.G.E.N. ni au S.N.I..

POLITISATION:

Aucun des professeurs de ce type ne se situe à gauche; tous se répartissent entre les différentes options de la droite, allant du centre droit (19% contre 7% dans l'échantillon), à l'extrême-droite (12% contre 4% dans l'échantillon) en passant par le simple autopositionnement à droite (31% contre 11% dans l'échantillon).

Ils sont nombreux aussi à militer dans les divers partis de droite (19% des professeurs de ce type adhèrent ou militent au R.P.R., contre 5% dans l'échantillon), du centre droit (12% se retrouvent au C.D.S., contre 3% dans l'échantillon), ou de l'extrême-droite (6% sont au F.N. contre 2% dans l'échantillon).

RELIGION:

Nos professeurs se répartissent presque également entre les non-croyants, les non-pratiquants et les pratiquants, avec une légère prépondérance de ces derniers.

Les sans religion sont cependant largement sous-représentés (31% contre 85% dans le type précédent et 68% dans l'échantillon).

PROFESSION DU PERE:

C'est un type d'origine sociale relativement aisée puisque nos professeurs sont majoritairement issus d'un milieu de cadres (ils sont 62% dans ce cas, contre seulement 48% dans l'échantillon, et 39% dans le type 1).

Comme dans tous les autres types, à l'exception du précédent, les fils d'ouvriers y sont sous-représentés (19% contre 27% dans l'échantillon).

Notons que les fils d'enseignants sont totalement absents de ce type.

POLITISATION DU PERE:

Les trois quarts des pères sont déclarés être à droite ou à l'extrême-droite (contre seulement 50% dans l'échantillon, et, rappelons-le, 36% dans le type précédent): c'est à l'intérieur de ce type que nous rencontrons d'ailleurs la plus forte proportion de pères à droite ou à l'extrême-droite.

A l'autre extrême, ils ne sont que 6% à déclarer avoir un père de gauche (il est alors ouvrier): c'est là encore le taux le plus faible de tous les types.

RELIGION DU PERE:

La plupart de nos professeurs viennent d'un milieu catholique (88% contre 67% dans l'échantillon et 55% dans le type précédent), mais plus souvent non pratiquant que pratiquant.

Quand les pères pratiquent, c'est moins régulièrement que la moyenne, voire même que dans le type précédent.

PROFESSION DE LA MERE:

Le taux d'activité des mères est extrêmement bas.

Quand elles travaillent (dans 25% des cas seulement contre 43% dans l'échantillon), c'est d'abord comme cadre moyen puis comme employée ou ouvrière.

POLITISATION DE LA MERE:

Les mères ne sont jamais déclarées de gauche.

Elles sont à droite dans 69% des cas (contre 37% dans l'échantillon et seulement 21% dans le type précédent) et sans opinion particulière dans 31% des cas.

RELIGION DE LA MERE:

Presque toujours catholiques (94% contre 72% dans l'échantillon et 64% dans le type précédent), près des trois quarts des mères pratiquent, soit davantage que la moyenne dans l'échantillon.

PROFESSION DU CONJOINT:

Les conjoints sont pour un tiers d'entre eux inactifs: c'est la plus forte proportion d'inactifs de tous les types.

Quand ils travaillent, c'est d'abord comme professeurs (62% des cas; ils sont 64% des conjoints actifs à être professeur dans le type 1, et 58% dans l'échantillon), puis comme employés (25%) et enfin comme profession libérale (12%).

POLITISATION DU CONJOINT:

La totalité des conjoints sont déclarés à droite (contre 32% dans l'échantillon et seulement 4% dans le type 1)

RELIGION DU CONJOINT:

16% seulement des conjoints sont sans religion (contre 96% dans le type précédent et 66% dans l'échantillon).

Quand ils sont catholiques, ils sont plus souvent pratiquants que non pratiquants (60% contre 40%).

notes du type II

¹ F. Furet souligne l'importance d'un tel effet de génération et le "basculement des mentalités".

"De la seconde guerre mondiale -pour ne rien dire de la première- les jeunes gens d'aujourd'hui ont retenu davantage la victoire de la démocratie que les heurs et malheurs de la nation. Ils savent le langage des droits de l'homme plus que l'histoire de la patrie: on mesure à ce contraste le basculement des mentalités en 40 ou 50 ans."

F. Furet, in F. Furet, J. Julliard, P. Rosanvallon, 1988, p.28.

Type III

**La politique, c'est bonnet blanc-
blanc bonnet**

Mitterrand ou Giscard, Rocard ou Chirac, qu'est-ce
que ça change ? ... puisqu'ils sont tous à mettre
dans le même panier!

I LOGIQUE DES REPRESENTATIONS

I EN TANT QU'INTELLECTUEL...

1.1- Extériorité, relativisation...

1.2- ... et élévation!

II ... DEÇU PAR LE VIDE IDEOLOGIQUE...

2.1- Ni Marx, ni Jesus...

2.2- ... Seulement Coluche ou Tapie!

III ... PERDU DANS LE FLOU IDEOLOGIQUE...

3.1- Bonnet blanc-Blanc bonnet.

3.2- Mythe et polémique.

IV... JE SUIS PROFONDEMENT ECOEURE PAR LA POLITIQUE.

4.1- Refus de la gauche comme de la droite.

4.2- Refuge dans un parti centriste ou écologiste.

I EN TANT QU'INTELLECTUEL...

Un professeur est, par définition, un intellectuel, donc quelqu'un qui lit, observe, cherche, réfléchit et analyse.

Il est par conséquent conduit à relativiser, à n'avoir aucune certitude, exceptée celle qu'il n'en existe aucune.

Sa qualité d'"homme de réflexion", qui l'oppose à l'"homme d'action", lui révèle que la Vérité n'existe pas en politique, découverte qui rend difficile, voire impossible, l'ancrage de toute conviction dans ce domaine.

Aussi le monde de la politique lui apparaît-il comme le lieu de querelles dérisoires, qu'il peut certes contempler mais sans y participer, et au-dessus duquel il a le devoir -et la sagesse- de s'élever pour se tourner vers des questions plus essentielles, plus sérieuses: le politique, la recherche de soi, la réflexion philosophique.

1.1- Extériorité, relativisation...

Un professeur, surtout quand il enseigne l'histoire, sait qu'aucun gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, n'est la panacée.

L'observation des événements à travers le monde prouve que la gauche, comme la droite, commet ou a commis des erreurs, des méfaits, des délits, voire des crimes.

J'aime l'histoire, c'est mon truc! Mais si l'histoire m'a amené à m'engager politiquement, c'est aussi l'histoire qui, lentement je trouve... j'aurais aimé que ce soit plus vite... qui m'a amené à me rendre compte de mon erreur. (L')

Quand j'ai commencé à enseigner, j'ai dû approfondir mes connaissances en histoire et plus spécialement le 19^e et le 20^e siècle... Ça m'a encore plus éloigné du marxisme et aussi ça m'a encore fait plus douter à droite parce que quand vous voyez Maurras et la montée des ligues... (B')

Un tel constat ne peut mener qu'à une extrême prudence.

La réalité n'offre que des cas particuliers et toute tentative de généralisation, de schématisation, est impossible, voire abusive et... dangereuse, puisqu'elle ferait "sombrier dans le totalitarisme".

Les hommes, en effet, conformément à un modèle construit, intellectuel, se sont toujours efforcés de "tordre la réalité pour la faire rentrer dans un cadre abstrait".

L'histoire a cependant révélé que cette démarche a été partout, et de tout temps, un échec.

Pourquoi toute croyance en une idéologie est-elle absurde ?

Parce que l'idéologie est "un système d'opinions qui ne tirent pas leur contenu d'elles-mêmes, ni de la cohérence de leur enchaînement, mais de facteurs circonstanciels".

Je suis tout-à-fait d'accord avec Montesquieu, quand il dit que chaque société doit se donner l'Etat qui est implicitement présent en elle. Si à une certaine période de son histoire, la Chine se pose cette question des principes d'organisation sociale, et si elle la résout d'une manière séduisante, je ne pense pas du tout que la manière dont les chinois ont résolu leur question soit applicable chez nous. (Y')

Ainsi, les conditions dans lesquelles se construit une idéologie, sont particulières et variables.

Les idées, dépendantes du contexte, ne sont donc pas universellement valables; elles sont même périssables, voire déjà périmées dès lors qu'elles s'expriment, parce que les circonstances, qui ont présidé à leur élaboration, ont changé.

Ainsi le regard que portent nos interviewés sur l'actualité s'accompagne-t-il nécessairement d'un scepticisme constituant un frein à l'engagement partisan.

Mais le refus de toute participation ne doit-il pas déjà être une condition préalable à toute démarche scientifique qui, pour être objective, doit aussi être neutre ?

Afin d'exercer pleinement et finement leur esprit d'analyse, les professeurs ne doivent-ils pas rester extérieurs à leur objet, pour mieux le comprendre et mieux le maîtriser ?

Ainsi, le travail d'observation et d'analyse auquel se livrent les enseignants, nécessite une certaine "neutralité", qu'il renforce en retour: un intellectuel est, de par sa qualité, un être qui ne *doit* pas s'impliquer dans le monde qu'il étudie, et, de par son activité, un être qui ne *peut* pas y participer, compte tenu de ses découvertes.

L'extériorité serait une condition en même temps qu'une conséquence du statut d'intellectuel.

1.2- ... et élévation !

Un intellectuel n'est pas seulement quelqu'un qui reste extérieur au monde: il doit aussi s'élever au-dessus de celui-ci.

Son scepticisme résulterait d'une "hypertrophie de l'esprit critique".

Il est donc autant l'aboutissement d'une activité intellectuelle, noble et supérieure, qu'une marque de sagesse dont trop peu d'humains peuvent se vanter en ce bas monde.

On aurait pu s'attendre à ce que, dans une enquête portant précisément sur les comportements politiques, certains interviewés se sentent mal à

l'aise, honteux peut-être du doute qui les habite et qui paraîtrait ne pas correspondre aux attentes supposées de l'investigation, ni à celles de l'investigateur.

Or, il n'en est rien: le discours de nos professeurs ne révèle pas la moindre trace d'un complexe, d'un malaise ou d'une fuite devant les questions.

Leur scepticisme ne reflète ni une faiblesse psychologique -un manque d'assurance ou une timidité qui les empêcherait de prendre nettement position-, ni une incapacité intellectuelle -une mauvaise maîtrise du langage et des concepts, utilisés d'ordinaire par les professionnels de la politique, qui les gênerait dans leur compréhension de ce domaine particulier et étranger.

Leur détachement à l'égard des vicissitudes de la politique est au contraire une attitude délibérément adoptée, dont ils sont presque fiers.

Ce "scepticisme érigé en système", face à des engagements "imbéciles", traduit évidemment une attitude plus "raisonnable".

Nos professeurs se défendent, en effet, d'appartenir à ce monde de la "bêtise", de la "naïveté" et de la "futilité" qu'est celui des politiciens.

Un interviewé, compare d'ailleurs la politique à l'amour qui "consiste à donner ce que l'on n'a pas à quelqu'un qui n'en a pas besoin": comment mieux définir son caractère d'inutilité ?

Mais l'univers de la politique est aussi le domaine de l'erreur humaine, car les politiciens sont d'abord des idéologues, qui, pour agir, "doivent accepter d'avoir des a priori et de ne plus les remettre en question".

Certes, avoir des convictions "idéologiques" est une condition nécessaire à tout engagement, mais l'action politique confirme cette formule de Paul Valéry, que cite ici l'un de nos interviewés: "que de choses il faut ignorer pour agir!".

La politique ne mérite donc pas que nos professeurs s'y consacrent et s'y bagarrent.

L'activité politique se préoccupe trop de menus détails, dont n'ont pas à se soucier des intellectuels.

Il est plus noble et plus sage de réfléchir à des problèmes plus graves, à des questions plus essentielles, plus philosophiques, touchant davantage au domaine du politique, qu' à celui de la politique.

Chirac ou Mitterrand, c'est une plaisanterie face au problème du sous-développement! Il faut voir les choses les plus importantes avant celles qui ne le sont pas! Et la politique politique n'en est pas une! C'est amusant, c'est tout! (E')

Les affaires de la Cité s'expriment d'une manière non conceptuelle, c'est-à-dire qu'elles ne se pensent pas elles-mêmes, si ce n'est de façon idéologique... donc, je ne pense pas qu'un philosophe comme moi puisse être d'accord un jour avec la manière dont les problèmes

sont posés par les politiques! (...) L'exemple-type est Leucanuet, qui était un agrégé de philosophie et dont ses amis racontent qu'il a prêté serment de ne jamais abandonner la philosophie quand il s'est lancé dans la politique... C'est quand même un signe qu'il faille prêter serment! Ce qui prouve qu'il avait bien vu les différences d'appréciation! (Y')

Les enseignants de ce type avouent leur volonté d'"aller au coeur des êtres et des choses" et de ne plus se contenter des explications communément admises.

Mais il s'agit moins, pour eux, de se consacrer à la recherche de la Vérité, dont ils savent d'ailleurs qu'elle est introuvable, que de se livrer à une activité intellectuelle constante, et d'exercer leur sens aigu de l'analyse, toujours en éveil.

A ce titre, la franc-maçonnerie les séduit toujours un peu, non pour les prétendues valeurs qu'elle véhicule, mais pour les attitudes et les aptitudes qu'elle développe de réflexion, de "maturité" et de questionnement perpétuel.

Je sais que je rencontrerais, dans la Franc-maçonnerie, des gens qui m'apporteraient cette stimulation intellectuelle que je recherche. (...) ce sont des gens qui veulent aller plus loin, en dehors de tout parti politique. (...) C'est pour me mettre, non pas au-dessus des autres, mais à part des autres, parce que je constate que les gens, et bien, ils ne cherchent pas la même chose que moi... Il y en a peut-être qui cherchent la même chose que moi, mais je ne sais pas où ils sont: ils sont peut-être chez les francs-maçons, justement! Il y a des tas et des tas de qualités qui appartiennent à la maçonnerie, de réflexion, de sensibilité... Il y a un examen très profond de la personne qui y est fait... (I)

Je m'efforce de découvrir sous le manteau des apparences les causes cachées et c'est l'initiation que j'ai reçue de la franc-maçonnerie qui m'a permis d'avoir ce regard, je ne dirais pas plus pénétrant, parce que ce serait présomptueux, mais d'essayer de voir ce qui unit et ce qui est apparemment disparate... les causes cachées de la marche de l'univers. (...) Il y a une cohésion organique que nos sociétés modernes qui ont tout planifié, ont fait éclater, ont désagrégée, en créant des systèmes de pensée figés... Les sociétés traditionnelles ont une cohérence que nous, nous ne pouvons plus apercevoir... parce que notre regard, qui provient du cartésianisme, de l'esprit de système, et bien, notre regard n'a plus les moyens de percevoir cette cohérence que moi j'essaie de percevoir. (U')

Parfois, cette "connaissance profonde des êtres et des choses" passe aussi par la découverte de soi, que certaines techniques de méditation, de "développement personnel", d'"épanouissement des capacités intérieures" permettent de réaliser.

II ... DECU PAR LE VIDE IDEOLOGIQUE...

Toutes les théories s'effondrent: le libéralisme, au même titre que le communisme ou le socialisme, n'ont su montrer leur capacité à entériner l'injustice et la misère, tant matérielle que psychologique.

Il n'y a donc plus aujourd'hui d'utopie possible, susceptible de canaliser les espoirs et les énergies: le rôle des leaders politiques n'est plus de répandre des idéologies porteuses d'espérances, mais seulement de gérer un monde économique qui exclut toute spiritualité.

2.1- Ni Marx, ni Jésus...

Nous ne reproduirons pas ici les épisodes ni les anecdotes qui ont jalonné les débuts de l'itinéraire politique de nos interviewés, non pas que cette évocation soit inintéressante, mais parce qu'elle serait trop longue.

Un fait mérite néanmoins d'être relevé des récits: la violence du contexte dans laquelle s'est déroulée la jeunesse de nos professeurs, révélant l'importance des enjeux qui, ne pouvant laisser indifférents, les interpellaient sans cesse et les obligeaient parfois à choisir leur camp.

En 70-71, j'étais en seconde, en 71-72 en première et en 72-73 en terminale... et il ne faut pas oublier que c'était l'après soixante-huit, les grandes luttes étudiantes ou lycéennes... Donc le lycée c'était des tracts à la porte, trois fois par semaine, c'était des attaques fascistes tous les quinze jours, c'était un panthéon avec des barbelés sur les toits. J'allais au lycée à pied et je croisais tous les jours cinq cents policiers sur mon chemin. Donc on était dedans même si on ne le voulait pas: il y avait des affiches partout, et je me suis fait cogner par un gars avec une matraque alors que je lisais le tract! (L')

Je me souviens, on sortait des cours, rue Auguste Angelier, il y avait d'un côté les types avec les bérets rouges, qui vous distribuaient les tracts d'extrême-droite, et puis, il y avait les communistes, de l'autre côté, et il fallait prendre des deux tracts, si vous ne vouliez pas avoir un coup de poing dans la figure! (E')

Le climat de ces années de fièvre, de ces "années de poudre", est maintes fois opposé à la France tranquille d'aujourd'hui, qui "ne connaît plus de gros problèmes", a oublié "les grands combats" et se complaît désormais dans une "idéologie molle".

Les jeunes années ne sont pas seulement marquées par l'action violente, mais aussi par des discussions et des débats passionnés, dont nos enseignants se souviennent avec nostalgie, regrettant encore de ne plus trouver, aujourd'hui, une telle effervescence intellectuelle.

Pour nos professeurs, alors adolescents, le marxisme et le communisme constituaient une attirance "naturelle" à un âge où, révoltés, idéalistes, "épris de totalité" en même temps que "fascinés par le totalitarisme", ils

voulaient faire table rase du monde des adultes, simplement, "en jetant le bébé avec l'eau du bain parce que l'eau était devenue trop sale!".

Il y avait dans ces idéologies, un élan à la fois généreux, romantique et lyrique, qui devait "nécessairement" trouver un écho dans la jeunesse.

Mais l'adhésion au communisme découlait d'une "erreur" et représentait un "luxe" que, seule, la jeunesse peut s'offrir.

Valéry a une belle formule pour définir la jeunesse... Il dit: "la jeunesse est une manière de se tromper qui se change assez vite en une manière de ne plus même pouvoir se tromper"... Et je crois que 18-20 ans c'est l'âge où l'on peut se permettre de se tromper, c'est-à-dire d'avoir une adhésion idéaliste... (S)

Reconnaître l'erreur, au lieu de s'enfoncer dans le mensonge, n'a rien d'humiliant; cela apparaît au contraire, aux yeux de nos interviewés, comme une attitude sage et digne.

Nos professeurs racontent longuement le processus qui les a conduits, au fil de découvertes déconcertantes, à l'effondrement de toute croyance, et les a aidés à "ouvrir les yeux" et à "revenir les pieds sur terre".

Je suis allé en Tchécoslovaquie, en 57, du temps de Novotni, avec les jeunes communistes. On avait alors des conversations avec les polonais et les hongrois qui nous disaient: "vous êtes communistes, on se demande bien pourquoi!"... Moi, après Budapest, j'étais resté communiste, j'avais adopté la version officielle du P.C.: révolte bourgeoise, contre-révolution... Mais, là, ces conversations avec les jeunes tchèques, qui nous avaient expliqué le caractère policier du régime, ça nous fait quand même réfléchir... (...) Beaucoup d'entre nous se sont posés des questions. (...) Et puis en 68, il y a eu une grande effervescence. j'ai rencontré toutes sortes de gens, des trotskistes, tout ça... Au début, c'était simple dans ma tête, très cohérent, et puis c'est devenu de plus en plus compliqué... et donc mes positions politiques sont devenues de moins en moins tranchées! (A)

La rupture est souvent immédiate car, comme l'explique l'un de nos enquêtés, "il ne faut pas attendre les années 80 pour constater et se convaincre que le communisme est soit une utopie philosophique très généreuse, soit un monstre politique!".

Cette "dérive" conduit, de déception en déception, devant un immense vide idéologique.

Il n'y a plus d'"idées", plus d'"explications", plus d'"utopies" possibles.

Celles de 68 ont été reniées par ceux-là mêmes qui les avaient défendues, et qui, aujourd'hui, en occupant des positions prestigieuses, se contentent de "se vanter d'avoir été soixante-huitards".

Aucun intellectuel n'a pris le relais de ces "maîtres à penser" pour proposer de nouveaux outils d'analyse et de réflexion.

De multiples questionnements, laissés sans réponses, parsèment le discours de nos professeurs.

Comment, de nos jours, rester communiste ?

C'est, pour beaucoup de nos enquêtés, une grande interrogation, une incompréhension totale à l'égard des actuels communistes, et, pour quelques-uns un immense regret.

Que reste-t-il de l'idéologie socialiste, si ce n'est ce "vaste champ de ruines" d'où surgissent "quelques mystiques de la République", "les rouflaquettes de Jules Ferry, la salopette de Coluche, et la denture de Bernard Tapie" ? ironise l'un de nos enseignants en reprenant une phrase de J. Julliard.

Où donc adhérer aujourd'hui, quand la gauche "ne convient plus" et que la droite ne convient pas davantage ?

Je ne sais pas trop où j'en suis... parce qu'il est bien difficile d'être de gauche aujourd'hui, quand on n'est pas de droite... Etre de gauche aujourd'hui, quand c'est un gouvernement de gauche, ça met en lumière toutes les difficultés de gouverner en restant en accord avec son idéologie... Et quand on ne veut pas adhérer à une idéologie, comment encore adhérer à une idéologie de gauche ? Situation très inconfortable! (R')

Quand ils ont dépassé la quarantaine, nos professeurs ont été impliqués dans des combats, dont le dernier remonte à 68.

Le vide idéologique auquel ils sont, depuis cette date, confrontés est déconcertant, mais la maturité leur fait néanmoins prendre un recul plein de "sagesse" et de "résignation".

La situation est bien plus dramatique pour des jeunes à qui ne s'offre plus aucun repère.

Selon certains interviewés, la "chute des modèles" est devenue le "problème de la fin du siècle": sans Marx ni Jésus, les adolescents d'aujourd'hui "ne savent plus à quel saint se vouer".

Avant vous aviez au fond trois idéaux: vous aviez l'Amérique... Alors, l'Amérique, c'était fabuleux, surtout dans les années 50!... Vous aviez les belles américaines... surtout quand on est pauvre! Et puis l'absence de tabous... enfin, heu... c'était l'image qu'on s'en faisait! Et puis c'est devenu l'Amérique de la guerre du Vietnam, et donc le rêve américain n'était plus possible... Et puis il y a eu Marx, mais Marx est devenu un monstre politique... Quant à Jésus, bon, ben, c'est quand même dans un monde chrétien que les chambres à gaz ont été construites! Et c'est difficilement assimilable par l'esprit, tout ça! Alors, il n'y a plus d'idéaux, plus de valeurs, auxquels le jeune pourrait adhérer... Alors il est déboussolé!
(S)

2.2- ...seulement Coluche ou Tapie!

Nos professeurs aimeraient croire encore mais les idéologies qui recevaient autrefois leur adhésion sont mortes.

Quand bien même ils seraient encore animés d'un désir d'engagement, ils n'en trouveraient ni le lieu, ni le prétexte.

Il ne me reste plus rien... Ah si! Il me reste encore la laïcité! Il me reste au moins ça! Mais je ne sais pas si cette idée de la laïcité serait encore un moyen de rassembler les gens, une base de départ pour quelque chose de nouveau, mais qui n'irait pas loin de toute façon! (B')

Dans les programmes "politiques", le politique est entièrement recouvert, "submergé", par l'économique, et les "perspectives de fond" sont remplacées par des "projets vaguement productivistes".

Les politiciens, qu'ils soient de droite ou de gauche, ne font que gérer la crise du capitalisme et s'occuper de "détails", au détriment de questions véritablement "politiques": celles, fondamentales, de la recherche et de la mise en place des principes d'organisation de la société.

La politique devient "gestion" et les politiciens se convertissent en "gestionnaires" plus ou moins brillants.

Il n'est plus guère question de politique en ce moment... Il n'est question que d'économie! C'est pas nouveau! On pourrait retrouver ce phénomène dans la deuxième moitié du règne de Louis Philippe, quand Guizot dit: "enrichissez-vous!" à la bourgeoisie de son temps. (...) Mais quand on étudie la Révolution Française ou l'Empire, on n'assiste pas à un tel divorce entre LA politique et LE politique! (...) Quand on relit les discours de Saint-Just ou de Robespierre, ou de Condorcet, qui ont eu une activité politique, ils sont sans commune mesure avec les discours de Mitterrand, ou de Chirac... Chirac ou Mitterrand auraient fait figure de concierges idiots! Il y avait une autre tenue! (Y')

Pourtant, parmi les spécialistes de la politique, le "sens de l'Etat", exceptionnellement présent chez certains représentants de la gauche idéologique, distingue ces derniers de leurs adversaires de droite, davantage tournés vers l'"affairesme" et trop habitués à considérer l'économie comme une fin en soi et non comme un simple moyen mis au service de l'homme et du "droit naturel".

Mauroy, je crois qu'il a encore un certain humanisme, un certain sens du bien commun, et de l'éducation et de l'éducation de l'homme... Tandis qu'à droite c'est totalement oublié, et, à la limite, ça les fait rire quand on leur parle de ça! C'est pour cela que le S.N.A.L.C. qui est un syndicat de droite est en meilleurs rapports avec les partis de gauche qu'avec les partis de droite... Ses rapports avec les partis de droite sont détestables... Le ministre avec lequel il s'est le mieux entendu, c'est Chevènement, parce que c'est un homme intelligent, qui mettait l'intérêt humain avant l'accroissement des richesses... Je vous ai dit tout-à-l'heure que je n'avais pas de parti, mais qu'il y avait des partis que je détestais plus que d'autres... et bien même la sociale démocratie, que je hais, a quand même cette distinction entre le domaine économique et le domaine politique, ce que les partis de droite ont complètement perdu! On discute avec quelqu'un qui se dit R.P.R. ou U.D.F., l'argument

ultime c'est: "ah oui, mais le commerce extérieur de la France!" ou "ah oui, mais il faut éviter l'inflation!"... Alors, là, le politique est perdu! La sociale démocratie, malgré toute sa sottise, n'est pas complètement pervertie par l'idéologie capitaliste, même si elle fait, à mon avis, trop de concessions, même si elle finit par gérer la crise du capitalisme... Elle sait au moins que ce n'est pas là le but ultime, du moins je l'espère! (y')

Nos enquêtés expliquent l'orientation à gauche de leurs collègues enseignants par ce "sens du service public", plus ou moins présent chez ceux dont la vocation est de "dénoncer les injustices et refaire le monde selon un idéal", et dont le métier est de s'exercer à une spéculation intellectuelle, étrangère au pragmatisme propre à une droite toujours désireuse de "faire des affaires".

Le P.C. a le mérite de rester le seul parti résolument à gauche, se refusant de "gérer", proposant une analyse véritablement "politique", et se préoccupant de reconstruire, sur les ruines de l'histoire, une société nouvelle.

Aussi le P.C. recueille-t-il l'estime et la sympathie de quelques enquêtés de ce type qui s'autopositionnent pourtant à droite, voire "très à droite".

Ceux-ci lui reconnaissent le courage et l'honnêteté de représenter une "gauche claire", "conceptuellement pensable et acceptable", de demeurer fidèle à des idées véritablement "politiques", à des principes "révolutionnaires" dignes de ce nom.

S'il reste encore quelques idées, dans cet immense vide idéologique, c'est encore au sein du parti communiste, même si ses thèses ne rassemblent plus les utopies.

S'il s'est, en effet, englué dans des positions ignorant les mutations sociales, le parti communiste a néanmoins le mérite de rester "fidèle à ses pensées, ses habitudes, ses hommes et son passé".

J'appelle gauche toute pensée qui veut faire abstraction de la tradition pour réaliser l'idéal issu de la Révolution Française, en abattant au plus vite l'obstacle qui s'y oppose, à savoir la tradition... Quand je discute avec les communistes, c'est leur idée... et ils ne composent pas! Les autres partis composent, mais pas le parti communiste: c'est pour ça qu'il est anticlérical, contre l'obscurantisme, la coutume, etc... Et je crois que c'est ça la gauche! (Y')

C'est le parti communiste qui a déçu le plus ceux qui, dans leur jeunesse, ont cru en sa doctrine; mais paradoxalement il est en même temps, pour ceux qui l'ont toujours exécuté, l'un des rares partis ayant, aujourd'hui encore, des convictions réellement "politiques" à exprimer.

III ... PERDU DANS LE FLOU IDEOLOGIQUE...

Puisqu'il n'y a plus d'idées "politiques", puisque seule l'économie domine, tous les programmes idéologiques se ressemblent et l'expérience de la gauche au pouvoir a montré que les politiques, réduites à une gestion du capitalisme en matière économique, se superposent elles aussi.

Pourquoi les politiciens s'obstinent-ils donc à maintenir, dans leurs discours, des clivages qui tendent pourtant à s'estomper dans la pratique ?

Ne serait-ce pas pour constituer et conserver, à coups de belles paroles, prometteuses mais mensongères, une clientèle électorale suffisamment puissante pour mener ces professionnels de la politique, assoiffés de pouvoir, à des postes tant convoités ?

3.1- Bonnet blanc-Blanc bonnet.

Les repères manquent à nos interviewés pour situer leurs hypothétiques alliés et leurs adversaires potentiels.

Les politiciens sont interchangeable, qu'ils soient de droite ou de gauche, et la politique globale demeure essentiellement modérée et... centriste!

*J'ai le sentiment qu'on a une classe politique sans étiquette précise sur chacun de ses membres. On a l'élite et ensuite le peuple, enfin... heu... on pourrait trouver d'autres expressions... Mais on peut avoir les uns ou les autres au pouvoir sans que rien ne change!
(B')*

En effet, quand ils sont au pouvoir, les socialistes "se renient eux-mêmes" et les "puceaux du libéralisme ne dénationalisent pas Renault".

Dans un tel contexte, les élections ne débouchent que sur un changement de personnel, sur une "révolution de palais".

3.2- Mythe et polémique.

Les politiciens disent et font les mêmes choses.

Pourtant, ils se définissent comme fondamentalement différents, voire adverses, pour donner à leur électorat, de manière "symbolique", "des garanties d'identité et de partisanerie".

Il faut se rendre à l'évidence: la politique appartient au domaine du "mythe".

Celui-ci aurait pour fonction première de répondre à un besoin ancestral qu'ont les hommes de s'identifier à un modèle et de s'opposer à un autre.

Chirac donne à ses électeurs le charter des maliens, heu... une augmentation pour les médecins... mais c'est surtout le charter pour les maliens, et tout le monde sait qu'ils vont revenir quinze jours après... Alors Rocard donne l'impôt sur les grandes fortunes, et la droite s'y oppose, symboliquement, quoi! (...) Quand Chirac critique la gauche, je dis à mes amis qu'il est moins con qu'il ne veut en avoir l'air! Il a un discours partisan, c'est bien, même si c'est le langage stérile de l'opposition... Je crois que la gauche était bête aussi dans l'opposition! Et la droite est bête dans l'opposition! (S)

Comme tous les mythes, celui de la politique est dangereux: certains partis s'obstinent, par exemple, à défendre des positions complètement dépassées par l'évolution des réalités.

Leur attitude symbolique est puérile, idiote, et "fait hurler de rire" nos professeurs, à moins qu'elle ne les irrite profondément.

Le discours n'a pas changé depuis un siècle... C'est toujours "liberté, égalité, fraternité", "bouffons du curé", "ayons un humanisme verbeur" et tout ira bien... J'exerce sur cela mon humour et ma méchanceté... mais ça me distrait! (N')

Pour accentuer ces clivages, qui n'existent pas en profondeur dans la réalité, les politiciens s'exercent à la polémique et à la critique systématique de leurs adversaires.

En effet, plutôt que de défendre des positions propres, les hommes politiques préfèrent attaquer celles de leurs rivaux... autre tactique tout aussi infantile et absurde.

A partir du moment où une proposition émane du parti adverse, elle ne peut être qu'une ânerie ou une méchanceté! C'est vrai du politique comme du syndical. Tenez, par exemple, certains de mes camarades de gauche, qui sont au S.N.E.S., disent: "la société des agrégés, ce sont des gens de droite!"... Mais ils n'ont jamais lu une publication de la Société des agrégés! Ils ont des idées toutes faites, qu'ils ne remettent jamais en question, si bien qu'ils finissent par dire n'importe quoi!... Et souvent, d'ailleurs, il y a concordance entre ce que dit le S.N.E.S. et ce que dit la Société des agrégés! Mais ils continuent à vitupérer l'un contre l'autre et à réclamer des choses identiques finalement! (R')

IV JE SUIS PROFONDEMENT ECOEURE PAR LA POLITIQUE.

Puisqu'ils disent tous la même chose, les hommes ne s'adonnent à la politique que par intérêt personnel, par ambition, et non conformément à de prétendues convictions généreuses, au service d'une cause louable.

Nos politiciens sont donc corrompus et hypocrites, et à ce titre, ils ne suscitent que le dégoût et le mépris.

Nos professeurs ne cachent d'ailleurs pas leur aversion pour la classe politique.

Leurs discours se structurent autour de l'opposition gouvernés/gouvernants.

"Nous, les gouvernés", n'acceptons pas, en effet, de nous laisser acheter par de beaux discours trompeurs, ni de faire le jeu d'"eux, les gouvernants", prêts aux pires mensonges pour assouvir leur soif de gloire et de profit.

On l'a vu, rien, dans la vie politique, n'intéresse, n'attire ou ne séduit nos interviewés; d'une part, leur qualité d'intellectuel fait d'eux des gens à la fois soucieux et contraints de rester extérieurs à la chose politique, pour mieux l'observer et l'analyser; d'autre part, l'absence d'enjeux importants, la disparition de repères clairs, sont à l'origine de déceptions profondes, empêchant toute prise de position déterminée.

Et rien, désormais, dans le comportement de la classe politique ne peut moduler et corriger l'extrême confusion qui s'est emparée de nos professeurs.

Aussi, leur participation à la vie publique, quand elle existe, s'avère occasionnelle, toujours empreinte de scepticisme et d'interrogation.

4.1- Refus de la gauche comme de la droite.

La politique est une vaste farce, une "grand messe", un "spectacle", une "funisterie", où chacun endosse un rôle qu'il apprend et récite.

La preuve en est donnée par les socialistes au pouvoir: ils ne sont pas des socialistes "dans l'âme", ni "dans le coeur", ils ont simplement "appris à parler socialiste".

Mais c'est aussi vrai de toute la classe politique: nos politiciens racontent des "histoires", pour endormir les foules, qui n'ont pour seule excuse que celle d'avoir succombé à de brillants hypnotiseurs.

Le discours politique, c'est une question d'intelligence, de dialectique, de manière de parler, de logique... Il y avait l'histoire d'un prof de fac qui, avec son discours, arrivait avec tes arguments, à les reprendre à son compte, et toi, tu ne savais même pas à quel moment il les avait repris à son compte! Il arrivait à t'embrouiller avec tes propres arguments, mais tournés à sa manière... Et bien, la politique, c'est ça! (A')

Tout est tromperie, mais aussi corruption.

Seuls comptent, pour la classe politique, le pouvoir et l'argent.

Nos professeurs dénoncent les "magouilles" dont elle est capable pour parvenir à ses fins égoïstes, et n'acceptent pas, par "hyper réalisme" ou par "idéalisme", le discours officiel visant à camoufler des intentions malhonnêtes et "arrivistes".

Quand on parle de meilleure gestion, d'une plus grande justice, d'une meilleure répartition, quand on voit ce qu'ils font au Conseil Général et tout ça, qu'ils soient de droite ou de gauche. (...) C'est d'abord pour eux, de quelque bord que ce soit... Moi, quand on me parle du Roi Mitterrand... mais c'est pareil à droite! Les considérations sociales, le bien de la France, ça passe après ce que ça peut leur rapporter à eux! (Z')

Ainsi, si les politiciens se succèdent au gouvernement, ce n'est pas pour substituer à des idées, devenues réactionnaires et périmées, des principes nouveaux et mieux adaptés à une réalité en pleine mutation, mais pour remplacer une équipe qui s'est usée et corrompue au pouvoir, jusqu'à ce qu'ils le deviennent à leur tour.

Ce qui est vrai du politique l'est aussi du syndical... ou plutôt, nos interviewés s'autorisent-ils à généraliser, au domaine politique, ce qu'ils découvrent et observent au niveau syndical.

Les gens qui ont des responsabilités syndicales, ce sont des gens qui avaient fait un projet de carrière, en suivant la filière syndicale. Les gens qui restent convaincus... je me demande s'ils ne sont pas intéressés. Il faudrait leur demander si, derrière leurs convictions, il n'y a pas un intérêt personnel. J'ai rencontré un gars d'école normale, mais attention, hein, costume, cravate... "Ben, t'es à la M.G.E.N., toi ? Comment t'as fait pour avoir ce poste ?". Et il me répond: "j'ai fait la demande à la M.G.E.N., mais, je faisais aussi du syndicalisme"! Donc, moi, ça ne m'étonne pas, qu'on arrive à la M.G.E.N. par cette voie-là du syndicat... Et en politique ça doit être pareil! (B')

La malhonnêteté des politiciens détourne nos enseignants de la participation politique et les conduit à refuser toute forme d'engagement, qui reviendrait à approuver, servir, et soutenir, leurs manoeuvres peu scrupuleuses dont ils ne veulent guère se faire les complices.

Ils sont nombreux pourtant à juger "dangereux" pour l'avenir et pour la démocratie, leur désintérêt pour la chose politique.

Refuser de participer, c'est, en effet, refuser d'exercer un contrôle sur des gouvernants corrompus, et laisser ainsi le champ libre à leurs manoeuvres frauduleuses.

Je me déplace aux urnes en traînant les pieds... Mais c'est vrai que si on est beaucoup à faire la même analyse, ça explique pas mal de choses, abstentions et autres... Ce n'est pas sain parce que même s'ils ne sont élus que par une minorité, parce que la majorité ne voudra

plus se déplacer, c'est grave, parce que ça, ils ne voudront jamais le savoir! C'est grave parce que un élu, ça représente quand même un pouvoir, qu'il l'ait ou non au rabais! (B')

La classe politique... on est dans un pays formidable pour ça, parce qu'on les a tous pratiquement élus... Donc, je ne fais pas porter aux hommes politiques un chapeau trop large... Les syndicats, c'est pareil: si les syndicats sont ce qu'ils sont, c'est parce que les gens ou n'ont pas voté dans les syndicats, ou n'ont pas élu... La F.E.N. par exemple, il y a très peu de gens qui votent! Il y a la moitié des gens qui ne votent pas! Donc si les hommes politiques sont ce qu'ils sont c'est parce que nous, les français, les avons élus ainsi, ou bien n'avons pas voté! (T)

Parce que la politique peut représenter une dimension importante de la vie sociale, il arrive que nos professeurs se déplacent aux urnes.

Mais encore faut-il qu'ils soient sollicités par des circonstances particulières, quand ils sont consultés sur des préoccupations locales, par exemple¹.

En effet, directement concernés et impliqués par ces questions, ils ont alors l'impression -l'illusion ?- de se comporter en acteurs capables de maîtriser les données des problèmes.

Ils peuvent aussi juger de la compétence de l'homme à élire, qu'ils connaissent généralement bien, parce qu'ils lui sont parfois personnellement liés, et dont ils contrôlent d'autant mieux l'action que les distances, sociales et géographiques, sont plus réduites, comme dans le cas idéal d'une petite municipalité, par exemple.

Leur voix, pensent-ils alors, pèse davantage dans ce contexte humain limité, vision très "rousseauiste" de la participation à la politique.

Les consultations à caractère national entraîne donc des abstentions massives²: nullement passionnés par la nature de la composition du gouvernement, puisque, de toute façon, c'est "bonnet blanc-blanc bonnet", nos enseignants ne se déplacent pas³.

Et, quand ils le font, c'est souvent pour mettre un bulletin blanc dans l'urne, manifestant ainsi moins leur incapacité que leur refus de se reconnaître dans les partis actuels.

Il s'agit souvent de donner son avis sur les différentes façons de résoudre cette question: "comment faire le plus d'argent possible avec les moyens dont on dispose ?"... Comme finalement ce n'est pas le citoyen votant qui en tirera profit, je ne vois pas pourquoi il va se mêler de ces questions! et moi avec! (Y')

Parfois, à travers leurs suffrages, nos interviewés n'expriment qu'un choix sans conviction, par "élimination", votant pour certains hommes -il faudrait plutôt dire "contre" certains hommes-, davantage "pour ce qu'ils sont" que "pour ce qu'ils disent ou pour ce qu'ils font".

Puisque la politique se résume à de la gestion, il est logique, pour "voter le moins mal possible", d'opter pour de bons "gestionnaires", "techniciens" compétents, indépendamment de leur étiquette politique.

Le vote, je suis embêté... Je ne suis pas pêcheur, je ne suis pas chasseur... pourtant ils ont plus de choses à défendre que d'autres! Donc je décide au coup par coup, sur un homme, sur un nom... mais plus du tout sur des idées! (T)

Par ailleurs l'engagement de quelques rares professeurs de ce type n'est déjà plus que de principe, de fidélité, avant de ne plus être du tout.

Je mets encore toujours un bulletin de gauche, parce que je n'ai pas encore franchi le pas... Mais pour combien de temps encore ? Je ne dis pas que je ne le franchirais pas un jour, parce que je commence vraiment à douter de l'honnêteté des gens de gauche, avec ces promesses non tenues dans l'enseignement... Et la droite, n'en parlons pas! (B')

L'hostilité à l'égard de la politique s'accompagne souvent d'un désenchantement total, qui se traduit aussi par une remise en question de l'adhésion syndicale... à moins que celle-ci ne précède et n'annonce celui-là.

Si je ne suis pas syndiquée, ça vient du fait que je n'arrive pas à me situer sur un plan politique et que je ne veux pencher ni d'un côté, ni de l'autre!... parce que le syndicalisme est déjà une forme d'engagement! (P)

Je suis secrétaire du S.N.E.S., côté collègue. J'ai plein d'idées que je ne réalise pas. C'est aberrant! Je n'arrive même plus à rédiger des tracts! Je n'arrive pas à savoir si je doute de moi, ou si je doute de tout! Quand on milite politiquement et qu'on a l'impression d'être dans le vrai et qu'on se rend compte, après, que l'on n'est plus dans le vrai... On finit par douter de tout! (Q')

Ma fille a milité à gauche... Elle a même dû s'inscrire aux jeunesses communistes sans me le dire! Et elle suit une évolution comparable à la mienne... entre l'idéologie et la pratique, elle s'aperçoit... Elle n'est d'ailleurs plus syndiquée, et ça commence souvent comme ça! (R')

Désintéressé, retrait, vote occasionnel, blanc ou mouvant, de routine ou de principe... nos interviewés expriment ainsi leur absence de motivation, de conviction, et leur refus d'affirmer une quelconque proximité partisane ou idéologique avec la gauche ou la droite.

Notons cependant qu'à ce non engagement politique se substitue parfois une participation à quelques activités associatives, satisfaisant le besoin d'agir qu'éprouvent encore certains de nos enquêtés en même temps que leur volonté de fuir le domaine proprement politique.

Je me suis engagé dans la défense des consommateurs, parce que l'image actuelle de la politique n'est pas très bonne... Mais je participe aussi à la préparation au mariage... C'est une forme d'engagement, ça, comme les consommateurs... Mais les consommateurs, c'est pas politique non plus, hein ? (S')

La gauche est aussi mauvaise que la droite et aucune de ces deux parties ne vaut plus que l'autre.

La droite, c'est: "c'est moi le plus fort, et vous n'avez plus qu'à vous taire!", et la gauche, c'est: "tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil!"... Dans aucun cas de figure, ça ne peut fonctionner... C'est une caricature, mais... (T)

Mais parfois il y a, chez ces deux camps adverses, à la fois "du bon et du mauvais".

La droite n'est pas mieux que la gauche... Je crois qu'ils apportent chacun quelque chose de positif... Les gens de droite voient les choses de façon réaliste, alors que les gens de gauche les voient d'une façon idéale. (T')

Il arrive, en effet, que nos interviewés soient séduits par l'idéologie et les idées de l'un, et par la pratique, les moyens d'action, préconisés par l'autre.

L'idéal serait alors de "prendre ce qu'il y a de meilleur dans chaque parti" et d'en faire un "amalgame".

L'hostilité qu'éprouvent nos professeurs à l'égard de la politique prend parfois des formes inattendues, "rituelles", dont la signification et la cohérence pourraient bien échapper à l'observateur extérieur.

Ainsi cet enseignant votant de tous côtés, "réceptif à toutes les idées", "n'ayant pas d'opinions bien arrêtées", et cherchant tantôt à droite, tantôt à gauche, ce qui le satisfait le plus .

Ou celui-ci, choisissant l'"alternance"⁴, assuré de ce fait que toute société a successivement besoin de "mouvement", donc de "trois mois de réformes", en même temps qu'elle exige de l'"ordre" et de la "stabilité", donc "dix années de conservation".

Il faut une alternance, parce qu'à une société qui veut progresser sans excès, il lui faut obligatoirement une droite et une gauche. D'ailleurs la gauche n'est toujours que par parenthèses au pouvoir en France... Alors, bien sûr, vous allez me dire que ce n'est plus vrai depuis 81, mais cette gauche-là, pour se maintenir au pouvoir, s'est reniée en tant que force de progrès... Et c'est logique, parce qu'il faut moins de mouvement que de stabilité dans une société, et donc il faut aussi des gens qui n'ont pas d'imagination et qui conservent, parce qu'il faut aussi de la conservation! (S)

Ou bien encore celui-là, qui vote les "yeux fermés", habité par le doute et s'en remettant au hasard.

En 81, je ne croyais pas tellement à la gauche, mais je me disais qu'il n'y avait aucune raison pour que j'aie raison! Donc j'ai voté les yeux fermés... Donc je ne sais pas pour qui j'ai voté! Je préférais Giscard à Mitterrand, mais comme je ne savais pas lequel des deux avait raison, ni si moi-même j'avais raison... (T')

Ou bien cet autre, votant systématiquement pour l'opposition, jugeant qu'elle seule peut faire progresser les choses, ou bien cet autre, enfin, qui, plus par défi et par dépit que par réelle sympathie, serait bien tenté de soutenir le Front National, pour obliger les partis à redéfinir une politique nouvelle, plus "mobilisatrice".

Car, tout comme pour le parti communiste, on reconnaît au Front National le mérite d'oser encore dire des choses claires, à une époque "où plus personne ne dit plus rien", même si leurs slogans simplistes sont jugés dangereux.

Ce qu'il disait il y a trois ou quatre ans, à propos des immigrés, moi, je trouve ça courageux. C'est vrai que ce sont des extrémistes et que le Front National au pouvoir, ce serait vraiment le bordel... Mais... Donc, je ne dis pas que j'ai eu la tentation de voter F.N., mais je me disais: "c'est pas si con, ce qu'ils disent"... A la limite, s'il y en avait eu d'autres pour dire les mêmes choses, pour dire: "les immigrés, il y en a trop", alors là, j'aurais dit: "bravo!"... Mais comme ils ne le disent pas, ou n'osent pas le dire... Mais enfin j'aimerais bien qu'il y en ait qui le disent, ailleurs qu'au Front National. (A')

Certains sont même si écoeurés par nos politiciens qu'ils souhaiteraient l'instauration d'un régime différent de la démocratie républicaine.

D'abord parce que la souveraineté du peuple, la décision de la "masse", ne sont jamais qu'illusoire et médiocres.

Les électeurs forment une "majorité d'imbéciles" qui "élisent sans savoir ce qu'ils élisent, ni comment le système électoral fonctionne".

Il n'y a qu'à demander aux gens pourquoi ils votent... et je m'inclus dans les gens, attention, hein!... quand c'est les élections cantonales, tout le monde y va mais personne ne sait pourquoi! (T')

Ensuite parce que la Monarchie, pourvu qu'elle soit "constitutionnelle", offre toutes les garanties d'un pouvoir non corrompu, "indépendant", "supérieur", d'une autorité "efficace", sans être excessive, et d'une politique sociale "audacieuse".

Dans l'idéal, je serais favorable à une Monarchie, avec un roi héréditaire qui semble satisfaire le besoin de continuité d'un peuple, le besoin d'unité nationale. (...) Mais à l'intérieur de cette Monarchie, vous auriez une Chambre, et je crois que cette chambre devrait être à gauche, parce que je suis sensibilisé aux problèmes de la pauvreté, de la misère et de la souffrance, et révolté contre le luxe. La Monarchie, vous savez, n'est pas liée à la droite: l'idéal monarchique est indépendant des couleurs politiques: le roi règne mais ne gouverne pas... (U')

4.2- Refuge dans un parti centriste ou écologiste.

Nos politiciens ont déçu et déçoivent encore par leur corruption, par leur incapacité à faire autre chose que de la gestion économique, de la polémique et de la mystification, et par leur incompetence à débattre et défendre des idées réellement "politiques".

Nous l'avons souligné, le parti communiste et le front national sont les seuls partenaires politiques à présenter une telle aptitude, en exprimant des opinions courageuses en ces temps où chacun se réfugie derrière une idéologie molle.

Cependant, le caractère extrémiste de ces thèses effraie nos professeurs et freine la séduction que de tels partis pourraient exercer sur eux.

Nos interviewés leur préfèrent en effet des organisations plus "médiannes": un parti écologiste ou centriste, recueille davantage leur adhésion, même si celle-ci est infestée d'ambiguïtés multiples.

Le parti écologiste offrait l'avantage de constituer une "nouveau" dans la vie politique française, une "ouverture" séduisante, sortant des sentiers battus.

Certes les verts disent des choses "intéressantes", présentent des "idées", une "manière de voir et de refaire le monde", un "programme", indépendamment de tout marquage politique⁵.

Je me sens proche des gens dits "écologues", mais attention!... parce que "écologues", c'est un terme péjoratif... c'est le barbu qui rêve de culture biologique, du retour au néolithique, et qui est à gauche, évidemment! Alors ça, c'est l'image véhiculée par les médias! Moi, je ne me sens pas du tout écolo dans les termes que je viens de définir! On peut défendre l'environnement sans pour autant être de droite ou de gauche! (B')

Mais, là encore, il s'agit d'une sympathie qui ne laisse guère de place aux convictions ni aux espérances.

Car les verts ont-ils seulement une chance de "faire passer leur message" ?

Ils devraient, pour cela, affronter l'immense "consensus qui va des libéraux aux socialistes en passant aussi par la C.G.T." et qui vise à faire de notre société un "monde essentiellement productiviste".

Les verts bouleverseraient donc trop d'intérêts économiques s'ils parvenaient à appliquer leur projet.

Par ailleurs, ils se révéleraient peut-être peu efficaces dans d'autres sphères de décisions et d'actions, et n'apporteraient pas la meilleure réponse aux problèmes sociaux ou politiques actuels.

Enfin, se montreraient-ils plus indifférents à la tentation de corruption qui mine tous les autres partis ?

Le centre est également très séduisant, car il est une manière de faire de la politique "sans s'engager vraiment", d'un côté ou d'un autre de l'échiquier politique.

Il constitue donc un refuge pour tous ceux qui refusent toute proximité partisane ou même idéologique avec la droite ou la gauche, mais qui, "par goût ou par témoignage", désirent s'engager.

Mais l'adhésion à un centre renferme une foule de contradictions.

D'abord parce que adhérer, même à un parti aussi médian que le parti centriste, c'est déjà s'engager dans l'action politique, ce que semblent mépriser les professeurs de ce type.

Ensuite parce que le centre n'a plus l'apanage de ce qu'il défend.

Les valeurs démocrates chrétiennes, qui pourraient asseoir sa légitimité, sont en perte de vitesse depuis la récente "déchristianisation" et "déspiritualisation".

D'autres partis défendent les valeurs qui étaient, jadis, les siennes et sa base électorale s'effrite, puisque "des gens peuvent encore adhérer aujourd'hui aux valeurs de la démocratie chrétienne et militer dans un tout autre parti"; d'illustres personnalités comme "Rocard, Delors et certains gaullistes" ne sont-ils pas, en effet, des démocrates chrétiens ?

Le centre, enfin, ne possède pas non plus l'exclusivité des questions et des débats qu'il soulève en son sein.

C'est ambigu ce qui se dit au centre... la question des T.U.C. par exemple... et c'est d'autant plus ambigu qu'Arlette Laguillier pose aussi cette question des T.U.C.... et elle a raison de la poser!... et c'est d'autant plus ambigu qu'au C.D.S., il y a des gens qui posent cette question des T.U.C., et qui s'en foutent complètement! (A)

Finalement, le caractère modéré de son programme économique et social se rencontre aussi bien dans la droite que dans la gauche, contraintes, toutes deux, de mener, sous la pression sociale et économique, une politique centriste dès lors qu'elles accèdent au pouvoir.

Ces ambiguïtés sont levées quand nos professeurs ont la certitude d'appartenir à un véritable centre, qui soit à la fois "au coeur des contradictions et des tensions", au centre des débats et de la "synthèse".

Au C.D.S., par exemple, on parle de liberté, ils disent: "liberté, oui, mais responsabilité!"... on parle d'efficacité, c'est pareil, ils disent: "efficacité économique, oui, mais solidarité!"... ils parlent de valeurs traditionnelles, ils disent: "tradition, oui, mais progrès!"... Donc, vous voyez, c'est vraiment le centre-centre, c'est-à-dire qu'ils refusent... On n'est plus du tout à l'U.D.F. par exemple... Vous voyez, ce n'est pas un centre du juste milieu, et c'est justement ça qui me plaît: c'est un centre de la synthèse... Le C.D.S. c'est finalement quelqu'un qui dit toujours "oui, mais...". (A)

Un véritable centre devrait proposer à ses adhérents une idéologie qui lui soit propre, et fonctionner de manière autonome, indépendamment des stratégies des autres partis politiques dont il n'a pas à faire le jeu.

Le centre ne doit donc pas être un centre "mou", "mouvant", destiné à passer tantôt à droite, tantôt à gauche, parce qu'il n'a aucune raison, ni aucune vocation, à être plutôt l'un ou plutôt l'autre.

Mais l'histoire a malheureusement prouvé qu'il n'en était guère ainsi.

Le centre s'est trop souvent fait l'allié de la droite.

Or, un centre-droit n'est déjà plus tout-à-fait un centre.

Nos interviewés supportent mal ces pertes occasionnelles de la neutralité centriste qui, au gré des opportunités électorales, donnent à leur adhésion une signification nouvelle, en faisant d'eux les complices d'une droite qu'ils n'affectionnent ni ne détestent particulièrement.

Le seul moment où notre parti a été puissant, c'était après la guerre, ça s'appelait le M.R.P. et les communistes appelaient ça la machine à ramasser les pétainistes... C'était insultant, mais pas tout-à-fait inexact. Le centre a prouvé qu'il n'existait que momentanément, quand la droite est en état de sinistre. (...) Là, il viendra un moment où les communistes n'accepteront pas de mourir en silence, auront une réaction d'ultime désespoir en s'apercevant qu'aucune stratégie ne pourra leur permettre de remonter, feront la politique du pire, censureront le gouvernement Rocard... Et ce sera l'épreuve de vérité: est-ce que les centristes serviront de force de substitution au parti communiste pour soutenir le gouvernement Rocard... et ils prouveront alors qu'ils ont une certaine identité... ou alors, ils iront, comme les communistes, comme la droite, pour assassiner le gouvernement Rocard, produire des élections générales en reproduisant le clivage droite/gauche, mais en se retrouvant à droite, cette fois!... Je pense qu'ils choisiront cette deuxième force!... la mort dans l'âme... mais le centre prouvera ce jour-là qu'il n'existe pas, et donc j'aurais perdu toute raison d'y rester parce que je ne supporterais pas longtemps d'être dans un centre qui sera devenu la pointe docile de la droite conservatrice, non pas que j'ai des répulsions pour cette droite conservatrice, mais... (S)

Le centre ne devrait pas avoir de vocation politique.

Idéalement, il devrait se comporter comme un "club d'intellectuels", ne rassemblant que 4 à 5% de l'électorat, parce qu'il est contraint à des alliances partisans dès lors qu'il prétend avoir une place dans la représentation politique, perdant ainsi de son authenticité, de sa neutralité et de sa légitimité.

Et c'est une dernière interrogation qui ponctue finalement le discours des professeurs de ce type: quel sens peuvent-ils encore donner à leur engagement dans un centre, alors que celui-ci apparaît, à la plupart d'entre eux, précisément comme un "non-sens" ?

notes du type III

¹ On retrouve ici l'une des conditions politiques à la participation analysée par A. Lancelot. En effet, la dimension du corps électoral influe sur le niveau de participation aux consultations électorales, dans la mesure où la décision de se présenter aux urnes peut être favorisée par le sentiment que l'on a de disposer en partie du pouvoir de décider:

"Le "poids spécifique" de chaque voix dépend du nombre des électeurs consultés. Si ce nombre est petit, l'électeur voit immédiatement la différence qu'introduit le fait qu'il vote ou ne vote pas; il perçoit la valeur "marginale" de sa voix. Si le corps électoral est nombreux, au contraire, l'électeur ne voit pas directement ce que sa seule voix peut changer."

A. Lancelot, 1968, p.119.

² A. Lancelot remarque cependant que "paradoxalement, l'agrandissement du corps électoral aux dimensions de la nation peut également favoriser la participation par rapport aux élections organisées dans le cadre du département ou, plus encore, de la circonscription". En effet, selon cet auteur, lors des élections législatives, "l'électeur peut avoir le sentiment que les jeux sont faits et qu'il est inutile de se déranger" alors qu'au niveau national, lors d'un référendum ou d'une élection présidentielle, ce même électeur "ne peut apprécier aussi directement le climat politique ni escompter à coup sûr le résultat: la totalisation des suffrages lui prouve que chaque voix compte et lui commande de s'exprimer" (A. Lancelot, 1968, p.119).

Mais il faut cependant noter que ces observations sur la participation électorale en fonction de certaines conditions politiques sont à nuancer selon les régions.

En effet, "active dans les petites communautés, la vie locale semble s'anémier dans les communautés les plus peuplées"; de ce fait, "l'abstentionnisme est généralement plus élevé au scrutin national qu'au scrutin local dans les zones rurales et plus élevé au scrutin local qu'au scrutin national dans les communautés urbaines" (idem, p.140).

³ Le fait que tous les candidats semblent dire la même chose accroît la non participation aux consultations électorales.

En effet, l'éventail des options proposées au scrutin est alors limité, et le choix apparaît trop fermé: les électeurs sont donc tentés de s'abstenir car "qu'importe à l'électeur de pouvoir choisir entre plusieurs candidats si tous défendent le même programme et appartiennent en fait à la même tendance de l'opinion" (A. Lancelot, 1968, pp.97-98).

⁴ La notion d'alternance démocratique est une conception de la démocratie moderne selon laquelle "le pouvoir du peuple y consiste moins à nommer les gouvernants qu'à sanctionner ceux qui ont failli ou qui menacent les libertés": en effet, "le peuple ne choisit pas ses maîtres, encore moins leur programme; il ne peut pas non plus se débarrasser d'eux complètement, mais il a, à intervalles réguliers, le moyen de les remplacer par une équipe alternative". Dans cette perspective, "la structure bipartite, pour artificielle qu'elle soit, est la plus efficace" (J. Julliard, in F. Furet, J. Julliard, P. Rosanvallon, 1988, p.125).

⁵ Les écologistes sont en effet les plus nombreux à se dire éloignés de tout parti politique et à rejeter les partis traditionnels: "le vote écologiste exprime moins un vote marginal qu'un vote de refus du système partisan tel qu'il fonctionne" (J. Capdevielle, E. Dupoirier, G. Grunberg, E. Schweisguth, C. Ysmal, 1981, p.72).

Ainsi, parmi les écologistes, face à un électorat "proche de la gauche autogestionnaire et qui, à ce titre relève bien des électorats critiques", on trouve également un électorat partisan de la "troisième voie" entre le capitalisme et le socialisme, et "ne se résignant pas à l'affrontement politique bipolaire" (idem, p.73).

II RACINES ET TRAJECTOIRES PERSONNELLES.

Quels mécanismes les professeurs de ce type ont-ils subis ?
Quel itinéraire ont-ils emprunté ?

2.1 Mécanismes de socialisation

Majoritairement issus d'un milieu catholique, de droite, mais non engagée, les individus de ce type naissent aussi dans des catégories socialement élevées: deux enquêtés seulement affirment venir d'une famille ouvrière, mais que la politique n'intéressait guère.

La plupart de nos interviewés déclarent aussi s'être trouvés devant une absence totale de modèle politique, précis et affirmé.

Dans ma famille on ne faisait pas de politique. Mon père était ouvrier aux chemins de fer, mécanicien... il ne parlait presque jamais parce que c'était honteux de parler de politique à cette époque-là... Donc il y avait cette ambiance-là. (E')

Mon père avait des opinions difficiles à qualifier, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche. Il était extrémiste dans ses colères mais il ne savait pas où se situer... Il ne le sait toujours pas d'ailleurs! Je ne sais pas si c'est un discours construit, finalement! Il n'y avait pas de culture politique à ce moment-là... en 58... pas de réaction hostile au gaullisme, donc pas d'idées déclarées, quoi, finalement... (B')

A moins qu'ils ne se soient vus confrontés à des options contradictoires, qui provoquaient chez eux de douloureux tiraillements, et entre lesquelles nos professeurs n'ont d'ailleurs jamais pu choisir.

Ma mère était de gauche, de tradition libertaire, qui remontait déjà à la génération précédente, puisque mon grand-père était un anarchiste libertaire, avec une forme de pensée très structurée et très noble: c'était pas du tout l'anarchisme tel qu'on l'imagine d'habitude, le couteau entre les dents... Le mariage de ma mère était un malentendu, c'était vraiment le mariage de l'eau et du feu!... Elle était anti-bourgeoise, alors que mon père était de droite, avec des idées bourgeoises, et moi, j'étais vraiment écartelé entre ces deux tendances et finalement j'ai opté quand j'étais jeune pour des idées plutôt bourgeoises, et je m'opposais de ce point de vue à ma mère... (U')

Parvenus au stade adulte, à un âge où ils se doivent d'"avoir un regard et une opinion sur les choses", nos enquêtés n'ont encore aucun modèle de référence en matière politique, ce domaine restant éloigné, voire absent du milieu familial.

Dans leur quête d'une identité politique, nos professeurs trouveront en la doctrine marxiste, une vision globale et explicative de la société, qui peut séduire "à un âge où l'on aime refaire le monde".

Nous avons vu comment et pourquoi le marxisme avait déjà attiré les enseignants du type I, alors jeunes adolescents en rupture par rapport à un milieu trop réducteur de l'individualité et en quête d'une identité nouvelle.

Il s'agissait surtout pour eux de contrer les normes et les attentes d'un entourage familial trop rigide et trop autoritaire, en affirmant une personnalité différente et provocatrice.

Quelques-uns, d'ailleurs, nourrissant les mêmes intentions, ont été, nous l'avons noté, davantage interpellés par les slogans gauchistes de liberté, de plaisir, d'épanouissement de l'individu, que par la défense d'intérêts de classe.

Marxisme ou gauchisme avaient donc constitué un refuge pour tous ceux qui, mal à l'aise dans un milieu de droite conformiste, oppressif voire répressif, réalisaient ainsi une fuite salvatrice.

La motivation est différente pour les professeurs de ce type qui, arrivés à l'adolescence mais ne connaissant aucun conflit intergénérationnel marqué qui puisse les opposer à leurs parents et provoquer une rupture, veulent d'abord "comprendre le monde".

Aussi l'extrême-gauche les laissa-t-elle indifférents dans la mesure où elle ne leur fournit guère de "système de pensée satisfaisant, qui soit aussi cohérent que le marxisme"; peut-être aussi n'occupait-elle pas une place prépondérante dans le contexte historique de leur jeunesse.

Les professeurs se substituent souvent aux parents dans cette découverte du modèle communiste, fondement d'une nouvelle identité politique jusqu'alors inexistante.

Je suis issue d'un milieu modeste et j'ai été élevée... heu... pas tellement dans un milieu de gauche, parce que mon père était plutôt sans idée politique au départ, et donc, on avait une opinion à se faire par soi-même... Donc, quand j'arrive au lycée, surtout à un certain âge, on se laisse influencé facilement par des idées superbes d'égalité, etc... et en seconde, j'ai eu une tendance... heu... pas communiste, mais presque, parce que ces idées de partage, tout ça, me plaisaient beaucoup, parce que j'avais un prof qui avait cette idée-là de la vie, un prof d'histoire-géo... (C')

L'Ecole normale... qui dit "Ecole normale", dit aussi "tendance de gauche"! C'est vrai avec pas mal de profs au parti communiste... le montrant dans les cours peut-être, mais de toutes façons à un âge et à une époque où l'on était réceptif à ce genre d'idées... de toutes façons la mode étant à gauche... ces idées étaient reçues comme elles devaient l'être! (B')

2.2 Itinéraires politiques

Sept des dix enseignants de ce type ont opéré un crochet par la gauche communiste.

Mais leur adhésion fut de courte durée, puisque le modèle était appelé à s'effriter au fil des expériences, des découvertes historiques et des événements de l'actualité, -les professeurs d'histoire sont d'ailleurs sur-représentés dans ce type.

Cet ébranlement des convictions, en particulier communistes, vers lesquelles ils s'étaient finalement tournés, provoque, chez nos interviewés, une nouvelle crise d'identité, d'autant plus difficile à résoudre que les modèles politiques étaient soit absents du milieu familial, soit imprécis ou bien encore contradictoires.

Parfois une "personnalité psychologiquement fragile" accentue encore les conséquences de cette crise.

Le mécanisme le plus fréquemment observé consiste alors dans le fait d'accepter et d'adopter les opinions effectivement en vigueur, ou communément admises, dans les différents groupes auxquels nos enquêtés appartiennent, qu'il s'agisse du cadre universitaire ou professionnel, ou simplement de celui de la belle famille.

Le milieu professionnel semble néanmoins tenir une place importante dans ce phénomène d'"osmose" qui se produit entre l'individu et son groupe.

C'est ainsi qu'il s'avère "normal" et "convenable" d'être de droite quand on est agrégé, et d'être de gauche quand on est "jeune, étudiant, pion et fauché", comme "il est bien vu d'être à gauche, athée, contre l'enseignement libre, et syndiqué" quand on travaille dans le public, mais qu'à l'inverse, "il est de bon ton de se dire de droite" quand on est employé du privé.

Je ne donne pas de réponse à la question, mais je crois que si le hasard avait fait... parce que c'est le hasard, hein... m'avait fait professeur de l'enseignement public, il n'est pas évident que j'aurais adhéré au C.D.S.... J'aurais peut-être adhéré au P.S., à moins que ce ne soit ce côté majoritaire qui ait redoublé mes préventions. Mais il va de soi que le milieu ambiant compte. (...) Parce que jusqu'en 81, vous aviez cette menace que dans le cadre d'une nationalisation, vous soyez foutu dehors... Cette menace, il serait naïf de croire qu'elle n'a pas été entretenue, mais il serait imprudent de dire qu'elle n'a pas été réelle, quoi... D'autant plus que, quand vous êtes plus jeune, moins diplômé, et surveillant plutôt que prof, alors vous n'avez aucune garantie, en cas de nationalisation. Donc, vous êtes tenu de montrer une opinion à droite, démonstrative parfois! (...) parce que si vous affichiez une opinion de gauche, vous apparaîtriez soit comme un benêt, soit comme un traître à votre cause, à votre clan, quoi! (S)

Se démarquer du groupe provoque toujours l'exclusion, précisément parce que le "clan" traite ses marginaux en "benêts" ou en "traîtres"; au

contraire, en accepter toutes les attentes facilite l'intégration en son sein.

C'est vrai qu'en ne voyant l'école que sous son aspect politique, ce n'est pas facile pour s'y insérer soi, dans un établissement... surtout dans l'enseignement privé, où l'on rentre soi, et où de toutes façons il y aura des contradictions à gérer... (R)

C'est pourquoi beaucoup de nos professeurs ont préféré "suivre le troupeau", et cette démarche s'avère d'autant plus aisée qu'ils ont perdu leurs certitudes et n'en ont pas trouvé de nouvelles.

Car, pour exprimer des opinions qui, habituellement, "ne se disent pas dans le milieu ambiant", il faut "avoir des tripes", attribut dont nos enquêtés avouent être dépourvus.

"Se faire montrer du doigt", "jouer les trouble-fête", "renverser les armoires", apparaît, en effet, comme un acte de bravade autant que de bravoure.

Je vais présenter ça sous forme de boutade, parce que c'est la règle du jeu, mais je crois que j'ai toujours eu des sympathies pour la gauche, mais, pour un prof, c'est quelque chose que je dirais presque de "logique", où étant dans l'enseignement privé, sous contrat d'association, j'ai tendance à croire que l'appartenance au C.D.S. est une sorte d'appartenance d'extrême-gauche! Enfin, ça relève de la boutade, ce que je vous dis là! (S)

Ca gêne beaucoup certains de mes collègues que je sois de gauche! Ils ne comprennent pas, parce qu'une agrégée, ancienne sévrienne, ne peut pas être de gauche! Elle est nécessairement de droite! Alors je suis regardée comme une bête curieuse! (R')

Si quelques-uns de nos professeurs adoptent néanmoins ostensiblement des positions originales, par jeu et par sens de la provocation, c'est souvent pour exprimer la rancune qu'ils éprouvent dans un milieu, ou un établissement, qui les met mal à l'aise... une manière, pour certains, de "faire du mal" autant que de "se faire du mal", à la limite du "masochisme".

Je crois que tout milieu ambiant est détestable à l'individu, et l'individu éprouve finalement le besoin de réagir contre ce milieu ambiant (S)

J'étais adolescent, quand même fragile, parce que j'avais mal vécu le mariage de mes parents, et leur divorce, et je me sentais déjà mal intégré dans la société, comme je me sens d'ailleurs toujours mal intégré dans mon milieu professionnel... C'est vrai que le milieu de Saint-Jean est un milieu de conformisme et de conservatisme, plus provincial aussi, je ne connaissais pas la province et la découverte de cette ville a été effroyable! J'ai revu ici le monde de Balzac! Et donc mon attitude était assez provocatrice... Alors que se passe-t-il? Au lieu de tenter de me normaliser, j'ai l'impression d'affirmer une identité qui est un peu spéciale, une espèce de masochisme, parce que je sais qu'en affirmant une telle identité je serai rejeté... et plus je suis rejeté, plus je suis attaché à cette identité, à cette différence, qui m'est très chère, par rapport au magna environnant... Vous voyez, je crois que j'ai été malheureux à Saint-Jean, et si j'étais pour l'unification, c'était sans doute pour

leur faire du mal, parce qu'ils m'avaient fait beaucoup de mal! Je ne peux pas m'épanouir, et c'est pour ça que j'y travaille à temps partiel... et l'unification, c'est ce qu'ils redoutaient le plus, et donc c'est ce que je revendiquais, pour leur faire du mal! (U')

Les raisons qui poussent tantôt à accepter, tantôt à rejeter, les opinions émises par les divers groupes d'appartenance, contiennent donc une large part d'affectivité.

Elles sont fonction des caractéristiques de ces groupes d'appartenance, de la volonté des individus de s'y intégrer, ou de s'en démarquer, selon le degré de satisfaction qu'ils éprouvent au sein de chacun d'eux.

On comprend alors l'extrême variabilité des opinions politiques des professeurs de ce type, au fil de leur existence et de leurs expériences.

Quand j'étais au lycée, il faut considérer que les classes de terminale étaient, à cette époque, quand même constituées de fils de bourgeois... Moi, j'étais plutôt d'un milieu modeste, mais l'ensemble c'était quand même la bourgeoisie, l'administration... Alors, disons que là, j'étais plutôt à droite toute. Après, à 18 ans, j'ai été pion au lycée de Douai, et les choses changent complètement, parce que là, l'environnement, c'est des jeunes intellectuels, fauchés, hein, parce que c'est des jeunes pions qui travaillent pour payer leurs études... Donc, vous voyez, d'abord on vire à droite par l'influence scolaire, et puis aussi par l'absence d'influence familiale, par l'éducation politique que je n'ai pas eue... et puis, après, les conditions difficiles, l'environnement, jouent un rôle décisif dans les années de formation universitaire, cette ambiance de jeunes intellectuels sans argent, et donc là, on vire à gauche... heu, qu'est-ce qui a pu jouer un rôle autre que cet environnement... je ne vois pas... Et puis après, c'est la réussite dans le métier, la connaissance des problèmes philosophiques et d'actualité, bon ben, tout ça vous oriente dans l'autre sens. Après, je me marie, en 62, et dans la famille de ma femme, par contre, on parle de politique, et ça, ça peut jouer un rôle... et on parle à droite... donc il faut que je me débattre dans un milieu qui n'est déjà plus le même... (E')

Outre l'absence d'ancrage politico-idéologique, qui aurait pu leur fournir quelques repères, nos enquêtés avouent être aussi dépourvus d'"ancrage sociologique".

Leurs origines sociales, tant du côté paternel que maternel, sont hétéroclites... ce qui accentue encore la confusion et les contradictions, et ne favorise guère la formation d'un sentiment de classe, pouvant apparaître, à leurs yeux, comme un rempart possible à l'instabilité des opinions.

Car l'adhésion à des idées ne suffit pas : celles-ci étant toujours "vagabondes", ce sont les "racines sociologiques" qui ancrent le plus un individu dans ses options politiques.

Mon milieu est éclaté, c'est-à-dire que je suis très sang mêlé... Il y a des personnes de toute origine dans ma famille: mon père était enseignant et il a été tardivement universitaire, ma mère appartenait à un milieu assez traditionaliste, comme manière de penser,

catholicisme de droite...mon grand-père avait été croix de feu pendant la guerre, qui vient de la petite noblesse, et qui avait donc tous les atavismes de ce milieu un peu fermé, ma mère était d'origine plus populaire, son père était ébéniste au faubourg Saint-Antoine à Paris, donc avec une tradition libertaire derrière lui...Et ce mariage a créé en moi des contradictions que je n'ai pas encore pu surmonter! (U')

J'ai une famille très disparate: d'un côté des paysans flamands, de l'autre côté ma mère, d'origine juive, de milieu plutôt commerçant...Donc ce n'est pas une famille d'origine ouvrière, je n'ai pas de racines ouvrières, et donc ça ne m'a pas beaucoup aidé! (A)

Dans ma famille il y a deux choses: il y a à la fois des bourgeois et des gens qui sont au chômage, des gens qui, partis de rien, avaient fait fortune, et des gens qui, naguère bourgeois, s'étaient petit à petit prolétarisés avec l'arrivée des grands magasins...Donc je ne suis pas fidélisé à un milieu sociologique, parce qu'il y a de tout dans ma famille, aussi bien des ascensions que des décrépitudes sociales! Et ça, c'est important quand même, parce que les choses qui ancrent le plus un individu dans une appartenance politique, c'est son milieu social, quoi... Moi, j'étais dans un milieu très éclectique, très hétérogène, donc sans doute promis à beaucoup de contradictions dans mon avenir politique! (S)

Quand la "tradition familiale" et les "racines politico-sociologiques" sont ainsi absentes, il ne reste guère, pour guider les choix politiques de nos individus, que le réflexe de se replier sur eux-mêmes, et ce vague sentiment, très personnel, de satisfaction, ou d'insatisfaction, à l'égard de la vie pour guider leurs choix politiques.

Je crois que l'homme de droite dit: "je suis satisfait de la société parce que j'y ai une bonne place", et souvent il a tendance à penser que s'il a une bonne place, c'est parce que ses aptitudes la lui ont donnée... donc il est satisfait, il est arrivé! Et c'est souvent le cas des enseignants... Je caricature, mais c'est souvent du genre: "mon père était cheminot, j'ai commencé comme maître auxiliaire, j'ai gravi tous les échelons, j'ai passé les concours, et je vais rentrer dans le rotary-club, quoi... C'est ça, c'est la sociologie dynamique, personnelle. Donc, dans l'enseignement, il y a ça aussi: quand vous êtes prof de collège, vous êtes à gauche, quand vous êtes certifié, vous êtes au centre et quand vous faites partie de cette élite qui enseigne dans les classes préparatoires, vous faites partie des gens qui ont réussi et je crois que nécessairement vous devenez homme de droite, quoi... parce que la dimension gauche/droite, c'est aussi à un niveau très individuel... toute la notion que l'on peut avoir de la satisfaction de soi! (S)

Mais c'est là une démarche quelque peu incompatible avec leur passé, qui est pour la majorité d'entre eux un passé de gauche, "avec ce que cela comporte d'élan altruiste".

Leur situation morale et matérielle leur donnerait, en effet, toutes les raisons, selon eux, d'être à droite.

Nous avons en effet déjà noté le niveau élevé de diplôme des enquêtés de ce type.

Plus souvent agrégés que la moyenne de notre échantillon, ils se voient généralement attribuer des postes "gratifiants", un salaire

confortable, un public socialement et intellectuellement sélectionné, -et ceci est d'autant plus vrai que, relativement âgés, parvenus en fin de carrière, ils peuvent effectivement prétendre à ces divers avantages.

Ensuite, cette situation qu'ils savent "privilégiée" les laisse peu en prise avec les réalités sociales, -ils ne travaillent jamais en L.E.P., par exemple.

Enfin, nos professeurs exercent plus souvent que la moyenne dans des établissements privés, où nous avons vu qu'il est de bon ton de se dire de droite, ou du moins de ne pas se dire de gauche.

Ce degré élevé de satisfactions personnelles, matérielles et professionnelles, certaines pressions venant de la hiérarchie, certaines attentes manifestées par les collègues, sont autant d'éléments qui peuvent éteindre l'ardeur révolutionnaire et intervenir dans la détermination politique de nos enquêtés, que leur "bon sens" rangerait du côté de l'ordre, plutôt que du changement.

Pourtant, ils ne peuvent totalement s'y résoudre.

Certes, ils n'ont plus aucune raison de se dire de gauche; ils auraient même de "bonnes raisons" d'être à droite, mais leur passé les en empêche.

En effet, le détour par la gauche qu'ils ont autrefois opéré semble interdire à nos interviewés de se positionner aujourd'hui à droite, même s'ils ont fini par perdre toute conviction marxiste.

La fuite de la politique, ou leur refuge dans un centre, est l'expression de leurs contradictions, de leur attrait actuel pour une droite que rend néanmoins impossible leur appartenance passée à la gauche, pour laquelle ils éprouvent encore quelques "sympathies secrètes".

On compte, en effet, parmi nos intéressés, deux adhérents C.D.S., un centre droit déclaré, un refus de tout positionnement en termes de droite ou de gauche, et quatre sympathisants de gauche, mais avec toutes les réserves, les désillusions, les interrogations et les critiques qu'une telle proximité peut soulever aujourd'hui, depuis l'exercice décevant de la gauche au pouvoir, et les troublantes révélations en provenance de l'Est! (notons que les deux professeurs de ce type se déclarant de droite n'ont, quant à eux, jamais vécu ce "dérapiage" à gauche).

**CARACTERISTIQUES DES INDIVIDUS CONSIDERANT LA
POLITIQUE COMME BONNET BLANC- BLANC BONNET**

SEXE:

Les professeurs de ce type sont plutôt des hommes, puisqu'on ne compte qu'une seule femme sur dix individus.

AGE:

Nos enseignants sont d'âge mûr.

Les [25-35 ans[font figure d'exception, avec 10% seulement d'individus âgés de moins de 35 ans (*contre 25% dans l'échantillon, et 33% dans le type 1*): une si faible proportion de jeunes n'a pu être observée que dans le type 2 (12%), que l'on a précisément qualifié de type "vieux".

Cependant, notre type se distingue de ce dernier par un faible pourcentage de professeurs âgés de plus de 50 ans: ils ne sont que 10% seulement à dépasser la cinquantaine, ce qui reste conforme à la moyenne dans l'échantillon, alors qu'ils étaient 25% dans le type précédent.

La majorité de nos enseignants (60%) se situent donc dans la tranche des [40-50ans[, avec une surreprésentation des [45-50ans[, puisqu'ils sont presque deux fois plus nombreux que dans l'échantillon à appartenir à cette tranche d'âge (30% contre 16%).

DISCIPLINE:

Les enseignants des matières littéraires (40% enseignent les lettres et 30% l'histoire-géographie) et scientifiques (20% sont professeurs de maths-sciences) y sont légèrement surreprésentés, au détriment de leurs collègues des disciplines techniques, totalement absents d'ailleurs de ce type.

DIPLOME ET STATUT:

C'est un type plus diplômé que la moyenne et même que le type 2 dont les membres, nous l'avons souligné, étaient déjà très instruits.

Tous les professeurs ont, en effet, un niveau d'instruction au moins égal au bac+2 : ils ne sont que 20% seulement à ne posséder que ce diplôme (*contre 27% dans l'échantillon, et respectivement 30% et 18% dans les types 1 et 2*).

Mais ils sont aussi 20% à avoir poursuivi des études au-delà de la maîtrise, score jamais égalé dans l'échantillon (*ils ne sont que 5% dans ce cas*), ni même dans aucun autre type, y compris le précédent (*ils ne sont que 12% des individus du type 2 à posséder un niveau supérieur à bac+4*)

Jamais maîtres auxiliaires, nos enquêtés se répartissent presque également entre les simples titulaires (40%), les certifiés (30%) et les agrégés (30%), mais la proportion de ces derniers est deux fois plus importante que dans l'échantillon qui n'en compte que 14% (*ils sont respectivement 18% et 12% des individus des types 1 et 2 à posséder ce titre*).

ETABLISSEMENT:

Ils sont nombreux à travailler en privé (40%), plus nombreux que dans l'échantillon (23%) et même que dans le type précédent (31%).

C'est d'abord dans les lycées qu'ils se retrouvent, qu'il s'agisse du privé ou du public (30% des professeurs de ce type exercent en lycée public et 30% en lycée privé), puis dans les collèges, mais presque jamais dans les lycées d'enseignement professionnel.

SYNDICALISATION:

La moitié des professeurs de ce type sont syndiqués: ils sont donc plus nombreux que leurs collègues du type précédent (44% d'entre eux sont syndiqués), moins que ceux du type 1 (61% d'entre eux adhèrent à un syndicat), mais le taux de syndicalisation reste conforme à la moyenne observée dans l'échantillon (52%).

Les adhérents sont dispersés entre tous les syndicats, y compris dans des syndicats minoritaires, du public ou du privé, tels le S.N.C., le S.N.P.E.S. et le S.N.U.D.E.P..

Il est intéressant de constater que le taux de syndicalisation de ces professeurs empreints pourtant d'un grand scepticisme n'est pas le plus faible de tous les types. Il demeure en effet plus élevé que celui du type 2, où les individus jugent les syndicats trop "politisés", et à gauche de surcroît, ou que celui du type 4 où la non-adhésion traduit le rejet de toute structure, par amour de la liberté individuelle et respect de la personne.

POLITISATION:

Plus à gauche (40%) qu'à droite (10%) ou qu'à l'extrême-droite (10%), ils ne comptent parmi eux presque aucun adhérent ou militant d'un parti politique, en dehors d'un centre incarné par le C.D.S..

Un tiers de nos professeurs se disent sympathisants ou adhérents d'un centre droit (ils ne sont que 10% dans l'échantillon à déclarer une telle proximité).

Notons enfin la présence, dans ce type, du seul conseiller municipal non inscrit de l'échantillon, refusant toute identification en termes de droite ou de gauche.

RELIGION:

Le scepticisme semble gagner ici le domaine religieux, puisque le taux des sans religion (80%) est presque aussi élevé que dans le type 1 (85%) (contre 68% dans l'échantillon).

Quand ils sont catholiques, ils ne pratiquent d'ailleurs jamais.

PROFESSION DU PERE:

Comme leurs collègues du type précédent, nos professeurs sont d'origine aisée: 60% viennent d'un milieu de cadres (contre seulement 48% dans l'échantillon et 39% dans le type 1).

Les fils d'employés sont légèrement surreprésentés par rapport à l'ensemble (20% contre 12% dans l'échantillon), mais les fils d'ouvriers toujours un peu sous-représentés (20% contre 27%).

POLITISATION DU PERE:

Les pères sont déclarés à droite dans 70% des cas, presque aussi souvent que dans le type précédent (75%), mais bien plus souvent que dans l'échantillon (50%) et que dans le type 1 (36%).

10% seulement sont déclarés de gauche mais nos professeurs sont plus nombreux que la moyenne à avouer avoir un père sans opinion politique définie (20% alors qu'ils ne sont que 11% dans l'échantillon, 12% dans le type précédent et seulement 6% dans le type 1).

RELIGION DU PERE:

Moins souvent catholiques que les pères du type précédent, mais plus souvent que ceux de l'échantillon ou des autres types, ils sont aussi souvent non pratiquants que pratiquants, et, parmi ces derniers, trois fois plus nombreux à observer une pratique irrégulière que régulière.

PROFESSION DE LA MERE:

Comme dans le type précédent, les mères sont très souvent inactives (80% des cas).

Les rares mères qui travaillent ne sont jamais ouvrières, mais plutôt cadres moyens ou commerçantes.

POLITISATION DE LA MERE:

Elles sont encore bien plus nombreuses que les pères à être déclarées sans opinion politique précise (50% contre 20% des pères; elles ne sont que 27% de l'échantillon à être dans ce cas).

Quand elles se voient attribuer une préférence politique, c'est un peu plus souvent pour la droite que pour la gauche.

RELIGION DE LA MERE:

Catholiques dans 70% des cas, elles se distinguent, comme les pères, par une pratique peu régulière.

PROFESSION DU CONJOINT:

Nos professeurs sont ici un peu plus nombreux que la moyenne à être célibataires.

Les conjoints sont un peu plus souvent inactifs que dans l'échantillon (28% d'entre eux sont sans profession, contre 18% dans l'échantillon).

Quand ils travaillent, ils sont d'abord cadres supérieurs (dans 60% des cas; les deux tiers d'entre eux sont alors professeurs), puis cadres moyens (dans 40% des cas).

POLITISATION DU CONJOINT:

Les conjoints à être déclarés sans opinion définie représentent 50%, et, quand nos professeurs leurs connaissent une préférence, c'est plus souvent pour la droite (*dans 60% des cas*) que pour la gauche (*dans 40% des cas*).

RELIGION DU CONJOINT:

Près de la moitié des conjoints sont sans religion, les autres ne pratiquant presque jamais, de toutesfaçons de manière irrégulière.

Type IV

Je tiens à construire mon propre jugement

Je suis trop attaché à ma liberté de penser pour me laisser endoctriner au sein d'une structure.

Réciproquement, je respecte trop la liberté d'autrui pour oser lui imposer ma propre opinion.

La démocratie, que je vénère, s'avère garantir l'expression de toutes les individualités, contre un pouvoir trop fort.

I LOGIQUE DES REPRESENTATIONS

I JE HAIS LES STRUCTURES.

1.1- Un peu par nature...

1.2- ... et par scepticisme.

II JE RESPECTE LA LIBERTE D'AUTRUI.

2.1- Par nature, par principe...

2.2- ... et par scepticisme.

III JE ME SOUMETS A L'OPINION DE LA MAJORITE.

3.1- La démocratie...

3.2- ... substitut à l'impossible anarchie.

I JE HAIS LES STRUCTURES.

Parce qu'ils tiennent à leur liberté d'appréciation et de pensée, les professeurs de ce type avouent éprouver une haine profonde pour toute structure, politique ou syndicale, dont ils pressentent, ou dont ils connaissent par expérience, le caractère contraignant, asservissant, et réducteur de la personnalité.

L'individu, membre d'un parti ou d'un syndicat, n'est jamais respecté comme une entité singulière et pensante: il y devient un "contenant", annihilé, ayant perdu toute autonomie et toute possibilité d'exercer son sens critique, et dont l'organisation, seule, décide du contenu.

1.1- Un peu par nature...

Les enseignants de ce type avouent leur amour de la liberté individuelle.

Ils l'expliquent par une "nature", un "tempérament" qui, depuis leur petite enfance, leur fait ressentir une profonde aversion pour toute forme d'autorité.

Je me souviens m'être violemment opposée à la directrice de mon école primaire, parce qu'elle voulait nous faire prendre des douches le matin... C'était après la guerre, c'est vrai, mais moi je me disais: "je suis en classe pour travailler, et je peux me laver chez moi, douche ou pas douche!"... Ca a fait un scandale épouvantable! (...) Donc ma volonté de liberté de penser est très ancienne! Je ne pourrais jamais supporter que quelqu'un empiète sur la liberté des autres! (R')

Il y a des gens qui, à tout prix, veulent dominer les autres et des gens qui acceptent froidement d'être dominés... Moi, j'appartiendrais à un groupe minoritaire, entre les deux, qui n'a absolument pas envie de dominer les autres mais qui n'a pas envie, non plus, d'être dominé par qui que ce soit... J'ai un rejet de l'autorité imposée! (T)

Par "nature" aussi, ils disent haïr toute espèce de pouvoir institué, qu'il soit familial, scolaire, économique, social, culturel ou politique, ainsi que les personnalités politiques trop "fortes".

Celles-ci menacent toujours d'installer un régime intolérant, voire dictatorial.

De tout temps, l'histoire produit de ces personnages qui, sans s'être comportés comme des monstres politiques, inspirent néanmoins la crainte et la méfiance.

En apposant leur nom sous une idéologie, ils se sont cachés derrière cette couverture en "isme" pour tenter d'asservir les foules, par goût du pouvoir.

Ainsi en est-il de de Gaulle.

J'éprouvais pour de Gaulle... un peu ce que je ressentais à l'égard de Malraux... je me disais que j'admèrerai Malraux quand il serait mort... une espèce de peur de la dictature... donc, de Gaulle, je l'admèrais, et je l'admère encore, mais il aurait pu faire de la France ce qu'il voulait, en fait, et ça, ça me gênait! (K')

Pourtant, quelques professeurs reconnaissent posséder une certaine autorité, naturellement attachée à leur statut, mais ne pas aimer en user devant les élèves.

D'ailleurs, quand ils utilisent, dans leur classe, ce pouvoir dont ils sont "officiellement" investis, ils l'identifient à un "fascisme professoral" qui les met mal à l'aise.

Le pouvoir, c'est détestable!... Mais à part ça, quand les élèves m'ennuient, j'ai aussi le pouvoir de les faire taire! C'est deux aspects, en fait... En fait, je ne peux faire que jouer avec ce pouvoir, en disant: "j'ai du pouvoir, je ne l'aime pas, mais je peux l'utiliser"... et d'un autre côté, je n'aime pas le pouvoir et ses représentants... Alors, est-ce une contradiction? Non! Il faut bien que je gagne ma croûte! (P')

Heureusement, cette autorité est bien limitée: elle ne s'exerce efficacement que sur des enfants, les seuls peut-être à la craindre et à l'accepter comme légitime.

Mais dès lors que nos professeurs se trouvent impliqués dans des relations avec des adolescents ou des adultes, leur pouvoir institutionnel ne suffit plus à fonder ces rapports sociaux.

Cette situation oblige nos interviewés à une constante remise en question et à une recherche perpétuelle de formes de communication "d'égal à égal", fonctionnant autrement que sur le mode spécifique de la soumission à l'autorité.

J'aime faire de la formation continue, parce que le contact avec les adultes... C'est-à-dire qu'on ne peut plus rester sur le pouvoir que l'on a dans une classe, parce qu'il faut trouver autre chose que "taisez-vous! C'est moi qui cause!"... Et ça, j'aime bien! (K')

Le refus du pouvoir, et de ses représentants, donc de la hiérarchie, s'accompagne "naturellement" d'un rejet de toute structure, syndicale ou politique, qui, par définition, repose sur la discipline et l'obéissance à la "ligne".

Je n'ai pas de passion pour les structures en tant que telles! Même que ça m'a posé des problèmes quand j'ai commencé à militer syndicalement, parce que les structures, j'en avais rien à foutre! moi, quand on me parlait structure, je sortais mon revolver! Maintenant, les structures, ça finit par être moi, donc je suis tranquille! (rire) (C)

Selon nos enquêtés, appartenir à une organisation, c'est être amené à s'identifier à la structure elle-même, et à "aller à l'encontre de ses idées parce que le parti l'a décidé".

Cette négation de l'individu est d'autant plus choquante que nos professeurs portent un soin particulier à "forger leur propre jugement", à l'écart des influences qui les entourent.

C'est ainsi que nos interviewés font preuve d'une grande vigilance et d'une extrême prudence dans la saisie quotidienne de l'information, toujours soucieux d'"entendre plusieurs sons de cloches différents".

Il faut rester libre et souple et ne pas raisonner à partir d'idées préconçues. (...) Vous voyez, il n'y a même pas la télévision ici, parce que je me refuse... Si, j'écoute la radio... (...) mais la télévision, non! Même si je le regrette parfois parce qu'il y a des choses de la réalité qui m'échappent! (U')

J'écoute les informations belges! C'est plus détendu! C'est vu avec plus de recul... Avec un tempérament français, on s'empote tout de suite! C'est moins partisan! (S')

J'écoute régulièrement les informations, mais sur différentes chaînes! J'écoute aussi la radio, mais à des heures différentes, et des radios différentes aussi! (B)

1.2- ... et par scepticisme.

L'expérience que nos interviewés ont personnellement vécue du syndicat ou du parti les renforce souvent dans leur rejet de toute structure.

Ils ont découvert dans le parti, une "rigidité", un "monolithisme", un "dogmatisme", qui ne laissent aucune place à la liberté de pensée et d'expression, ni à l'initiative personnelle.

De tels reproches s'adressent d'abord au parti communiste.

Nos professeurs critiquent peu, cependant, les "idées de base", les "fondements" de ce parti, parce que "dire que les gens sont exploités tous les jours, ça se démontre facilement!", mais se montrent davantage sensibles à son "organisation", à son "fonctionnement", à l'"utilisation qui y est faite des gens".

Les adhérents, et à plus forte raison les militants, y sont transformés en "machine", en "robot", sans aucune possibilité d'analyse ni de jugement critique.

Ils deviennent de véritables "gens d'appareil", c'est-à-dire des gens qui finissent par s'"autocensurer", et par penser que "l'essentiel est de maintenir la structure, et de soutenir que la structure, même si elle a tort, a raison quand même!".

Ce qui me plaît au P.C., c'est le partage de la richesse, sur le papier, le partage des décisions... mais où je ne suis plus d'accord du tout, c'est dans les faits, parce que le partage des décisions... l'absence totale de libre arbitre de l'adhérent... un adhérent du P.C. n'a plus d'idées! Il a l'idée de la cellule, ou du congrès... Donc pas d'opinion personnelle! (T)

Ceux d'entre eux qui se sont hasardés à exercer leur esprit critique ont été regardés comme des "renégats", des "extra-terrestres", qui ont eu à subir les pressions, voire les répressions, de la part des autres communistes, "dociles", "disciplinés" mais "aveugles".

Au moment des élections, on fait une réunion de cellule où le responsable de section vient et nous dit: "on a préparé une liste, qu'est-ce que vous en pensez?"... Et moi, j'ai eu le malheur de dire: "mais pourquoi ce ne serait pas nous qui proposerions des candidats?"... Et là, on m'a regardé avec des yeux ronds! (...) Et puis après, j'ai signé l'appel pour le VI^e congrès extraordinaire du P.C. pour étudier les raisons de son déclin. Alors, là, je me suis retrouvée au banc des accusés... Ce n'est pas les reproches qui m'ont été faits qui étaient graves en soi, mais c'était de voir des gens que je connaissais bien, des amis, des gens en qui je pouvais avoir toute confiance... et ben on leur a proposé un texte fait de façon très intelligente, parce qu'il y avait dans ce texte des choses pour lesquelles tout le monde pouvait souscrire, hein, du genre: "on s'élève contre ceci ou cela...", et on termine ce texte en disant qu'il était inadmissible qu'un membre responsable du comité de section ait pu signer un appel paru dans Le Monde... Et on a donné ce texte à voter et tout le monde a voté! Un seul s'est abstenu parce qu'il a dit: "je ne suis pas d'accord avec la fin!"... Mais les gens étaient devenus des machines; ils avaient cessé d'être des humains... même des gens que j'aimais bien et que j'aime encore toujours... (Q')

Nos interviewés se sont pourtant battus pour souligner le danger d'une telle censure.

Une telle attitude permet toujours à la dictature de s'installer.

Il y a, en effet, dans les structures du parti communiste, "quelque chose qui fait que l'on engendre des Staline ou des Polpot, qui peuvent prendre en main le parti" parce que c'est "possible", parce que l'on s'applique à "éliminer la critique, le débat, et les tendances".

Ainsi le droit à la parole est bafoué et, quand il se pratique, il n'est qu'illusoire: parler, dénoncer, ne signifie pas nécessairement être respecté, ni écouté, ni même entendu.

Le dialogue au sein du parti communiste n'est souvent qu'apparent et prend insidieusement la forme d'un "monologue".

Chaque fois que j'intervenais, quand j'émettais un avis qui n'était pas celui de la majorité, alors centralisme bureaucratique!... C'est-à-dire que l'on m'écoutait et puis après: "bon, t'as fini? D'accord!", sous-entendu: "bon, passons aux choses sérieuses!"... Donc j'avais l'impression de ne plus exister ou d'être traitée comme on traite les enfants... Le centralisme démocratique, moi, je croyais que chacun à son niveau avait un pouvoir de propositions et que ces propositions pouvaient remonter... chose qui ne se faisait pas! a la limite, ça pouvait remonter de la cellule à la section, et encore!... mais ensuite, on ne transmettait pas au-dessus, parce qu'on partait du principe que j'étais minoritaire! (Q')

Si la critique intéresse d'abord le parti communiste, elle n'épargne aucun autre parti politique, qu'il soit de droite ou de gauche, dont nos enseignants dénoncent toujours avec véhémence le sectarisme et l'intransigeance.

Le P.S., c'est vraiment la structure de base où l'on est bon pour distribuer un tract ou pour coller des affiches, et puis c'est tout! Il faut surtout bien se garder de penser! Je suis peut-être méchante mais c'est comme ça! C'est une grosse machine qui ne tient pas compte des militants. On ne leur demande pas leur avis! Or, moi, j'ai besoin de m'exprimer et de savoir que ce que je dis va servir à quelque chose! (C)

Chez certains partis de droite, j'observe que l'on agit de la même manière que dans les partis de gauche: on ne respecte pas les opinions de l'individu! (Z)

Cette négation de l'individu, pratiquée par les organisations politiques rend l'engagement partisan fort difficile.

Même si nos interviewés expriment parfois un positionnement sans ambiguïté, ou du moins certaines sympathies, ils tiennent d'abord à rester "libres" de leurs opinions, et "critiques face aux événements".

Le fait de ne pas adhérer à un parti me permet d'être libre dans mon jugement... parce que sinon, je me sentirais peut-être obligé de dire: "tout va bien" ou "rien ne va"... Là, je peux donner mon avis personnel! (A")

Il faudrait rentrer au P.S. pour faire évoluer les choses, mais entrer au P.S. ce serait abandonner trop de mes idées, pour adopter leurs idées à eux... donc je n'y rentre pas! (T)

Dans un parti, il y a des idées et il y en a forcément une qui ne me conviendra pas! Donc, c'est très dur de s'engager dans ces conditions, ce qui est assez contradictoire, parce que s'il n'y avait que des gens comme moi, il n'y aurait pas de militants! (M')

Le syndicat n'est guère épargné dans cette dénonciation.

Nos professeurs lui reprochent son excès de dogmatisme, sa "raideur".

Ceci est d'autant plus flagrant que l'organisation syndicale dépend souvent elle-même d'une structure politique.

Ainsi en est-il du S.N.E.S.

Celui-ci semble en effet, plus que tout autre syndicat, évoluer dans le sillage d'un parti, le parti communiste, déjà critiqué pour son sectarisme.

L'"assimilation du S.N.E.S. et du P.C." était déjà présente chez les enquêtés de tous les autres types, mais prenait cependant des connotations différentes.

Pour ceux qui ont le coeur à gauche, le jumelage S.N.E.S.-P.C., s'il est certes violemment dénoncé, n'est guère dérangeant: sans être d'accord avec le parti, ils peuvent l'être, néanmoins, sur les grandes options prises par le syndicat.

Quand ils ont le bon sens à droite, la complicité évidente du S.N.E.S. et du P.C. vient conforter leur opinion que les syndicats de l'enseignement sont politisés, à gauche de surcroît, voire à l'extrême-gauche, et fort éloignés des préoccupations corporatistes.

Enfin, ceux qui considèrent que "la politique, c'est bonnet blanc-blanc bonnet", ne voient dans la confusion S.N.E.S.-P.C. qu'une manière habile d'entretenir le mythe de la confrontation gauche/droite, puisqu'ils ont démontré que le discours du S.N.E.S. ne diffère en rien des revendications des autres syndicats concurrents.

Mais, pour les professeurs attachés à construire eux-mêmes leur propre jugement, l'amalgame S.N.E.S.-P.C. est gênant et dangereux car il souligne l'impossible autonomie du syndical par rapport au politique.

Il a fallu beaucoup de courage aux dirigeants du S.N.E.S. pour condamner l'Afghanistan!... Car ils ont sûrement dû défendre leur beefsteack au téléphone! Parce que je suppose qu'ils ont reçu des coups de fil en leur disant: "mais qu'est-ce que vous avez fait comme connerie!"... C'est des suppositions, bien sûr, mais puisque j'ai connu ça, moi, au niveau local... (W)

Adhérer au S.N.E.S. reviendrait, en effet, à se soumettre indirectement à l'endoctrinement du P.C.

L'entrée dans une organisation aussi anodine que le syndicat s'accompagne donc du sentiment d'être doublement "manipulé": d'abord parce que le syndicat est avant tout une structure, et ensuite parce que cette structure proprement syndicale ne peut fonctionner indépendamment d'une autre, politique, qui l'englobe et la contrôle.

Le S.N.E.S, c'est la C.G.T., et la C.G.T. c'est le P.C.! Et moi, je m'aperçois qu'on aurait tendance à devenir quelqu'un d'appareil, qui réagit de façon collective... Et moi, comme je considère le P.C. comme notre principal adversaire, je ne peux pas être à l'aise dans un syndicat comme le S.N.E.S.! (V')

Le refus de tout dogmatisme, la peur de perdre toute indépendance, la crainte de n'être plus réduit qu'à exprimer des opinions dictées et imposées par la structure, entraînent le rejet de toute adhésion à un syndicat.

Pourtant, cette désaffection à l'égard du syndical n'est pas l'expression d'un désintérêt vis-à-vis des problèmes corporatistes, ni d'une indifférence à l'égard de la vie de l'établissement.

Nos enseignants se montrent, au contraire, soucieux de participer et d'agir, par delà ces structures trop contraignantes.

Aussi leur préfèrent-ils les conseils d'administration, ou les syndicats "minoritaires", dont la taille réduite est davantage susceptible d'offrir des occasions et des garanties d'expression: en petit comité, on multiplie les chances d'intervention spontanée, de discussion et d'écoute mutuelle.

Quand je suis rentrée dans le métier, ma mère m'a dit: "écoute, tu t'inscris à la M.G.E.N., c'est pas mal, et puis il y a un syndicat qui n'est pas mal, c'est le S.N.E.S."... "Il y a des grosses machines, m'avait-elle dit, et je pense que ce n'est pas mal d'en faire partie". Donc, quand je suis arrivée à la Cité Technique, il y avait un gros machin qui était le S.N.E.S., et un petit truc qui était le S.N.A.L.C., et donc je suis allée au S.N.A.L.C., c'était évident! (K')

A moins que nos professeurs ne rejoignent des organisations, certes numériquement importantes, mais dont le caractère "multi-tendanciel" limite les risques de dirigisme et de dogmatisme.

Ce que j'ai bien aimé dans la F.E.N., c'est qu'on a tous les courants d'idées... enfin tous, heu... beaucoup, disons... Et j'ai toujours trouvé quelque chose que je voulais au moment où je voulais... Dans la F.E.N., que je sois d'extrême-gauche, de gauche, socialiste, communiste, de droite ou d'extrême-droite, je vais pouvoir trouver une tendance dans la F.E.N., puis dans mon syndicat, une tendance qui soit vraiment la mienne, donc j'y suis bien et je ne cherche pas ailleurs! (T)

D'ailleurs, les adhérents et les militants, syndicaux ou politiques, appartenant aux "grands appareils" ne sont que des "fantoques", entrés là pour combler un vide et une misère tant philosophique que psychologique, et pour substituer une identité toute trouvée à une personnalité inexistante ou défaillante!

Ces militants de gauche... m'ont toujours paru vouloir se trouver une façade: ils avaient besoin de se donner une étiquette pour paraître être quelqu'un! (B)

J'ai vu que les militants étaient des gens qui, intérieurement, étaient très instables, très vulnérables, très faibles, et ils essaient de trouver dans leur action politique ou syndicale, une manière de se rassurer et de s'affirmer! (R')

Les rares enquêtés de ce type, membres d'un syndicat, adhèrent dans le but de s'assurer d'une protection, d'une couverture "au cas où", dans un "métier à risques", où ils sont fortement "exposés", "de plus en plus menacés et de moins en moins soutenus par la hiérarchie" et où ils "sauteraient, s'il y avait le moindre problème".

En dehors de ces motivations "intéressées" et "bassement matérialistes", mais avouées sans peine et sans gêne, l'engagement est cependant encore possible pour quelques-uns, s'il s'entoure de certaines précautions.

"Garder son esprit critique", refuser de "se retrouver pieds et mains liés" ou de "se sentir brimé ou violé dans sa conscience", n'empêche pas, par ailleurs, d'avoir de "grandes adhésions".

Mais encore faut-il que soit respecté leur souci d'indépendance.

Nos interviewés syndiqués insistent donc toujours sur la liberté qu'ils sont autorisés à prendre -et qu'ils prennent- à l'égard de la ligne directrice de leur organisation.

Cette liberté d'expression, d'analyse et de critique, laissée à l'individu, constitue d'ailleurs la condition indispensable au maintien de l'adhésion.

Au S.G.E.N., je trouve toujours la possibilité de ne pas suivre à la lettre les mots d'ordre... Si je ne suis pas d'accord, ou bien je le dis, ou bien je ne réponds pas à un mot d'ordre si j'estime que ce n'est pas ce que je ressens, ce que je pense. (A')

On ne m'a jamais forcé à faire quelque chose: je suis indépendant et je sais m'en aller au moment où ça ne me va plus... (T)

Une autre condition à la liberté d'expression consiste à demeurer à la base.

Prendre des responsabilités, au sein d'une structure, reviendrait à "être obligé d'adopter des options avec lesquelles on ne serait pas d'accord".

Militer à la base semble, au contraire, représenter une garantie plus large d'autonomie.

Enfin, certains de nos professeurs déclarent s'être retrouvés sur "les chemins de Kathmandou", séduits ainsi par quelques mouvements "individualistes", plaçant au coeur de leurs préoccupations l'Individu en tant qu'entité irréductible et libre de toutes contraintes.

Le pouvoir des fleurs, ça, c'était quelque chose qui me plaisait bien! Ça ne participait pas de grands groupes importants, non plus, hein... Il y avait bien une idée politique directrice derrière, mais il n'y avait pas la construction d'un système politique. Bon, mais, ce qui ne marche plus avec ces gens-là, c'est la drogue bien sûr... parce que c'est la négation de l'individu! Donc, ça ne peut pas me convenir non plus! (T)

II JE RESPECTE LA LIBERTE D'AUTRUI.

Tout comme ils tiennent à ce que les autres respectent leur liberté de pensée, nos professeurs s'efforcent d'adopter la même attitude à l'égard d'autrui.

Respecter les opinions des autres, c'est, si on ne les approuve pas, accepter au moins de les écouter; c'est se montrer tolérant.

Non sectaires, soucieux d'ouverture, tels se déclarent nos interviewés qui, par "principe", par "nature", et un peu par "scepticisme", n'hésitent pas à aller vers les autres, y compris leurs adversaires, pour mieux les connaître et les comprendre.

L'acceptation et l'amour d'autrui dépassent, en effet, les clivages politiques: ils ne reposent que sur les qualités et les valeurs humaines, phénomène que semble d'ailleurs ignorer la classe politique toute entière.

2.1- Par nature, par principe...

Nos enseignants refusent de rester "braqués" sur des positions intransigeantes.

Cette attitude découle d'un "tempérament", d'un "caractère", "naturellement" tolérants, à moins qu'elle ne résulte d'un attachement à ce principe de toujours accepter l'autre, quel qu'il soit, quoi qu'il dise ou fasse.

Aussi s'interdisent-ils d'imposer leur point de vue personnel, "par respect de la personne".

Nos enseignants se vantent aussi de cotoyer, et même d'apprécier, ceux qui affichent des positions pourtant différentes, voire adverses.

Nos professeurs cherchent à se définir autrement que par la simple affirmation d'une proximité partisane ou idéologique.

Leurs opinions politiques, qu'ils déclarent et décrivent par ailleurs sans peine, ne fondent pas l'essentiel de leur vision du monde.

Leurs comportements civiques sont, en effet, davantage guidés par des valeurs de tolérance, de respect, d'écoute, d'entente et d'amitié, valeurs totalement indépendantes du positionnement politique.

Les relations amicales, familiales, professionnelles ou de voisinage, "n'ont rien à voir avec la couleur du vote de Pierre, Paul ou Jacques", mais doivent, au contraire, dépasser les divergences idéologiques.

Je suis prêt à faire un bout de chemin avec n'importe qui, quelles que soient ses conceptions et ses convictions religieuses ou politiques... Je ne suis certainement pas communiste, mais je suis prêt à faire un bout de route avec eux: il y aurait sûrement des points où nous pourrions être d'accord! (D)

J'ai de bonnes relations avec des gens de tout bord, même parmi les communistes... Je suis pour le pluralisme, chacun défend ses idées, mais il faut savoir se retrouver en dehors des décisions politiques, qui parfois nous échappent! (G')

J'admire toujours mon père, même si c'est un socialiste, même nouvelle tendance, et je crois que mon père m'apprécie beaucoup... C'est pas la politique qui nous divise... On évite parfois de parler de sujets un peu épineux, mais c'est pas la politique qui nous divise: on se retrouve ailleurs... (G')

Néanmoins, si certains de nos enquêtés avouent leur sympathie, voire leur admiration, pour quelques-uns de leurs adversaires, ils éprouvent toujours une haine incontournable pour les extrémistes, qu'ils soient de droite ou de gauche, parce qu'ils constituent une menace pour cette liberté à laquelle nos professeurs sont si attachés.

Il y a donc des frontières difficiles à franchir: on peut se montrer tolérant mais il ne viendrait jamais à l'esprit d'"aller serrer la main à un gars du Front National".

Il y a des parties que l'on exècre, précisément parce qu'elles sont intolérantes!

Par contre, bien qu'attachés au principe de la laïcité, certains professeurs sont prêts à "dialoguer" avec les représentants de l'Eglise, et à leur apporter aide et services.

Il y a des bancs à démonter à l'Eglise, c'est moi qui ai la clé et qui va partout... parce que le curé et moi, on se tutoie! Mais quand je vais à un office religieux, je ne fais pas mon signe de croix, je ne m'assieds pas et je ne me lève pas! Je reste debout tout le temps, mais il ne faut pas me parler, parce que je ne répondrais pas, attention! Je respecte l'endroit où je suis! (L)

Je fais partie d'associations dont certaines sont laïques, et je fais partie d'une chorale affiliée à la Fédération des Oeuvres Laïques, mais je chante aussi quand le prêtre de la paroisse nous demande de chanter à une messe. (D)

Certains enquêtés de ce type ont d'ailleurs défendu l'école privée lors des récentes confrontations public/privé.

Autoriser la survie du privé, c'est maintenir la possibilité, et la liberté, pour les parents, de choisir l'école de leurs enfants.

La liberté de culte doit être elle aussi respectée, et quiconque souhaite suivre ou dispenser un enseignement religieux devrait pouvoir y être autorisé.

D'ailleurs, très souvent, le choix pour le privé s'avère moins dépendre de l'éducation proprement religieuse que des commodités ou de la qualité de l'enseignement offertes par les établissements de ce type.

Alors pourquoi vouloir obstinément défendre une école laïque dont le fonctionnement actuel s'avère totalement "indéfendable" ?

L'esprit laïcard est, en effet, détestable car il est la lamentable illustration de l'intolérance humaine.

N'a-t-il pas constitué un "paravent", une "caution" à une République balbutiante qui, pour se définir, a préféré brandir l'étendard de l'idéologie anticléricale, moins coûteux que celui d'une législation sociale hardie en faveur des classes pauvres ?

Cet exemple de tolérance et d'ouverture, dont ils sont eux-mêmes la vivante incarnation, nos professeurs regrettent de ne pas l'observer chez nos politiciens, qu'un "tempérament politique" rend trop sectaires, trop irrespectueux... et trop "cons".

Ma mère est conseillère municipale sur une liste qui se veut de droite et mon père était conseiller municipal sur une liste de gauche: mon père a abandonné et ma mère a repris le flambeau... Et le voisin, qui était en tête de liste, sur la liste de gauche, n'a pas été élu... Eh ben, depuis ce temps-là, il ne nous parle plus! Il a même insulté mes parents, lui, un socialiste, donc quelqu'un qui se dit de gauche, donc tolérant, et qui, en fait, ne l'est pas! Ca démontre bien la connerie humaine! La politique, c'est comme les voitures, ça accentue la connerie humaine! On est con en voiture! Et donc on est con aussi quand on fait de la politique! (A')

2.2- ...et par scepticisme.

"N'ayant aucune certitude, je ne saurais condamner", déclare un interviewé.

Découvrir que l'on ne détient pas nécessairement la Vérité, ou apprendre que "chacun possède une part de vérité", invite à un certain "relativisme" et à une certaine "modestie".

A l'inverse, un "militant convaincu" ne peut se montrer tolérant et prudent.

Quand on est militant convaincu, on ne peut pas être tolérant... On peut avoir de bons rapports avec les gens, mais on ne peut pas être d'accord avec leurs arguments, et on ne les écoute pas... C'est un débat à sens unique, parce qu'il n'y a qu'une vérité et que les autres ne peuvent pas l'avoir! (X')

Ceci est vrai de n'importe quel domaine, politique certes, mais aussi professionnel, religieux, ou culturel.

Les voyages m'ont rendu tolérant, démocratique... à accepter, à me rendre compte que d'autres personnes existent et qu'en Europe, on n'a sûrement pas la Vérité! On peut être heureux différemment, et ce que l'on vit ici n'est pas forcément le bonheur! Je ne pensais pas, par exemple, que l'on puisse être heureux sans la télévision, par exemple! (A')

III JE ME SOUMETS A L'OPINION DE LA MAJORITE.

Nos professeurs soutiennent la démocratie, que celle-ci soit indifféremment dirigée par une droite ou une gauche.

Elle est, en effet, le seul régime à permettre le pluralisme et à autoriser l'expression de la diversité.

Voter, c'est utiliser cette liberté, ce "luxe", qu'offre la démocratie, et concourir, en même temps, à son bon fonctionnement et à sa reproduction.

Pour nos professeurs en quête de liberté, l'imaginaire chevaleresque de l'enfance, ou le rêve anarchiste de l'adolescence, réalisant cet idéal de liberté, se sont éteints.

Ils ne leur reste donc aucune autre alternative que celle de soutenir et de défendre un régime démocratique, seule garantie aux libertés individuelles en même temps qu'expression d'une majorité qu'ils respectent et à laquelle ils se soumettent.

3.1- La Démocratie...

Le vote n'est ni un droit, ni un devoir, mais une liberté¹, que l'individu est d'ailleurs libre d'utiliser ou non.

Mais en même temps qu'il décide d'en jouir, il contribue à préserver toutes les autres libertés.

Aussi nos interviewés se précipitent-ils vers les urnes, quelle que soit la nature de leur bulletin de vote, "pour que la liberté reste"... car c'est de la liberté d'expression que dépendent toutes les autres espèces de libertés.

L'attachement au vote, garde-fou à toute autorité trop forte qui empêcherait les hommes de vivre librement, s'accompagne d'une dose non négligeable de légalisme, puisque la règle du jeu démocratique consiste aussi à se soumettre à la volonté de la majorité.

*Je vote socialiste, mais je suis devenu plutôt un démocrate convaincu au niveau de ma conscience politique, c'est-à-dire que je pense que même si c'est l'autre qui est au pouvoir, c'est parce que la majorité des gens pense différemment de moi, donc ce n'est pas si grave.
(A')*

Quand il leur faut définir leurs positions politiques, nos professeurs manifestent bien, on l'a vu, quelque sympathie idéologique ou partisane, mais se caractérisent davantage par un refus des dogmes et des fanatismes et par un respect des opinions d'autrui.

Quelques-uns cependant se retranchent derrière l'étiquette de l'apolitisme, pour mieux marquer leur souci d'indépendance à l'égard des partis politiques, ou bien encore se donnent l'appellation de "démocrate".

La démocratie, qu'elle soit gouvernée par une droite ou une gauche, leur apparaît, en effet, le seul régime garant des libertés individuelles,

autorisant l'expression et la représentation de toutes les tendances, y compris celles de l'opposition, donc portant en son sein les possibilités et les moyens d'un partage du pouvoir, d'un contrôle, voire d'un renversement de toute autorité abusive.

Dans la démocratie, ce qui m'arrange, c'est qu'il y a un équilibre, un jeu entre les partis. Quand je vois la montée de l'extrême-droite, par exemple, ça m'effraie, mais quand je vois des hommes suffisamment forts en face, ça me rassure. Donc c'est ce jeu perpétuel d'équilibre, de pression, de faire peur à l'autre, qui me séduit! (J')

Lors des dernières législatives, alors que j'ai voté Mitterrand aux présidentielles, j'ai voté dans mon arrondissement parisien pour Alain Devaquet... Ca peut paraître incohérent, dans la mesure où, quand on appartient à un certain courant, on fait tout pour que ce courant triomphe! Or, fidèle à la séparation des pouvoirs, qui est un garant de liberté, je pense que voter pour une Chambre avec une coloration différente de celle de la Présidence de la République peut être garant d'équilibre... pour qu'un parti ne s'arroge pas tous les pouvoirs... La cohabitation m'a semblé intéressante, et je ne serais pas mécontent si elle se reproduisait, étant opposé à tout monolithisme... (U')

Séduits par le pluralisme qu'il autorise, nos enseignants veillent à introduire ce fonctionnement démocratique dans certaines situations.

Ainsi, lors des élections au conseil d'administration, peut-on voir des syndicats, jusqu'alors absents, être représentés par certains professeurs qu'aucune vocation ni conviction particulière ne prédestinaient à ce genre de responsabilités.

Seule, en effet, la volonté que chaque membre de l'établissement soit placé dans les conditions d'un choix véritable, en se retrouvant au moins dans l'une des options proposées, a présidé à leur décision d'endosser de telles fonctions.

Chez nous, la majorité est de gauche, hein, vous avez le S.N.E.S. et le S.N.I., et quand je suis arrivé au C.E.S., il n'y avait qu'une seule liste... Donc, quand je suis arrivé, j'ai monté une liste contre... Non, non, ce n'était pas une liste contre... c'était une liste pour que les gens puissent avoir le choix... (G')

Je suis au S.N.A.L.C. depuis trois ou quatre ans, dans des circonstances tout-à-fait contingentes! Je ne me suis jamais syndiqué parce que j'ai toujours pensé que ça ne servait à rien... Et puis le représentant du S.N.A.L.C. est parti. (...) Et parmi les adhérents du S.N.A.L.C., personne ne voulait le remplacer. (...) Et la situation allait être la suivante: on aurait assisté à une représentation des 6/7 du corps enseignant par une minorité qui était celle du S.N.E.S., enfin une minorité, non, une majorité plutôt, mais qui ne valait pas ces 6/7... parce qu'il faut voir aussi le rapport de force: dans les conseils d'administration, il y a sept représentants des enseignants, et quand son secrétaire est parti, le S.N.A.L.C. avait deux sièges, le S.N.E.S. quatre et le S.G.E.N. un... Alors, j'ai vu arriver la situation suivante où la majorité nationale du S.N.E.S., mais qui est en fait la minorité dans mon

établissement, aurait représenté les 6/7 de l'ensemble de mes collègues! ce qui veut dire que les 120 profs auraient été représentés par une quinzaine d'entre eux! (Y')

Pour les interviewés de ce type, l'école laïque semble assurer l'idéal démocratique, non seulement en inculquant certaines valeurs de la démocratie républicaine, une "philosophie", une "sagesse", un "civisme", mais en offrant à ses élèves des professeurs qui, par la diversité de leurs horizons politiques, proposent des points de vue différents et invitent ainsi à une synthèse s'approchant peut-être d'une vision objective.

On ne me fera pas croire qu'un enseignant, s'il a quelques tripes, est neutre dans son cours... Je dis toujours à mes élèves: "en histoire, il n'y a pas d'objectivité, et la meilleure preuve d'objectivité et d'honnêteté intellectuelle que je puisse avoir avec vous, c'est, dès le premier cours, de dire que je ne serai pas objectif, parce que l'objectivité n'existe pas!"... Mais c'est vrai que l'objectivité peut aussi se dégager d'un ensemble très vague où coexistent des opinions contraires... Et c'est l'avantage que peut avoir le lycée public, où, là, vous avez non pas deux profs de philo, mais dix, et où sur les dix, vous en avez deux qui soient nécessairement marxistes, un socialiste, un de droite, deux chrétiens, cinq agnostiques et un athée... Donc ça, c'est positif! (S)

3.2.- ... substitut à l'impossible anarchie.

Néanmoins, la démocratie se présente comme un pis aller.

C'est parce que l'idéal anarchiste est irréalisable que nos enseignants se sont rabattus ainsi sur la défense du régime démocratique.

En effet, si l'anarchie semble pouvoir satisfaire la haine du pouvoir et l'amour de la liberté, elle exige cependant de chaque individu une "conscience de soi et des autres bien établie" et un "sens moral très développé".

Or, les hommes sont incapables de vivre en société sans "se surveiller mutuellement", sans quelqu'un pour les diriger, sans une législation répressive.

Moi, je croyais que les hommes étaient parfaits, qu'un socialiste était parfait, que quand il allait au boulot, c'était pour travailler pour les autres. Or, il s'avère que l'homme est paresseux, qu'il en fait le moins possible, donc je n'ai plus confiance: l'homme n'est pas si bon que ça! (X')

tous les matins, je me dis le mot de Saint Paul: "je ne fais pas le bien que je voudrais faire, mais je fais le mal que je voudrais pas faire!"... Et si je ne suis pas très indulgent à mon égard, je le suis encore moins à l'égard des autres! (N')

Le pouvoir est maudit, mais les hommes ne peuvent se passer de lui, pour vivre en harmonie les uns avec les autres.

Alors, offrons-nous au moins un droit de regard sur ces autorités qui nous gouvernent, en élisant par exemple des "députés de tout bord".

Devant l'évanouissement du rêve anarchiste, l'idéal aristocratique qu'incarne le "Chevalier", aujourd'hui disparu, laisse, quant à lui, quelques nostalgiques.

A l'inverse de l'anarchie qui aurait précipité les hommes dans l'abîme de leurs instincts, cet idéal aristocratique permettait à l'esprit "libre" de s'élever, d'"aller vivre toujours plus haut", "sur les cimes", loin de la "médiocrité".

En vieillissant, je rejoins la tradition de mon grand-père... cet idéal de liberté, au-delà de toute structure... cet idéal aristocratique... Je veux atteindre les plus hautes sphères de mon esprit, non pas être au-dessus des autres, ça serait présomptueux, d'un point de vue matériel, mais par une façon de pensée, une liberté... Etre l'héritier de l'homme libre, du Chevalier, de cette tradition qui se veut affranchissement de toute forme de servage, servage qui se veut intellectuel, politique, ou religieux... (...) Et quand j'ai été sollicité pour entrer dans un ordre de Chevalerie, cela a satisfait mes goûts de rêverie... C'est original, hein ? Mais je ne me suis jamais considéré comme quelqu'un de normal, d'entrant dans les normes: je rejette les normes, parce que c'est pour moi synonyme de médiocrité et je rejette la médiocrité... Mais ma sagacité politique n'a pas progressé d'un pouce, malgré mon entrée dans ces mouvements chevaleresques, parce que j'y étais entré plus pour le rêve que pour des raisons sérieusement établies. (U')

notes du type IV

¹ Le vote-devoir et le vote-liberté renvoient à deux théories distinctes, mais complémentaires, de la démocratie.

Le vote-devoir "met l'accent sur les contraintes sociales nécessaires au bon fonctionnement du système politique: voter est alors [...] une norme sociale contraignante".

Au contraire, le vote-droit "repose sur un libre arbitre reconnu aux citoyens: ils peuvent user ou délaissé leur droit de vote" (P. Brechon, B. Cautres, 1987, p.509).

J. Julliard souligne le renversement, entre l'Antiquité et notre monde moderne, de la conception de la liberté participative: alors que "pour le citoyen antique, grec ou romain, liberté signifiait avant tout participation aux affaires publiques", pour les modernes, "la liberté est devenue une notion essentiellement individuelle, et même individualiste, qui repose sur la possibilité pour chacun de ne pas être absorbé par la collectivité et d'entretenir une zone de souveraineté personnelle à l'écart des contraintes collectives".

Ainsi, si dans l'Antiquité, la liberté était essentiellement "droit de participer", aujourd'hui elle est devenue plutôt "droit de ne pas participer".

Cette nouvelle tendance, en termes de liberté privative, profiterait à la droite, "toujours défiante à l'égard des courants de politisation collective qui jouent en sa défaveur", tandis que la gauche continuerait de penser la liberté "en termes de participation civique" (J. Julliard, 1985, pp.13-14).

II RACINES ET TRAJECTOIRES PERSONNELLES.

Si nos interviewés tiennent à leur liberté de penser, s'exprimer, juger et critiquer, c'est autant par "nature" que par "expérience".

Cette "nature" particulière s'explique par eux comme un attribut inné, acquis dès la naissance, donc hérité, au même titre que certaines autres de leurs caractéristiques, d'un milieu familial qui, prônant cet amour de la Liberté, incitait déjà à la prudence devant toute forme d'engagement et mettait en garde contre d'éventuels risques d'endoctrinement.

Aussi certains de nos professeurs évoquent-ils l'exemple d'un parent soucieux de la liberté individuelle et de l'épanouissement de la personnalité.

Je tiens à rester indépendante d'un parti politique, ça c'est une opinion que j'ai depuis longtemps. Peut-être que dans ma famille aussi, ça a toujours été un souci, hein, d'être en dehors d'un parti. Il y a sûrement eu cette influence-là. (A')

Il faut remonter dans ma petite enfance, parce que ma grand-mère, elle, était fondamentalement royaliste, mais par attachement sentimental... par éducation, pas tellement... il y avait bien des aristocrates dans la famille, mais c'est vieux, et ça remontait au XVIII^e siècle... mais ma grand-mère était restée très attachée à Marie-Antoinette, et moi, je lui disais: "mais enfin, tu nous embêtes! De toutes façons, Marie-Antoinette serait morte maintenant, donc ce n'est plus la peine de pleurer sur elle!"... Et puis, maintenant que je me trouve avec le même âge, et dans la même situation qu'elle, non pas sous la guillotine (petit rire), mais avec deux enfants... je me dis: "ma foi, qu'aurais-je fait dans cette période de troubles?"... Et finalement je comprends l'attachement de ma grand-mère à Marie-Antoinette, qui a commencé comme une poupée de salon, et qui finit dans des conditions extraordinaires... Sa dernière lettre est un testament religieux et philosophique fantastique!... elle pense essentiellement à qui pourra s'occuper de ses enfants, en l'occurrence sa belle-soeur, qui est la seule personne sur qui elle puisse compter, et à ce que deviendront ses enfants, se rassurant pour sa fille aînée, qui, elle, saura faire face, avec sa conscience morale, aux événements, mais se lamentant pour son fils, à qui on avait fait dire des horreurs, et en demandant à sa belle-soeur de lui pardonner parce qu'il n'avait que sept ans et qu'on lui avait fait dire n'importe quoi! Donc, vous voyez, je m'attache davantage à des personnalités sur le plan de l'histoire... (K')

Mais cette "nature" peut découler aussi d'une enfance bouleversée par un milieu affectivement, mais aussi politiquement, déchiré.

Il faut noter, en effet, un certain nombre d'individus se déclarant être issus de parents divorcés, ou avoir été soumis à des influences contradictoires.

Se souvenant de ces discussions familiales, voire de ces disputes, où s'affrontaient des êtres chers, et assimilant ainsi la politique à une source de conflit, nos professeurs revendiqueraient aujourd'hui ce droit à

l'expression, à l'écoute et à la tolérance, qu'ils ont vu si souvent bafoué dans l'entourage de leur petite enfance.

A la maison, on n'a jamais discuté politique. La seule conversation politique qu'on ait pu avoir concernait soit les événements d'Algérie, ou bien la peine de mort... Et là, ils étaient opposés, et c'était pas la peine d'en discuter, parce qu'on se faisait mal plutôt qu'autre chose! (A')

Il y avait des gens qui étaient pour l'Algérie française, pour l'Indépendance, et ceux qui, vraiment, aidaient à cette indépendance... Il y avait là des discussions familiales très passionnées... J'étais adolescente, mais donc on peut dire que j'ai toujours vécu le politique comme quelque chose de conflictuel. Il n'y a jamais eu de séparation, encore que mes parents soient séparés, mais, bon, ce n'était pas ça... mais c'était des affrontements, des oppositions... En tout cas, j'ai toujours vu des gens qui avaient des opinions extrêmement différentes, très marquées... (B)

Et si nos professeurs avouent ici leur peur de l'embrigadement, s'ils insistent autant sur ce fait qu'ils aient eux-mêmes formé leur propre jugement, n'est-ce pas pour ne pas avoir à choisir entre deux influences contradictoires, deux figures chères à leur enfance, également appréciées et aimées ?

Mais ce qui importe, dans cet attachement à la liberté individuelle, c'est moins, nous l'avions signalé, l'influence du milieu familial que celle d'expériences, plus ou moins longues et plus ou moins récentes, qu'ont vécues nos interviewés, au sein de structures syndicales ou politiques, notamment communistes, dont le dogmatisme les a prévenus contre toute forme d'engagement ultérieur.

**CARACTERISTIQUES DES INDIVIDUS SOUCIEUX DE SE
CONSTRUIRE LEUR PROPRE JUGEMENT**

SEXE:

Ce type est un peu plus féminin que la moyenne.

AGE:

C'est un type relativement jeune: plus de la moitié (54%) des professeurs ont ici moins de 40 ans (*ils sont 39% de l'échantillon dans ce cas, 45% dans le type 1, 30% dans le type 3 et seulement 18% dans le type 2*).

14% seulement des enseignants de ce type sont âgés de plus de 45 ans (*contre 27% dans l'échantillon, et respectivement 15%, 50% et 40% dans les types 1, 2 et 3*).

DISCIPLINE:

Les professeurs de ce type enseignent d'abord les lettres (54% *contre 36% dans l'échantillon*), puis les sciences (23% *contre 16% dans l'échantillon*).

Les autres disciplines sont peu représentées: l'histoire-géographie, les sciences économiques et les matières techniques emploient respectivement 7%, 0% et 7% des professeurs de ce type (*contre respectivement 21%, 7% et 16% dans l'échantillon*).

DIPLOME ET STATUT:

Ils se répartissent également entre les niveaux de diplômes bac+2, bac+3 et bac+4 ou plus, presque conformément à la moyenne dans l'échantillon.

Ils sont plus souvent maîtres auxiliaires ou simples titulaires que dans l'ensemble de l'échantillon ou que dans les autres types (69% *des professeurs de ce type sont maîtres auxiliaires ou simples titulaires, contre 54% dans l'échantillon, et respectivement 58%, 37% et 40% dans les types 1, 2 et 3*).

Ils sont donc moins souvent lauréats aux concours que leurs collègues de l'échantillon (23% *de certifiés et 7% d'agrégés contre respectivement 32% et 14% dans l'échantillon*), ou des autres types (*ils sont respectivement 24% de certifiés et 18% d'agrégés dans le type 1, 50% et 12% dans le type 2 et 30% et 30% dans le type 3*).

ETABLISSEMENT:

Nos individus travaillent aussi souvent que la moyenne en public (77% *d'entre eux*).

Quel que soit le secteur qui les emploie, nos professeurs exercent autant en collège (38%) qu'en lycée (38%), puis en établissement d'enseignement professionnel (23%).

SYNDICALISATION:

Ils se distinguent de leurs collègues de l'échantillon, comme de ceux de tous les autres types, par un taux très faible de syndicalisation (31%

seulement des professeurs de ce type sont syndiqués, contre 52% dans l'échantillon, 61% dans le type 1, 44% dans le type 2 et 50% dans le type 3).

Quand ils sont syndiqués, ils se retrouvent autant dans des syndicats majoritaires comme le S.N.E.S. ou le S.G.E.N., que dans des structures plus minoritaires, comme le S.N.C. ou le S.N.U.D.E.P..

POLITISATION:

Ils se répartissent sur tout l'éventail des partis politiques, avec une nette préférence pour la gauche (71% d'entre eux affirment une proximité avec la gauche, contre 56% dans l'échantillon).

Parmi ces derniers, on compte deux adhérents au P.S., un militant du P.C., deux anciens militants communistes et quatre auto-positionnements à gauche.

Si l'attachement à la liberté de penser freine l'engagement syndical, il ne semble pas contrarier l'adhésion politique, puisque 38% des professeurs de ce type adhèrent ou militent encore aujourd'hui dans un parti politique (deux au P.S., un au P.C., un au C.D.S. et un au R.P.R.). Cependant, nous l'avons dit, cet engagement politique n'est possible que s'il s'accompagne d'une extrême prudence et d'une grande vigilance.

RELIGION:

Plus de la moitié de nos professeurs sont sans religion (54% contre 68% dans l'échantillon, et respectivement 85%, 31% et 80% dans les types 1, 2 et 3).

Quand ils sont catholiques, ils ne pratiquent presque jamais.

PROFESSION DU PERE:

Nos enseignants sont d'origine aisée, puisque 61% d'entre eux viennent d'un milieu de cadres, avec une surreprésentation des cadres supérieurs et cadres de l'armée.

Avec seulement 15% des pères ouvriers, cette catégorie est encore sous-représentée (ils sont 27% dans l'échantillon), plus que dans n'importe quel autre type (on en dénombre respectivement 30%, 19% et 20% dans les types 1, 2 et 3).

POLITISATION DU PERE:

Nos professeurs ont grandi dans un milieu plus souvent à droite (54% des cas) qu'à gauche ou à l'extrême-gauche (38%), ce qui reste néanmoins conforme à la moyenne dans l'échantillon (où l'on dénombre 50% de pères à droite, et 37% des pères à gauche).

Les pères sont peu nombreux à être déclarés sans opinion politique (7% seulement, contre 11% dans l'échantillon mais 20% dans le type 3).

RELIGION DU PERE:

Comme dans l'échantillon, nos professeurs ont été élevés par des pères plus souvent catholiques (61%) que non catholiques.

Ils pratiquent aussi plus, et plus régulièrement que dans l'échantillon, se rapprochant ainsi, au niveau de la pratique, davantage des pères du type 1.

PROFESSION DE LA MERE:

Les mères sont plus actives que celles de l'échantillon ou de n'importe quel autre type, y compris le type 1, puisque plus de la moitié d'entre elles travaillent (54% des mères sont actives contre 43% dans l'échantillon, et respectivement 49%, 25% et 20% dans les types 1, 2 et 3).

Elles ne sont presque jamais ouvrières, mais plutôt cadres moyens ou supérieurs ou commerçantes.

POLITISATION DE LA MERE:

Près du quart des mères (23%) sont déclarées sans opinion, presque autant que dans l'échantillon (27%) ou le type 1 (21%), mais moins que dans les types 2 ou 3 (respectivement 31% et 50%).

45% d'entre elles sont déclarées de gauche ou d'extrême-gauche (c'est plus que dans l'échantillon, où elles ne sont que 36% mais moins que dans le type 1 où elles sont 57% à exprimer de telles préférences), contre 31% de droite (elles sont 37% dans l'échantillon et seulement 21% dans le type 1, mais 69% dans le type 2).

RELIGION DE LA MERE:

Elles sont plus souvent que la moyenne sans religion (38% contre 25% dans l'échantillon), presque aussi souvent que les mères du type 1 (36%).

Quand elles sont catholiques, elles ne se distinguent pas par un degré particulier de pratique puisqu'elles se répartissent presque également, comme dans l'échantillon, entre les non pratiquantes, et les pratiquantes régulières ou irrégulières (respectivement 37%, 37% et 25% des mères catholiques).

PROFESSION DU CONJOINT:

Nos professeurs sont un peu plus souvent mariés que la moyenne (15% d'entre eux sont célibataires ou divorcés contre 21% dans l'échantillon, et 30% dans le type 3).

Les conjoints sont un peu moins actifs que ceux de l'échantillon (27% d'entre eux sont inactifs, contre 18% dans l'échantillon), mais, là encore, ils sont presque toujours enseignants (87% d'entre eux sont dans ce cas contre 69% dans l'échantillon, 77% dans le type 1, 62% dans le type 2 et 60% dans le type 3).

POLITISATION DU CONJOINT:

Les conjoints sont déclarés de gauche dans 73% des cas (contre 55% dans l'échantillon, 81% dans le type 1, 0% dans le type 2 et seulement 28% dans le type 3) et de droite dans 18% des cas (contre 32% dans l'échantillon et respectivement 4%, 100%, 43% dans les types 1, 2 et 3).

RELIGION DU CONJOINT:

Près des trois-quarts des conjoints (73%) sont sans religion (c'est plus que dans l'échantillon où ils sont 66%, plus que dans les types 2 et 3 où l'on en compte respectivement 16% et 43%, mais moins que dans le type 1 où les sans religion représentent 96% des conjoints).

Quand ils sont catholiques, les conjoints des professeurs de ce type ne pratiquent presque pas.

Conclusion

Voici venu le temps de conclure, ou plutôt de faire le point.

Car conclure est une étape bien difficile: nous nourrissons toujours le sentiment qu'un peu de patience, d'attente, de réflexion, fera peut-être surgir un élément nouveau.

Néanmoins, clore l'analyse répond à une contrainte temporelle, non pas que l'échéance de ce travail soit soumise à quelque impératif absolu, mais les entretiens recueillis constituent un matériel daté: nous ne pouvons donc travailler inlassablement et indéfiniment sur les mêmes données sans tenir compte du fait qu'entre l'observation et l'analyse, certaines choses ont peut-être changé.

Rappelons les objectifs de cette étude.

Nous nous proposons d'éclairer, par une approche qualitative, ce que nous savions, statistiquement, du vote majoritairement à gauche des professeurs.

L'analyse d'itinéraires politiques, familiaux, sociaux et professionnels, devait nous renseigner sur la manière dont les représentations se forment et se transforment.

Nous espérons ainsi:

- décrire les différentes organisations symboliques en vigueur dans le milieu professoral, en dégager un tronc commun tout en soulignant l'existence de divergences internes, de subcultures,

- comprendre les mécanismes par lesquels se transmet la "tradition de gauche" propre à ce groupe professionnel: quelle part revient à l'histoire de l'individu? Quelle part revient à la capacité homogénéisante de la profession? Questions probablement ambitieuses -certains auteurs prétendent qu'"aucun modèle, dans aucun domaine, ne pourra sans doute jamais remonter jusqu'aux causes premières du phénomène qu'il prétend décrire" (D. Lindon, P. Weill, 1974, p.126).

Questions dangereuses aussi: en révélant les motivations et les processus de décisions des électeurs, lorsque l'on parvient à les atteindre, ne risque-t-on pas de donner aux politiciens "des armes trop puissantes leur permettant de trop bien manipuler les électeurs et de se faire élire trop facilement"; mais une telle connaissance, à condition qu'elle soit rendue accessible à tous, pourrait oeuvrer au bon fonctionnement de la démocratie (idem, p.127).

Voyons quelles contributions notre travail apporte:

- à l'analyse des systèmes de représentations en vigueur dans le monde enseignant, complétant ainsi les investigations déjà menées sur ce groupe social et professionnel particulier,

- à la compréhension des mécanismes de formation des attitudes politiques, poursuivant l'exploration de ce vaste champ de la socialisation politique, sans toutefois prétendre en fournir une connaissance exhaustive.

I LOGIQUE DES REPRESENTATIONS

1.1- prégnance du clivage gauche/droite.

Ce qui frappe d'abord, c'est la persistance de proximités idéologiques encore et toujours fortement marquées, en dehors de toute affiliation partisane précise, même si, l'adhésion à la droite ou à la gauche se mêle de critique, de déception, de désillusion, de scepticisme ou de méfiance.

Mais, la prégnance du clivage droite-gauche parmi nos professeurs, dont on sait qu'ils cumulent haut niveau d'étude et intérêt élevé pour la politique, n'est qu'une demie surprise.

On a en effet pu constater que "ceux qui ont fait des études sont moins persuadés de la désuétude de la dimension gauche-droite" et que "le repérage par rapport à la gauche et à la droite [...] n'est [pas] limité, bien au contraire, à ceux qui n'ont pas le niveau culturel suffisant pour penser la politique en termes "modernes"; il est vrai, aussi, que "l'intérêt manifesté pour la politique diminue la fréquence des opinions estimant périmées la validité de ces deux notions" (G. Michelat in CEVIPOF, 1990, pp.102-103) puisqu'ils sont, respectivement, 49%, 34%, 21% et seulement 15% des individus qui s'intéressent beaucoup, assez, peu, pas du tout, à la politique, à rejeter l'idée d'une disparition des différences entre droite et gauche (J. Ranger in CEVIPOF, 1990, p.137).

Ils ne sont que deux enseignants de notre échantillon à refuser de se classer sur un axe gauche-droite: le premier, du type III, se dit "apolitique", par rejet de la classe politique dans son ensemble; le second, du type IV, se qualifie de "démocrate", pour marquer à la fois son souci de rester libre de ses opinions, en dehors de toute structure contraignante, et son attachement au seul régime qui, selon lui, garantit le pluralisme, la tolérance et la liberté, au-delà des clivages idéologiques.

46 individus sur 56 ont contribué à l'élaboration des types I et II, et la description des visions du monde, propres à chacun de ces deux pôles très clairement identifiables, atteste que ces positionnements ont encore un sens, même s'il y a "crise de la représentation", et même si, comme cela se passe dans l'ensemble de la population française, ces "auto-classements ne produisent plus de votes, [...] ne se traduisent plus en choix partisans stables, [...] ne parviennent plus à se projeter et à se reconnaître dans les débats et les programmes politiques" (A. Percheron in CEVIPOF, 1990, p.12).

L'enquête menée par le CEVIPOF en mai 1988 relève le même paradoxe: si "35% des Français sont tout à fait d'accord, 32% plutôt d'accord, 17% plutôt pas d'accord, 10% pas d'accord du tout (7% ne répondant pas), avec la phrase suivante: "aujourd'hui, les notions de gauche et de droite ne veulent plus dire grand-chose", on trouve tout de même "41 Français sur 100 se [situant] eux-mêmes à gauche, 27 à droite, 28 au centre, et 3 seulement [refusant] de se situer sur cette dimension" (G. Michelat in CEVIPOF, 1990, p.71).

La réponse à ce paradoxe se trouve peut-être dans l'hypothèse suivante: "si les Français acceptent de se situer par rapport à la droite et à la gauche [...], c'est que droite et gauche ont une signification pour eux-mêmes; en revanche il est possible qu'ils estiment que, dans le paysage politique actuel, le débat politique s'atténue, les distinctions entre formations et programmes politiques se diluent et les repères traditionnels s'estompent" (idem, p.101).

Selon cette hypothèse, "la perte de prégnance de notions de droite et de gauche concernerait [...] plus l'offre que la demande politiques" (ibidem, p.101) et la dimension gauche-droite conserverait tout son pouvoir de structuration profonde des attitudes.

"Avoir le coeur à gauche" ou "avoir le bon sens à droite" sont deux logiques incompatibles et irréductibles l'une à l'autre -même si l'on entend parfois dire, dans les entretiens, que la droite et la gauche "se valent" quand elles sont au pouvoir: aucun des enquêtés ayant contribué à la construction du type I n'a participé simultanément à l'édification du type II.

Les quelques interviewés qui, aujourd'hui, s'autopositionnent à droite tout en avouant avoir autrefois flirté avec la gauche, et chez qui on aurait pu s'attendre à ce que coexistent plus ou moins, et plus ou moins bien, ces deux modes de représentations, se réfèrent à un tout autre modèle: c'est, en effet, le type III qui recueille les désabusés de la gauche, bien plus que le second, comme si avoir été de gauche interdisait de se positionner résolument à droite.

Preuve encore que nos enquêtés ne sont pas des êtres passifs accumulant au fil de leurs expériences des savoirs successifs, mais qu'ils réinterprètent et remodelent sans cesse leurs acquis en fonction de données nouvelles, conformément aux découvertes des travaux menés sur la "socialisation politique".

Ainsi, ne passe-t-on pas si facilement de la gauche à la droite (les cas de franchissement de la barrière droite-gauche ne sont pas assez nombreux pour que l'on puisse les évoquer ici): d'ailleurs, se définir de droite, c'est d'abord se définir contre la gauche, et, inversement, se déclarer de gauche c'est aussi, mais pas seulement, se définir contre la droite: passer de l'une à l'autre reviendrait à faire preuve d'un inavouable manque de cohérence.

Qu'ils se définissent de gauche ou de droite, qu'ils appartiennent à l'un ou l'autre des types, il est d'abord intéressant de noter que nos professeurs s'identifient peu à des partis, à l'exception de quelques enseignants du type I, de sensibilité communiste, et de quelques fidèles électeurs du R.P.R. du type II.

Nos professeurs du type I cherchent dans "toutes les mouvances de la gauche" le parti qui recueillera leur vote: vote de dépit, de mécontentement, de protestation, de défi.

Les représentants du type III sont aussi extrêmement changeants, la "rationalité" de leur stratégie électorale, parfois apparemment "fantaisiste", pouvant échapper à l'observateur extérieur si elle n'était clairement explicitée par les sujets eux-mêmes.

Mais dans aucun cas, l'extrémisme de droite ne recueille de suffrages: partout, il est jugé "dangereux" parce que "xénophobe" et "raciste" (type I), "raciste" (type II), "simpliste" (type III -rappelons que les représentants de ce type parlent d'abord en qualité d'"intellectuels"), ou "intolérant" (type IV, attaché à la liberté, au respect de l'autre, à la tolérance).

Nos enquêtés font peu référence à des discours ou des programmes d'hommes politiques: quand ils ont un choix électoral à opérer, l'appartenance idéologique des candidats, demeure, pour la majorité de nos professeurs, un repère déterminant, sauf peut-être dans le contexte d'élections locales où "les choses sont plus faciles", où les candidats sont mieux connus pour leurs réalisations, leur personnalité, leurs compétences, et où, momentanément, les clivages gauche-droite peuvent s'effacer.

Mais on voit bien que ce dont parlent, le plus volontiers, nos interviewés, touche moins à la politique politicienne, fort éloignée de leurs préoccupations, qu'à une vision du monde, dont ils nous révèlent les racines.

Peut-être faut-il voir, dans ce "dépérissement de la politique politicienne", l'inadaptation de l'offre politique à la demande: cette "crise du politique [qui] renvoie à des problèmes d'allocations des ressources, de gouvernabilité, d'intelligibilité des projets politiques et de déstabilisation des identités, [...] se traduit d'abord par le rejet des autorités politiques" (A. Percheron in CEVIPOF, 1990, pp.14-15).

1.2- culture et sous-cultures enseignantes.

L'enquête permet aussi de déterminer la nature de la gauche enseignante -et de la droite, car elle existe!-, de mieux comprendre cette

"tradition" de gauche, tradition qui n'est plus seulement une simple "étiquette", mais qui devient une réalité dotée d'un contenu bien précis.

La gauche représente, pour nos professeurs, un attachement sentimental à des valeurs, un idéal humaniste de générosité, de solidarité, de partage, de sincérité, un idéal social de justice et d'égalité, bref un idéal d'échanges entre les hommes, tant dans leurs rapports humains, sociaux qu'économiques.

Attachement inconditionnel puisqu'il demeure, en dépit des critiques, des désillusions à l'égard d'une politique sociale et économique d'un gouvernement dont on a toutes les raisons de s'interroger sur la véritable fidélité aux principes qu'il incarne.

Attachement inconditionnel, aussi, puisqu'il exclut toute tentation de basculer dans le camp adverse de la droite: le désaccord au gouvernement "de gauche" actuel se marque plutôt par un vote aux extrêmes, toujours à gauche, vote de protestation, de sanction, de défi, autant que de dépit ou de désespoir.

Attachement inconditionnel, enfin, puisqu'il mobilise encore quelques ressources dans le militantisme: malgré l'effondrement des modèles et des perspectives lointaines, ils sont un peu plus du tiers des enquêtés ayant le coeur à gauche, à militer dans un parti ou dans un syndicat (peut-être même plus souvent et plus facilement dans le second que dans le premier): ils se montrent alors plus attirés par les possibilités à l'action collective, organisée, immédiate, quotidienne et concrète qu'offrent ces diverses organisations, que par la ligne idéologique qu'elles défendent, sur laquelle il n'y a plus aujourd'hui de consensus possible, ou par la confiance en leurs dirigeants qui, coupés de la réalité, se montrent inefficaces.

Dépourvue de cette volonté d'agir, l'adhésion syndicale, comme l'engagement partisan, n'est souvent plus que symbolique, de principe, de routine, de fidélité, réduit à ce "geste minimum" d'appartenance à une profession et de solidarité avec tous ses membres.

Enfin, être de gauche quand on est enseignant, c'est non seulement une orientation politique, une éthique de vie, un mode d'organisation et de gestion des rapports humains dans l'intérêt des plus déshérités, mais aussi une autre façon de faire la classe: plus à l'écoute des élèves, de leurs problèmes et de leurs besoins, un professeur de gauche enseigne autrement, en adaptant les programmes, en bouleversant les rapports hiérarchiques traditionnels, en cherchant un contenu et une pédagogie susceptibles d'intéresser les enfants à l'école et de limiter ainsi l'échec scolaire dont il connaît, et dénonce, le caractère social.

Si la gauche se caractérise ainsi par un ensemble de valeurs et par un grand humanisme, la droite, quant à elle, ne se démarque pas par un attachement plus grand au libéralisme économique.

Certes, on trouve dans les entretiens une opposition aux nationalisations, une résistance au contrôle de l'économie par l'Etat, un jugement positif porté sur les entreprises privées: la politique économique de la gauche a freiné l'initiative privée, la libre entreprise, et donc l'expansion du pays, en installant le centralisme, l'irresponsabilité, la paresse, la routine; seul le libéralisme réalise la richesse et le progrès d'une nation, la liberté et le bonheur de l'individu.

Mais ce n'est pas autour de ce pôle économique que se structurent les représentations de la droite enseignante.

Ce n'est pas non plus autour d'un conservatisme religieux: si certains jugent l'Eglise trop politisée, trop ouverte sur les débats de société, d'autres la dénoncent comme étant trop traditionnelle, trop rituelle.

Les enseignants du type II organisent plutôt leur discours autour d'un pessimisme accru depuis 81 -les gouvernements de gauche ont mené le pays à des catastrophes, dans tous les domaines-, d'un certain individualisme, d'aspirations à un retour à l'ordre et à la hiérarchie et d'un pragmatisme, qu'ils opposent à l'utopie inconsidérée de leur rivale.

En effet, tandis que les professeurs "ayant le coeur à gauche" évoquent d'abord leurs idéaux, les valeurs et les principes auxquels ils sont sentimentalement attachés, avant de préciser la manière dont ils peuvent parfois et partiellement les réaliser soit dans le militantisme politique ou syndical, soit dans leur pratique quotidienne de la classe, les professeurs qui ont "le bon sens à droite" parlent en priorité de ce qui les touche le plus concrètement et le plus quotidiennement.

Ce sont d'abord les difficultés qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur pratique pédagogique et dans le fonctionnement de leur établissement qu'ils évoquent, puis les dérèglements et les désordres d'autres domaines de la vie sociale et économique, dont ils sont eux-mêmes les victimes, ou seulement les observateurs.

Ces dysfonctionnements, sont imputables à une politique de gauche qui, amorcée en 1968, se poursuit depuis 1981, menant le pays à la catastrophe.

En effet, 1968 a introduit laxisme, individualisme, désordre, en mettant fin à l'autorité, à la discipline, à la hiérarchie, au sens du devoir, au goût de l'effort, à la morale, à l'amour de la patrie.

Or, démolir cet édifice, c'était du même coup supprimer la performance et l'efficacité dans le domaine de l'enseignement.

Le niveau général baisse, tant parmi les élèves que parmi les enseignants: certains d'entre eux, sous qualifiés et sous diplômés, politisés, davantage préoccupés par des problèmes extra-professionnels que par leur conscience professionnelle, dévalorisent l'image de toute une profession, qui perd non seulement de son prestige, mais aussi de son autonomie, depuis les récentes mesures de décentralisation.

Dans cette déchéance, le secteur privé demeure un phare et ses enseignants un modèle de responsabilité, de compétence et de sérieux.

Ce qui est vrai de l'enseignement l'est aussi de tous les domaines de la vie sociale et économique.

Le laxisme de la gauche a engendré des paresseux, des parasites et des profiteurs d'une protection sociale inefficace et coûteuse, dont les principaux bénéficiaires ne sont même pas les français, en priorité, mais tous ceux qui ont profité d'une politique laxiste d'immigration.

Après en avoir incombé la responsabilité à la gauche au pouvoir, nos professeurs nous font part de leur souhait, et de leur volonté, de "restaurer ce qui fonctionnait si bien", de revenir à l'ordre et à la hiérarchie, présentés comme une solution simple, peu coûteuse, et certainement efficace puisqu'elle a su faire ses preuves dans d'autres temps.

Il est important de souligner ici la place que tiennent les références à la pratique pédagogique: dans l'ensemble, les professeurs parlent peu de leur activité professionnelle, attitude qui semble confirmer le grand "secret" dont s'entourent les pratiques pédagogiques.

Quand ils en parlent à gauche, c'est pour faire part de leurs efforts à concilier pratique pédagogique et choix idéologiques.

Pour ces enquêtés ayant le coeur à gauche, l'Ecole dont ils parlent demeure, malgré les changements, une école de l'élitisme, de la sélection, voire de l'exclusion.

Les classes hétérogènes, si elles sont louables en théorie, ne parviennent pas à réaliser l'égalité des élèves devant l'instruction: d'une part, subsiste toujours l'existence de filières, de "classes poubelles", et, d'autre part, le fait d'"enseigner un minimum à tous a fermé les portes de l'élitisme à des enfants dont la famille ne pouvait compenser les manques".

Nos professeurs constatent bien une baisse du niveau: celle-ci n'est cependant pas une conséquence directe de la présence d'enfants de milieux défavorisés, qui aurait contraint à abaisser la barre des connaissances, mais plutôt le résultat d'une politique inconsidérée qui, délibérément, aurait procédé, sous un alibi démocratique, à des réformes pédagogiques, sachant pertinemment qu'elles viendraient pénaliser en premier lieu les enfants d'ouvriers, ceux-ci n'ayant pas la possibilité de trouver, dans leur environnement social et familial, un substitut ou un complément à cet enseignement minimalisé.

Aussi, la présence accrue d'enfants de milieux populaires n'est jamais présentée, par les représentants du type I, comme une source de dégradation des conditions de l'exercice de leur métier, ni comme la cause première d'une baisse générale du niveau: elle constitue plutôt un élément nouveau, positif, auquel ils s'efforcent de faire face avec toute leur conscience, professionnelle et politique, leur connaissance des mécanismes de l'échec scolaire, leur dynamisme, leur esprit d'ouverture, leur souplesse au changement, leur attention et leur exigence à l'égard de ces élèves particuliers, toutes ces qualités de coeur et d'esprit qui font d'eux de

vrais hommes de gauche, dans un système scolaire encore largement aux mains de la bourgeoisie et du capitalisme.

Mais s'ils parviennent à réinventer leur pratique pédagogique en accord avec les situations nouvelles d'enseignement et avec leurs options idéologiques, il leur est difficile de préciser davantage ce que représente pour eux une Ecole réellement démocratique: tous prônent la suppression des établissements privés, certains défendent l'enseignement individualisé, mais personne n'entrevoit les modalités d'une Ecole qui permettrait de "réaliser l'égalité de tous devant l'instruction".

Au contraire, dans leur référence à la pratique professionnelle, les professeurs, que le bon sens oriente à droite, développent plutôt la vision d'une école qui a déjà largement entamé le processus de démocratisation - c'est d'ailleurs bien là la cause de tous ses maux!: les dysfonctionnements observés sont ceux d'une Ecole qui a répondu à un vent aveugle et sauvage d'égalitarisme et de socialisme, qui a démolì le système scolaire dans son ensemble, et qui ne laisse plus guère de chances aux enfants du peuple, capables et courageux, mais victimes, comme les autres, de la baisse générale des niveaux, de l'absence de motivation et de la suppression des mécanismes de sélection.

Quand ils évoquent leur pratique pédagogique, c'est pour dénoncer les difficultés, voire l'impossibilité, de se livrer encore à un tel métier; c'est, de toute évidence, les professeurs de ce deuxième type, qui souffrent le plus de cette "crise" du métier que nous avons déjà longuement évoquée; c'est autour des désordres, des effets pervers, des agressions, physiques, verbales ou symboliques, que se structurent leur discours, que se construisent et se justifient leurs aspirations à un retour à l'ordre, à la hiérarchie, à l'autorité.

Pourtant, ce n'est pas cette vision pessimiste, empreinte de sinistrisme, développée à l'égard de l'institution scolaire et étendue aux autres champs de la vie en société, qui fonde les choix idéologiques: elle en serait plutôt le reflet.

L'analyse des itinéraires politiques montrera, en effet, que les professeurs ayant le bon sens à droite trouvent, dans leur pratique professionnelle, une confirmation de leurs représentations déjà formées, leur vision préalable du monde leur servant de grille de lecture de leurs expériences vécues.

L'importance accordée aux deux premiers types de notre typologie, qui nous apparaissent comme les plus structurants, ne doit cependant pas masquer l'existence de deux autres logiques de représentations dont on n'a ni l'intention, ni l'ambition, ni surtout les moyens, d'évaluer le poids respectif dans la population professorale.

Les représentants du type III, perdus dans le vide et le flou idéologiques, et résumant la politique à la formule "bonnet blanc-blanc

bonnet", récusent les concepts de droite et de gauche -ils sont néanmoins 40% à se situer à gauche, 30% à se placer entre le centre droit et l'extrême-droite et seulement 10% à refuser de se positionner selon ces critères traditionnels-, se montrent plutôt soucieux d'occuper le centre de l'éventail politique -20% s'autopositionnent dans un centre (contre 3% seulement dans l'échantillon)-, manifestent une relative instabilité dans leurs choix électoraux, et se méfient de l'engagement partisan: d'une part leur statut d'intellectuel suppose et renforce une certaine distance à l'égard de la politique politicienne; d'autre part, leurs déceptions, leurs désillusions, leur aversion pour toute la classe politique, leur scepticisme, rendent l'engagement politique bien difficile.

Mais leur rejet, leur retrait, de la politique, et leur instabilité politique diffèrent des comportements habituellement observés chez les "exclus", et qui résulteraient plutôt, quant à eux, "des insuffisances ou des ratages de l'instruction, de la précarité du travail, de la perte d'identité provoquée par le chômage et la pauvreté, de l'affaiblissement des insertions sociales et culturelles" (A. Percheron in CEVIPOF, 1990, p.13).

La méfiance de nos enseignants à l'égard du discours politique ne provient, en effet, ni de leur incompétence, ni de leur incompréhension du langage politique, ni d'une réaction de peur à l'égard de la division, de l'affrontement et du désordre, ni d'un sentiment d'infériorité -ils sont des "intellectuels", nous rappellent-ils, non sans quelque fierté.

Aussi, l'abstentionnisme de nos professeurs se distingue-t-il de celui de la Boutique, par exemple, qui ressent cet "effet d'exclusion de la culture politique savante caractéristique des milieux populaires", résultant de cette "incompétence technique liée à leur faible niveau d'instruction" et de cette "incompétence statutaire liée à une position inférieure dans la structure sociale" (N. Mayer, 1986, pp.207-208); pour elle, la classe politique est instruite, sort des grandes écoles, manie les statistiques et les ordinateurs: à ce savoir abstrait qu'ils ne possèdent pas, les commerçants "opposent la connaissance concrète de leur métier et de leur expérience quotidienne" (idem, p.212).

Les professeurs ignorent un tel "complexe d'infériorité à la fois social et culturel à l'égard du monde politique" (ibidem, p.208): ils sont les plus diplômés de tous les types -80% ont un niveau supérieur ou égal à Bac+3- et comptent la plus forte proportion d'agrégés -30% contre respectivement 18%, 12%, 7% et 14% dans les types I, II, IV, et dans l'ensemble de l'échantillon.

Leur retrait de la politique ne résulte pas non plus de l'indifférence dont découle généralement l'abstention: selon A. Lancelot, l'indifférence plus que l'hostilité marque davantage les abstentionnistes alors que "l'antipolitisme irréductible n'explique sans doute qu'une faible partie de l'abstentionnisme" (A. Lancelot, 1968, pp.159-160); or c'est pourtant bien cette hostilité, qui s'accompagne toujours d'une certaine déception et d'un

scepticisme à l'égard de la démocratie électorale, qui pousse nos professeurs à l'abstention.

D'ailleurs on ne retrouve pas chez nos interviewés ce manque d'intérêt pour la politique habituellement caractéristique des abstentionnistes, ce "manque d'empressement dans la recherche de l'information" qui fait qu'ils ne regardent pas la télévision, ne lisent pas dans les journaux les nouvelles concernant la politique et "connaissent sans doute fort mal dans l'ensemble ce qui touche à l'organisation et au fonctionnement du système politique" (ibidem, p.164): ce ne sont pas là des comportements observés parmi nos professeurs, ou du moins avoués par eux.

Il y aurait plutôt chez les professeurs de ce type "une redistribution profonde dans l'intérêt pour la chose publique, valorisant les questions internationales, économiques, techniques, pédagogiques, mais dévalorisant, avec les aspects théâtral et passionnel de la vie politique, la compétition elle-même" (G. Dupeux in G. Vedel, 1962, p.145), aspects qui n'intéressent pas les intellectuels qu'ils sont, tournés vers des questions et des débats plus essentiels.

Ainsi, leur retrait de la politique s'apparenterait moins à "un phénomène sélectif lié à la désinsertion sociale" qu'à "une donnée politique de fond liée au refus du système représentatif et des partis": il n'est pas subi mais voulu, même s'il est aussi "un phénomène conjoncturel, variant selon le contexte particulier à chaque consultation électorale", pour reprendre les termes de J. Morin (J. Morin, 1990, p.398).

Les professeurs de ce type semblent en effet très attentifs aux nouveautés de l'offre politique, même s'ils disent prendre beaucoup de recul par rapport à la politique politicienne: ils se laisseraient bien séduire par les écologistes qui savent garder leurs distances par rapport à la droite et à la gauche; ils se sentent quelque sympathie pour un mouvement centriste, qui soit au coeur des débats et des contradictions, et qui sache demeurer autonome; ils se montrent même indulgents envers les partis extrémistes en qui ils reconnaissent, en toute loyauté, le mérite de ne pas seulement "gérer la crise" mais de réfléchir encore à des principes d'organisation sociale, donc à des aspects qui soient encore réellement "politiques".

F. Furet remarquait aussi que cette période d'"idéologie molle", que nous traversons aujourd'hui, se montre propice à la naissance des extrémismes, avec toutefois plus de succès pour l'extrémisme de droite que pour celui de gauche.

"La nouvelle politique économique du gouvernement Fabius fait la démonstration d'un vague consensus de la classe politique, qui laisse du coup un espace libre à l'opposition radicale des deux côtés du spectre des opinions: à gauche aux communistes, à droite au front national. C'est un signe des temps que cette occasion soit mise à profit par le second, et non par les premiers, bien que les deux partis se soient donné un mal comparable pour la saisir.

Mais le parti communiste est englué à la fois dans sa participation gouvernementale de 1981 et dans le déclin historique de ses rêves; le front national, au contraire, appartient à la nouvelle France dont il est la pathologie."

F. Furet in F. Furet, J. Julliard, P. Rosanvallon, 1988, pp.25-26.

Si "le dépérissement du P.C., le surgissement du F.N. inversent, à proprement parler, le spectre idéologique" puisque "le pôle extrême susceptible d'aimer les prises de position, de cristalliser les oppositions les plus dures, mais aussi d'organiser le champ des débats, se situe désormais à droite" (A. Percheron in CEVIPOF, 1990, p.11), les professeurs de ce type, comme d'aucun autre, ne se laisseront séduire par cet extrémisme de droite.

Nos professeurs du type III se caractériseraient plutôt par ce "centrisme politique", qui consiste à "réunir les modérés des deux camps en une formation gouvernementale unique, enjambant la division droite-gauche qui prévaut dans les élections" ou à "tenter de constituer, au centre de l'éventail politique, une formation politique unique, récusant les concepts de gauche et de droite et affirmant une vocation majoritaire" (F. Furet, J. Julliard, P. Rosanvallon, 1988, p.110).

Ainsi, si les déçus de la gauche rejoignent inexorablement ce troisième type, ces derniers y sont néanmoins invités à se montrer moins hostiles envers la droite: leur scepticisme, ne rendant plus aussi légitime l'attachement à une gauche devenue peu crédible, ne rendrait plus du même coup aussi nécessaire le combat contre la droite; de même, les professeurs de ce type avouant une sympathie pour la droite ne mènent plus, aujourd'hui, une lutte aussi farouche envers une gauche désormais devenue très proche de la droite dans sa gestion des affaires, même s'ils ne se déclarent pas plus disposés qu'autrefois à la soutenir.

Pour ce faire, le centrisme politique "ne repose nécessairement ni sur une formation politique particulière, ni sur un système d'alliances, mais sur l'exigence, à propos de chaque problème, du consensus le plus large possible. [...] Ce centrisme-là est une idée régulatrice qui exige que le centre appartienne à tous et ne soit la propriété de personne, [...] [qu'il] soit un lieu vide, quelque chose comme une salle des pas perdus de la République" (idem, p.11).

Quant aux individus du dernier type, ils se retrouveraient plutôt dans le centrisme philosophique, au fondement de ce qu'ils considèrent comme l'"attitude démocratique", et bâti sur "l'idée qu'il est impossible que, dans une situation controversée, l'un des camps ait entièrement tort, et l'autre entièrement raison. Il repose sur l'idée d'un pluralisme politique irréductible: les raisons des uns ne sont pas nécessairement les raisons des autres. Dans ces conditions, la tolérance et le souci du dialogue ne sont pas seulement des mots d'ordre pratiques destinés à éviter la violence des impératifs un peu mous de l'idéologie "juste milieu", mais des conséquences rigoureuses de l'impossibilité de parvenir dans le champ

politique à une vérité une. Ce relativisme philosophique peut se réclamer de Pascal, et de façon plus générale de tous les adversaires du dogmatisme" (J. Julliard in F. Furet, J. Julliard, P. Rosanvallon, 1988, p.109).

Appliqués à se forger eux-mêmes leur propre jugement, ces professeurs se montent en adversaires du dogmatisme: c'est la peur de l'endoctrinement, de la négation de l'individu par les structures qui l'englobent, qui rend l'engagement non pas impossible, mais extrêmement prudent: ils ne sont que 31% à être syndiqués contre 60% dans le type I mais 41% dans le type II, alors que le taux de syndicalisation pour l'ensemble de l'échantillon atteint 52%.

Une telle attitude n'est, en effet, pas totalement incompatible avec une adhésion ou un engagement dans le champ politique, comme cela a pu s'observer chez certains de nos professeurs, cette méfiance à l'égard de l'endoctrinement dogmatique étant davantage une précaution à prendre dans tout engagement personnel, plutôt valorisé, que le signe d'un refus nihiliste; il s'agit d'un engagement volontaire et conscient, qui doit permettre de rester lucide, apte à apprécier, juger, choisir sans se laisser conditionner par les forces dominantes, idéologiques, culturelles, dogmatiques, socio-économiques et partisans, susceptibles de l'accaparer.

Enfin, notons, pour terminer ce tableau des sous-cultures enseignantes, l'existence de sous sensibilités.

Ainsi en est-il de la sensibilité communiste.

Elle n'apparaît pas comme la limite du type I, les professeurs communistes se caractérisant par autre chose que par le cumul de chacun des traits définissant leur "coeur à gauche".

Elle se distingue par un rapport particulier à la "classe ouvrière".

Les enseignants communistes sont, en effet, les seuls pour qui la classe ouvrière conserve une existence tangible: d'ailleurs, ne se définissent-ils pas eux-mêmes comme des travailleurs, certes "intellectuels", mais comme des ouvriers à part entière ?

Ils se sentent d'autant plus proches du monde ouvrier qu'ils en sont souvent issus (sur 6 adhérents ou militants P.C., 5 sont enfants d'ouvriers ou d'artisans).

Pourtant, cette volonté de maintenir une proximité est menacée par l'incompréhension mutuelle, voire la méfiance, qu'engendrent les disparités des niveaux d'études et les divergences de statut -le fonctionnaire est protégé, l'ouvrier est soumis au bon vouloir de ses chefs et toujours menacé du chômage: l'éloignement des uns et des autres est inexorable.

Les professeurs communistes se distinguent aussi par leur fidélité au parti, peut-être parce que c'est chez eux que se trouvent réunies toutes les dimensions, idéologique et sociale, de l'attachement partisan: nous verrons plus loin, dans l'analyse des itinéraires politiques, comment le marxisme a fourni un contenu "intellectualisé" à une sensibilité de gauche et combien est importante la tradition familiale dans l'héritage - l'hérédité ?- de l'adhésion au communisme.

De même pouvons-nous déceler une sensibilité militante.

Ses représentants se distinguent par leur croyance en la nécessité d'une action collective, toujours possible, au delà des divergences idéologiques, dans le cadre d'une structure, syndicale ou partisane, et indépendamment de la ligne qui y est développée.

Certes, les bilans sont amers, les constats sévères, mais les militants ne se découragent pas pour autant, bien résolus à demeurer à la base et à oeuvrer à des problèmes concrets: devant l'effondrement des idées, ils savent bien que tout est à reconstruire.

Certains, qui se sont momentanément retirés du militantisme, restent en attente.

Ils sont, des professeurs de tous les types, les plus optimistes, et nous tirent un peu de ce sinistrisme qui traverse l'échantillon tout entier.

Nous savons, en effet, qu'au sein de l'électorat conservateur, le pessimisme émane essentiellement des individus exerçant des professions intellectuelles (enseignants, travailleurs sociaux), les membres des professions économiquement favorisées n'adhérant pas à cette vision dramatisée de la crise (J. Capdevielle, E. Dupoirier, G. Grunberg, E. Schweisguth, C. Ysmal, 1981, p.78); mais le même vent de pessimisme n'a-t-il pas atteint, pour des raisons différentes et à des degrés divers, le monde enseignant dans son ensemble ?

On peut penser que le refuge dans le militantisme est une manière, pour ces professeurs d'origine souvent ouvrière, de résoudre certaines contradictions nées de leur statut ambivalent: ne sont-ils pas devenus des petits-bourgeois, avec tout ce que cet adjectif renferme de déclassement honteux ?

Souvenons-nous de cette enseignante qui nous confiait s'occuper des enfants des autres pour rembourser une dette envers des parents qui s'étaient sacrifiés pour lui permettre de poursuivre des études: le militantisme syndical ou politique pourrait répondre à cette même logique.

Mais quand ils sont dépourvus de cette foi militante ou quand ils pensent que la classe ouvrière est en train de s'éteindre, absorbée au sein des classes moyennes et remplacée par le monde des "défavorisés", des "parias", des "intouchables", des "exclus" et des "laissés pour compte de la croissance", les professeurs du type I montrent une volonté encore plus farouche de se démarquer d'un monde ouvrier qui les a désormais rejoints, en réaffirmant leur supériorité intellectuelle, ou mieux encore, leur "supériorité spirituelle", car il existe des "impostures de diplômés".

Puisqu'ils se sentent des "dominés", même s'ils ne le disent pas, peut-être par pudeur -il y a plus malheureux qu'eux-, leur façon de résoudre les contradictions nées de l'ambivalence de leur statut consiste à se référer non pas à des différences de salaires ou de fortunes, mais à une

"distinction" au regard de la recherche personnelle, spirituelle, de la curiosité et de l'appétit intellectuels.

Cette stratégie de "distinction" a, pour certains professeurs, fonctionné très tôt: on se souvient de ces enquêtés qui, encore élèves de collège ou de lycée, essayaient déjà de s'affirmer sur un plan scolaire, car ils avaient le sentiment de leur infériorité sociale face à des élèves "trop bien habillés et qui avaient des sous".

Quel autre enseignement peut-on tirer encore de l'analyse des entretiens ?

Par delà ce clivage gauche/droite, correspondant à deux systèmes d'attitudes qu'il est impossible de voir exister, simultanément voire même successivement, chez le même individu, par delà ces sous-cultures, et ces sensibilités, on peut relever la présence d'un tronc commun caractérisé par une certaine forme de centrisme social autour des thèmes du libéralisme économique, de la protection sociale, d'une meilleure répartition de l'argent, du pouvoir et des libertés, thèmes partout, mais inégalement, présents.

Il apparaît, par exemple, que la droite ne renie pas toutes les valeurs que la gauche s'attribue: comment le pourrait-elle d'ailleurs ? Comment ne pourrait-elle pas souhaiter, elle aussi, "la fin des émeutes de la faim dans le monde" ?

Ce "coeur à gauche", en définitive, les représentants du type II ne l'ont-ils pas un peu tous ?

Inversement, " ce "bon sens à droite", les professeurs se situant à gauche ne l'ont-ils pas aussi un peu tous ?

Et cette revendication du "je", cet individualisme, cet égoïsme, cet égotisme, si caractéristique des représentants du type IV, nos enquêtés ne l'expriment-ils pas un peu tous, à diverses doses ?

Ainsi, si les enquêtés ayant le coeur à gauche développent surtout leur attachement aux acquis sociaux, on sent bien que leur condamnation du libéralisme économique n'est pas totale, même s'ils ne l'avouent pas ouvertement: si, par "principe" ils font confiance à l'Etat, par opposition à l'entreprise privée, c'est encore par humanisme, pour la protection sociale qu'il offre aux victimes de la crise; mais ils n'osent juger des coûts et des conséquences d'une économie planifiée, dont les pays de l'Est fournissent un exemple accablant, et ils sont bien tentés de reconnaître au libéralisme économique quelques vertus, ne serait-ce que celle de stimuler la sphère publique.

On peut peut-être soupçonner un phénomène d'occultation car, si le secteur privé peut à ce point jouer ce rôle d'émulation, c'est bien que nos enquêtés ayant le coeur à gauche le jugent plus performant, plus efficace, mais aussi plus responsabilisant, plus respectueux de l'individu: comme le souligne un professeur du type I, le privé, ce n'est pas comme dans

l'Education Nationale "où on est un numéro et c'est tout"; on retrouve ici, par ailleurs, l'attachement à l'individu, la revendication de l'égo.

Les représentants ayant le bon sens à droite évoquent le libéralisme économique, même si ce n'est pas autour de ce thème central que s'organise leur discours; mais ils se défendent aussi d'ignorer l'aspect social de toute politique, qu'ils souhaiteraient cependant plus sévère et plus rigoureuse.

Certes ils manifestent quelques réticences envers l'impôt sur les grosses fortunes -de quel droit peut-on prendre l'argent des riches, dont certains l'ont mérité parce qu'ils ont durement travaillé et épargné- mais ils en soulignent en même temps le caractère "symboliquement égalitaire", précisant qu'ils ne sont ni des "réactionnaires", ni des "défenseurs du grand capital", mais des "socialistes dans l'âme" favorables à une "meilleure justice sociale".

S'ils s'expriment d'abord à propos d'eux-mêmes, s'ils se font les défenseurs des français, des petits possédants et épargnants -et non des "gros"- comme des nouveaux pauvres, ils s'autorisent, secondairement, à parler au nom des ouvriers: le système éducatif offre-t-il encore aux enfants des milieux populaires les mêmes chances qu'autrefois ? Le gouvernement socialiste a-t-il tenu les promesses qu'il avait engagées à l'égard des ouvriers ? Ces derniers n'ont-ils pas été trahis, abusés ?

A ce "meilleur partage", qui doit cependant s'effectuer avec plus de fermeté, plus de réalisme, plus de discernement des urgences et des priorités, que ne le fait la gauche humaniste et généreuse, ils préfèrent souvent une générosité, une solidarité et une charité envers les "plus humbles", inscrites dans la morale chrétienne, qui ne soient pas contraintes ni érigées en un système contrôlé par l'Etat, mais librement consenties.

Nos enquêtés raisonnent tous autour de principes humanistes: les éléments que l'on trouve dans un type se retrouvent dans les autres, mais nuancés, voire refoulés.

Si la défense universelle des droits de l'homme et l'humanisme affichés par les partisans de la gauche consacrent "la faillite de la solution révolutionnaire", en célébrant "l'individu comme centre du contrat social" (F. Furet in F. Furet, J. Julliard, P. Rosanvallon, 1988, p.60), en instaurant "la revanche de la charité sur la justice" (J. Julliard in idem, p.98) et en pensant "qu'à défaut de nationalisation ou de planification, les valeurs de 1789 redonneront à la gauche une identité forte" (P. Rosanvallon in idem, p.141), on semble assister, comme dans l'ensemble de la population française, à cette "contamination des valeurs morales de la droite par celles de la gauche" (A. Percheron in CEVIPOF, p.13): la société "serait actuellement plus anti-autoritaire, plus permissive, moins attachée aux valeurs traditionnelles; il est toutefois moins évident qu'elle soit devenue moins ethnocentrique" (G. Michelat in idem, p.91).

Inversement, on observe une "contamination des valeurs économiques de la gauche par celles de la droite" (A. Percheron in idem, p.13), puisque "la proportion de jugements positifs portés sur le libéralisme, le profit et le capitalisme a augmenté, alors que diminuait l'appréciation positive des syndicats et des nationalisations" (G. Michelat in idem, p.91), contamination qui n'exclut pourtant pas de profondes oppositions sur certaines dimensions.

Ce centrisme pourrait se résumer dans l'attachement à la devise "Liberté, Egalité, Fraternité".

Pour le type I, la fraternité serait un élan nécessaire pour voler au secours des déshérités; l'égalité -et non l'égalitarisme-, serait un idéal à viser, qui doit nourrir la révolte contre les injustices et inciter à la revendication des plus faibles, économiquement, socialement, mais aussi politiquement; la liberté serait posée en termes de droits: le respect des libertés est aussi celui des droits des personnes à vivre décemment, à travailler, à s'instruire, à s'exprimer, à penser et à décider.

Les individus du type II veulent bien consentir à aider les plus défavorisés et à aller vers plus d'égalité, à condition qu'ils ne soient violés ni dans leur volonté, ni dans leur liberté -pas de charité contrainte-, ni dans leurs droits -pas de suppression du droit à la propriété privée.

Quant aux sceptiques du type III, ils ont gardé de leur passage à gauche un attachement aux principes de solidarité et d'égalité, mais ils ont aussi appris combien il est vain et pervers de vouloir modeler une réalité pour la rendre conforme à un schéma théorique: dans cette perspective, il faut soutenir et respecter le droit et la liberté des peuples à s'autogérer.

Enfin, les adversaires de tout dogmatisme et d'"esprit partisan" -même si l'engagement partisan est, quant à lui, toujours possible-, défendent la liberté des individus à penser par eux-mêmes, indépendamment de toute structure; l'égalité serait une égalité des personnes devant le droit à l'existence, à l'expression et à l'écoute et la fraternité deviendrait synonyme de tolérance et de respect de tous les hommes, indépendamment de leur statut, de leurs croyances et de leurs opinions.

On le voit, s'il revêt des contenus différents selon les types et s'il privilégie l'un ou l'autre de ses termes, l'attachement à la devise républicaine recueille un consensus suffisant pour rendre acceptable le conflit entre les subcultures politiques, en permettant à ceux qui s'identifient à une famille politique de tolérer l'existence des autres.

Si le socialisme suscite, de part et d'autre, des adhésions et des résistances, les jugements n'ont cependant ni la même intensité ni surtout les mêmes cibles, de sorte que les oppositions fondamentales subsistent

toujours: le type I reste profondément attaché aux valeurs et principes du socialisme (c'est d'ailleurs cet attachement qui fonde l'identité de gauche), tout en jugeant sévèrement l'application qu'en a fait le pouvoir ; le type II, quant à lui, demeure hostile aux grandes lignes de cette doctrine qu'il a toujours jugée utopiste et irréaliste, même s'il s'accorde partiellement sur ses aspirations humanistes, pour finalement s'accomoder de la politique conduite dernièrement par une gauche qui leur apparaît, en définitive, peu redoutable, peu inquiétante et peu dérangeante.

Critiques du fond ou de la forme, de la théorie ou de la pratique, ne fusionnent pas dans une même condamnation du socialisme et ne suffisent pas à estomper les clivages.

Il est toujours fructueux de rapprocher certaines observations des dernières données disponibles.

Quel enseignement peut-on extraire de la comparaison entre les logiques des représentations, contenues dans nos entretiens, et certains constats de l'enquête du CEVIPOF, selon lesquels "il peut exister des façons différentes d'être à gauche, selon, notamment, l'importance des composantes économique ou éthique" (G. Michelat in CEVIPOF, 1990, p.98).

Si l'on emprunte à l'enquête ses échelles d'attitudes (G. Michelat in CEVIPOF, 1990, pp.84-85), il apparaît, dans les entretiens du type I, que les thèmes spontanément et prioritairement abordés se rapportent d'abord aux attitudes économique-sociales -attachement aux acquis sociaux (jugement positif sur le socialisme, attachement à la sécurité sociale, aux syndicats et au droit de grève), et anti-libéralisme économique (jugements négatifs sur les privatisations, positifs sur les nationalisations, attachement à l'impôt sur les grandes fortunes et au contrôle de l'Etat sur les entreprises), même si l'économie de marché ne recueille pas que des jugements négatifs.

Les professeurs ayant "le bon sens à droite", quant à eux, se distingueraient en premier lieu par leurs attitudes éthico-culturelles -un certain autoritarisme (croyance que dans la société il faut une hiérarchie et des chefs, que l'école doit surtout donner le sens de la discipline et de l'effort), un certain nationalisme (fierté d'être français), un ethnocentrisme latent-, et par leur libéralisme économique en ce qui concerne leurs attitudes économique-sociales.

Ces observations peuvent surprendre quand on sait que "ceux qui ont poursuivi des études partagent le plus fréquemment les idées éthiques de la gauche" et que ce sont précisément ces attitudes de la gauche éthico-culturelle que l'on trouve les plus répandues parmi les professions intermédiaires, les cadres supérieurs et professions libérales, les employés, et plus rarement chez les personnels de service et les ouvriers, ces derniers étant plutôt à gauche par leurs attitudes économique-sociales (idem, p.89 à p.95).

Mais les références aux deux formes de libéralisme, culturel et économique, se retrouvent dans les deux types: si avoir le coeur à gauche c'est *d'abord* se montrer économiquement non libéral, cela n'exclut pas la possibilité de se définir *aussi* comme culturellement libéral; inversement, si avoir le bon sens à droite c'est *d'abord* se présenter comme culturellement non libéral, cela n'empêche pas de manifester *aussi* un attachement au libéralisme économique.

Néanmoins, l'application systématique de ces échelles auprès de notre échantillon aurait permis de hiérarchiser, pour chacun de nos types, ces deux dimensions du libéralisme.

Mais nous voulions noter simplement ceci: l'analyse des thèmes majeurs autour desquels s'organisent les entretiens laisse supposer que ce sont davantage les attitudes économique-sociales qui structurent le type I, et les valeurs éthico-culturelles le type II.

Ces observations exigent bien sûr que l'on procède à des vérifications.

Enfin, il ressort des entretiens un relatif et apparent consensus sur les jugements portés sur le groupe des pairs, sur le rapport à la hiérarchie, à l'administration, aux syndicats, que l'approche qualitative a néanmoins l'avantage de pouvoir nuancer.

Les collègues sont sévèrement jugés.

A gauche, on leur reproche leur "paresse intellectuelle", leur côté "statique", "routinier", "passif", "immobile", "égoïste", "trop bourgeois", leur trop grand attachement à leurs "petits privilèges", leur "sérieux" parce qu'il ne s'accompagne pas d'"innovations", ainsi que le fait qu'ils vivent en milieu fermé, en vase clos, hiérarchisés et divisés.

L'affirmation, par les professeurs, d'une supériorité intellectuelle leur sert non seulement à se distinguer des autres groupes sociaux, mais aussi à se démarquer de leurs collègues, au sein même de la profession.

Ce sont surtout les moins qualifiés et les moins diplômés qui cherchent à se différencier en invoquant d'autres échelles que celles des salaires ou des statuts au bas desquelles ils se situent: si le nombre d'années d'études et l'ancienneté dans le métier sont légèrement inférieurs, relativement à d'autres collègues, ne font-ils pas preuve d'autant, si ce n'est plus, de conscience professionnelle ou d'appétit intellectuel ?

Mais cette conscience professionnelle, ils la doivent "d'abord aux élèves, avant de la devoir à leurs supérieurs hiérarchiques".

Les contrôles administratifs sont d'ailleurs jugés sans impact sur leur pratique professionnelle -ils ne travaillent pas pour leurs inspecteurs mais pour leurs élèves-, trop peu nombreux -ils entravent ainsi le bon déroulement de la carrière puisque l'avancement dans le métier

dépend partiellement de cette note pédagogique d'inspection et d'une note administrative délivrée par le proviseur.

Ils sont aussi inefficaces -ils ne peuvent mesurer, dans les conditions où ils se pratiquent, les aptitudes pédagogiques des enseignants-, trop répressifs -les inspecteurs sanctionnent le travail sans conseiller-, et inadéquats -les inspecteurs jugent à travers une grille d'observation périmée, sans rapport avec les réalités pédagogiques, sur des "tonnes de préparation" plutôt que sur "le travail effectivement réalisé en classe" ou sur "les progrès des élèves".

A droite, on décrit certains professeurs comme peu compétents, peu qualifiés, trop peu diplômés, "laxistes", "paresseux", "routiniers", "politisés", d'autres comme "malheureux" mais "couards", face à une minorité que l'on caractérise d'"héroïque".

Là aussi, on déplore l'insuffisance des contrôles administratifs, mais pour des raisons différentes: l'absence d'inspection, et de ses sanctions corollaires, fait de ceux qui se montrent inaptes à cette profession des "fonctionnaires à vie".

Les syndicats ne sont pas mieux appréciés.

A gauche, on les soupçonne de compromission et de suivisme.

On en dénonce les dysfonctionnements, même dans leur simple rôle d'information des adhérents, la lourdeur, le bureaucratisme, les divisions internes, la corruption, leur coupure de la réalité, l'inefficacité de leurs actions sporadiques, l'absence de légitimité de leurs revendications, leur manque de crédibilité.

Si les militants leur reprochent la pauvreté de leurs débats, leur trop grand attachement à la défense du beefsteack et à la gestion des carrières -alors que le militantisme syndical devrait dynamiser le militantisme politique-, les simples adhérents, quant à eux, estiment que les syndicats ne se limitent pas assez à ce rôle d'information et de défense des intérêts corporatistes.

Pourtant, quelle que soit la nature de ces jugements négatifs, les professeurs du type I vouent aux organisations syndicales un attachement "sentimental", plein de "sensiblerie" et d'"affectivité" et voient dans l'adhésion au syndicat un "geste fétiche", "naturel", "minimum", "nécessaire", "symbolique", de "solidarité" et d'appartenance à une profession, de respect des conquêtes ouvrières: ils sont les plus syndiqués de tous les types avec un taux de syndicalisation atteignant 60% contre respectivement 41%, 50%, 31% et 52% dans les types II, III, IV et dans l'ensemble de l'échantillon; plus de la moitié des syndiqués se retrouvent au SNES, puis au SGEN et au SNI, mais ils rejoignent aussi, certes dans des proportions infimes, la CGT et la CFDT qui ne recrutent dans aucun des trois autres types.

A droite, les syndicats sont surtout critiqués pour leur caractère trop politisé: oubliant la défense des intérêts corporatistes, mettant davantage l'accent sur les droits que sur les devoirs, ils sont en partie

responsables de la dégradation du métier; c'est pour cette raison qu'on leur préfère des syndicats "apolitiques" comme le SNALC -ils sont plus de la moitié des syndiqués de ce type à s'y regrouper, aucun n'adhérant au SNES, SGEN ou SNI-, ou minoritaires -le reste des syndiqués se ventilant entre des syndicats comme le SNC ou le SNPES, ou bien encore des associations diverses de défense catégorielle, bien que l'on juge les coordinations professionnelles trop "dangereuses" car "inorganisées" et "anarchiques".

L'"esprit laïc" ne vaut encore que pour les enquêtés du type I, qui, pour réaliser "l'égalité de tous devant l'instruction", prônent l'abolition des établissements privés d'enseignement, dont la présence est d'ailleurs jugée anachronique dans un pays gouverné par la gauche: ils exercent moins souvent que les représentants des autres types en privé (15% contre respectivement 30%, 40%, 22% et 23 % dans les types II, III, IV et dans l'échantillon).

Cet attachement à la laïcité a pu être hérité des parents, mais il traduit surtout, chez ces professeurs du type I, la possibilité qui leur a été offerte de réaliser une relative ascension sociale par le biais et le tremplin de l'école publique et leur volonté de donner cette même chance à tous, en exploitant et développant ce canal de mobilité.

Même quand il se définit comme "profondément laïc", le type II défend l'existence du privé pour l'exemple de performance et d'efficacité qu'il donne: les professeurs de ce type y sont employés un peu plus souvent que dans l'ensemble de l'échantillon.

Mais la défense du privé est surtout développée dans le dernier type sans que les professeurs y travaillent plus que la moyenne de l'échantillon -ils y sont plus souvent employés que dans le type I (22% contre 15%), mais moins fréquemment que dans les types II et III (respectivement 30% et 40%): ils invoquent moins les performances de ce secteur d'enseignement que la liberté, laissée aux parents, du choix de l'école pour leurs enfants, même si l'"idéal démocratique" n'est garantie qu'à travers la pluralité des points de vue qu'offrent les enseignants du public, venant par ailleurs d'horizons sociaux et politiques divers; l'"esprit laïc", quant à lui, est rejeté pour son intolérance.

On comprend que ce n'est plus sur ce thème de la laïcité que les syndicats pourront encore susciter des adhésions, comme l'histoire récente nous l'a d'ailleurs démontré.

II RACINES ET TRAJECTOIRES PERSONNELLES

2.1- Importance de la socialisation primaire.

Le premier sentiment fort qui s'impose concerne l'ampleur de la socialisation initiale.

Cependant, contrairement à ce qui est communément admis, elle ne se manifeste pas nécessairement par une reproduction totale du modèle familial.

Non seulement nous sommes riches des enseignements des études de socialisation politique qui ont montré l'importance de l'activité du sujet socialisé, qui élabore, interprète, reformule, adapte et reconstruit sa propre vision du monde, de sorte que la transmission des choix idéologiques parentaux ne peut être que partielle.

Mais l'analyse des entretiens nous fait aussi découvrir que l'influence familiale en matière de socialisation politique ne se limite pas à une simple imitation des opinions et comportements politiques des parents; une discordance de choix entre les parents et les enfants n'est pas nécessairement le signe d'une absence d'influence familiale, mais peut-être celui d'une incidence négative: l'enfant se construirait alors une identité politique en réaction contre les attentes de son entourage, et la famille se poserait alors en contre-modèle.

Aussi la similitude constatée entre les options politiques d'un individu et celles de ses parents s'avère-t-elle constituer un mauvais indicateur de l'influence socialisatrice de la famille, même si l'on s'accorde, trop souvent, pour dire que l'impact familial est d'autant plus grand que la reproduction du modèle parental est mieux assurée.

D'ailleurs, on sait que le contexte historique, les motivations de l'individu, qui contiennent toujours une part non négligeable d'affectif et de psychologique, et -pourquoi pas ?- le "hasard" des rencontres et des lectures, interviennent aussi dans le processus: il se peut que l'on observe effectivement une concordance entre les orientations politiques des parents et des enfants sans que la famille ait joué dans le processus un rôle prépondérant.

Le poids de la socialisation initiale, bien avant l'entrée dans la profession, est partout incontestable.

Il est particulièrement net pour les types les plus structurés (types I et II).

Mais même les professeurs du type III, qui ont fait un ricochet droite-gauche-droite ou droite-gauche-centre, ont cherché un compromis entre leur socialisation primaire et celle du milieu professionnel dans lequel ils sont plus ou moins, et plus ou moins bien, intégrés: s'ils

disent être plus à gauche que ne l'étaient leurs parents, ils se sentent aussi plus à gauche que leurs collègues, quand ils travaillent en établissement privé.

Quant au type IV, si la famille est peu souvent évoquée -nos professeurs se réfèrent plutôt aux expériences, passées et présentes, qui les ont ainsi amenés à prendre conscience de la nécessité de se construire eux-mêmes leur propre jugement-, quelques enquêtés évoquent néanmoins une famille affectivement ou politiquement déchirée, où les différents partenaires s'affrontent sur un mode conflictuel et entre lesquels le coeur de nos interviewés balance: pourquoi devoir prendre le parti de l'un plutôt que de l'autre ?

On comprend mieux alors les précautions dont s'entoure leur engagement politique, par ailleurs toujours prudent et critique.

L'héritage familial est assuré aussi bien à gauche qu'à droite, mais plus souvent à gauche qu'à droite: la quasi totalité des professeurs ayant des parents à gauche se situent eux-mêmes aujourd'hui à gauche; quand ils sont issus d'un milieu de droite, nos interviewés se déclarent autant de droite que de gauche; mais les parents des premiers sont alors d'une droite plus affirmée, plus engagée, que les parents des seconds.

On souligne ici toute l'importance du degré de politisation des parents, en ce qui concerne, du moins, la reproduction d'attitudes conservatrices: un modèle de droite engagée aurait davantage de chances de se reproduire, la rupture droite-gauche ne s'opérant, dans notre échantillon, que lorsque les parents sont d'une droite plus modérée.

Enfin, quand il n'y a pas d'homogénéité dans la politisation des parents, nos enquêtés semblent néanmoins presque toujours préférer l'option de gauche: mais n'est-ce pas aussi parce qu'elle est le plus souvent portée par la mère ?

La difficulté de reconstruction du souvenir, d'une part, et la dimension réduite de notre échantillon, d'autre part, ne nous ont toutefois guère permis d'étudier l'impact, sur les choix des enfants, des diverses formes que peut prendre, chez les parents, une préférence pour la gauche: une révolte sauvage produit-elle, sur la politisation des enfants, les mêmes effets qu'une critique raisonnée, qu'un dialogue philosophique, ou qu'une pratique militante quotidienne ?

Bien sûr, d'autres attributs du milieu familial interviennent peut-être, dont nous n'avons pu neutraliser les effets: rappelons que nos interviewés ayant abandonné un modèle familial conservateur décrivent souvent leur milieu comme surprotecteur ou autoritaire.

Pourtant, selon A. Percheron, les "types d'organisation et de pédagogie familiales" influeraient peu dans la reproduction des degrés d'intégration religieuse et des préférences idéologiques qui, ainsi,

"[échapperaient] dans une large mesure à l'exercice de modes d'éducation particuliers", même si les "parents qui pratiquent le plus constamment de tous la politique du chacun pour soi et du retrait en matière d'éducation sont en définitive ceux qui forment le plus souvent leurs enfants à leur image et, ce, dans tous les domaines" (A. Percheron, 1985, p.884).

La famille influe selon des mécanismes différents.

Quand ils sont issus d'un milieu de droite, ils se voient transmettre plutôt un ensemble de valeurs qui ont connu leur heure de gloire dans une situation historique donnée, et à travers le culte d'un personnage quasi mythique.

Lorsque les parents sont engagés à gauche pour les représentants du type I -ils sont 57% à venir d'une famille de gauche ou d'extrême-gauche- ou à droite pour les enquêtés du type II -ils sont 70% à provenir d'une famille de droite-, nos professeurs disent avoir hérité du modèle parental, dès leur plus petite enfance, puisque certains d'entre eux l'ont "sucé au biberon": transmission de valeurs, d'un rapport au politique -méfiance, intérêt, engagement-, de sympathies ou d'antipathies à l'égard des partis ou personnalités politiques, d'un savoir, d'idées, de représentations plus ou moins explicitement politiques.

Toutes les expériences ultérieures au passage dans la famille -et parmi elles le vécu scolaire et professionnel- n'ont fait alors que renforcer, nous le verrons, cette imprégnation première, souvent diffuse, ou du moins ont-elles été vécues comme telles.

On peut peut-être avancer ici cette hypothèse selon laquelle l'adhésion au communisme, pour être durable, supposerait une certaine "tradition familiale".

Il semble, en effet, que posséder au moins un ascendant communiste dans sa généalogie suffise à induire une propension à devenir soi-même communiste, à embrasser la même cause, comme si une telle adhésion présentait un caractère "héréditaire".

Certes, bon nombre de professeurs avouent avoir fait un détour par le communisme.

Ainsi, les représentants du type III, qui n'ont pas grandi dans un milieu politisé -c'est là le drame de toute leur jeunesse et adolescence-, se sont mis en quête d'une identité politique, et à la recherche d'éléments pouvant s'incorporer dans leur culture politique encore balbutiante.

Mais si, pour se forger une originalité en matière politique, ils se sont laissés séduire par le schéma marxiste par "intellectualisme", car il est une doctrine philosophique cohérente, rationnelle et explicative, par "idéisme", car il répond aux aspirations des adolescents de refaire le monde, par "souci d'indépendance" ou par "sens de la provocation", ou tout simplement par "mode", car le P.C. connaît alors une hégémonie que beaucoup

de partis lui envient, leur croyance toute neuve s'altèrera néanmoins au fil du temps (rappelons que ce type est majoritairement composé d'individus d'âge mûr), devant l'effondrement des modèles qui avaient fondé leurs choix politiques.

2.2- Poids de la socialisation scolaire.

L'école, nous l'avons vu, exerce certainement une influence précoce et diffuse: arrivés au collège, confrontés aux enfants d'autres milieux sociaux, victimes de la sélection scolaire, certains enquêtés, issus de milieu ouvrier, y découvrent l'inégalité et l'injustice et y livrent leur première bataille.

Mais, pour plusieurs de nos professeurs, les études constitueraient un excellent substitut à l'argumentation philosophique ou politique, qui aurait fait défaut, durant leur jeune âge, et complèteraient ainsi efficacement l'effet du milieu familial.

On peut se poser la question de savoir si cette découverte plus tardive exerce un impact comparable, en termes de contenus, d'intensité et de durabilité, à celui d'une imprégnation précoce durant l'enfance.

Nous avons déjà retenu l'hypothèse du caractère "héréditaire" de l'adhésion communiste: la famille apparaît ici comme irremplaçable.

Les études renforceraient le modèle transmis par une famille politiquement orientée à gauche; elles se substitueraient au milieu familial quand les individus sont en rupture par rapport à ce dernier, mais sans parvenir à provoquer des effets identiques à ceux observés dans le premier cas; enfin, elles seraient sans grande incidence sur les étudiants qui ont adopté des options de droite en accord avec celles de leurs parents.

Car, quand ils viennent d'un milieu de droite, la nostalgie d'un passé révolu et la croyance en la nécessité d'une "restauration" des valeurs perdues ne trouvent confirmation que dans l'observation et l'analyse d'une situation présente jugée catastrophique, et non dans quelque théorie philosophique glanée dans le cursus scolaire ou universitaire.

Mais quand ils viennent d'un milieu de gauche, c'est, en effet, davantage une sensibilité qu'un système de représentations élaboré et explicite dont ils héritent, d'où la volonté de lui chercher un contenu "intellectualisé", tout trouvé d'ailleurs dans les études, et plus

particulièrement dans les programmes des cours d'histoire et de philosophie.

Les enquêtés du type I "en rupture", donc chez lesquels il y a discordance entre le schéma parental et celui qu'ils ont effectivement adopté, ont cherché à se démarquer d'un milieu conservateur et conformiste, souvent autoritaire: les adolescents qu'ils étaient alors se sont opposés en tout point aux attentes familiales, y compris sur le plan politique, même si une opposition timide et modérée a souvent suffi à marquer leur détermination.

D'où une politisation de nature différente: plutôt modérés dans l'ensemble, rarement militants, ils s'affirment plus gauchistes, quand ils se positionnent à l'extrémité de la gauche, que communistes -ils ne le sont d'ailleurs jamais dans notre échantillon-: contrairement à leurs homologues du même type issus d'une famille de gauche, davantage attirés, à l'adolescence, par le communisme, ce sont ces mouvements gauchistes, qu'ils jugent plus individualistes, qui accueillent leur "révolte post-pubertaire".

Ces professeurs en rupture par rapport à un milieu de droite ont fui le conservatisme politique, social et religieux, et souvent l'autoritarisme de leurs parents; ils disent s'être opposés parfois à eux sur certains points comme le racisme; il semble que ce soit la dimension éthico-culturelle de la gauche qui les ait attirés en priorité: ils déclarent avoir trouvé dans les partis de gauche un antiracisme, une ouverture à l'autre, une tolérance, un respect de la différence et disent n'avoir retenu de mai 68 qu'une explosion d'individualisme, de liberté, de libéralisme, de plaisir -et non la manifestation d'un vaste mouvement ouvrier.

Les études leur ont alors fourni la connaissance des autres dimensions de la gauche, de sorte qu'aujourd'hui, leur discours ne diffère pas significativement de ceux de leurs collègues du même type mais issus, quant à eux, d'une famille de gauche.

Ces enquêtés en "rupture" ont aussi parfois besoin d'étayer leur "révolte", même quand elle est timide, d'arguments solides, d'ordre philosophique ou historique, pour pouvoir affronter un entourage devenu hostile.

D'où la nécessité, pour eux, d'une recherche d'un contenu "intellectualisé" à leur révolte spontanée, sur un mode encore plus actif que chez leurs homologues du même type en quête d'un fondement théorique à une sensibilité héritée.

On trouve peut-être ici une explication possible au fait, maintes fois observé, que c'est "chez ceux qui se situent à gauche et surtout à l'extrême-gauche (ou chez les électeurs du Parti communiste) que les

niveaux d'implication et de compétence, voire de vigilance, politiques sont les plus élevés, et que le choix électoral a le plus de chances d'être associé à l'expression d'opinions explicitement politiques", alors que ces niveaux sont minimums chez les électeurs de droite et du centre (G. Michelat, M. Simon, 2, 1985, p.49).

Les professeurs, aujourd'hui à gauche, ont été amenés à s'intéresser très tôt à la politique pour trouver un contenu "intellectualisé", à leur sensibilité héritée ou à leur révolte: or, on connaît l'importance de l'intérêt pour la politique en général comme "vecteur décisif d'affirmation et de renforcement des opinions de gauche, alors qu'il n'exerce qu'une influence plus restreinte sur l'intensité des opinions de droite" (J. Ranger in CEVIPOF, 1990, p.150).

Quant aux individus ayant "dérapé" de leur milieu familial par le biais du militantisme chrétien, ce sont d'abord des idées de partage et de charité qui mettent au contact des plus "pauvres", qui font agir sur leur misère, avant de faire réfléchir aux causes des inégalités, surtout quand elles n'apparaissent plus tout à fait si "naturelles": les études étayent cette réflexion.

Mais si les études sont des substituts toujours possibles à une socialisation politique défailante, elles n'exercent pas d'effets magiques, puisque nos professeurs du type II sont, eux aussi, passés par ces mêmes cours sans y être sensibles: il semble important que préexiste une volonté des individus à y puiser leur substance.

2.3- Capacité homogénéisante du milieu professionnel.

Elle demeure un principe explicatif non négligeable.

Mais, si le milieu professionnel exerce lui aussi une influence en matière de socialisation politique, il faut cependant nuancer selon les types: le milieu enseignant semble conforter les opinions politiques des représentants des types I et II et ne jouer un effet propre que sur la politisation des sceptiques du type III.

C'est en effet sur les moins déterminés des professeurs que le métier exerce une incidence propre, sur les déçus, les désabusés, les sceptiques et les indécis du type III, sensibles aux pressions de la hiérarchie et des collègues, et priés par eux d'adopter une attitude qui soit plus conforme aux attributs de l'établissement et de la fonction.

Dans leur quête d'une identité, les enquêtés de ce dernier type empruntent celle proposée ou attendue par les différents groupes auxquels ils appartiennent, et qui sont, par eux, diversement valorisés: le milieu professionnel représente l'un de ces nombreux groupes d'appartenance, et

c'est en cette qualité qu'il influera sur leur politisation, avec un impact plus ou moins grand, plus ou moins recherché ou accepté en fonction des satisfactions qu'il procure ou est susceptible de procurer.

Ainsi, par exemple, si le privé ne fait pas devenir de droite, du moins empêche-t-il d'exprimer une opinion de gauche; inversement, si le public ne contraint pas à manifester ouvertement une position de gauche, il n'autorise pas non plus à y afficher des convictions de droite.

Comme à l'armée, un système de pressions diffuses s'exerce sur les individus et obtient d'eux qu'ils suivent la norme en vigueur: le résultat est garanti pour la majorité d'entre eux, peut-être d'autant mieux qu'ils sont volontaires et non "appelés", et contrecarré seulement par quelques esprits "rebelles".

En revanche, pour les professeurs des types I et II, ayant hérité de leur milieu d'origine d'une orientation de droite ou de gauche, ou s'étant construit par "réaction" à un entourage conservateur une identité de gauche, l'expérience professionnelle ne fait que renforcer cette sensibilité première: leurs opinions politiques ont tendance à se consolider et se raffermir encore avec l'exercice de la profession.

D'abord, il n'y a guère d'incompatibilité objective entre l'activisme politique et l'exercice du métier.

Le temps libre laissé aux enseignants et leur indépendance relative à l'égard de la hiérarchie leur permettent de commencer, ou de poursuivre, une activité militante: comme le dit un enquêté à propos des I.P.E.S., "on était élève-professeur, on touchait un traitement, ce qui était extraordinaire parce que ça permettait de faire de la politique!".

L. Demailly faisait observer aussi que l'art et la politique, constituaient des activités sociales "partiellement "subventionnées" par l'enseignement" (L. Demailly, 1990, p.131): enseigner serait "vécu comme une occupation à quasi mi-temps, un job purement instrumental (parce qu'il faut gagner sa vie)"; ou bien "la juxtaposition des deux activités est pensée comme un élément d'hygiène psychique personnelle", puisqu'"à côté de la vraie passion, politique, vie publique locale, vie associative, écriture littéraire, pratique théâtrale, picturale, musicale, recherche, clubs de sport, l'enseignement devient l'expression supplémentaire, la mise au service de l'éducation, d'une professionnalité et d'une identité qui se constituent d'abord ailleurs, dans la deuxième activité professionnelle, militante ou amateur" (idem, p.131).

Mais dans cette analyse, il semble qu'il ne soit guère possible d'établir de lien temporel entre l'activité purement professionnelle et l'autre, politique, associative, sportive, etc., même si la manière d'occuper le temps libre et l'importance accordée aux activités parallèles ne sont pas indépendantes de la crise du milieu enseignant et de la nécessité de se trouver "un certain équilibre identitaire", "des sources effectives de renouvellement aussi bien des contenus d'enseignement que des capacités relationnelles" (ibidem, p.131).

Par ailleurs, le militantisme politique demeure encore compatible avec une activité professionnelle où l'"on n'est pas inquiet pour ses idées", contrairement "aux tracts que l'on diffuse dans les entreprises [et qu'] on fait diffuser par des gens de l'extérieur, parce que les gens de l'intérieur risqueraient de perdre leur boulot s'ils ne sont pas protégés par des mandats syndicaux, alors que dans l'éducation nationale, jusqu'à un certain niveau, il n'y a pas de chasse aux sorcières!".

Ensuite, le métier renforce encore une sensibilité de gauche quand il permet le rapprochement avec un univers parfois méconnu, voire inconnu, victime de ces injustices contre lesquelles nos enseignants se battaient jusqu'alors, dans l'abstrait.

La connaissance théorique ou livresque qu'ils avaient de la "classe ouvrière" ne pouvait remplacer cette expérience de confrontation, de corps à corps, avec ces milieux populaires, parce que "lire Zola ou Van Der Meersch ce n'est pas la même chose que quand on se retrouve soi-même dedans".

Même si "le contact a été rude", ils reconnaissent avoir travaillé, et travailler encore, dans "des conditions qui n'ont pas atténué [leurs] sentiments mais qui, au contraire, les ont renforcés": quand on exerce en Z.E.P. sur Roubaix, on découvre que "le refus de la ségrégation, de la violence, de l'injustice, la dignité, tout ça, c'est porté à la puissance dix!".

Mais la sensibilité de gauche ne se concrétise pas seulement au contact des élèves de milieu populaire, de leurs difficultés et de leurs problèmes, mais aussi au contact de certains collègues: "à la cantine, il y a des discussions politiques et [on] écoute".

Nos professeurs découvrent qu'entrer dans l'enseignement, c'est aussi se mettre "au contact avec des gens qui avaient des prises de position claires [c'est-à-dire] qui débouchaient sur des choses concrètes parce que ce sont des gens qui travaillaient, donc qui avaient un pied dans la réalité".

Si ces collègues, avec lesquels on discute et grâce auxquels on s'initie à la politique, sont souvent des syndicalistes, nos enquêtés n'évoquent presque jamais la prégnance des discours syndicaux dans cette acculturation politique qu'ils reçoivent du milieu professionnel.

Enfin, la discipline enseignée, si elle n'est pas non plus indépendante, on va le voir, d'un intérêt pour la politique, joue également dans le sens d'une confrontation des opinions en cette matière: les idées tendent en effet à "se rationaliser" grâce, par exemple, à l'enseignement de l'histoire ou des sciences économiques qui permet de "mieux comprendre pourquoi [on avait] adhéré spontanément à un point de vue plutôt qu'à un autre, à ces idées d'ouverture, d'entente ou de relation à l'autre".

On s'aperçoit donc ici de l'extrême difficulté à répondre sans ambiguïté à notre question de départ: la profession recrute-t-elle des enseignants déjà acquis à la gauche ou invite-t-elle ses membres à rejoindre ce côté-là de l'éventail politique ?

Compte tenu du fait que l'option à gauche est relativement précoce et bien antérieure au choix du métier, puisqu'elle est soit héritée pendant l'enfance, soit adoptée au moment de l'adolescence, on serait bien tenté de privilégier la première de nos hypothèses.

D'ailleurs, l'analyse des motivations qui ont poussé nos enquêtés ayant le coeur à gauche à embrasser la carrière enseignante montre qu'elles diffèrent de celles qui ont présidé, chez leurs collègues de droite, au choix de la profession.

Certes, comme leurs homologues de droite, nos professeurs ayant le coeur à gauche évoquent parfois des choix négatifs pour expliquer leur entrée dans le professorat, mais certains éléments leur confèrent une spécificité.

D'abord, le désir ou l'obligation de se soumettre aux vœux des parents, d'autant plus pressants qu'ils sont de milieu peu fortuné: entrer dans l'enseignement représente "pour un monde ouvrier ouvert et éclairé", "l'aboutissement, non pas d'un rêve mais d'un objectif", "une promotion sociale".

Le métier du père est souvent vécu comme "repoussoir", surtout quand les parents mettent en garde ou menacent: "si tu ne travailles pas à l'école, c'est la fosse!".

Il faut souligner l'influence positive de l'engagement politique familial sur la motivation et l'aptitude de leurs enfants à poursuivre des études.

Comme l'explique très bien un enquêté, l'engagement à gauche de ses parents leur a donné "une culture qu'ils n'auraient pas eue" et a facilité du même coup sa propre intégration à la culture scolaire et à la culture dominante.

Paradoxalement, la littérature qui dépeint le monde ouvrier, la presse qui le défend, la poésie qui le sacralise et qui "du fait de la présence d'Aragon, et d'Aragon chanté par Ferrat, un peu plus tard, fait que la poésie est quelque chose de bien", familiarisent avec l'écriture, avec des grands auteurs tels V. Hugo, E. Zola ou Aragon, et avec la lecture: dans les milieux ouvriers politisés, l'enfant s'y initie et s'y exerce sur des

publications à caractère politique, certes "orientées", que n'offrent cependant pas des milieux socialement identiques, mais non politisés, incapables, de ce fait, de fournir l'invitation et l'incitation nécessaires à cet apprentissage.

De plus, des parents ouvriers, engagés dans le militantisme politique, entretiennent un réseau de relations sociales étendu: en qualité de militants, ils vivent des contacts plus quotidiens et plus familiers avec des instituteurs ou des professeurs qui adhèrent dans les mêmes organisations politiques ou syndicales.

L'éloignement, l'incompréhension, voire l'hostilité, qui peuvent parfois s'installer entre les mondes ouvrier et enseignant s'effacent dans ces rapports privilégiés et démystificateurs; aux yeux des militants ouvriers, les enseignants sont des hommes dignes de confiance, à qui l'on peut demander conseil, surtout en matière d'orientation scolaire.

Une bonne intégration à la culture littéraire, des conseils et des aides que l'on sollicite plus facilement du milieu enseignant, un rapport confiant, familial et désacralisé à l'institution scolaire, sont autant de conditions qui mènent les enfants des milieux ouvriers politisés vers des études.

Enfin, dans ces milieux populaires politisés à gauche, le développement d'un sentiment fier d'appartenir à la classe ouvrière, la foi dans le changement et la croyance dans la capacité des hommes à modifier le cours des événements et des "destins", s'accompagnent d'une volonté des enfants, indépendamment des pressions qu'ils subissent de leur entourage, de poursuivre des études, autant par "envie de s'en sortir", que "par orgueil" et "par défi", comme pour "montrer à la face du monde de quoi [ils étaient capables]".

Passer le concours d'entrée à l'Ecole Normale, c'est aussi, quand on a des parents "au bord de la misère", un moyen de poursuivre des études qui soient "prises en charge complètement".

D'autres études n'auraient sans doute pas été possibles: nos professeurs avaient intériorisé l'incapacité de faire autre chose qu'enseigner.

Soit qu'il s'agissait d'une incapacité réelle, matérielle ou intellectuelle: pour certains, "l'archéologie, pour laquelle [ils se passionnaient] ne nourrissait pas son homme"; devenir avocat supposait "des études qui coûtent plus cher"; pour d'autres "faire médecine, ça impliquait le sang et [ils n'avaient] pas les tripes pour ça!", surtout quand ils ont toujours eu "horreur des dissections de souris!" et ils n'avaient pas non plus "la moindre envie de se lever à trois heures du matin pour aller soigner les malades ou trifouiller dans la bouche des gens!"; pour d'autres encore, devenir ingénieur supposait qu'"il fallait aimer les maths" alors qu'en troisième ils avaient complètement "décroché" dans cette discipline.

Soit qu'il s'agissait d'un simple sentiment de ne pas être autorisé à exercer d'autres professions, d'une intériorisation de "certaines déterminations" qui font que, "sans en être conscient", on procède "par élimination", car "quand on est fils d'ouvrier, il y a des choses exclues: faire médecine, c'était exclu, parce que réservé à d'autres, faire du droit, pareil, c'était exclu de la culture ouvrière".

Notons que ce sentiment d'inaptitude à exercer une autre activité caractérise certains enseignants qui ont, par ailleurs, aussi contribué à la construction du type III, comme si la prétendue incapacité à embrasser une autre carrière que celle de l'enseignement découlait de ce même scepticisme qui fait qu'"à force de douter de tout, on finit par douter de soi": ainsi ce professeur qui a choisi l'enseignement "par manque d'imagination", "par manque d'assurance", parce qu'il a toujours eu "peur du monde" et qu'enseigner était "une manière de fuir le monde en restant dans le milieu assez feutré d'un établissement scolaire"; le choix de la discipline n'est pas non plus indépendant de cette attitude puisqu'il avait "toujours redouté de sécher au tableau devant une démonstration de mathématiques" et que l'histoire était une matière d'autant plus "rassurante" que, pour l'enseigner, "il lui suffirait d'apprendre".

Mais souvent, pour des enfants issus de milieu ouvrier, le seul métier qu'ils ont en exemple et en modèle, quand celui du père est vécu comme repoussoir, est le métier enseignant.

Ses avantages paraissent non négligeables comparé à ce que l'on connaît du métier ouvrier, même si, avec le recul et l'expérience, ils apparaissent bien minces: moindre pénibilité des tâches, plus grande "flexibilité dans le travail", grande "disponibilité en temps", marge considérable d'autonomie d'une profession non directement soumise au contrôle des "chefs" -il est intéressant de constater que ce dernier argument est aussi fortement avancé par certains interviewés du type IV.

Parfois, c'est la nécessité de "faire bouillir la marmite", donc d'interrompre des études longues qui auraient pu mener à une autre carrière que celle de l'enseignement -cette raison concerne plusieurs enquêtés appartenant aussi au type IV, comme si le souci de leur indépendance morale passait impérativement par le besoin d'assurer eux-mêmes leur autonomie financière et matérielle.

Comme leurs collègues de droite, nos enquêtés ayant le coeur à gauche déclarent aussi des choix plus positifs, mais là encore on relève quelques différences significatives.

La vocation, même s'ils la découvrent un peu tard, est née parfois du souvenir d'un "modèle enthousiaste" offert par quelques instituteurs ou professeurs de leur enfance, de la fascination pour un métier au contact des jeunes, riche sur le plan relationnel ou passionnant quant à la

recherche pédagogique, bien différent de ce "travail sur des paperasses à longueur de journée comme ça se passe dans les entreprises".

Le goût pour les études facilite bien sûr la réussite scolaire, même si, parfois, elles ne représentent qu'un "refuge dans la spéculation intellectuelle", un moyen de "fuir le bruit et le mouvement familial", un "besoin d'être seul" et une façon de "se ressourcer".

L'amour pour une discipline, un métier, que l'on a "envie, un jour, d'enseigner", ou bien encore l'attrait de certains domaines, comme l'histoire ou la philosophie, ne débouchant guère sur d'autre choix souhaitable, ni même possible, que celui de l'enseignement: ainsi en est-il, par exemple, de la philosophie, pour laquelle, "pour des raisons internes", l'enseignement est une "nécessité", parce que lui seul permet de s'exercer et de s'entraîner à ce questionnement perpétuel qui fait l'essence même de cette discipline.

Notons qu'un intérêt précoce pour la politique n'est pas sans incidence sur le choix de la spécialité, même si les études dans cette discipline conduisent inexorablement au professorat.

Il n'est pas rare, en effet, que l'on se spécialise dans une matière parce que l'on s'intéresse à "son passé", à "ses racines", à certaines époques ou événements directement "en rapport avec [sa] sensibilité politique".

C'est ainsi que l'on se souvient avoir choisi les sciences économiques parce que "Sciences éco, finalement, c'était politique, c'était économique, c'était juridique, c'était social!".

A moins que l'on n'ait recherché une filière spécifique où les étudiants, déjà initiés, se montrent les plus susceptibles de partager les mêmes idéaux, tel cet enquêté qui avoue avoir choisi l'U.E.R. de maths pour l'occasion qu'il avait d'y trouver "l'esprit soixante-huitard", d'y retrouver "les vieux soixante-huitards, des gauchos principalement", et certainement pas pour "les maths comme telles": d'ailleurs, il ne croit pas qu'il referait des études de maths, s'il retournait aujourd'hui à l'université.

Certes, il peut s'agir de dispositions personnelles, donc pas nécessairement idéologiques, qui se montrent plus permissives pour le choix de l'enseignement que pour n'importe quel autre métier.

Mais vouloir se mettre au service des enfants, se sentir la vocation d'aller vers les autres, être séduit par la relation ou la recherche pédagogiques, vouloir faire partager ses connaissances, ses passions, être attiré par la liberté qu'autorise un tel métier, ne prédispose-t-il pas déjà à un certain type d'attitudes ?

Mais les professeurs de droite n'ont-ils pas expliqué leur décision d'entrer dans l'enseignement par ces mêmes motivations positives ?

Si l'on doit se montrer prudent quant au sens des implications, il semble néanmoins que le choix du métier enseignant n'apparaisse pas totalement indépendant des orientations politiques des sujets.

On a déjà relevé l'incidence d'un intérêt pour la politique et d'une certaine sensibilité politique sur le choix de la discipline (sciences économiques, histoire, philosophie, lettres), qui aide à mieux comprendre pourquoi le type I se montre davantage littéraire et le type II davantage scientifique: le choix de la discipline renvoie à des phénomènes encore peu élucidés mais dont on sent qu'ils sont importants.

On a, par ailleurs, déjà évoqué le temps libre et l'autonomie, laissés par une telle profession, et fréquemment utilisés pour mener des activités politiques parallèles.

Certes, il peut s'agir là d'une découverte a posteriori, mais un interviewé n'affirme-t-il pas avoir choisi l'enseignement "parce que c'est un boulot qui laisse du temps, pour des gens qui militaient à l'époque" ?

Si la difficulté de reconstruction du souvenir doit inviter à beaucoup de réserve, d'autres éléments, apparaissant dans les entretiens, tendent néanmoins à aller dans le même sens.

L'entrée dans l'enseignement peut représenter, pour quelques-uns, une échappatoire possible à la "logique de l'entreprise", à sa "loi de la jungle".

Ainsi en était-il de cet enquêté résistant aux vœux de ses parents de lui faire faire les "classes prépas" pour devenir ingénieur, refus qu'il explique par le "rejet" qu'il avait alors "du cadre et de son rôle institutionnel".

Ainsi en était-il encore de cet autre professeur choisissant l'enseignement parce que "c'était le contraire de la domination d'un patron".

Le choix de la fonction publique apparaît alors comme un refuge, pour des individus n'acceptant pas la sélection quasi darwinienne qui sévit dans le "système des boîtes privées", qui, instaurant "des cadres spécifiques d'hommes efficaces", sacrifie et exclut les plus faibles pour ne conserver que les plus performants au regard du critère de la rentabilité.

D'ailleurs certains savent bien que, dans un tel système, ils se retrouveraient nécessairement "handicapés", écrasés, dominés, "hors compétition", parce qu'ils se sentent dépourvus des atouts qui aident à la réussite dans ce secteur.

Ils se disent, en effet, dépouillés des compétences, des capacités, de l'efficacité, du niveau de performance, du courage, du goût de l'aventure et des risques, de l'esprit d'entreprise, et de cette "mentalité" qui consiste à écraser les autres pour s'assurer, sans scrupules, une brillante

carrière, bref, de toutes ces "qualités" qu'exige le fonctionnement du privé.

Malgré cette résistance à la compétition et à la concurrence auxquelles se livrent les travailleurs du privé, les enseignants ne remettent jamais en question les concours de recrutement, qui pourtant produisent, eux aussi, la sélection et l'élimination des plus faibles: ils en soulignent, au contraire, l'aspect "démocratique", parce qu'ils ne sanctionnent que les seules compétences intellectuelles, indépendamment des atouts sociaux ou financiers.

Enfin, si l'enseignement permet à nos professeurs, un rapprochement inattendu avec un monde ouvrier, dont ils n'avaient jusqu'alors qu'une connaissance abstraite et livresque, et, de ce fait, une concrétisation de leur sensibilité de gauche, inversement, devenir enseignant, pour quelques-uns de nos enquêtés, vise précisément cette proximité avec les milieux populaires.

Certains disent avoir choisi ce métier parce qu'il leur permettait de "se mettre au service des classes populaires", de rendre ainsi les sacrifices consentis par leurs parents en s'occupant des enfants de même condition et en tentant de les "tirer d'affaire", attitude qu'ils jugent parfaitement en accord avec une certaine conception de l'"intellectuel de gauche" travaillant à l'éveil de la "conscience de classe" et à la "promotion" des ouvriers.

La profession est alors vécue, non pas comme un "gagne-pain" mais comme un "engagement", ou une manière de prolonger cet engagement pris sur un plan plus directement politique.

Car l'enseignement n'est pas comme n'importe quel autre métier: certains disent l'avoir choisi parce qu'il "véhiculait une générosité", parce que c'était "un métier engagé et engageant", parce qu'"[ils ne faisaient] pas partie de ces gens qui pensent que l'éducation devrait être réservé à quelques-uns seulement".

Cette générosité, qu'ils portaient en eux, était difficilement exprimable dans l'exercice d'une autre profession: ainsi, être avocat, par exemple, supposait, pour eux, qu'"[ils se] retrouvent avec tous les feds de la région", et qu'ils ne puissent pas agir conformément à leurs idéaux de justice, parce que "l'avocat ne choisit pas ses causes [...] parce que sinon, il ne croûte pas le mec! [...] à moins qu'il ne se spécialise dans le droit du travail et ne défende que dans les conflits sociaux".

Si l'enseignement semble représenter, pour certains, un moyen de réaliser leurs utopies, apportant ainsi la preuve qu'il pourrait bien y avoir quelque prédisposition, quand on est à gauche, à choisir ce métier, il est étonnant, et paradoxal, que le choix préférentiel pour le privé ou le public s'explique, quant à lui, par des raisons plus "pratiques" qu'"idéologiques".

On opte pour le privé conformément aux "opportunités du moment", même si c'est quelquefois "contraire à ses idées", et pour les avantages qu'il présente parfois, relativement au public.

C'est souvent tout simplement la proximité du poste qui décide à opter pour l'enseignement privé: quand on n'avait pas "l'envie d'être maître auxiliaire dans le public, à circuler n'importe où", on a saisi "la place qui était près de chez [soi]".

Le recrutement plus "ouvert", plus facile, "par ouïe dire" ou "par relation", et pas nécessairement "par concours" - qui favorise, certes, les mieux dotés en capital social, mais rassure et soulage ceux qui sont "psychologiquement un peu fragiles" et qui, de ce fait, ont "toujours refusé à passer des concours de recrutement dans le public"- peuvent les faire pencher pour l'enseignement privé.

Mais il est vrai que la norme de l'école privée est aujourd'hui plus proche de celle de l'école publique que de celle de l'entreprise *privée*, que ce soit en matière de recrutement, de gestion des carrières, ou de contrôle des tâches.

Cependant, quand ils ont la sagesse à droite, les professeurs ont moins souvent choisi l'enseignement privé pour des considérations matérielles: certains déclarent, en effet, avoir opté pour le privé par "mysticisme", parce que "ce sont [leurs] racines", ou par "fidélité", pour assurer la continuité avec une scolarisation déjà effectuée dans ce secteur de l'enseignement.

Toutes ces observations invitent à beaucoup de réserve et sont autant de pistes pour des investigations ultérieures.

Les professeurs ne sont pas à l'abri des transformations qui affectent le corps électoral dans son ensemble.

Le clivage gauche-droite, très prégnant et structurant, conserve, pour eux-mêmes, un sens.

Ils sont aussi devenus, comme tous les français, "économiquement libéraux" tout en demeurant "socialement sociaux démocrates" (J. Julliard, in F. Furet, J. Julliard, P. Rosanvallon, 1988, p.108).

Mais s'ils sont d'accord avec l'opinion générale des français qui considère "l'ensemble du système de prestations publiques mis en place depuis un demi-siècle [...] comme intouchable" (F. Furet in idem, p.31) et qui reste, dans l'ensemble, très attachée à la redistribution des revenus et à la protection sociale, il n'est pas évident qu'ils aient comme elle, unanimement "perdu le goût de la réglementation bureaucratique et de la tutelle administrative sur les professions et l'activité économique" (F. Furet, idem, p.43).

Car, même quand ils sont de droite, quand ils expriment un attachement très fort au libéralisme économique, dénoncent la lourdeur de l'administration, et voient dans le système d'enseignement privé un phare, ils ne remettent pas nécessairement en question l'existence de ce vaste service public dont ils dépendent.

Ils se différencient aussi de l'ensemble des français par leur qualité d'intellectuel.

Certes, c'est autour de ce statut particulier que se structure le type III: l'intellectuel ne doit-il pas, pour penser et analyser en toute objectivité, rester éloigné des passions des hommes et de leurs luttes pour le pouvoir ? Et cette activité ne le conduit-elle pas, en retour, vers plus de détachement à l'égard de la chose publique ?

Mais nos professeurs du type I ne disent-ils pas aussi avoir rejoint "par intellectualisme" une gauche où régnait une "grande effervescence intellectuelle" ? N'avouent-ils pas parfois avoir choisi l'enseignement par goût de la "spéculation intellectuelle", et, plus rarement, pour le rôle de l'"intellectuel de gauche" qu'on peut y jouer en direction du monde ouvrier ? Et ne tentent-ils pas de résoudre l'ambivalence de leur situation en cherchant d'autres principes de hiérarchisation des individus et des groupes sociaux, devant lesquels ils affirment une supériorité "spirituelle" et se disent dotés d'un plus grand "appétit intellectuel" ? N'imputent-ils pas les difficultés qu'ils rencontrent dans leur militantisme à cette distance qui sépare l'ouvrier de l'"intellectuel" ?

Et cet attachement à la liberté de penser, si cher au type IV, ne vient-il pas de cet idéal d'indépendance morale auquel aspire tout "intellectuel" ?

Et même dans le type II, où ces références au statut particulier de l'intellectuel sont absentes, ses représentants ne déclarent-ils pas être arrivés à la droite moins "par tradition" que "par analyse", même si l'étude de leurs trajectoires personnelles révèlent de profondes racines familiales ?

Il semble que ce soit aussi cette qualité d'"intellectuel" qui guide leur rapport au politique.

Les professeurs se montrent sensibles et ouverts aux nouveautés politiques, en même temps que très critiques envers les discours politiques, toujours attentifs à leur aspect idéologique, même quand pèse le poids incontestable des racines et de la tradition dans leur adhésion à un camp ou à un autre.

C'est aussi leur "intellectualisme" qui les prévient contre toute dérive vers des attitudes extrémistes.

Certes, l'extrémisme de gauche ne soulève déjà plus les enthousiasmes.

Mais, s'ils ne dérapent jamais vers l'extrême-droite, même quand l'adhésion à gauche devient difficile, s'entourant de plus en plus de désillusions, de scepticisme, ou de précautions, même quand les aspirations à un retour à l'ordre sont pressantes, n'est-ce pas parce que nos professeurs ne se laissent pas attirer par ces "slogans simplistes", qui ne peuvent séduire que le "bon sens populaire", dont ils cherchent précisément à "se distinguer".

Ainsi, nos enseignants ne se montrent pas très différents de l'ensemble des français, mais pas tout-à-fait identiques.

La gauche enseignante est très certainement traversée par les mêmes bouleversements qui défigurent aujourd'hui le paysage politique français mais conserve une spécificité: le statut d'intellectuel, statut-refuge pour des individus que caractérise une grande ambivalence, leur dicte certains devoirs, certains interdits, certaines précautions, qui rendent l'engagement politique certes toujours possible, mais typique.

Mais l'analyse des itinéraires politiques de nos enquêtés invite à beaucoup de retenue en ce qui concerne l'influence homogénéisante du milieu professionnel.

Il existe bien une norme du milieu: les représentants du type III le savent bien, qui jouent et jonglent avec elle, qui l'adoptent quand ils ont envie ou besoin de s'intégrer parmi les collègues, ou qui la rejettent quand ils ont décidé de "provoquer".

Et si les autres professeurs n'en parlent presque jamais, il n'est pas certain qu'elle n'ait pas, pour eux, d'importance.

L'histoire est peut-être à ce point intégrée dans les représentations que nos interviewés ne parviennent pas à les exprimer ou qu'ils jugent peu nécessaire de le faire, tant elles leur paraissent évidentes.

Le souvenir que c'est la République et la gauche qui se montrent plutôt favorables à la fonction publique, et la droite qui s'est avérée en être l'ennemi, est peut-être quelque part, encore profondément enfoui.

Mais il semble bien que certaines règles soient réinterprétées, saisies à travers un prisme, comme en témoigne, par exemple, l'attitude à l'égard de ce fameux devoir de réserve.

Si les professeurs du type I sentent bien qu'il est la norme, ils en font fi, l'effaçant devant leur mission d'éveil des consciences, mais se défendant toujours de "faire de l'endoctrinement".

Les représentants du type II le vivent comme un impératif inhérent à leur profession, d'autant plus nécessaire que leur influence s'exerce sur des enfants, si omnipotent qu'il freine leur engagement politique, tel cet enseignant qui déclare "ne pas adhérer parce qu'on va penser que l'ensemble de [ses] cours est imbibé de [ses] choix politiques", même s'il reconnaît en riant que "[ses] cours étaient imbibés de [ses] choix politiques, qu'[il] soit au R.P.R., ou qu'[il] n'y soit pas!".

Mais leur interprétation ne cache-t-elle pas, en réalité, leur réticence à l'égard de la politisation: ne sont-ils pas ceux qui estiment aussi les syndicats trop politisés, qui leur préfèrent des syndicats "apolitiques", et qui s'indignent encore de l'attitude de certains collègues, de gauche, enfreignant les lois de la neutralité ?

Pour les enquêtés du type III, le devoir de réserve est moins un préalable à l'exercice de la fonction enseignante que l'aboutissement de l'effondrement de toutes leurs certitudes: devant l'absence d'Une Vérité, le devoir de réserve consisterait non pas à taire tout point de vue, mais au contraire à les présenter tous.

C'est d'ailleurs ce que s'appliquent à faire nos professeurs du type IV, mais davantage par respect de la liberté humaine, par refus de l'endoctrinement que par impossibilité d'émettre encore quelque conviction.

Et le poids du milieu familial apparaît, quant à lui, indéniable dans la structuration des visions du monde et dans la construction de cette grille d'analyse à travers laquelle les professeurs réinterprètent leurs expériences, et leur expérience professionnelle en particulier.

Si pour les individus en profonde déstructuration, le milieu professionnel se pose en modèle d'acculturation, il apparaît que dans les familles politiquement engagées, ou simplement orientées, les options politiques seraient relativement précoces et stables, définies davantage en termes de proximité idéologique que partisane, sauf peut-être dans le cas d'une transmission de l'adhésion communiste, dont on a souligné le

caractère "héréditaire"; toutes les expériences ultérieures au passage dans la famille viendraient renforcer cette sensibilité première.

L'enquête vient compléter ainsi habilement les recherches intéressant le champ spécifique de la socialisation politique.

D'une part, les travaux d'A. Percheron, sur la socialisation politique, analysent ce qui se passe chez les enfants, mais sans rien laisser présager de ce qu'il adviendra d'eux, une fois adultes, et sans avoir la possibilité de mesurer les effets de cette socialisation primaire sur les socialisations ultérieures, scolaire ou professionnelle.

D'autre part, les études de G. Michelat et M. Simon relèvent une forte incidence de l'ascendance ouvrière sur l'orientation du vote, mais sans rien appréhender des mécanismes par lesquels s'opère la relation, sans rien connaître du phénomène dans le cas d'une ascendance non ouvrière, sans savoir si la différence observée, au niveau du vote, entre un cadre, fils d'ouvrier, et un cadre, fils de cadre, n'est pas, en fait, imputable à des inégalités de position au sein de la catégorie des cadres, à des inégalités de "profils" associés à une origine sociale spécifique (C. Thélot, 1982, pp.214-218).

Si ces auteurs confirment l'idée que la socialisation politique est un phénomène continu et s'ils observent des effets cumulés de l'insertion socio-professionnelle et de l'origine sociale, il leur est parfois difficile de trancher quant à l'élément le plus déterminant dans la formation des visions du monde.

Enfin, rien ne permet de relever ce qui est le plus significatif dans cette influence de l'ascendance ouvrière sur les représentations des enfants: est-ce l'appartenance objective des parents ou leurs propres options idéologiques ?

Or, l'analyse des trajectoires personnelles montre que c'est par rapport aux attitudes politiques des parents, en les imitant ou en les contrant, que se construisent les premières organisations symboliques; l'appartenance objective du milieu d'origine jouerait dans le sens d'un cumul, n'exerçant un effet propre d'acculturation que chez les enfants dépourvus de modèle idéologique explicite.

Dans cette perspective, le métier recruterait des sujets acquis à la gauche plutôt qu'il ne les formerait à cette option spécifique.

Certaines motivations des professeurs ayant présidé au choix de leur métier vont, nous l'avons souligné, parfaitement dans ce sens.

La question de la "tradition" du milieu enseignant n'est pas pour autant tranchée, car il apparaît difficile de décider du sens des

implications: devient-on enseignant parce que l'on est à gauche, ou devient-on de gauche parce que l'on est enseignant ?

L'analyse des entretiens permet d'observer les deux phénomènes et répondre par l'affirmative aux deux interrogations ainsi posées.

La "tradition" se renouvèlerait grâce à l'arrivée, dans la profession, de jeunes recrues déjà acquises à la gauche, pour qui le métier réalise les engagements politiques et moraux en même temps qu'il les renforce; mais, parallèlement, elle apparaît, pour les moins politiquement déterminés, comme un attribut inhérent au milieu, qu'ils ne remettent plus en cause et auquel ils se sentent plus ou moins libres, plus ou moins désireux, et plus ou moins heureux, de se soumettre, contribuant ainsi à l'homogénéisation du "milieu".

C'est dire que le succès du maintien de la "tradition politique" professorale apparaît autant lié à l'organisation de la profession qu'à l'évolution des grandes tendances politiques dans l'ensemble de la population, elles-mêmes extrêmement dépendantes du contexte historique, économique, social et politique.

Car, quelle serait l'autorité d'une tradition s'il n'y avait plus personne pour l'alimenter et la renouveler ?

Mais la question des causalités demeurera aussi longtemps que l'on sera dépourvu des moyens de mesurer, au sein de la population enseignante, le poids respectif de ces deux processus.

Beaucoup d'autres questions naissent de l'observation et de l'analyse des phénomènes à l'étude, car "procédures empiriques et interrogations théoriques se déterminent mutuellement" (G. Michelat, M. Simon, 1977, p.2).

Les histoires de vie sont riches d'informations: elles permettent d'extraire problèmes et hypothèses qu'"une méthodologie réellement scientifique se chargera de vérifier" (F. Ferrarotti, 1983, p.83); en ce sens, elles représentent un "instrument très générique qui ne peut être utilisé scientifiquement que dans des phases préliminaires de l'enquête sociologique" (idem, p.87).

Ainsi pouvons-nous légitimement nous demander si les différences de statut, d'établissement d'exercice, ou de formation suivie, demeurent des critères d'analyse pertinents dans la formation des attitudes politiques, et si oui, quel intérêt ils conservent dans la compréhension du phénomène à l'étude.

Un bas statut dans la profession inclinerait-il vers la gauche, et inversement, un statut élevé ferait-il pencher vers la droite ?

Certes le type I compte deux fois moins de certifiés que le type II mais on y dénombre aussi plus d'agrégés (18% contre 12%), dont la proportion n'atteint toutefois pas celle du type III (30%).

La réponse n'est donc pas si simple; elle l'est d'autant moins qu'au statut sont liées certaines autres variables, comme le diplôme, le revenu, l'établissement d'exercice, les caractéristiques du public scolaire.

Le type II est en effet aussi plus diplômé que le type I (12% ont un niveau Bac+2, 47% un niveau Bac+3 contre respectivement 24% et 30% dans le type I, mais les deux types comptent sensiblement la même proportion de professeurs fortement diplômés (30% ont un niveau supérieur ou égal à Bac+4).

Le type II travaille aussi deux fois plus souvent en privé que le type I et quand il est employé du public, il ne se retrouve presque jamais en L.P (6% contre 27% du type I), mais partagé presque également entre le collège et le lycée.

Il n'est pas prouvé que le statut ne dépende pas aussi de l'origine sociale.

Dans le tri croisé du statut par l'origine, il apparaît que les certifiés et agrégés, de notre échantillon, viennent proportionnellement d'un milieu de cadres moyens ou supérieurs, les professeurs MA ou simples titulaires provenant quant à eux de familles populaires; les fils d'ouvriers seraient plus souvent agrégés que les fils d'origine populaire non ouvrière mais la faible taille de notre échantillon nous invite, encore une fois, à une extrême prudence.

Mais que signifie pour un enfant d'ouvrier la perspective d'entrer dans l'enseignement pour réussir une promotion sociale: est-ce seulement devenir MA ou au contraire gravir jusqu'en haut l'échelle des statuts ?

Et pourquoi la position statutaire ne serait-elle pas aussi liée à l'orientation politique des professeurs qui agirait ainsi sur les modalités même du déroulement de leurs carrières: si pour certains, être professeur c'est s'engager dans un métier "engageant", cet objectif est-il aussi bien réaliser quand on est enseignant en classes préparatoires de lycée ou quand on reste en LP ?

Si l'on observe une tendance globale des professeurs à rechercher et à émigrer vers les lycées bourgeois, il n'est pas sûr que des différenciations internes quant à l'usage de cette stratégie ne soient pas observables en fonction de certaines caractéristiques des individus.

Pourtant il ne semble pas que les professeurs de LP soient heureux d'y être ni d'y rester -certains ne déclarent-ils pas se sentir sur une "voie de garage", d'autres n'envient-ils pas leurs collègues de collèges, ou mieux de lycées, pour leur métier, plus "stimulant intellectuellement" ?-, même s'ils reconnaissent parfois, mais rarement, avoir de "bons gosses".

La question de la position indiciaire et statutaire dans la socialisation politique des professeurs reste entière.

D'autres recherches s'imposent donc, qui se proposent de vérifier, sur un groupe plus important, toutes ces observations qui n'ont que valeur d'hypothèses.

Peut-être pourrions-nous mettre en place d'autres dispositifs, plus vastes, comme, par exemple, le recueil d'entretiens parents/ enfants, afin d'éliminer les biais induits par l'effort de reconstruction exigé des enquêtés et par l'interprétation qu'ils donnent déjà de leur vécu, afin de mieux contrôler les dires et de mieux en comprendre les nuances: ce que nous croyons entendre des interviewés -car le chercheur se livre lui aussi à une interprétation des discours recueillis-, peut-être utilement nuancé par ce que leurs parents nous confient au cours de l'enquête.

Peut-être aussi pourrions-nous utiliser d'autres moyens, comme, par exemple, travailler en équipe avec d'autres chercheurs, dans une perspective d'interdisciplinarité: les entretiens révèlent une composante purement personnelle que le sociologue ne peut entièrement expliquer et pour laquelle il doit passer le relais à des psychologues ou des psychanalystes.

Il serait aussi intéressant d'étendre la problématique à d'autres groupes professionnels et de mener sur ceux-ci des enquêtes du même type.

Certains, dont on sait statistiquement qu'ils se positionnent à gauche, ne mettent sans doute pas, sous le même vocable, les mêmes significations: l'organisation de l'univers subjectif des dockers est certainement très différente de celle de nos professeurs.

De même les professeurs de droite ne pensent pas, et ne se conduisent sûrement pas, de la même manière que les gens du marketing.

L'investigation sur le champ de la socialisation politique, on s'en rend compte, est inépuisable et combien passionnante!

Références bibliographiques

- *G. Adam, F. Bon, J. Capdevielle, R. Mouriaux, L'ouvrier français en 1970, A. Colin, 1970, 275 pages.
- *J.F. Amadiou, "Essai d'analyse interactionniste de la syndicalisation: le cas de la fonction publique en France", Revue Française de Science Politique, avril 1989, XXXIX-2, pp.133-150.
- *Animation et Education, "Des citoyens pour demain", août-septembre 1984, 61.
- *J. Arnault et alii, Chrétiens et communistes, semaine de la pensée marxiste 27 janvier-1 février 1972, Paris, C.E.R.M., éditions sociales, 1973, 268 pages.
- *R. Aron, L'opium des intellectuels, Paris, Calmann-Levy, 1955 (Paris, Gallimard, 1968), 438 pages.
- *R. Aron, Etudes politiques, Paris, Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines, 1972, 564 pages.
- *V. Aubert, A. Bergounioux, J.P. Martin, R. Mouriaux, La forteresse enseignante, la F.E.N., Paris, Fayard, Fondation Saint Simon, 1985.
- *V. Aubert, J. Ozouf, M. Ozouf, "La tradition politique des instituteurs", Pouvoirs, 42, P.U.F., 1987, pp.53-65.
- *B. Aupetit et alii, Classes et catégories sociales, aspects de la recherche, journées d'études classes et catégories sociales, Paris, 4,5, et 6 décembre 1984, Roubaix, Edires, 1985, 205 pages.
- *P. Bacot, "Le comportement électoral des instituteurs, mitterrandistes et giscardiens", Revue Française de Science Politique, déc. 1977, XXVII-6, pp.884-914.
- *A. Barbe, J.N. Luc, Des normaliens, histoire de l'école normale supérieure de Saint Cloud, Presses de la F.N.S.P., 1982.
- *M. Bauer, E. Cohen, "La fin des nouvelles classes: couches moyennes éclatées et sociétés d'appareils", Revue Française de Sociologie, 1983, XXIV-2, pp.285-300.
- *C. Baudelot, R. Estabiet, L'école capitaliste en France, Paris, Maspero, 1971, 340 pages.
- *C. Baudelot, R. Estabiet, J. Malemort, La petite bourgeoisie en France, Paris, Maspero, Cahiers libres 270-271, 1974.
- *J.L. Beauvois, R.V. Joule, Soumission et idéologie, 1981.
- *I. Berger, Les instituteurs d'une génération à l'autre, Paris, P.U.F., coll. L'éducateur, 1979, 183 pages.
- *P. Birnbaum, F. Chazel, Sociologie politique, Textes, A. Colin, coll. U, Paris, 1978, 280 pages.
- *J.L. Bodiguel, L. Rouban, "La dysfonction publique ou la crise du corporatisme", Revue Française de Science Politique, août 1987, XXXVII-4, Presses de la F.N.S.P., pp.539-556.
- *L. Bodin, Les intellectuels, Paris, P.U.F., coll. Que sais-je ?, 1962, 125 pages.
- *P. Bois, Paysans de l'ouest, des structures économiques et sociales depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe, Paris, Flammarion, 1978, 383 pages.
- *F. Bon, M.A. Burnier, Les nouveaux intellectuels, Paris, Seuil, coll. Point Politique, 1971.
- *F. Bon, Les élections en France, histoire et sociologie, Paris, Seuil, 1978, 236 pages.
- *F. Bonvin, "L'école catholique est-elle encore religieuse ?", Actes de la recherche en sciences sociales, novembre 1982, 44-45, pp.92-108.
- *R. Boudon, L'idéologie, l'origine des idées reçues, Paris, Fayard, 1986, 325 pages.
- *P. Bourdieu, J.C. Passeron, Les héritiers, Paris, les Editions de Minuit, le sens commun, 1964, 189 pages.
- *P. Bourdieu, J.C. Passeron, La reproduction, Paris, les Editions de Minuit, le sens commun, 1970, 281 pages.
- *P. Bourdieu, "Avenir de classe et causalité du probable", Revue Française de Sociologie, 1974, XV-1, pp.3-42.
- *P. Bourdieu, M. de Saint Martin, "Les catégories de l'entendement professoral", Actes de la recherche en sciences sociales, 1975, 3, pp.68-93.
- *P. Bourdieu, La distinction, critique sociale du jugement, Paris, les Editions de Minuit, le sens commun, 1979, 670 pages.

- *P. Bourdieu, "Espace social et genèse des "classes"", Actes de la recherche en sciences sociales, juin 1984, 52-53, pp.3-17.
- *D. Boy, "Origine sociale et comportement politique", Revue Française de Sociologie, 1978, XIX-1, pp.73-102.
- *P. Braud, L'inclination des catholiques pratiquants vers la droite, essai d'interprétation, Paris, Le pouvoir, LGDJ, 1977.
- *P. Braud, La vie politique, Paris, P.U.F., coll. Que sais-je ?, 1985, 125 pages.
- *P. Brechon, B. Denni, "L'univers politique des catholiques pratiquants, enquête par questionnaire dans huit assemblées dominicales grenobloises", Revue Française de Sociologie, 1983, XXIV-3, pp.505-534.
- *P. Brechon, B. Cautres, "L'inscription sur les listes électorales: indicateur de socialisation ou de politisation ?", Revue Française de Science Politique, août 1987, XXXVII-4, Presses de la F.N.S.P., pp.502-525.
- *J.Y. Calvez, "L'idée de politisation, jugement de valeur", in G. Vedel, 1962, pp.35-41
- *J. Capdevielle, E. Dupoirier, G. Grunberg, E. Schweisguth, C. Ysmal, France de gauche, vote à droite, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1981, 355 pages.
- *R. Cayrol, J.L. Parodi, C. Ysmal, Le Député français, Paris, A. Colin, 1973, 160 pages.
- *C.E.V.I.P.O.F., L'électeur français en questions, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990, 249 pages.
- *J.M. Chapoulie, "Sur l'analyse des groupes professionnels", Revue Française de Sociologie, 1973, XIV-1, pp.86-114.
- *J.M. Chapoulie, "Le corps professoral dans la structure de classe", Revue Française de Sociologie, 1974, XV-2, pp.155-200.
- *J.M. Chapoulie, D. Merllie, "Le recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire", Revue Française de Sociologie, 1975, XVI-4, pp.439-484.
- *J.M. Chapoulie, D. Merllie, Les déterminants sociaux et scolaires des pratiques professionnelles des enseignants du second degré et de leur transformation, Paris, Centre de sociologie de l'éducation et de la culture, ronéoté, juin 1974.
- *J.M. Chapoulie, Les professeurs de l'enseignement secondaire, un métier de classe moyenne, Paris, éditions de la maison des sciences de l'homme, 1987, 407 pages.
- *M. Cherkaoui, J.K. Lindsey, "Le poids du nombre dans la réussite scolaire", Revue Française de Sociologie, 1974, XV-2, pp.201-215.
- *M. Cherkaoui, Les paradoxes de la réussite scolaire, Paris, P.U.F., l'éducateur, 1979, 223 pages.
- *S. Citron, "Positivism, corporatism and power in the society of history teachers 1910 to 1947", Revue Française de Science Politique, août-octobre 1977, XXVII-4-5, pp.691-716.
- *S. Clapier-Vallandon, J. Poirier, P. Raybaut, Les récits de vie, théorie et pratique, Paris, P.U.F., coll. Le sociologue, 1983. pages.
- *Colloque national sur la formation civique et sociale du samedi 16 avril 1983, "La formation civique et sociale", Humanisme, Revue des Francs-maçons du Grand Orient de France, juillet-septembre 1983, 153-154.
- *M. Crozier, Le phénomène bureaucratique, Le Seuil, 1965.
- *L. Demailly, Le collège, crise, mythes et métiers, Lille, P.U.L., 1991, 373 pages.
- *J.M. Denquin, Science politique, Paris, P.U.F., droit politique et théorique, 1985.
- *H. Desbrosses, Instituteurs et professeurs, matériau pour l'analyse d'un groupe social, Paris, Edires, 1982.
- *A. Di Stefano, La participation des fonctionnaires civils à la vie politique, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1979, 333 pages.
- *J.M. Donegani, G. Michelat, M. Simon, Représentations du champ social, attitudes politiques et changements socio-économiques, Paris-Lille, Lille I-C.E.V.I.P.O.F., 1980, multigr., 479 pages.
- *Données Sociales, I.N.S.E.E., 1990

*Données Sociales, I.N.S.E.E., 1993

*N. Dubois, Le rôle de la famille dans la genèse des attitudes politiques, Lille, Université Flandres-Artois, multigr., 1987, 254 pages.

*G. Dumenil, La position de classe des cadres et employés, la fonction capitaliste parcellaire, Presses Universitaires de Grenoble, 1975.

*E. Durkheim, Sociologie et philosophie, Paris, P.U.F., 1963

*E. Durkheim, L'évolution pédagogique en France, Paris, Alcan, 1938-Paris, P.U.F., 1969

*E. Durkheim, Le socialisme, Paris, P.U.F., 1971, 269 pages.

*E. Durkheim, Textes, Fonctions sociales et institutions, tome 3, Paris, les Editions de Minuit, avec le concours du C.N.R.S., coll. Le sens commun, présentation de V. Karady, 1975, 568 pages.

*M. Duverger, Introduction à la politique, Paris, Folio, essais, Gallimard, 1964, 380 pages.

*G. Fabre-Rosanne, A. Guede, "Sociologie des candidats aux élections législatives de mars 1978", Revue Française de Science Politique, octobre 1978, XXVIII-5.

*C. Ferrand, Exclusion et sous-prolétariat, Paris, P.U.F., 1982, 124 pages.

*F. Ferrarotti, Histoire et histoires de vie, la méthode biographique dans les sciences sociales, Rome, 1981, traduction Paris, Librairie des Méridiens, Sociologies au quotidien, 1983.

*L. Ferry, A. Renaut, 68-86, itinéraires de l'individu, Paris, Gallimard, 1987, 134 pages.

*P. Fougeyrollas, La conscience politique dans la France contemporaine, Paris, Denoël, 1963, 337 pages.

*F. Furet, J. Julliard, P. Rosanvallon, La République du centre, la fin de l'exception française, Paris, Calmann-levy, coll. Pluriel, 1988.

*D. Gaxie, Le cens caché, Paris, Seuil, 1978.

*D. Gaxie, "Les facteurs sociaux de la carrière gouvernementale sous la cinquième République de 1959 à 1981", Revue Française de Sociologie, 1983, XXIV-3, pp.441-465.

*T. George, "Professeur de philosophie à T.", Les temps modernes, 1972, 312-3, pp.261-273.

*G. Georges, H. Hannoun, A. Leon, R. Toraille, La formation des maîtres, ed. E.S.F, collection information et formation, Paris, 1974, 138 pages.

*P. Gerbod, La condition universitaire en France au 19^e siècle, Paris, P.U.F., 1965.

*P. Gerbod, Les enseignants et la politique, Paris, P.U.F., coll. Sup l'historien, 1976.

*R. Ghiglione, B. Matalon, N. Bacri, Les dires analysés, l'analyse propositionnelle du discours, Saint Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1985.

*A. Girard, "L'origine sociale des élèves des classes de sixième" in "Population" et l'Enseignement, I.N.E.D., Paris, P.U.F., 1970.

*A. Girard, A. Sauvy, "Les diverses classes sociales devant l'enseignement", in "Population" et l'Enseignement, I.N.E.D., Paris, P.U.F., 1970.

*R. Girardet, "Autour de la notion de tradition politique, essai de problématique", Pouvoirs, 42, P.U.F., 1987, pp.5-14.

*F. Goguel, Géographie des élections françaises sous la 3^e et 4^e République, Paris, P.F.N.S.P., A. Colin, 1970, 185 pages.

*M. Grawitz, "Psychologie et politique", in M. Grawitz, J. Leca, Traité de Sciences Politiques, tome 3, Paris, P.U.F., 1985.

*Groupe français d'éducation nouvelle, "Se construire le sens social et politique à l'école", Dialogue, avril-mai 1979, 31.

*G. Groux, "Les couches moyennes, l'Etat et le corporatisme en France", Revue Française de Sociologie, 1983, XXIV-2, pp.301-315.

*G. Grunberg, R. Mouriaux, L'univers politique et syndical des cadres, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1979.

- *G. Grunberg, E. Schweisguth, "A quoi sert la sociologie empirique", Revue Française de Sociologie, 1983, XXIV-2, pp.327-338.
- *G. Grunberg, E. Schweisguth, "Libéralisme culturel et libéralisme économique", in CEVIPOF, 1990, pp.45-69.
- *G. Gusdorf, Pourquoi des professeurs ? pour une pédagogie de la pédagogie, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1963, 246 pages.
- *F. Haegel, "Le lien partisan", in CEVIPOF, 1990, pp.153-174.
- *H. Hamon, P. Rotman, Génération 1, Les années de rêve, Seuil, 1987, 616 pages.
- *H. Hamon, P. Rotman, Génération 2, Les années de poudre, Seuil, 1988, 695 pages.
- *M.J. Hazard, "Pour qui tu votes ?", L'école des parents, mars 1978, pp.4-12.
- *H.T. Himmelweit, "La socialisation politique", Revue Internationale des Sciences Sociales, 1983, 96, pp.263-282.
- *Historiens et géographes, Revue de l'association des professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement public, décembre 1984, 302.
- *R. Huard, "La tradition politique: émergence, contenus, devenir", Pouvoirs, 42, P.U.F., 1987, pp.15-29.
- *V. Isambert-Jamati, Crises de la société, crises de l'enseignement, sociologie de l'enseignement secondaire français, Paris, P.U.F., bibliothèque de sociologie contemporaine, 1970, 400 pages.
- *L. Jaume, "Le public et le privé chez les Jacobins (1789-1794)", Revue Française de science Politique, avril 1987, XXXVII-2, pp.230-248.
- *J. Julliard, La faute à Rousseau, essai sur les conséquences historiques de l'idée de souveraineté populaire, Paris, Seuil, 1985.
- *V. Karady, "Normaliens et autres enseignants à la Belle Epoque", Revue Française de Sociologie, 1972, XIII-1, pp.35-58.
- *V. Karady, "L'expansion universitaire et l'évolution des inégalités devant la carrière d'enseignant au début de la Troisième République", Revue Française de Sociologie, 1973, XIV-4, pp.443-470.
- *V. Karady, "Les professeurs de la République", Actes de la recherche en sciences sociales, juin 1983, 47-48, pp.90-112.
- *J.F. Kesler, "Les fonctionnaires et la politique", Revue administrative, 1966.
- *M.C. Kessler, Les grands corps de l'Etat, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1986.
- *S.C. Kolm, "Libres, égaux et fraternels: la logique profonde de la morale républicaine", Revue Française de Science Politique, août 1985, XXXV-4, pp.639-651.
- *J. Labbens, La condition sous-prolétarienne, le quart-monde, Paris, Editions sciences et services, Pierrelay, 1969.
- *A. Lancelot, L'abstentionnisme électoral en France, Paris, A. Colin, Cahiers de la F.N.S.P. n 162, 1968, 290 pages.
- *J. Lazar, "Les adolescents français face à la politique", Revue Internationale des Sciences Sociales, 106, XXXVII, 1985-4, pp.459-514.
- *A. Leger, Enseignants du secondaire, P.U.F., coll. L'éducateur, Paris, 1983.
- *A. Leger, "Etre social et positions socio-politiques des professeurs", in B. Aupetit et alii, Classes et catégories sociales, aspects de la recherche, Edires, 1985.
- *C. Lelièvre, "Bourses, méritocratie et politiques scolaires dans la Somme 1850-1914", Revue Française de Sociologie, 1985, XXVI, pp.409-429.
- *A. Leon, Histoire de l'enseignement en France, Paris, P.U.F., coll. Que sais-je ?, 2 édition, 1972, 125 pages.
- *C. Levi-Strauss, Tristes Tropiques, Paris, Plon, 1955.
- *B.H. Levy, Eloge des intellectuels, Paris, Grasset, Figures, 1987.

- †D. Lindon, P. Weill, *Le choix d'un député, un modèle explicatif du comportement électoral*, Paris, les Editions de Minuit, 1974, 199 pages.
- †G. Marcy, *Moi, un prof*, Paris, éditions Stock 2, Témoigner, 1974.
- †N. Mayer, *La boutique contre la gauche*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1986.
- †L. Mercier, *Les universités populaires 1899-1914, Education populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*, Paris, éditions ouvrières, coll. mouvement social, 1986.
- †P. Meyer, *L'enfant et la raison d'Etat*, Paris, Seuil, coll. Point Politique, 1977.
- †G. Michelat, M. Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la F.N.S.P. et éditions sociales, 1977, 498 pages.
- †G. Michelat, M. Simon, 1, "Déterminations socio-économiques, organisations symboliques et comportement électoral", *Revue Française de Sociologie*, 1985, XXVI-1, pp.32-69.
- †G. Michelat, M. Simon, 2, "Les "sans réponse" aux questions politiques", *Pouvoir*, 33, P.U.F., 1985, pp.41-56.
- †G. Michelat, "La dimension gauche/droite est-elle encore d'actualité ?", in *Données Sociales*, 1990, pp.389-393.
- †G. Michelat, "A la recherche de la gauche et de la droite", in *CEVIPOF*, 1990, pp.71-103.
- †G. Michelat, M. Simon, "Niveau d'intégration au catholicisme et vote", in *Données Sociales*, 1990, pp.385-388.
- † S. Milgram, *Soumission à l'autorité*, Paris, Calmann-Levy, 1974.
- †Ministère de l'Education Nationale, *Programmes et Instructions à l'école élémentaire*, C.N.D.P., B.O., 1985.
- †D. Monjardet, G. Benguigui, "L'utopie gestionnaire, les couches moyennes entre l'Etat et les rapports de classe", *Revue Française de Sociologie*, 1982, XXIII-4, pp.605-638.
- †J. Morin, "La participation électorale d'avril 1988 à mars 1989", in *Données sociales*, I.N.S.E.E., 1990, pp.394-397.
- †A. Morrison, D. Mc Intyre, *Profession: enseignant*, Paris, A. Colin, 1975.
- †J. Mossuz-Lavau, M. Sineau, *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, P.U.F., recherches politiques, 1983, 280 pages.
- †L. Moulin, *Les socialisations*, Duculot, 1975, 200 pages.
- †A. Muxel-Douaire, "Chronique familiale de deux héritages politiques et religieux", *Cahiers internationaux de Sociologie*, 1986, LXXXI, pp.255-280.
- †R.G. Niemi, *The politics of future citizens; new dimensions in the political socialization of children*, San Francisco-London, 1974.
- †A. Norvez, *Le corps enseignant et l'évolution démographique, effectif des enseignants du second degré et besoins futurs, travaux et documents 82*, I.N.E.D., P.U.F., 1977.
- †Organisation de Coopération et de Développement Economiques, *L'enseignant face à l'innovation, volume I, Rapport Général*, Paris, 1974, 616 pages.
- †Organisation de Coopération et de Développement Economiques, *Evolution récente du recrutement des enseignants, l'enseignant face à l'innovation, volume II*, Paris, 1974, 223 pages.
- †J. Ozouf, *Nous, les maitres d'école, autobiographies d'instituteurs de la Belle-Epoque*, Paris, Julliard, coll. Archives, 1967.
- †M. Ozouf, *L'école de la France, essais sur la révolution, l'utopie et l'enseignement*, Paris, Gallimard, 1984.
- †G. Padioleau, "La formation de la pensée politique: développement longitudinal et déterminants socioculturels", *Revue Française de Sociologie*, 1976, XVII-3, pp.451-484.
- †M. Pagès, "Réflexions sur la relation maître-élèves", in *L'Education Nationale*, 22, 14 juin 1962.

- *D. Paty, 12 collèges en France, enquête sur le fonctionnement des collèges publics aujourd'hui, préface de M. Crozier, C.N.R.S., Centre de Sociologie des Organisations, Paris, La Documentation Française, 1980, 320 pages.
- *A. Percheron, 1, L'univers politique des enfants, Paris, A. Colin, travaux et recherches de science politique n 27, 1974.
- *A. Percheron, 2, L'univers politique des paysans, Paris, A. Colin, 1974.
- *A. Percheron, "Transmission des préférences idéologiques au sein de la famille", Bulletin de la Société Française de Sociologie, juin 1977, 4, pp.41-52
- *A. Percheron, in M.J. Hazard, 1978, 3, pp.4-12
- *A. Percheron, "Le domestique et le politique", Revue Française de Science Politique, oct. 1985, XXXV-5, Presses de la F.N.S.P., pp.840-891.
- *A. Percheron, "Les mutations politiques de la France", in CEVIPOF, 1990, pp.9-15
- *T. Pfister, La république des fonctionnaires, les faiblesses des politiques, les privilèges de l'administration, les scandales de l'argent, Paris, Albin Michel, 1988, 248 pages.
- *J. Piaget, Psychologie et pédagogie, Denoël, coll. Médiations, 1935.
- *J. Piaget, Six études de psychologie, Genève, Bibliothèque Médiations, éditions Gonthier, 1964.
- *J. Piaget, Le jugement et le raisonnement chez l'enfant, Neuchatel, Delachaux et Niestle, 1956, 1969.
- *J.P. Poitou, La dissonance cognitive, Paris, A. Colin, coll. U, 1974.
- *A. Prost, L'enseignement en France 1800-1967, Paris, A. Colin, coll. U, 1968.
- *T. Raffin, "à propos d'A. Bianconi, Politique et enseignement, l'idéologie du S.N.I. de 1920 à 1939, Presses de l'Institut d'études politiques de Toulouse, Toulouse, 1985", Revue Française de Sociologie, 1987, XXVIII-2, pp.343-346.
- *J. Ranger, "Les français s'intéressent-ils à la politique", in CEVIPOF, 1990, pp.127-151.
- *Rapport de la commission d'études sur la fonction enseignante dans le second degré, Paris, La Documentation Française, 1972, 146 pages.
- *Revue internationale des sciences sociales, "La jeunesse", 1985-4, XXXVII, 106, pp.459-514.
- * C. Roig, F. Billon-Grand, La socialisation politique des enfants, Paris, A. Colin, 1968.
- *M. Rossini, J. Cortes, "De la morale et de la vie civique", Education Hebdo, 19 mai 1983, 30, pp.4-5.
- *E. Sapir, Anthropologie, Paris, éditions de Minuit, 1967.
- *R. Sazerat, Les proviseurs et leur lycée de 1944 à 1980, thèse pour l'obtention du doctorat d'Etat, Lille, Université Flandres-Artois, multigr., 1986.
- *D. Segrestin, Le phénomène corporatiste, essai sur l'avenir des systèmes professionnels fermés en France, Paris, Fayard, Fondation Saint Simon, 1985, 283 pages.
- *A. Siegfried, Tableau politique de la France de l'ouest, Paris, A. Colin, 1964.
- *F. de Singly, C. Thelot, "Racines et profils des ouvriers et des cadres supérieurs", Revue Française de Sociologie, 1986, XXVII-1, pp.47-86.
- *F. de Singly, C. Thelot, Gens du privé, gens du public, la grande différence, Paris, Dunod, 1988, 256 pages.
- *S.O.F.R.E.S., Le Nouvel Observateur, 17 juin 1984, enquête "isoloir".
- *S.O.F.R.E.S., Libération 20 janvier 1985.
- *S.O.F.R.E.S., Le Nouvel Observateur-TF1, Le Nouvel Observateur, 16 janvier 1987, p.32.
- *J. Stoetzel, Les valeurs du temps présent, une enquête européenne, Paris, P.U.F., 1983.
- *L. Tanguy, "L'Etat et l'école: l'école privée en France", Revue Française de Sociologie, 1972, XIII-3, pp.325-375.

- *L. Tanguy, "Savoirs et rapports sociaux dans l'enseignement secondaire en France", Revue Française de Sociologie, 1983, XXIV-2, pp.227-254.
- *J. Testanière, P. Pintiaux, "Le conseil des maîtres, le rôle des instituteurs en 1969 dans l'orientation des élèves", Revue Française de Sociologie, 1979, XX, pp.703-732.
- *C. Thelot, Tel père, tel fils, position sociale et origine familiale, Paris, Dunod, 1982.
- *L. Thevenot, "A propos d'une définition des couches moyennes et de la nouvelle nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles", Revue Française de Sociologie, 1983, XXIV-2, pp.317-326.
- *A. Touraine, "Contribution à la sociologie du mouvement ouvrier, le syndicalisme de contrôle", Cahiers internationaux de sociologie, 1960, XXVIII, pp.57-88.
- *J.R. Treanton, "à propos de V. Isambert-Jamati, Crises de la société, crises de l'enseignement", Revue Française de Sociologie, 1973, XIV-4, pp.555-564.
- *J.R. Tréanton, "à propos de A. Barbe, J.N. Luc, Des Normaliens, histoire de l'école normale supérieure de Saint-Cloud, P.F.N.S.P., 1982", Revue Française de Sociologie.
- *G. Vedel, La dépolitisation, mythe ou réalité, Paris, A. Colin, Cahiers de la F.N.S.P. n 120, 1962, 288 pages.
- *P. Vercauteren, Les sous-prolétaires, Bruxelles, Questions économiques, sociales et politiques, éditions Vie ouvrière, 1970.
- *P. Villard, Histoire des institutions publiques de la France de 1789 à nos jours, Paris, mementos Dalloz, 4 édition, 1988, 197 pages.
- *G. Vincent, "Les professeurs du second degré au début du XX siècle", Mouvement social, 1966, 56, pp.47-73.
- *G. Vincent, Les professeurs du second degré, Paris, A. Colin, Cahiers de la F.N.S.P. n 160, 1967.
- *G. Vincent, "Histoire et structure du système scolaire français: l'enseignement primaire", Revue Française de Sociologie, 1972, XIII-1, pp.59-79.
- *G. Vincent, H. Waldeyer, J. Camy, A. Battegay, J. Bonniel, Etudes sur la socialisation scolaire, Groupe de Recherches sur le procès de socialisation, Lyon, ed. du C.N.R.S., 1979, 134 pages.
- *M. Weber, Le savant et le politique, Paris, Plon, 1959.
- *M. Weber, Essais sur la théorie de la science, Paris, Plon, 1965.
- *C. Ysmal, Le comportement électoral des français, Paris, éditions La découverte, 1986.
- *C. Ysmal, Les partis politiques sous la V République, Paris, Domat, Politique, Montchrestien, 1989.

Table des matières

Introduction

introduction.....	2 à 14
notes.....	15 à 22

Genèse d'un corps et de sa politisation

I Origine et évolution du corps professoral.....	24 à 86
1.1-Les débuts de l'enseignement secondaire	27 à 35
1.2-L'enseignement secondaire sous la Troisième République	35 à 47
1.3-Le secondaire dans la première moitié du XX siècle	47 à 51
1.4-Les mutations des années 50-60	51 à 63
1.5-La crise des années 70-80	63 à 67
notes du chapitre I	68 à 86
II Histoire de la politisation professorale.....	87 à 108
2.1-La politisation professorale à ses débuts	87 à 90
2.2-Evolution de la politisation professorale	90 à 103
2.21-Une participation accrue aux luttes électorales.....	90 à 92
2.22-Une diversification des tendances politiques affectant l'unité syndicale.....	92 à 95
2.23-Une politisation de la syndicalisation.....	95 à 103
notes du chapitre II	104 à 108

La politisation professorale aujourd'hui

I Degré de la politisation professorale.....	110 à 141
1.1-Un intérêt relativement élevé	110 à 114
1.2-Quelques données explicatives	114 à 127
1.21-Les professeurs sont des agents de l'Etat.....	115
1.22-Les professeurs sont majoritairement des femmes.....	115 à 126
1.23-Les professeurs sont aussi des intellectuels.....	127
notes du chapitre I	128 à 141
II Nature de la politisation professorale.....	142 à 210
2.1-Une nette préférence pour la gauche	142 à 146
2.2-Quelques-uns des paradigmes existants	146 à 183
2.11-Des petits bourgeois pas comme les autres.....	146 à 151
2.12-Une forte conscience collective.....	151 à 162
2.13-Une origine sociale modeste.....	162 à 167
2.24-Un esprit de corps menacé.....	167 à 183
notes du chapitre II	184 à 210

L'enquête

I Le dispositif d'enquête	217 à 221
notes du chapitre I	222 à 225

II L'échantillon	226 à 229
------------------------	-----------

Annexes

Tableaux	231 à 240
----------------	-----------

Histoire des individus

Type I: j'ai le coeur à gauche	242 à 348
I Logique des représentations	243 à 309
notes du type I	310
II Racines et trajectoires personnelles	311 à 343
2.1-Mécanismes de socialisation.....	311 à 328
2.2-Itinéraires politiques.....	328 à 332
2.3-Degré et nature de la politisation actuelle.....	332 à 339
Caractéristiques des individus ayant le coeur à gauche	340 à 343
notes du type I	344 à 348
Type II: j'ai le bon sens à droite	349 à 392
I Logique des représentations	350 à 380
notes du type II	381
II Racines et trajectoires personnelles	382 à 391
2.1-Mécanismes de socialisation.....	382 à 386
2.2-Itinéraires politiques.....	386 à 388

Caractéristiques des individus ayant
le bon sens à droite 389 à 391

notes du type II 392

**Type III: la politique, c'est bonnet blanc-blanc
bonnet** 393 à 426

I Logique des représentations 394 à 414

notes du type III 415

II Racines et trajectoires personnelles 416 à 426

2.1-Mécanismes de socialisation..... 416 à 417

2.2-Itinéraires politiques..... 418 à 422

Caractéristiques des individus considérant
la politique comme bonnet blanc-blanc bonnet 423 à 426

**Type IV: je tiens à construire mon propre
jugement** 427 à 450

I Logique des représentations 428 à 443

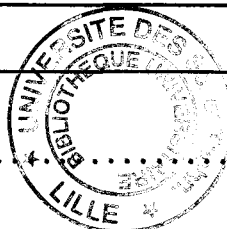
notes du type IV 444

II Racines et trajectoires personnelles 445 à 446

Caractéristiques des individus soucieux de
se construire leur propre jugement 447 à 450

Conclusion

En guise de conclusion..... 452 à 493



Références bibliographiques

Liste des ouvrages et articles..... 495 à 500